



MÉMOIRES

DES NÉGOCIATIONS

DU MARQUIS DE VALORI.

DE L'IMPRIMERIE DE FIRMIN DIDOT,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE L'INSTITUT, RUE JACOB, N° 24.



MÉMOIRES

DES NÉGOCIATIONS

DU MARQUIS DE VALORI,

AMBASSADEUR DE FRANCE A LA COUR DE BERLIN;

Accompagnés d'un Recueil de lettres de Frédéric-le-Grand, des Princes ses frères, de Voltaire, et des plus illustres personnages du XVIII[e] siècle;

Précédés d'une Notice historique sur la vie de l'Auteur;

Par le Comte H. de VALORI.

TOME PREMIER.



A PARIS,
CHEZ FIRMIN DIDOT, PÈRE ET FILS,
LIBRAIRES, RUE JACOB, N° 24.
1820.

Au Commandeur de Valori.

Un Editeur des Mémoires du Marquis de Valori, votre aïeul maternel, les eût publiés sous vos auspices: cette dédicace, mon cher Cousin, était commandée par les convenances; plus heureux, j'acquitte envers vous la dette de l'amitié, si chère à mon coeur, et celle de la diplomatie française.

Le Comte de Valori.

NOTICE HISTORIQUE

SUR LA VIE

DU MARQUIS DE VALORI.

Ceux qui écrivent l'histoire ne doivent rien donner ni à l'amour ni à la haine des personnes dont ils ont à parler. Ni leur animosité, ni leur reconnaissance, ne doivent jamais passer de leur cœur dans leurs écrits. Il faut qu'ils se mettent au-dessus de l'espérance et de la crainte, pour avoir toujours la force d'annoncer la vérité. Chacun, dit d'Aubigné dans la préface de son Histoire universelle, proteste à son commencement de remplacer les défauts de sa suffisance par l'effort de sa fidélité; chacun se vante d'user de quelque liberté, et de fouler aux pieds la passion; et tel qui, dès le commencement même, montre que sa plume et sa conscience sont vendues à la faveur. C'est ce que l'on ne reprochera point à l'auteur des Mémoires diplomatiques, que je publie quarante-six ans après sa mort.

Ce travail, qu'il eût été inconvenant de mettre au jour du vivant des grands personnages qui y

jouent un rôle (1), est maintenant du domaine de l'histoire. La vive reconnaissance que l'auteur conserva toujours pour la maison de Prusse n'y perd rien à côté d'une vérité consciencieuse, et j'ose dire que les adulations des d'Argens, des Maupertuis, etc., qui désertèrent sitôt les drapeaux du grand Frédéric, sont bien moins intéressantes que l'austère franchise d'un ministre français estimé et traité de la façon la plus honorable, comme vont le prouver les lettres de ce prince. La mémoire des hommes célèbres gagne donc beaucoup à être présentée sans prévention. C'est ce qui n'est point arrivé pour Frédéric, dont la vie, les hauts faits, les ouvrages et les actions privées, ont été rabaissés par des ignorants ou des gens de mauvaise foi, ou exaltés par de bas flatteurs et de misérables panégyristes. J'espère donc que l'on reconnaîtra parfaitement le vainqueur d'Hohen-Friedberg, dans les Mémoires d'un plénipotentiaire qui le suivit constamment durant onze années de ses négociations. Avant tout, il est indispensable d'entretenir quelques instants le lecteur, de cet historiographe français d'un roi de Prusse, et de réparer l'oubli dont son ombre peut accuser les historiens de son temps, et ceux

(1) Frédéric II mourut en 1785; et, depuis sa mort, tels événements sont survenus, qu'il n'a pas été possible de publier les Mémoires de M. de Valori, déja connus, quoique manuscrits, de ce grand capitaine.

qui sont venus après. Les droits de l'honneur sont imprescriptibles.

Quand Périclès, le premier orateur de la Grèce dans le genre démonstratif, monta à la tribune publique pour y faire l'éloge des braves Athéniens, tués à la guerre de Samos, il encensa les mânes de tous les citoyens qui s'étaient immolés pour la patrie, sans distinction de dignités. Leur gloire était commune : il leur rendit de communs honneurs. Pourquoi s'est-on écarté de cette route qu'il avait frayée? Pourquoi l'usage ne décerne-t-il parmi nous ces derniers honneurs qu'aux têtes couronnées et aux princes du sang? Les sociétés littéraires, éclairées du flambeau de la raison, ont déja franchi les barrières de ces usages exclusifs, en accordant à chacun des membres de la grande société un hommage à leur vie par leur vie elle-même. La vertu, dépouillée de tout éclat étranger, n'y est honorée que pour elle seule; l'harmonie du monde civilisé dépend de ses égards naturels. Ne donnons donc de louanges qu'à ceux qui les méritent : voilà le moyen de rendre aux mœurs énervées toute leur ancienne vigueur; voilà le moyen d'entretenir dans tous les états une noble émulation. Le respect que l'on imprimera pour la mémoire du citoyen vertueux, quels que soient son rang et sa condition, semblable à ces traits de lumière réfléchis par des miroirs ardents, embrasera toutes les ames, et leur communiquera le saint enthousiasme de l'imitation.

L'apologie d'un grand citoyen se trouve dans toutes ses actions, et les rappeler, c'est faire la plus simple comme la plus noble exhortation à ses compatriotes.

Guy-Louis-Henri de Valori naquit à Menin, paroisse de Saint-Waast, le 12 octobre 1692. Son père, Charles-Guy de Valori, singulièrement aimé de Louis XIV (1), était alors lieutenant-général des armées du roi, et directeur des fortifications de Flandres et du Hainaut. Ce brave officier, qui concourut puissamment à la fortifi-

---

(1) *Cette lettre de Louis XIV prouve combien il avait mérité de S. M.*

« M. de Valori, étant bien aise que l'application que vous donnerez aux fonctions d'ingénieur en chef et de commandant les ingénieurs dans mon armée du Rhin, de laquelle j'ai donné le commandement à mes cousins le duc de Villars, pair et maréchal de France, et de Bezons, aussi maréchal de France, ne vous prive pas de l'honneur de m'y servir en votre charge de lieutenant-général en mes armées, je vous écris cette lettre pour vous dire que je trouve bon que vous receviez les ordres de mesdits cousins, desirant qu'ensuite vous vous donniez entièrement à ce qui regarde les fonctions d'ingénieur en chef et de commandant les ingénieurs en madite armée du Rhin, vous assurant que ceux que vous me rendez me sont en particulière considération. Et la présente n'étant pour autre fin, je prie Dieu, qu'il vous ait, Monsieur de Valori, en sa sainte et digne garde. Écrit à Marly, le 31 mai 1713.

Signé LOUIS.

Et plus bas :

VOYSIN.

(Pièce originale.)

cation de nos villes frontières et balança le bâton de maréchal avec le célèbre Vauban, était lui-même fils d'un officier-général, gouverneur de Fribourg. L'on juge qu'il donna à son fils une éducation militaire des plus distinguées. Aussi le jeune Valori en sut-il profiter si avantageusement, que le 30 octobre 1707, à peine âgé de seize ans, il fut nommé enseigne du régiment de Piémont. En 1713, le maréchal de Villars (1) le choisit

(1) Au camp devant Landau, le 22 août 1713. (*Cette lettre est adressée au chancelier Voysin. — Voyez les Mémoires de Villars*, *T.* 3. *Siége de Landau.*)

J'envoie, monsieur, le fils de M. de Valori porter les drapeaux au roi, tant pour faire plaisir à M. son père, duquel sa majesté doit être fort contente, que pour marquer mon estime au corps des ingénieurs, et à ce jeune homme en particulier qni est *un très-bon sujet;* il est juste, monsieur, que le roi répande quelques grâces dans un corps qui le sert très-bien ; les périls qu'il court, la quantité qu'il y en a de tués et de blessés, méritent des distinctions en honneurs ou en biens ; car en vérité le métier sans cela ne serait pas recherché. Nous avons un corps respectable, qui est nos grenadiers, officiers et soldats, et en un mot, ce sont ces gens-là, et les ingénieurs qui prennent les places.

J'ajouterai à la justice que M. le maréchal de Bezons aura sans doute rendue à la bonne volonté des ingénieurs, que les sieurs de Charmont et du Portail, très-anciens dans ce corps, mériteraient bien d'être brigadiers. Et pour moi j'avoue qu'encore que je sois plus vif de ma nature que le marquis de Valori, quand il ne va pas aussi vîte, je trouve presque toujours scs raisons convaincantes; enfin, monsieur, c'est un homme très-sage, ct très-capable: bien du sens et de l'intelligence.

VILLARS. (Pièce originale.)

pour aller porter au roi les drapeaux pris au fameux siége de Landau, à la suite duquel son père fut nommé, par provisions de la même année, au gouvernement du Quesnoy, où son portrait se voit encore à l'hôtel-de-ville. Le jeune Valori, guidé par les plus beaux exemples, et s'efforçant de les imiter, s'ouvrit une carrière des plus brillantes; il saisit sans peine la théorie d'un métier dont la pratique laisse encore tant à desirer. Les difficultés, loin de lasser sa patience, ne servaient qu'à piquer son émulation. Enseigne du régiment de Piémont, ses mains faibles encore portaient avec peine l'étendard dont il était dépositaire; mais la fidélité était l'ame de sa conduite. Pouvait-il y manquer, sans abjurer le souvenir de ses pères? L'histoire lui donnait en cela un si bel exemple (1)!

---

(1) Extrait des registres du Lys, feuille IV vingt I, in-f°, conservé aux archives du roi en Provence, expédié et collationné sur le mandement du bon roi Henri IV. (*La traduction de l'original latin est de l'abbé Bonamy, bibliothécaire de Saint-Magloire.*)

Yolande, par la grace de Dieu, reine de Jérusalem et de Sicile, duchesse d'Angers, comtesse des comtés de Provence et de Forcalquier, etc., à tous ceux qui ces présentes verront, grace et bonne volonté: comme tous les rois et les souverains de la terre sont naturellement portés à considérer les vertus, et les mérites de leurs plus fidèles sujets, et à reconnaître, et récompenser leurs services de leurs graces, et sur-tout de leurs bienfaits ceux dont l'affection plus inviolable semble requérir des reconnaissances plus dignes. Nous aussi conservant dans

Occupé à servir son prince et sa patrie, le père de M. de Valori avait été obligé de confier à des soins étrangers l'éducation de celui qui devait être un jour le digne héritier de sa valeur. Mais il veut le guider lui-même; il lui remet l'enseigne qu'il vient d'obtenir; lui-même, comme un autre Manlius, lui dicte la leçon de l'honneur: « Partez, « mon fils, partez (lui dit-il en l'embrassant)! allez « verser votre sang pour votre roi! deux dépôts « vous sont confiés, votre drapeau et votre vie; « et rappelez-vous bien que, dans telle position « que vous puissiez vous trouver, vous devez « conserver l'un aux dépens de l'autre. Le roi vous

---

notre mémoire, et faisant quelque réflexion en nous-mêmes, et dans le secret de notre cœur sur la parfaite constance et ardente fidélité et affection que notre cher et bien-aimé Barthélemy de Valori, gentilhomme des plus illustres de notre royaume et maître de notre hôtel, a toujours conservé et fait paraître au service de N. M.; étant bien informée que, porté du même zèle, il a généreusement quitté ses proches, ses amis, et Florence, sa patrie, pour notre service, et est toujours demeuré avec beaucoup de soin et de constance sous l'obéissance de notre justice. Nous, en faveur et considération d'iceux, et des grands services que ledit Barthélemy de Valori nous a rendus par le passé et le reconnaissant digne d'une plus grande grace, assistée de notre conseil, après une mûre délibération, nous avons donné, cédé, quitté et transporté, donnons, cédons, quittons et transportons audit Barthélemy de Valori les seigneuries et châteaux de Marignane en Provence, etc. — Donné à notre château d'Angers, le second jour de février, l'an de N. S. 1427, en comptant selon l'usage de France.

« donne ce drapeau en échange de celui que vous « avez pris à Landau. Ne le rendez jamais ! imitez « ce brave guerrier qui dans votre place avait « successivement perdu ses deux bras, et songeait « encore dans cet événement funeste qu'il avait « des dents pour retenir son étendard. Mais si la « force vous l'arrache, que ce ne soit que par « lambeaux, et après vous en être enveloppé, et « vous être fait percer de mille coups. »

Belle leçon ! elle fut toujours gravée dans le cœur du jeune guerrier. Valori se distingua à la retraite d'Oudenarde, à la bataille de Malplaquet, et au siége de Douay où il fut grièvement blessé (1). D'abord enseigne du régiment de Piémont, ensuite inspecteur des milices de Flandres en 1727, il obtint bientôt un régiment de son nom, dont le gouvernement fit les frais, faveur inouie depuis un siècle, jusqu'à l'époque où il fut promu colonel. Valori acquitte la dette qu'il a contractée avec le trône et la patrie : à la tête de son régiment, il enfonce la première redoute à Denain, tandis que son père, sous les yeux duquel il combat, concourt sous les ordres de Villars à la défaite des ennemis. Le père a cinquante-trois ans, et vient de mériter le gouvernement de la citadelle de Lille avec la grand' croix de

(1) Il eut deux doigts de la main gauche emportés par un biscayen. — (*Voyez la Gazette de France à la table* (*lettre V.*)

S. Louis, la treizième donnée depuis l'institution de l'ordre. Le fils, écuyer de la reine Marie Leczinska a vingt-sept ans ; et déjà il est décoré de l'ordre des braves, pour action d'éclat.

Mais quelle utile leçon ne va-t-il pas donner après la cessation des hostilités, à ces militaires oisifs pour qui la paix est un sommeil léthargique? Tous les moments sont précieux pour celui qui a voué son existence à son pays. L'art de la guerre n'est pas le seul qui lui convienne : il doit se distinguer aussi dans celui de la politique. Le soldat devient diplomate. Bientôt Valori n'a pas seulement des bras et des conseils à offrir à sa patrie; en échange des bienfaits qu'il en reçoit, il lui fait le sacrifice des qualités supérieures de son esprit. Tandis que les armes se reposent, il étudie l'art profond des gouvernements: il apprend à discerner leurs intérêts différents. Que de pénétration pour saisir tant d'objets; que d'intelligence pour manier tant de ressorts ; que de prudence pour ne point s'égarer dans un dédale si compliqué! Mais que ne peut le jugement, appuyé de cette sorte d'esprit qui lui est nécessaire !

L'art du négociateur, après les études préparatoires et relatives, est moins le triomphe d'une honorable astuce, que celui d'un soldat de cabinet, qui, bien pénétré des intérêts de son pays, les défend avec adresse et cependant avec loyauté. Bien des personnes ont cru que le rôle d'un ambassadeur était celui d'un espion titré ; cette idée

est aussi basse qu'injuste. Les gens d'esprit jugent souvent avec un bon mot presque toujours inconséquent. Dans les deux positions où puisse se trouver un diplomate, la candeur doit être la première de ses qualités ; et la précaution, la seconde. Je ne dis pas que dans toutes les circonstances il ne lui soit indispensable de bien s'assurer, et par les moyens les plus ingénieux, quelles sont les dispositions de la cour auprès de laquelle il réside, pour obtenir les renseignements, et amener les accommodements, qui sont l'objet de sa mission. Mais il faut bien observer qu'il est sur le point d'être répréhensible aux yeux de la cour qui l'accrédite, si ce négociateur emploie, pour arriver à ses fins, des errements indignes et du prince auprès duquel il est en créance, et des pouvoirs qui lui sont conférés. Soit qu'il lui faille négocier en temps de paix des traités de limites ou de commerce, soit qu'il représente en temps de guerre, la candeur doit être l'ame de sa conduite, dans la stricte observation des instructions ministérielles. La scrupuleuse teneur des traités et conventions, sur lesquels se fondent le droit public et celui des nations; le rappel de ces traités quand le cas l'exige; la dignité du caractère dont il est investi; le soin de rester isolé dans une cour qu'il doit fréquenter selon l'usage; les rapports bien entretenus avec les ministres de sa nation auprès des autres princes; l'exactitude de sa correspondance générale et de ses comptes;

la tenue de ses relations journalières, celle de son intérieur ; tous les mouvements de son existence diplomatique, doivent être marqués au type de la sagacité et de la droiture. Cette sincérité précautionneuse, utile dans les jours de bonne chance, l'est bien davantage dans les temps défavorables. L'art du diplomate est donc dans l'état politique le plus difficile de tous. Je ne parle pas des dons physiques qui font souvent fortune; ce n'est point là ce qui est le plus exigible dans un ambassadeur; mais de ce tact indéfinissable que rien ne répare si on ne le possède, mérite essentiel dans un ministre, en ce que, n'étant point le maître d'agir d'après ses propres suggestions, il ne faut point qu'il se trompe dans le peu de latitude que le pouvoir lui laisse. La diplomatie n'est plus ce qu'elle était avant 1789; mais les éléments en sont les mêmes. Convaincu de ces vérités, je dirai que personne ne posséda mieux que M. de Valori le grand art des négociations. Tant de soins qu'il s'était donnés pouvaient-ils être infructueux? Non, sans doute : le mérite éprouve souvent des difficultés pour parvenir; mais une fois apprécié, il marche à pas de géant.

Le cardinal de Fleury, éminent appréciateur du mérite, ne fut pas long-temps sans distinguer un militaire qui déja s'était fait une brillante réputation dans le monde, auprès des politiques les plus exercés. La double recommandation du courage et des talents diplomatiques lui parut suffi-

sante pour protéger le colonel Valori; ses manières aisées et insinuantes, la droiture de ses intentions, son éloquence naturelle et persuasive, sa franchise plus persuasive encore, la justesse de ses vues, un physique noble et aimable, tout en lui séduisit l'évêque, précepteur de Louis XV. M. de Fleury voulut l'attacher à son maître. Le 15 juillet 1739, Valori venait d'être nommé brigadier des armées et gouverneur de Rue; il fut choisi comme envoyé de France à la cour de Berlin. Le roi, en s'alliant à Frédéric Guillaume, n'avait en vue que de combattre l'esprit de confédération continentale, dont son auguste bisaïeul avait eu tant à souffrir; et son but était de soutenir de toutes ses forces l'honneur du corps germanique, seule barrière naturelle qui empêche l'Autriche de déborder la France.

Depuis nombre d'années, il y avait eu entre le roi de France et le roi de Prusse de fréquents sujets de division. Peu de maisons dans l'empire avaient eu autant d'obligations à la couronne, que la maison de Brandebourg. Nonobstant son attachement pour la grande alliance de 1701, le roi Louis XIV, de glorieuse mémoire, avait contribué aux agrandissements qu'elle acquit par le traité d'Utrecht. Cependant lorsque, en 1725, Louis XV et le roi d'Angleterre conclurent le traité d'Hanovre, Frédéric Guillaume ne sembla vouloir y entrer que pour manquer plus solennellement au roi, puisqu'un mois après il en fit un à Wur-

ters hausen avec l'empereur, formellement contraire à celui auquel, malgré le roi même et S. M. B., il avait voulu prendre part. Sa prédilection décidée était donc pour la cour de Vienne. Le passage qu'il venait d'accorder à l'artillerie russe, lorsque le roi de Pologne parvint secrètement à Warsovie, devait indisposer contre lui le cabinet de Versailles. Cependant, sur des notifications réitérées, il donna asyle au roi Stanislas sorti de Dantzick, grace à l'immortel dévouement du comte de Plelo, et à toute la confédération polonaise assemblée près la personne de ce prince, à Kœnigsberg. Le roi de Prusse était un prince trop susceptible de toutes les impressions, pour qu'il n'y eût pas beaucoup d'inconvénients, surtout depuis la mort du maréchal Grumkaw, à laisser ce prince sans un ministre du roi. Le marquis de la Chétardie venait d'être destiné à l'ambassade de Saint-Pétersbourg, où pour la première fois la France accréditait un plénipotentiaire. M. de Valori fut donc envoyé à Berlin, par lettres datées de Compiègne (1er juillet 1739), en mission extraordinaire, Amelot de Chaillou, (fameux par ses traités de commerce), tenant le portefeuille des affaires étrangères. Le cardinal de Fleury ordonna à M. de la Chétardie de rester une quinzaine à Berlin pour mettre le nouvel envoyé au fait de la situation des choses, et ne pas multiplier les écritures. L'état des affaires du Nord était ainsi qu'il suit, lorsque Valori ar-

riva pour la première fois à Berlin, en septembre 1739.

La France venait d'entamer un traité de paix avec l'empereur et les Turcs; la rupture de l'Angleterre avec l'Espagne était prochaine. Le cabinet de Versailles n'avait rien de mieux à faire, quoi qu'en dise Duclos, que de se réconcilier avec la cour de Berlin, pour éviter les avances que celle-ci faisait par un envoyé en Angleterre. Frédéric Guillaume Ier avait toujours été persuadé que la mort de l'électeur palatin, sans enfants mâles, faisait cesser le partage du traité de Clèves de 1666. Il affectait de ne le regarder que comme un arrangement provisionnel, présumant qu'il rentrerait alors dans tous ses droits sur la totalité de la succession ouverte en 1609. C'est une des vues dans lesquelles S. M. P. conclut le traité de Wustershausen. Mais le roi de France, lorsque l'on convenait de terminer cette affaire, y était d'autant plus directement intéressé, qu'ayant, par un engagement secret, garanti l'*uti possidetis* à la maison palatine, sans cependant s'interdire la faculté de travailler à un accommodement, elle se serait trouvée compromise avec Frédéric Guillaume Ier, si ce prince avait voulu tenter la voie des armes. D'autre part, la principauté de Montbelliard avait été rendue et assurée au duc de Wurtemberg par le traité de Ryswick, 20 septembre 1697 (1), sous

(1) Voyez Dumont, t. VII.

le ressort immédiat de l'empire; l'on avait restitué à S. A. E. neuf autres seigneuries, situées en Franche-Comté et en Alsace, qu'elle possédait comme domaine particulier. Louis XIV s'en était emparé dans une seconde guerre, et les avait remises par le traité de Bade, 7 septembre 1714. Léopold Éberhard, duc de Wurtemberg, étant mort, laissant des enfants de plusieurs lits, mais ces mariages ayant été attaqués, ses héritiers n'avaient point été reconnus princes de l'Empire, dans le conseil aulique de 1723. Le roi, dans cette succession en litige, avait renvoyé à la grand-chambre du parlement de Paris pour y prononcer sur les questions d'état de légitimité. Pouvait-on consentir à ce que le nouveau duc de Wurtemberg se mît en possession des terres de France? Il s'agissait d'entraver les projets adroits de l'Angleterre dans le Nord, de diviser le Nord à Berlin, en obtenant la médiation de Frédéric Guillaume; de suivre le plan politique, adopté sous le règne précédent, et de soutenir enfin Stanislas Leczinski contre l'orage qui le menaçait. Tel était l'état des affaires quand le marquis de Valori fut nommé ministre à Berlin. Un pareil commencement demandait un habile négociateur; le modeste envoyé se tira à merveille de ce périlleux essai.

Le caractère de Frédéric Guillaume, qui entamait de tous côtés des négociations, était un écueil redoutable pour M. de Valori, comme le

même esprit inquiet donna par la suite au même ambassadeur beaucoup de sollicitudes sous Frédéric II. Dans ces conjonctures, un point essentiel sur lequel il ne fallait point s'endormir, c'était d'encourager continuellement le roi de Prusse, déja atteint d'hydropisie, dans la ferme résolution qu'il pourrait lutter sans désavantage avec les Russes, dont les forces l'effrayaient. Beau-frère de Georges II, ce monarque était difficile à persuader dans des transactions, contraires au cabinet de Saint-James; car, malgré l'austérité de ses mœurs militaires et son humeur connue, il affectionnait la reine son épouse, Marie Dorothée d'Hanovre, naturellement attachée au souverain anglais et à sa patrie. Dans le traité d'alliance défensive, M. de Valori devait s'engager, d'après les instructions de M. Amelot, à ne procurer qu'une possession provisionnelle au prince de Sultzbach : l'affaire de Montbelliard restait *in statu quo*. Le roi feignit d'y consentir. Toutefois comme les intérêts de la France sollicitaient de porter à l'empire l'électeur Palatin, dans l'intention de nous en faire un point d'appui respectable dans le continent, et tenir en réserve l'Autriche et la Russie, Frédéric Guillaume feignit encore d'y adhérer. Mais sa méfiance et son hésitation étaient trop manifestes, pour compter sur un prompt résultat.

L'on peut juger par ce nouvel apperçu de l'état des choses, de l'aridité de cette première mission,

dont les relations, continuellement ouvertes et fermées, jetaient une lenteur incroyable dans les sages projets du cardinal de Fleury. M. de Valori avait beau convaincre S. M. P. qu'avec une armée aussi nombreuse et aussi bien disciplinée que la sienne, elle n'avait rien à redouter de ses ennemis; Frédéric Guillaume mettait toujours de côté les grandes questions agitées, dont l'importance était grave pour la France, et ne s'alliait à elle que pour l'offensif. Cependant le négociateur, malgré ces hautes considérations, avait trouvé le moyen de séduire, par l'ascendant d'un beau caractère, le roi et la famille de Prusse. L'on peut même ajouter que MM. de Podewils et de Tulmeier, pour lors ministres de cabinet, bien convaincus que l'hésitation de leur maître était impolitique, secondaient M. de Valori autant qu'il leur semblait convenable, pour provoquer du roi une réponse décisive. Dans ces conjonctures, S. M. Prussienne mourut de la maladie dont j'ai parlé plus haut. Cette mort prévue, mais inopinée, jeta le cabinet de Versailles dans la plus grande perplexité. C'est en vain que l'envoyé de France s'était efforcé d'accélérer les opérations conçues depuis huit mois; l'esprit d'incertitude du prince fut cause que, lors de son décès, aucune détermination n'avait été prise ni signée. Il n'échappera sans doute à personne de remarquer, que, si rien ne fut décidé en faveur de la France, rien ne le fut aussi contre elle. Voilà le premier triomphe de M. de

Valori, dont la conduite, aussi sage qu'ingénieuse, parvint, en captivant Frédéric Guillaume toujours irrésolu, à prendre et tenir *ad referendum*. Je n'appuie sur cette première mission, que parce que le ministre français ne l'a que légèrement indiquée dans ses Mémoires.

Ces obstacles ne furent pas les seuls que M. de Valori eut à combattre, lorsqu'il arriva la première fois à Berlin, où M. de la Chétardie s'était fait beaucoup aimer. Le nouvel envoyé plut beaucoup au roi. « Toutes vos lettres, lui écrivait M. Amelot (1), « ont été lues avec plaisir, et sont d'un très-bon « augure pour la suite de votre mission. Nous « voyons que vous avez été bien reçu, et que votre « personne a été agréable au roi de Prusse. Nous « sommes persuadés que, par vos soins, les im- « pressions favorables qu'il a d'abord prises sur « vous, ne feront qu'augmenter, et il n'en peut ré- « sulter qu'un grand bien pour le service du roi. » Mais il s'en faut de beaucoup qu'il eût été aussi bien accueilli du prince royal qui devait un jour l'admettre dans son intimité. Tous ceux qui plaisaient au père, étaient certains de déplaire au fils (2).

(1) Affaires étrangères, 1739.

(2) Frédéric II avait eu dessein d'épouser la fille de Georges II, sa cousine germaine, voulant que pareille alliance eût lieu entre le prince de Galles et la princesse Frédérique, sa sœur. Le roi était tout-à-fait opposé à cette double inclination politique, et à ce propos le rudoyait souvent en public. *Charles*

Aussi ce dernier écrivait-il à Voltaire le 4 décembre 1739 : « Ce monsieur de Valori, si long-temps « annoncé par la voix du public, si souvent pro« mis par les gazettes, si long-temps arrêté à

Frédéric (tels étaient les noms patroniniques du vainqueur de Molwitz), se fit des créatures, et, entre autres, prit pour confident de ses projets de mariage, un jeune officier (*), qui lui avait paru mériter le plus sa confiance, et avait partagé les peines qu'il éprouvait depuis long-temps. Frédéric II, prince royal, projeta, avec son favori, un plan d'évasion. Le roi entreprit un voyage dans le midi de l'Allemagne, et commanda à son fils de l'accompagner. Le prince royal crut que l'instant était arrivé d'effectuer son plan; l'étourderie de Katt le fit échouer. Frédéric Guillaume, qui se trouvait à Anspach lorsque la mine fut éventée, ordonna de surveiller attentivement son fils. Une seconde évasion fut encore tentée; mais un fatal quiproquo, survenu par la suscription d'une lettre dont l'adresse vague trompa la destination, et qui parvint à un autre officier du nom de Katt, pour lors en garnison à Nuremberg, fut le signal des malheurs dont fut affligé le prince qui devait un jour faire trembler l'Europe. Le roi en fut instruit sur-le-champ, et entra, contre le prince, dans un accès de fureur tel, qu'il lui eût passé son épée au travers du corps, sans les efforts que ses généraux firent pour l'en empêcher. Frédéric (Charles) fut transféré au château de Custrin, avec injonction au gouverneur de la citadelle de ne lui donner ni plumes, ni encre, ni lumière, mais seulement un grabat et une bible. Katt fut décapité sous les yeux de son protecteur, qui l'eût été aussi, sans le concours de l'empereur qui s'y opposa, selon les lois de l'empire. Ce fait explique le peu d'inclination qu'eut Frédéric pour les personnes qui plaisaient à son père.

(*) Qu'il avait rencontré à Postdam par hasard, et pris de suite en affection.

« Hambourg, est enfin arrivé à Berlin. Il nous « fait beaucoup regretter La Chétardie; M. de « Valori nous fait apercevoir tous les jours ce « que nous avons perdu au premier. Ce n'est à « présent qu'un cours théorique des guerres du « Brabant, des bagatelles et des minuties de « l'armée française; et je vois sans cesse un homme « qui se croit vis-à-vis de l'ennemi à la tête de « sa brigade. Je crains toujours qu'il ne me prenne « pour une contrescarpe ou un ouvrage à corne, « et qu'il ne me livre malhonnêtement un assaut. « M. de Valori a presque toujours la migraine; « il n'a point le ton de la société, il ne soupe « point, et l'on dit que le mal de tête lui fait trop « d'honneur de l'incommoder, et qu'il ne le mé- « rite point du tout. etc. »

Une fois parvenu au trône, Frédéric II apprécia mieux le caractère de M. de Valori qu'il avait jugé avec une prévention outrée. Voltaire en juin 1740 répondait au prince, injuste envers le ministre français: « Le marquis d'Argenson, con- « seiller d'état du roi de France, ami de M. de « Valori, et homme d'un vrai mérite, avec qui « je me suis entretenu souvent à Paris de V. M., « m'écrit du 13 que M. de Valori s'exprime avec « lui dans ces propres mots: « Il commence son « règne comme il y a apparence qu'il le conti- « nuera: partout des traits de bon cœur; justice « qu'il rend au défunt; tendresse pour ses su- « jets. » Je ne fais mention de cet extrait à V. M.,

« que parce que je suis sûr que cela est écrit « d'abondance de cœur, et qu'il m'est revenu de « même. Je ne connais point M. de Valori, et « Votre Majesté sait que je ne devais point compter « sur ses bonnes graces; cependant, puisqu'il pense « comme moi, et qu'il vous rend tant de justice, « je suis bien aise de la lui rendre. » — Un an après, Voltaire écrivait au même ministre (grand oncle de l'éditeur de ces mémoires) : « M. de « Valori n'a pas à se plaindre de la façon dont « le roi de Prusse pense sur lui ; il le regarde « comme un homme sage et plein de droiture; « c'est sur quoi M. de Valori peut compter. Puisse- « t-il rester long-temps dans cette cour! (l'évè- « nement justifia la prédiction.) Et puissent les « couteaux qu'on aiguise de tous côtés se remettre « dans le fourreau ! etc. » Pour expliquer cette dernière phrase, il est indispensable d'ajouter que le marquis de la Chétardie regrettait son ambassade de Berlin. Le marquis de Valori avait donc essuyé, à son arrivée à la cour de Prusse, tous les désagréments d'une prévention peu motivée; aussi lui fut-il glorieux d'en faire disparaître jusqu'au souvenir. Frédéric apprit de jour en jour à le connaître mieux et à lui accorder sa confiance. Le moment arriva où le négociateur soldat devait jouer un grand rôle.

Frédéric Guillaume n'était plus, et Charles VI venait de mourir. Voyons quelle était la situation des affaires européennes, lors de ce dernier évè-

nement; c'est la seule manière d'apprécier à leur juste valeur les difficultés que le plénipotentiaire français eut à vaincre, à l'une des époques les plus célèbres de l'histoire continentale.

L'empereur Charles VI, prévoyant que ses États seraient partagés, s'il mourait sans héritiers mâles de son sang, avait fait en 1713, une loi qu'il appela *Pragmatique-sanction* ou loi fondamentale de l'État, laquelle établissait « qu'au défaut de postérité masculine dans sa famille, tous ses États quelconques reviendraient indivisiblement à ses filles nées en légitime mariage, toujours selon l'ordre et le droit de primogéniture. » La publication de cette Pragmatique en 1724 fit murmurer les princes dont elle blessait les droits, et notamment l'électeur de Bavière; qui opposait à cette loi, une substitution antérieure établie en sa faveur par le testament et le codicille de Ferdinand Ier, et par le contrat de mariage de sa fille aînée avec le duc de Bavière. Ce testament portait, « qu'au défaut d'héritiers mâles, la succession de Ferdinand Ier passerait à sa fille aînée, la princesse Anne, épouse d'Albert V, trisaïeul de l'électeur régnant. »

La plupart des puissances de l'Europe avaient donné leur garantie à la Pragmatique-sanction de Charles VI, et la diète de Ratisbonne l'avait adoptée, par un *Conclusum* rendu en 1732. La France avait également garanti la Pragmatique, par les préliminaires de paix du 3 octobre 1735.

Charles VI mourut, le 20 octobre 1740, âgé de 55 ans : alors l'Europe éprouve un incendie semblable à celui que la mort de Charles II y avait allumé. O étrange influence des rois sur l'ordre moral ! Ils dictent des lois aux nations pendant qu'ils vivent ; et du fond de leurs tombeaux, ils leur donnent encore des secousses puissantes. La mort de ce dernier fils des empereurs dut nécessairement amener une révolution sur le continent. L'élection de la Bohême et de la Hongrie devait mettre toute l'Europe en agitation, et bientôt sous les armes.

Marie Thérèse, fille aînée de Charles VI, s'appuyait sur le droit naturel d'héritage, et sur la Pragmatique. Charles, électeur de Bavière, remontait à Ferdinand Ier pour combattre ce droit naturel. L'électeur de Saxe, roi de Pologne, prétendait à l'Empire par sa femme, fille aînée de Joseph Ier, lui-même fils aîné de Charles. Par sa femme, Philippe II, roi d'Espagne, se croyait appelé à succeder ; Philippe V descendait de cette princesse par la ligne maternelle ; Louis XV pouvait être le concurrent le plus redoutable, puisqu'il était issu, par Anne d'Autriche et Marie Thérèse, de la ligne masculine. Il préféra le rôle de médiateur à celui d'antagoniste.

Un nouveau royaume s'était élevé au commencement du siècle, comme le remarque Voltaire ; Léopold, par une attribution des empereurs

d'Allemagne, avait érigé en royaume la Prusse Ducale en faveur de Frédéric électeur de Brandebourg; son fils Frédéric Guillaume avait défriché ce grand désert, singulièrement placé dans le nord de l'Allemagne. Ce prince avait fondé des villes, des villages et les avait peuplés des habitants malheureux de la Suabe et de la Franconie, et des émigrés innombrables de Salztbourg, en leur offrant des secours et un avenir certain. Ce roi avait donc, pour ainsi dire, élevé un nouveau colosse de puissance dans l'Allemagne. Frédéric II voulut donc continuer ou plutôt achever le grand ouvrage de son père. Il prévit la révolution continentale; et comme ce prince prétendait à une partie de la Silésie, abandonnée à la force à des époques antérieures, ce moment lui parut favorable pour la revendiquer. Toute l'Europe avait les yeux sur la France, qui ne tarda point à se déclarer pour l'électeur de Bavière (1).

Cependant l'archiduchesse Marie Thérèse se met en possession des domaines héréditaires d'Autriche, de Bohême et de Hongrie; elle est couronnée à Presbourg en juin 1741. Voilà les premières étincelles de la guerre allumées. Frédéric Guillaume en mourant, avait laissé à son fils une couronne affermie, des troupes admirablement disciplinées, des trésors immenses, un courage éprouvé par le malheur, un esprit cultivé et étendu.

(1) Charles Albert.

Philosophe et guerrier tout ensemble, Frédéric II entre à main armée en Silésie; il en réclame quatre duchés, que la faiblesse de ses prédécesseurs avait laissé échapper, et qui font partie de la succession de Charles VI. Bientôt l'embrasement est universel. Frédéric, âgé de 29 ans se signale à Molwitz, et rend son alliance importante à nos projets. M. de Valori obtient de sa cour de le suivre en campagne. L'Espagne, la Saxe et la Bavière, la Prusse, la Sardaigne et la Pologne, concluent sous les auspices du cabinet de Versailles un traité ratifié le 18 mai 1741, traité offensif contracté avec la Bavière. Cependant Prague, enlevée en novembre de la même année, du 25 au 26, par escalade, ne fut qu'un triomphe éphémère dont la coalition n'eut pas à se glorifier longtemps. Le maréchal de Belle-Isle quoique incommodé d'un rhumatisme à la hanche, s'y fit transporter, tandisque sa personne était plus nécessaire à Francfort; forcé par les événements ultérieurs, le prince duc de Belle-Isle(1) revient à Francfort avec tout l'honneur d'un succès perdu pour M. de Broglie(2); et avec l'éclat de son rang d'ambassa-

(1) Claude-Jean Fouquet, petit-fils du fameux surintendant de finances, né en Rouergue le 22 septembre 1684, célèbre par la retraite de Prague.

(2) François Marie, né le 11 janvier 1671, connu d'abord sous le nom de chevalier de Broglie, puis maréchal, et duc en 1724. Il sortit de Prague le 27 octobre 1742.

deur extraordinaire, il semblait moins un plénipotentiaire qu'un des premiers électeurs. Celui de Mayence, qui présidait le collége électoral, lui donnait la main dans son palais. C'est de cette époque que les pleins pouvoirs sont remis en langue française. L'électeur de Bavière fut solennellement élu empereur, le 24 janvier 1742, sous le nom de Charles VII; mais cette couronne, loin de lui donner des états, lui fit perdre ceux qu'il avait, et le conduisit peu après au tombeau, au milieu de l'agitation et des alarmes. M. de Valori qui avait prévu de la part du roi de Prusse une défection, l'en détourna, et les progrès de l'Autriche furent arrêtés; le roi de Prusse triomphait. Marie Thérèse, cette princesse qui ne savait, disait-elle, s'il lui resterait une ville pour y faire ses couches, s'était relevée avec gloire d'une si grande adversité; battue par la Prusse, elle forçait à la retraite les confédérés. Tant de malheur, dont elle sortit avec tant de courage, immortalisa cette illustre impératrice. Dans ces circonstances mourut le cardinal de Fleury, qui avait approuvé la Pragmatique, et la soutenait en dépit du maréchal de Belle-Isle. M. de Valori avait également prévu l'issue de cette guerre injuste; et dans ces conjonctures où il avait si noblement servi Charles VII (1), il crut n'avoir rien de mieux à faire

(1) La pièce originale suivante, qui est entre les mains de l'éditeur, et dont le dépôt sera fait, avec toutes les autres

que d'empêcher l'accommodement que Frédéric méditait avec l'Impératrice-reine. Tactique admirable, qui laissa à l'armée française obligée de lever le siége de Prague, par l'inexpérience *d'un compagnon de Paul Émile*, tout le temps nécessaire pour repasser le Rhin.

Toutefois Marie-Thérèse ne néglige aucuns moyens pour rompre l'alliance de Frédéric avec Louis. Peut-être Frédéric se laissera-t-il ébranler par ses promesses? Mais les intérêts de la France sont dans les mains d'un ministre soldat, dont le tumulte des camps ne trouble point la politique. Le marquis de Valori oppose la finesse à l'irrésolution du prince notre confédéré; il confond les desseins audacieux de l'Autriche, accompagne le roi philosophe dans toutes ses expédi-

---

pièces justificatives, à la bibliothèque du roi, prouve le fait avancé dans cette notice.

Francfort, le 5 février 1742.

« Il y a trop long-temps que je dois connaître vos sentiments, M. le marquis de Valori, pour avoir besoin des nouvelles assurances que vous m'en donnez par la part que vous avez pris à l'heureux événement de la diète électorale. Je regarderai comme un vrai bonheur de trouver des occasions de vous marquer que je sens très-vivement les soins et les peines que vous vous êtes donnés dans tout ce qui pouvait m'intéresser. Je n'oublierai jamais les obligations que je vous ai, dont je conserverai un souvenir égal à la véritable estime que j'aurai, M. le marquis de Valori, toute ma vie pour vous.

Signé CHARLES ALBERT. »

tions, épie jusqu'à ses moindres démarches, et maintient le traité qu'il a fait avec la France.

Il suffit d'annoncer le nom de Frédéric II, pour faire connaître le génie du ministre qui a pénétré ses vues avec tant de sagacité, qui les a devinées avec tant de justesse, qui les a dirigées avec tant d'art. Simple particulier, Frédéric eût honoré son siècle; sur le trône il mérite le nom de *grand*, si toutefois la vraie grandeur des rois consiste dans la vaste étendue et dans l'heureuse exécution de leurs projets. Ce n'est point dans l'enceinte tranquille des cités, et à l'abri des coups ennemis, que ce monarque tient sa cour, quand il a une guerre à soutenir; il la tient sous une tente, sous un arbre, à la fumée du canon; c'était là que Valori négociait.

Ce fut sur ces entrefaites que l'union qui avait été formée à Francfort pour Charles VII, se trouva dissoute. La France fit proposer au roi de Prusse de placer la couronne impériale sur la tête d'Auguste III, roi de Pologne et électeur de Saxe. Le chevalier de Court fut chargé de remplacer à Berlin le marquis de Valori, seul jugé capable de négocier à Dresde pour disposer le roi de Pologne à briguer le trône impérial (1). Les difficultés que présentait ce projet, de la part de la nation Polonaise et de la Russie, faisaient penser

(1) M. de Valori fut fait maréchal-de-camp en septembre 1745.

que ce serait bientôt le grand-duc de Toscane, déja co-régent, qui deviendrait empereur. M. de Valori mit dans cette nouvelle négociation une activité telle, que si Maximilien-Joseph, fils de Charles VII, (intimidé par la dispersion de ses troupes), n'eût point conclu à Fuessen, le 22 avril 1745, une paix désavantageuse avec Marie-Thérèse, François Ier n'eût pas été élu empereur le 13 septembre de la même année. Toutefois cette négociation importante à Dresde est une des époques qui doit être la plus chère aux Français. C'est à Dresde, en 1747, que Valori traita, pour M. le Dauphin, un illustre mariage avec S. A. R. Marie-Josephe de Saxe, dont les vertus sont encore en vénération parmi nous, et à qui nous devons un hommage éternel, et bien légitimement dû à la mère de Louis XVI, de Louis XVIII et de MONSIEUR, comte d'Artois. Le nom de Valori brille encore davantage sous ces augustes noms. Le marquis de Valori donna Madame la Dauphine à la France; le comte de Valori de Bleneau, son cousin, accompagna Louis XVI à Varennes; et l'abbé de Valori (1), aumônier de feue MADAME, comtesse d'Artois, se montra digne jusqu'à la fin de son saint ministère auprès de cette illustre princesse. Tous les trois ont reçu dans l'affection des Bour-

MM. de Valori, de Normandie, dont les bons sentiments sont trop connus pour que j'y puisse rien ajouter, sont les petits-neveux de ce respectable ecclésiastique.

bons la plus douce récompense de leur inviolable attachement.

L'on ne peut se figurer les sollicitudes que le plénipotentiaire éprouva dans cette mission difficile. Malgré les protestations de la Prusse et de l'électeur palatin, Frédéric II signa la paix à Dresde, le 13 décembre 1745, avec Marie-Thérèse; et la France se trouva privée de la plupart de ses alliés. Mais cette époque, peu favorable à la politique de ce grand homme, fut celle de ses succès militaires, du gain de la bataille de Fontenoy, et de la conquête d'une partie des Pays-Bas autrichiens. Je ne puis qu'être agréable à mon lecteur en lui transcrivant la lettre de M. de Valori au roi de Prusse après cette victoire: « Sire, « le roi avait résolu de conserver Tournay, dont « les alliés en l'assiégeant sentaient toute l'importance. Du côté du sud, en remontant la rive droite « de l'Escaut, se trouve Fontenoy, village obscur « jusqu'à-présent, mais à jamais célèbre à compter « de ce jour. C'est entre ce village et celui d'Antoing, que le maréchal de Saxe a battu complètement le duc de Cumberland et les Hollandais. « La maison du roi s'y est couverte de sang et de « gloire. Cette affaire générale est l'une des plus « glorieuses de la monarchie. Le général était « presque mourant lors de l'attaque. Toute l'armée « se porte bien. Sire, que votre majesté prenne « part à nos succès. Dieu fera le reste. Je suis, etc. »

M. de Valori était demeuré peu de jours à

Dresde; mais tout y fut prévu par lui : il prévit, et l'ambition du comte de Brulh, ministre favori de l'électeur-roi, qui redoutait que son maître devînt empereur, (ce qui nécessairement lui eût donné un ministre influent), et l'avenir prochain d'un mariage auguste qui devait rajeunir les droits de la France dans le nord de l'Allemagne. L'irrésolution de Frédéric força le ministre français à l'idée d'une tactique nouvelle : celle qui consistait à préparer de loin une alliance avec la cour de Vienne.

C'est après cette courte, mais mémorable négociation, que le marquis de Valori, promu lieutenant-général le 10 mai 1748, demanda son rappel et fut relevé par milord Tyrconnel (1), homme de sens, mais esprit trop penseur, comme ceux de sa nation, pour réussir auprès d'un roi

---

(1) Copie de la lettre du roi Louis XV, au roi Frédéric II, en recréance sur le marquis de Valori :

« Monsieur mon frère, en accordant au sieur marquis de Valori, mon envoyé extraordinaire auprès de votre majesté, la permission qu'il me demande de revenir en France, je n'ai pas voulu qu'il quittât la cour de V. M. sans lui renouveler les assurances d'une parfaite amitié. Je lui ordonne en même temps de lui témoigner combien j'ai été sensible aux marques de confiance dont V. M. a bien voulu l'honorer pendant le séjour qu'il a fait auprès d'elle, et de l'assurer que j'en prends sur moi volontiers toute la reconnaissance. Je suis, etc.

Signé, LOUIS. »

(Archives des affaires étrangères, année 1750, 1er mars.)

aussi vif dans ses conceptions et dans ses projets, que Frédéric-le-Grand. Aussi cet envoyé Anglais d'un roi de France ne réussit-il guère auprès du monarque prussien.

J'arrive à l'époque des malheurs de l'électeur-roi de Pologne. C'est à cette époque où la grandeur du cabinet de Versailles se manifeste.

Le cardinal de Fleury avait, au nom de notre brave et immortelle nation, non-seulement tout fait pour sauver Stanislas Leczinski, mais avait encore choisi son auguste fille pour reine de France. Par un de ces coups de politique qui illustrent un monarque et son ministre, le marquis d'Argenson, ne pouvant protéger Auguste III, traité d'une manière inconvenante par Frédéric, irrité de la bravoure des Saxons, effectua, sur les représentations du marquis de Valori à la cour de Versailles, les vues d'alliance précitées entre Auguste III et Louis XV; et j'ajouterai que la recommandation du malheur ne fut pas en faveur de l'électeur-roi la moindre des raisons qui valut madame la dauphine aux vœux de la nation. L'histoire nous dit à quels justes titres elle en fut adorée. Sa mort fut depuis un objet de désolation pour notre généreuse patrie. Le silence de l'auteur de ces Mémoires sur cette intéressante mission, n'est pas le trait le moins recommandable de sa modestie. Mais, en faisant parler les archives des affaires étrangères, je le représente avec plus de fidélité et d'intérêt à l'admiration

de ses concitoyens. Je me livrerais volontiers à un sentiment plus vif, mais il serait jugé personnel, et je suis son humble historien.

Le marquis de Valori, comme je l'ai dit précédemment, avait demandé son rappel; les intérêts de la cour ne nécessitaient plus sa présence. Ému des bontés du roi de Prusse qui, lors de son départ, l'obligea, malgré l'usage, à recevoir son portrait et 180 mille fr. de notre monnaie, le plénipotentiaire quitta Berlin au mois d'avril 1750. Cependant, avant de s'éloigner, M. de Valori reçut de M. Rouillé l'ordre de se rendre à Hanovre auprès du roi d'Angleterre, avec lettres de créance secrètes. Le ministre français fut reçu de S. M. B. avec toute la distinction et les égards dus à son mérite et à ses longs services. Le monarque anglais le voyant entrer dans son cabinet, introduit par M. de la Forêt, son grand chambellan, l'embrassa aussi cordialement que l'eût fait un simple particulier, s'entretint long-temps avec lui, et lui révéla ses projets; cette confidence ne fut point perdue. Mais, il faut l'avouer à regret, le cabinet de Versailles n'en tira point l'avantage qu'il devait s'en faire, en devenant médiateur, comme en 1741. L'on ne desirait de Valori que des renseignements sur les forces et l'état des troupes hanovriennes, et maints autres documents dont le rapport ne lui parut point digne de son caractère. Il partit d'Hanovre pour

aller revoir sa famille qui soupirait après son retour (1).

Le marquis de Valori reparut à Versailles, non pas seulement irréprochable, mais précédé de l'estime des souverains allemands et même de ceux qui nous faisaient la guerre. Si je l'osais, je dirais avec les journaux du temps, que la considération publique l'attendait aussi dans la capitale. On le recherchait dans toutes les assemblées ; et depuis la mort du maréchal prince de Belle-Isle, aucun français n'avait attiré plus favorablement sur soi les yeux de ses concitoyens. La première fois qu'il fut présenté à la cour, ce fut par le maréchal de Duras ; Louis XV daigna s'avancer d'un air pénétré vers ce bon serviteur, et lui dit : « Monsieur le marquis de Valori, je suis « bien aise de vous annoncer que c'est ainsi que « je récompense les grands services rendus à l'État. » En proférant ces mots, le roi lui remit le brevêt de commandeur de l'ordre de S. Louis, et les provisions de gouverneur de la citadelle de Lille, qu'avait obtenu son père.

Depuis le retour de M. de Valori trois ans

(1) Cependant, avant de se mettre en route pour la France, M. de Valori obtint de M. de Puyzieulx d'aller faire un voyage à la cour de Brunswick, où le prince (alors régnant) desirait le voir. Il s'y rendit, et y fut, pour ainsi dire, fêté. Dans l'émigration, un des petits-fils de M. de Valori a trouvé, à cette même cour, des consolations qui ne seront jamais oubliées.

s'écoulent: tandis que cet ambassadeur jouit de la satisfaction et des faveurs du roi, au sein d'une famille, toute utilisée pour son pays, il a laissé à la cour de Berlin l'impression de ses rares qualités, et le regret de son départ. Il a emporté l'estime de Frédéric II et des princes ses frères, de ses sœurs, de la reine de Suède (Princesse Ulrique), de la princesse Amélie, abbesse de Quedlinbourg, et de la duchesse de Brunswick-O'analt, etc. Ces illustres personnages ne se consolent de son absence qu'en entretenant avec lui une correspondance intime et suivie. Cette bienveillance et cet attachement de la famille royale de Prusse que le ministre français avait su si bien se concilier, devinrent, en 1756, l'espoir du cabinet de Versailles. Jamais Voltaire qui eut la manie de vouloir être ambassadeur, jamais favori Prussien ou étranger de Frédéric, même le marquis d'Argens (1), jamais, dis-je, homme prépondérant alors, ne fut en affection à Frédéric comme le marquis de Valori. La lettre suivante datée de Potzdam le 2 mai 1750, écrite au roi Louis XV, après la victoire d'Hohen-Friedberg, en est une preuve incontestable: « Monsieur mon frère, le départ du marquis

(1) M. de Valori avait consenti, depuis la bataille de Hohen-Friedberg, à ce que d'Arget rentrât au service du roi de Prusse, autant pour plaire au prince que pour jouer un tour au marquis d'Argens, qui ne l'aimait pas; aussi Voltaire a dit depuis: où *d'Argens pleure*, *d'Arget rit.*

« de Valori me fournit une occasion nouvelle d'as« surer V. M. de tous les sentiments d'amitié et « d'admiration qu'elle m'inspire. Le marquis de « Valori connaît mon âme, il est depuis dix ans « témoin de ma façon de penser sur son sujet, et « il pourra rendre compte à V. M. de ce que mon « cœur n'ose lui dire de crainte de blesser sa mo« destie. Le caractère du marquis de Valori m'a « paru d'autant plus estimable, que dans toutes « les occasions je l'ai trouvé zélé pour les intérêts « de V. M., et pour ceux de ses alliés, que sa can« deur ne s'est jamais démentie, et que j'ai eu lieu « de profiter de l'expérience que ses longs services « lui ont donnée dans l'art militaire. Il m'a rendu « des services à la bataille de Friedberg, pour « lesquels je lui conserverai sans cesse un cœur « plein de reconnaissance. Je n'entrerais pas dans « ce détail, si ce n'est que l'excès de confiance « que j'ai dans l'amitié de V. M. ne me flattait de « la part qu'elle daigne prendre à ce qui me re« garde. Si le marquis de Valori avait été à mon « service, je l'aurais récompensé certainement « pour m'avoir été utile le jour *le plus décisif de* « *ma fortune.* Mais j'espère qu'il n'y perdra rien, « etc., (1). » Ces expressions énergiques louent

---

(1) L'on se demandera comment il se fait que cette lettre me soit connue? Rien de plus simple et de plus noble que la conduite de Frédéric, quand il voulait ou croyait devoir obliger. — (*Lettre originale.*) « Potzdam, le 4 mai 1750. — M. le

mieux M. de Valori que je ne puis le faire. Le monarque prussien, moins grand par ses triomphes que par la justice qu'il rend à ceux qui ont pris part à sa gloire, ne s'attribue rien de ce qu'il doit au plénipotentiaire français, et il n'accorde rien à celui-ci que ses actions ne lui aient véritablement mérité; hommage d'autant plus flatteur qu'il émane à-la-fois, d'un souverain dispensé par état d'accorder à un sujet un seul grain de l'encens qui brûle sur ses autels; d'un philosophe insensible par caractère aux louanges même qui lui sont dues, et incapable d'en prodiguer aux autres sans raison; d'un héros enfin connu par sa tactique admirable, et plus en état que personne d'apprécier les talents dans l'art militaire.

J'appuye sur cet exemple d'une illustre reconnaissance, dans ce sentiment qu'elle doit servir de

---

« marquis de Valori, je vous adresse ci-close la lettre que je « viens d'écrire à S. M. très-chrétienne, et dont je vous remets « ci-joint une copie.

« Comptez, Monsieur, que c'est du meilleur de mon cœur, « que je vous y rends témoignage de toutes ces qualités qui « rendent un ministre vraiment estimable, et de toutes celles « que vous avez mises en pratique, pendant le temps de votre « mission auprès de moi.

« Aussi me verrez-vous toujours m'intéresser avec plaisir à « tout ce qui pourra vous donner de la satisfaction, et tâcher « de vous prouver ma reconnaissance, qui sera en tout temps « invariablement la même; et sur ce, je prie Dieu qu'il vous « ait, M. le marquis de Valori, en sa sainte et digne garde.

Signé FEDERIC. »

modèle aux rois. C'est à tort que le machiavélisme inventa l'oubli de tous les beaux souvenirs.

Je ne m'occuperai point de l'influence que M. de Valori conserva au ministère des affaires étrangères, durant ses cinq années de séjour en France. Toujours fidèle au système politique du cardinal de Fleury, les doctrines qu'il avait adoptées le rendirent précieux au comte de Bernis. Malgré tous les efforts du plénipotentiaire pour maintenir l'alliance avec la Prusse, il avait redemandé son rappel, prévoyant que la marquise de Pompadour, toute-puissante dans le conseil, presserait un traité avec Marie Thérèse qui n'avait point hésité à demander le portrait de cette favorite par M. de Staremberg. Nous étions en guerre avec les Anglais ; le traité avec l'Impératrice venait d'être signé, lorsqu'on reçut la nouvelle de celui qui venait de l'être à Londres le 16 janvier 1756. La cour de Vienne s'opposait à ce que l'on garantît les états du roi de Prusse ; elle voulait une convention de neutralité qui mît les Pays-bas à couvert. Le comte de Bernis trouvait juste cette dernière demande, sollicitée long-temps avant par le marquis de Valori. Machault, ministre de la marine, Rouillé, Séchelles et le comte de S. Florentin s'y opposèrent. Le marquis d'Argenson fut le seul des ministres qui se rangea de l'avis du comte de Bernis. Les premiers voulaient qu'on agît offensivement contre la Prusse. Sur les représentations que le duc de Nivernais (qui avait

relevé à Berlin le chevalier de la Touche), fit à Frédéric de son traité avec l'Angleterre, ce prince répondit que cela n'avait rien de contraire à celui qu'il avait avec la France; qu'il était même prêt à le renouveler; et qu'il ne trouverait pas mauvais qu'elle en fît un de son côté avec la cour de Vienne. Le duc de Nivernais eut ordre de revenir. La bienveillance et l'attachement du roi de Prusse pour le vieux ministre nommé la première fois en 1739, devint alors l'espoir du cabinet de Versailles; et c'est à tort que Duclos (1) prétend que *le marquis de Valori alla remplacer le duc de Nivernais*, *sans autres instructions que de veiller sur la conduite d'un prince que nous devions déja regarder comme notre ennemi*, *mais avec qui nous n'avions point encore de guerre ouverte.* Cette erreur mérite d'être relevée: ce que je fais en ouvrant et citant le passage des instructions données à M. de Valori lors de son départ pour Berlin; elles sont datées de Versailles le 26 février 1756, signées LOUIS et contresignées ROUILLÉ. L'on recommande au marquis de Valori *de mettre toute son attention à découvrir jusqu'où vont les engagements du roi de Prusse avec le roi d'Angleterre, quelles sont ses vues surtout par rapport aux cours d'Angleterre*, *de Vienne et de Russie; ses vérita-*

(1) Mémoires secrets de Duclos, t. 2, p. 306. — M. de Flassan, en copiant la même phrase de Duclos, est tombé dans la même erreur; *Hist. rais. de la diplom. franç.*, *t.* 5, *p.* 215.

bles dispositions tant à l'égard du roi que de ses alliés, et à en faire un récit exact pour que S. M. puisse prendre en connaissance de cause une résolution définitive sur la proposition du renouvellement du traité avec le roi de Prusse, etc. Il ne s'agissait donc pas de *surveiller* seulement S. M. P., mais bien d'examiner s'il était favorable aux intérêts de la France de renouveler un traité avec Frédéric.

Toutefois que voulait ce prince? en se liguant avec l'électeur d'Hanovre, s'assurait-il et du Landgrave de Hesse et de la maison de Brunswick? voulait-il nous réduire à porter nos armes dans l'Allemagne, pendant que nous avions une guerre maritime à soutenir? ce fut dans cette extrémité et pour débrouiller ce cahos ténébreux que M. de Valori partit pour Berlin avec des lettres d'ambassadeur. On se flattait que la politique céderait à l'amitié, et que le ministre qui nous avait procuré l'alliance de la Prusse parviendrait à en resserrer les nœuds. Mais Frédéric se sentait plus fort et cessait de ménager la cour de Versailles. L'ambassadeur mit tout en usage pour trouver jour à renouveler le traité de 1741. Soins infructueux! Milord Tyrconnel, le chevalier de la Touche et le duc de Nivernais n'avaient point outrepassé leurs pouvoirs, mais n'avaient point assez maintenu l'état d'inimitié *motivée* contre l'électeur de Hanovre, attitude dans laquelle Valori avait laissé le grand Frédéric. M. le comte de

Broglie, envoyé en Saxe, fut insulté et arrêté, malgré son caractère, sur les terres hanovriennes, et le marquis de Valori eut ordre de revenir même sans prendre congé. Telles furent les suites de l'influence de madame de Pompadour dans les affaires politiques.

J'ignore si le ministre français tira dans ces conjonctures quelque profit de cette dernière mission. Mais ce que je sais parfaitement, en ayant la preuve sous les yeux, c'est qu'il donna l'initiative de l'alliance avec l'Autriche (1) qui eut lieu le 17 avril 1770, par le mariage de M. le dauphin (depuis Louis XVI) avec Marie Antoinette, archiduchesse, fille de l'Impératrice-reine. Je puis donc présumer sur cette preuve, que, certain d'échouer dans cette dernière négociation, il ne songea plus qu'à faciliter un accommodement avec Marie Thérèse (2), accommodement dont l'espérance ne s'entrevit qu'en 1765, par les entraves qu'y mit la cour de Londres. Le roi de Prusse rendit lui-même avant et depuis une justice complète à M. de Valori. Écoutons d'abord parler ce dernier au sujet de son entrevue avec Frédéric, lorqu'il reparut à la cour de Berlin. Le prince l'y attendait avec impatience. « Monsieur, écrivait M. de Va-

(1) Corresp. minist., année 1756. (*Négociations à Berlin.*

(2) Le traité de 1756 n'est pas l'ouvrage du prince de Kaunitz-Rittberg, mais bien celui du comte de Bernis et du marquis de Valori.

« lori à M. Rouillé le 22 mars 1756, j'ai l'hon-
« neur de vous écrire aujourd'hui, non pour vous
« mander mon arrivée à Berlin, puisque M. le
« duc de Nivernais vous en a parlé par l'ordinaire
« dernier; mais, Monsieur, pour vous rendre
« compte de mon voyage. Près de Potzdam, pour
« la troisième fois un de mes essieux se cassa,
« mais c'était à ma voiture de suite que je laissai
« derrière pour y arriver vers les huit heures du
« soir. En descendant de ma voiture, je trouvai
« un domestique de S. M. P. qui envoyait savoir
« comment je me portais. Le lendemain vers les
« neuf heures je reçus un billet de sa main, par
« lequel elle me mandait être bien fâchée de ne
« m'avoir point vu la veille, et de ne me point voir
« ce jour-là, qu'elle ne voulait point ôter à M. le
« duc de Nivernais le plaisir de lui présenter *quel-*
« *qu'un*, à qui elle avait envie de marquer toute sa
« satisfaction de le revoir. Ce 27 mars, je dois me
« borner, monsieur, à un détail de la réception
« que j'ai éprouvée à Potzdam où je me suis rendu
« avec M. le duc de Nivernais; si j'osais, je vous
« dirais que le roi de Prusse m'a reçu avec des té-
« moignages *d'amitié sincère*, mais ce n'est pas le
« terme dont il me soit permis d'user, quoiqu'il
« m'ait fait l'honneur de l'employer lui-même. etc.»

Le regret de Frédéric éclata avec non moins de sensibilité, lors du départ du marquis de Valori, qu'au moment de son retour. Cette illustre intimité d'un grand homme, marque au cachet de

ce 2 de 9bre 1756

[illegible] Votre Cour [illegible]
que bien loin d'en Etre Decourage ce ne est un nouvel
Eguillon qui m'animera a faire L'impossible possible
L'année qui vient, adieu mon cher Valory je vous
souhaite un heureux voyage

Adrien

la célébrité le plénipotentiaire qui mit si bien en œuvre les plans politiques du sage cardinal de Fleury. La lettre d'adieux ci-jointe du roi de Prusse (*propriâ manu*), ne laisse pas de doute sur l'admirable intégrité du marquis de Valori.

Voilà une analyse succincte de ce qu'a fait pour l'État ce vertueux citoyen, et de ce que l'État a fait pour lui. Les mémoires de ceux de nos plénipotentiaires aux autres cours, qui furent ses contemporains, sont ouverts pour les diplomates dont l'exactitude me croirait en défaut. Je vais maintenant donner une idée de la considération qu'il s'était acquise dans l'Europe durant onze années de négociations.

Dans une si longue résidence tant à Berlin, qu'à la suite du roi de Prusse dans ses expéditions (1), M. de Valori ne cessait d'entretenir une correspondance suivie avec les princes du corps germanique. Ce fut lui, lorsque le maréchal de Belle-Isle quitta imprudemment Francfort pour se porter sur Prague, qui concourut avec le plus de succès à l'élection de Charles VII. Ce fut lui, qui sut se rendre si digne de la confiance de Stanislas Leczinsky, lorsque ce prince, fuyant loin de Dantzick, vit sa tête mise à prix, et trouva

(1) M. de Valori, ministre de France auprès de Frédéric, accompagna ce monarque dans ses campagnes. — (*Mes Souvenirs de vingt ans à la cour de Berlin, par Dieudonné-Thiébault, t. IV, p. 184.*)

un azyle à Berlin ; il ne tint point à ses inconcevables efforts, ni à sa vigilance toute française, que le beau-père de Louis le bien-aimé ne fût réintégré, malgré la Russie, dans son royaume de Pologne, lorsqu'en 1745 l'électeur-roi proposait à notre cour d'ordonner à son ministre de le déclarer roi des Romains. Marie Thérèse qui avait en vain essayé de le gagner, (comme la Czarine fit auprès du marquis de Botta-Adorno), malgré l'inutilité de sa tentative, se voyait forcée à lui accorder son estime : « En arrivant à Berlin, écrivait depuis cette illustre Impératrice à « son ambassadeur, vous irez d'abord chez M. de « Valori, avec qui il est bon que vous vous concertiez, et qui mérite toute ma confiance, « par son attachement pour les intérêts de son « maître. » La Czarine auprès de laquelle La Chétardie était accrédité, s'exprimait à peu près dans les mêmes termes à son sujet. Les princes de Conti, les maréchaux de Belle-Isle, de Duras, de Broglie, de Maillebois et de Richelieu, n'opéraient jamais sans l'avertir de leurs plans. L'électeur de Bavière, les princes d'Anhalt-Zerbtz, les ducs de Würtemberg, de Brunswick, s'assistaient de sa vieille expérience. Frédéric lui-même, dans ses batailles, le mettait en action, en lui confiant tel ou tel corps de son armée qu'il faisait toujours mouvoir au parfait contentement de ce grand capitaine. Cependant le cardinal de Fleury apprenait de lui les affaires de l'Eglise en Allemagne ; le

marquis d'Argenson, la tactique militaire et un tableau des manœuvres prussiennes ; enfin le chancelier d'Aguesseau, le système du droit civil et du code-Frédéric. Il négociait avec une ardeur admirable, répondait à M M. Amelot, de Puyzieulx et Rouillé (1) avec une ponctualité surprenante, assistait à toutes les fêtes de la cour de Prusse, et trouvait encore assez de temps pour instruire les ministres français de tous les événements ultérieurs des autres cours, qui pouvaient intéresser le salut de la nation. Les ministres étrangers ne le trouvaient jamais en retard dans les relations qu'ils avaient avec lui, et tous lui reconnaissaient une franchise d'autant plus précieuse qu'il savait saisir au premier coup-d'œil le point important de la question proposée. MM. de

---

(1) Amelot de Chaillou fut nommé (non en 1757, comme le dit M. de Flassan), mais le 22 février 1737, pour remplacer M. Chauvelin aux affaires étrangères. Il avait été intendant de la Rochelle, et était intendant des finances depuis onze ans. Ainsi il avait plus de connaissance de l'intérieur que de l'extérieur. Il reçut sa démission le 26 avril 1744. Le maréchal de Noailles remplit l'intervalle jusqu'à la nomination du marquis d'Argenson. Après la disgrace de ce vertueux marquis d'Argenson, fut appelé à lui succéder Brulart de Silleri, marquis de Puyzieulx; ce fut sous son ministère que fut signé le traité d'Aix-la-Chapelle. Ce traité seul fait son éloge. M. de Saint-Contest le remplaça et mourut en 1752. M. Rouillé lui succéda. Ce ministre, dont tout le tort est d'avoir tenu le portefeuille dans des temps malheureux, donna sa démission le 25 juin 1757, et fut nommé surintendant des postes.

Borck, de Podewils, de Thulmeier, grands diplomates prussiens; de Czernicheff, de Terring, de Mitchel, Russes, Bavarois et Anglais, avaient aussi pour le marquis de Valori, une amitié, j'ose dire, respectueuse, en ce qu'après les graves documents de la cour, quand il ne pouvait s'en écarter, il assaisonnait un refus ou se rendait utile, séparant avec galanterie l'obligeance politique de l'obligeance privée.

La bonté qui caractérisait ce vertueux ministre n'était pas cette bonté capricieuse qui s'étend ou se resserre selon le temps, et sur qui le physique a de l'influence. Toujours égale, elle ne se démentit jamais, soit qu'il fût question de justifier M. de Camas, ambassadeur de Prusse à notre cour, et le comte Henri de Podewils contre des bruits méchamment répandus à Paris; soit que les droits de madame de Virmont et du baron de Bentheim fussent lésés en Prusse; soit enfin que Voltaire, brouillé avec le roi qui l'avait nommé son chambellan et chevalier du mérite, redoutât, en fuyant de Berlin, l'irascibilité du *Salomon du Nord.* Ce n'était pas non plus cette bonté aveugle dont les méchants profitent, ainsi que l'homme de bien. Les libellistes hollandais, qui avaient attaqué la mémoire de Louis XIV, l'implorèrent en vain (1). Loin d'accorder sa pro-

(1) *A Son Excellence M. le marquis de Valori, ministre plénipotentiaire de S. M. T. C.*

Nous soussignés, ministres de S. M. le roi de Prusse, avons

tection à ceux dont la méchanceté pouvait en abuser, M. de Valori la tournait contre eux et s'en faisait une arme pour les attaquer ou les contenir dans une salutaire crainte. Quoi donc a

---

l'honneur d'assurer M. le marquis de Valori, ministre plénipotentiaire de S. M. T. C., en réponse à son mémoire du 5 du courant, que tout ce qui s'est pu et dû faire pour réprimer l'insolence et la témérité du professeur Raab, a été ordonné, il y a déja plus de six semaines, à la première connaissance qu'on eut ici du scandaleux discours que ledit Raab a fait insérer, sans préalable censure, dans le billet d'avertissement imprimé à Dwisbourg le 2 février dernier.

Dès aussitôt que le roi fut informé que ledit professeur Raab, personnage fanatique et fort sujet à de grands et fréquents travers d'esprit, avait fait imprimer la pièce dont il s'agit, Sa Majesté, de son propre mouvement, fit expédier et dépêcher ses ordres pour que cet insensé fût d'abord suspendu de sa charge, et poursuivi en justice par le procureur fiscal, afin d'être puni selon ses démérites.

On a, outre cela, supprimé et confisqué la pièce en question, retirant avec grand soin les exemplaires qui en étaient déja débités; de sorte qu'il n'en est resté que deux ou trois entre les mains de quelques particuliers. Tout homme impartial conviendra que S. M. n'a rien négligé ni oublié de ce qu'on pouvait attendre en cette occasion de sa justice. Et que d'ailleurs un homme, qui ne doit être considéré que sur le pied d'un furieux et frénétique, comme le dit Raab l'est en effet, témoin son dernier écrit détestable, ne saurait porter atteinte ni à l'honneur ni à la religion de qui que ce soit, et bien moins encore blesser la gloire et l'heureuse mémoire d'un grand prince. Berlin, ce 11 avril 1740.

Signé : A. B. Borck, H. de Podewils, Thulemeier.

(*Pièce originale.*)

pu motiver le silence injuste que des historiens, j'en excepte Voltaire et Duclos, ont gardé sur ses longues et pénibles négociations?

Par suite du secret que nécessitent les affaires diplomatiques, il est arrivé que Valori, associé comme négociateur-soldat à la politique militaire de Frédéric, serait entièrement oublié sans Voltaire à l'une des époques les plus célèbres. J'ai cherché long-temps à me rendre compte d'un silence aussi injuste. Les noms de plusieurs plénipotentiaires distingués de ce temps ne sont cités depuis dans les Mémoires historiques qu'avec une légèreté qui les ferait prendre pour des subalternes. Mais c'est en vain que des généraux présomptueux, jaloux de toute espèce de gloire, sans n'avoir pris que la part que la guerre leur adjuge, se sont arrogés le droit d'absorber, par leur influence, des célébrités que revendique la justice des temps.

Louis XV avait créé une diplomatie secrète, comme l'observe M. de Flassan, et qui était pour sa forme d'une invention toute particulière. Ce prince avait imaginé d'élever *un cabinet diplomatique secret*, dont les opérations, non-seulement n'étaient point connues du ministre des affaires étrangères, mais même étaient quelquefois en opposition avec ses plans; création dont on trouve peu d'exemples.

C'est en 1743(1), peu après la mort du cardinal

(1) Politique de tous les cabinets, t. I.

de Fleury, que l'on vit Louis-François de Conty, prince d'un esprit élevé, commencer à travailler avec le roi, à l'insçu des autres ministres. Le plus illustre nom autorisait-il à cette mesure extraordinaire? C'est ce que l'on nc peut admettre même dans les cas les plus graves.

En 1745, des seigneurs polonais vinrent offrir au prince de Conty le trône de Pologne, et le roi l'autorisa à faire des dispositions politiques en conséquence; ce qui donna lieu à un système de cabinet particulier et à une diplomatie secrète, dont le prince eut la direction. La suite prouva que cette création était funeste, et l'Europe en ressentit bientôt les effets. Le mystère le plus absolu fut commandé sur toutes les actions des ambassadeurs; et les historiens, jusqu'à la mort de Louis XV, se virent fermer les portes du temple diplomatique. C'est pour cela que ces mêmes historiens, sans en excepter Voltaire, se trouvent souvent fautifs. Chalmer, Valin, Rousset, Koch, Wenck, Martens, Moser, etc., n'ayant réuni en corps que les traités et conventions, sont seuls exacts, la publication authentique leur en ayant fait un devoir. Voilà sans doute, et j'en suis convaincu, pourquoi plusieurs diplomates distingués n'ont pu mettre au jour leurs travaux recommandables. De ce nombre est le marquis de Valori : personne n'hésitera à le croire, puisque ces négociations commencées avant l'avénement de Charles VII, ne sont entièrement terminées

qu'à la rupture du cabinet de Berlin avec celui de Versailles, et que, loin qu'une disgrace quelconque puisse révéler de sa part une seule faute, je le vois comblé d'honneurs, même jusqu'à sa mort. En 1761, il est décoré de la grand'croix de Saint-Louis; le 9 avril 1767, il est nommé gouverneur d'Étampes; le 18 mai suivant, il est reçu bailli d'épée du bailliage de la même ville; et quelques mois avant sa mort, il reçoit, le 31 décembre 1773, le brevet de grand'croix de l'ordre de Saint-Lazare, portant mille écus de pension sur une commanderie de l'ordre alors vacante (1).

Ce fut donc au secret commandé par cette diplomatie, ennemie de celle qui doit seule exister, que M. de Valori est redevable de ce singulier silence, que les écrivains les plus instruits n'ont pu vaincre. Son nom seul est resté, sans que l'on ait pu jusqu'à ce jour exposer quels étaient ses droits à un souvenir historique. Mais ne méritait-il pas au moins quelque exception en sa faveur, celui qui fut toujours complètement satisfait de ses missions? lorsque nous voyons des hommes illustres, ses contemporains, singulièrement désappointés dans leur politique ministérielle; lorsque nous voyons, dis-je, le marquis de la Chétardie, son prédécesseur à Berlin, se conduire assez maladroitement auprès de la Czarine pour être chassé de Russie,

(1) Ce brevet porte la signature de Louis-Stanislas-Xavier, aujourd'hui roi, alors grand-maître de l'ordre.

et dépouillé des ordres de Sainte-Anne et de St.-André-Nevsky; le maréchal et le chevalier de Belle-Isle désagréablement conduits en Angleterre où ils restent prisonniers plus d'un an ; le duc de Nivernais, si tristement trompé par Frédéric, qu'il se voit obligé de solliciter son rappel, sous prétexte d'un dérangement de santé; enfin M. le comte de Broglie, ambassadeur à Dresde, joué par un baillif hanovrien? Avouons-le, dans ces jours malheureux, le marquis de Valori mit en défaut la politique allemande et anglaise, et sa réputation comme sa personne sortirent saines et sauves des embûches tendues à son ingénieuse loyauté, sans toutefois qu'il s'éloignât sans venger sa cour de l'outrage fait à ce dernier envoyé de France en Pologne. Ah ! que l'oubli d'un si brave Français soit également vengé ; que l'histoire saisisse pour lui son burin ; qu'elle dise seulement que Gui-Henri de Valori vit rouler presque sur lui seul toutes les affaires du Nord, depuis 1739 jusqu'en 1756; que l'alliance de 1741 (1) lui est due; qu'il conçut le traité d'Aix-la-Chapelle, signé par le comte de Saint-Severin ; que sa consistance diplomatique survécut à cinq ministères, et lia étroitement celui de Fleury à celui de Bernis. C'est la justice que l'histoire ne peut refuser à la mémoire d'un vieillard, qui, à quatre-vingts ans (dont soixante-cinq furent consacrés à la patrie),

(1) Voyez Moser.

savait encore, dans sa retraite d'Étampes, tout ce qui se passait et se disait dans les camps et les palais de Frédéric-le-Grand.

Mais ce n'est point assez, pour avoir droit à l'hommage du public, de bien remplir les devoirs des grandes places auxquelles on a été appelé; il faut encore s'acquitter des obligations sociales. L'existence de l'homme civilisé est tributaire d'une foule de devoirs qui, bien remplis, deviennent autant de vertus aux yeux de ses concitoyens. Je ne veux, pour pierre de touche, afin de connaître le cœur du marquis de Valori, et assurer qu'il possédait tout ce qui constitue l'homme de pays, que le sentiment des personnes qui le fréquentaient le plus. Que la reconnaissance de l'ordre de Malte, pour lequel il s'était donné tant de peines et de sollicitudes, lui valût à Paris, par les mains du bailli de Froulay, la grand'croix de *Grace magistrale*, je le conçois; que le roi de Pologne, Stanislas, ne parût pas à la cour de Versailles une seule fois sans le mander, je le conçois; que les ministres français, ses anciens confrères, honorassent ses vieux jours de leurs fréquentes visites, je le conçois encore; mais, qu'ayant cessé d'être en service, les maréchaux de Duras, de Richelieu et de Broglie, aient cultivé son amitié jusqu'au dernier soupir; que les Voltaire, les Maupertuis, les Diderot, les d'Alembert, les Foncemagne, etc., mesdames du Châtelet, du Deffant, Geoffrin, d'Épinay,

soient restées toujours fidèles, même après sa retraite, à M. de Valori; c'est ce qui certainement prouve à quel point il s'était rendu utile et estimable durant son ministère chez l'étranger, et les qualités aimables qui le firent chérir dans sa patrie; mais à ces aimables qualités, indispensables pour un négociateur, se joignaient chez lui, celles du savoir. Il était profondément versé dans la littérature ancienne et moderne, possédait merveilleusement toutes les langues de l'Europe, et n'était point médiocre dans la théorie des beaux-arts. Ce fut à la conviction de ce dernier mérite que lui reconnaissaient les Pigale, les Coypel, les Vanloo et les Vien, qu'il dut d'être admis, en 1762, membre honoraire de l'Académie royale de Peinture et de Sculpture. Il était sur le point d'obtenir une place à l'Académie Française, lorsque la mort vint le surprendre : un grand connaisseur la sollicitait pour lui; ce grand connaisseur est Voltaire.

Je me plais donc à voir cette noble vieillesse entourée de ce dernier prestige des honneurs dus à une vie aussi bien remplie. Bien qu'il manquât à M. de Valori le bâton de maréchal de France, qui lui avait été promis par Louis XV, M. de Valori était traité par tous les gens de cœur et de mérite, avec des égards tels, qu'ils n'auraient pu être plus flatteurs, lors même qu'il eût été déja promu à cette haute dignité militaire. Retiré à son château de Saint-Pierre d'Étampes, il y rece-

vait tout ce que la cour et la ville avaient d'illustre en tous genres. Telle était l'affluence des personnes distinguées qui s'y rendaient pour l'y voir, qu'à ce sujet, madame la dauphine (1), *mère du roi régnant*, disait un jour à son gentilhomme d'honneur : « La cour va être déserte, le vieux « marquis de Valori vient de retourner à sa terre « d'Étampes. » Voltaire, lorsqu'il séjournait à Paris, y visitait quelquefois l'ambassadeur, et ses frères, le chevalier, et l'abbé de Valori (grand prévôt du chapitre de Lille); tel était le charme qu'il trouvait à revoir en France celui qui le servit si noblement en Prusse, que, séduit par l'accueil distingué du *solitaire d'Étampes*, le philosophe de Ferney écrivait à M. Thiriot qu'il était obligé de faire *au plus digne Français* des querelles d'allemand, pour se sauver de son château d'enchanteurs; enfin aucun prince ou princesse du Nord n'arrivaient à Paris, sans aller le voir au Bourgneuf. Le souvenir seul parlait alors pour lui. Il avait donc acquitté ses obligations envers la société. Eh ! qui sut mieux obliger ?

Le crédit et la puissance ne doivent être que des canaux destinés à faire circuler le bonheur

(1) Cette princesse n'oublia jamais les preuves de zèle et les peines de M. de Valori, dont les négociations furent inutiles à son auguste père. J'ai entendu dire au feu cardinal de Bayanne que S. A. R. écrivait à M. de Valori de venir la voir, quand il restait huit jours sans lui faire sa cour.

autour de nous; c'était sous cet aspect, que M. de Valori l'envisageait. Si les places auxquelles l'éleva un mérite progressif, le flattèrent, ce ne fut que parce qu'elles lui fournirent des moyens plus étendus de faire le bien. Son avantage particulier ne fut jamais le mobile de ses démarches politiques ou privées; des vues d'humanité l'animèrent toujours : heureux de la félicité qu'il procurait aux autres, les expressions de leur joie étaient sa jouissance la plus douce. Chaque jour de sa vie fut marqué par un bienfait; ses parents avant tout le savent, et ceux qui le savent après eux sont innombrables. D'Arget, son secrétaire de légation, dut à ses bienfaits, fruits de services recommandables, une existence indépendante, et l'honneur d'être nommé, après la bataille de Friedberg, *secrétaire privé* du grand Frédéric, qui n'institua cette place que pour lui seul. L'abbé Loise, chanoine du chapitre de Lille, homme du plus grand mérite, après l'avoir suivi nombre d'années après d'Arget, fut élevé à la dignité épiscopale par suite des sollicitations de M. de Valori. L'abbé Gouget, continuateur de Moreri, plein de reconnaissance, écrivait à la marquise de Valori (1):

« J'ai l'honneur, madame, de vous envoyer ma « traduction de la vie de Laurent de Médicis, par « Nicolas Valori, l'un des plus savants hommes de « son temps; je regrette que la pièce intéressante

(1) Née des Escotais, et aïeule de l'éditeur.

« que vous devez au zèle du comte Étienne de « Durfort-Duras, ait paru trop tard. Si je publie « une seconde édition, je ne manquerai pas de la « citer; la longue séric de braves gens que la fa- « mille florentine de Valori a donnés à la France, « exige que l'on fasse sentir aux personnes qui se « targuent de leur naissance ou qui oublient leur « illustration, que les services nouveaux rappel- « lent de suite les anciens qui sont de leur nature « très-exigeants. J'espère donc, madame, que « vous serez satisfaite du parallèle que j'ai ha- « sardé, dans la préface de ma traduction, entre « Gui-Henri de Valori et Nicolas, son ancêtre (1). « Notre ambassadeur méritait pour le moins ce « rapprochement : avec quelle complaisance ne

(1) **Monsieur, deux motifs m'engagent à faire paraître sous vos auspices une traduction de la vie de Laurent de Médicis. Le premier est le droit particulier que vous avez sur l'ouvrage même, puisqu'il est sorti de votre ancienne et illustre maison. Je fonde le deuxième sur la conformité que j'ai cru trouver en vous et notre historien. En effet, Nicolas Valori fit voir dans le XVe siècle, tout ce qui a brillé en vous dans le XVIIIe. Il soutint avec zèle et défendit avec fermeté les intérêts de Laurent de Médicis, son maître, et ceux de Florence, sa patrie, comme vous avez soutenu et défendu ceux de Louis XV et de la France, dans tous les postes où votre mérite, encore plus que votre naissance, vous a successivement placé. Le premier sut gagner, par ses lumières, la sagesse de ses conseils, et la prudence de sa conduite, l'estime et la confiance de son prince, l'amitié de ses concitoyens, la bienveillance et les faveurs de Louis XII, auprès duquel il résida comme ambassadeur de la république**

« recevait-il pas ceux qui avaient recours à lui !
« Jamais il ne remit au lendemain un service
« qu'il pût rendre sur-le-champ ; il se serait amè-
« rement reproché les moindres retards, si celui
« qui aurait sollicité sa protection eût manqué
« l'objet de ses desirs. Il ne négligeait rien, et il
« craignait encore de n'avoir pas assez fait. Telle
« était la bonté de son cœur, que les occasions
« de la satisfaire lui paraissaient trop rares, quoi-
« qu'il cherchât à les multiplier. Vous, madame,
« fille d'une Montmorency (1), et qui avez puisé
« dans ce sang les vertus qui vous distinguent ; vous,
« madame, avez su l'apprécier plus qu'un autre ;
« vous l'avez vu comme moi, aller interroger l'in-
« digence honteuse et timide sous son toit de
« chaume, etc. » Que l'abbé Goujet le peignait

---

de Florence. Ce sont les mêmes qualités, ce sont les mêmes vertus, qui vous ont mérité les grades où Louis-le-Bien-Aimé vous a élevé, les honneurs dont il vous a comblé, les emplois qu'il vous a confiés, les négociations importantes dont il vous a chargé, l'estime des souverains vers lesquels vous avez été envoyé. Je trouve un point de perfection qui manque au portrait de Nicolas Valori, et que l'on distingue dans le vôtre. L'histoire ne nous apprend presque rien des vertus militaires du dernier. En combien d'occasions les vôtres n'ont-elles pas attiré les regards de ceux qui ont eu l'avantage d'en être témoins ! etc. (*Voyez la traduction de la vie de Laurent de Médicis, du latin de Nicolas Valori ; in-8°, 1761, p. 5.*)

(1) Louise-Elisabeth, sœur de Gui-Claude Roland, maréchal de Montmorency, mort le 15 novembre 1757. (*Dict. de Moreri, t. VI, p. 185.*)

bien! et que l'éloquence de ce peu de mots révèle assez le sentiment que nous inspire un bienfaiteur! Oui, comme l'écrit l'abbé Goujet, l'on voyait le marquis de Valori, visitant journellement les chaumières d'Étampes; jaloux d'y détruire le levain des dissensions domestiques et d'y substituer le calme de la paix, faisant encore dans les campagnes son ancien métier de négociateur; méritant peut-être autant de gloire, mais gagnant plus de cœurs quand il apaisait ces légers orages, et quand il cimentait la concorde et l'harmonie des familles, que lorsqu'il négociait l'alliance de deux couronnes, unissait leurs intérêts et leurs armes.

Les habitants d'Étampes n'ont point oublié ce que M. de Valori fit pour eux. Depuis 1755 jusqu'en 1789, ils furent affranchis de la taille. Un droit de tarif, imposé par les habitants sur les biens-fond et sur des objets de consommation, en tint lieu. Cette ville dut cette faveur aux mouvements et aux sollicitudes que se donna ce respectable officier-général. Ses démarches avaient été d'autant plus pénibles, qu'elles furent traversées par beaucoup de personnes intéressées à la perception de la taille.

J'ai peint le serviteur fidèle de l'État; je vais donner une idée du père de famille. La mort avait enlevé au marquis de Valori, un fils unique. Trois filles lui restaient pour consoler sa vieillesse. Il rechercha pour sa fille aînée, Charlotte-Henriette,

une alliance qui suppléât au manque d'héritiers mâles. Mon oncle François de Valori de Lecé, du pays d'Anjou, lui parut capable d'assurer le bonheur de sa fille chérie; et cette petite négociation de famille se termina à la satisfaction des *deux branches qui se rattachaient* l'une à l'autre. De cette union naquirent Charles-Jean, colonel du régiment provincial d'État-Major, mort en 1806 (1); Gui-Charles, commandeur de l'ordre de Malte (2); et Casimir, colonel, chevalier de Saint-Louis (3), aujourd'hui résidant à Londres.

Le marquis de Valori, ayant encore perdu son gendre après deux ans de service comme exempt des gardes-du-corps dans la compagnie de Beauvau, ne songea plus qu'à se livrer à l'éducation de ses petits-fils, qui lui devaient être deux fois chers, comme le fait sentir la double alliance contractée. Afin de leur inspirer les nobles sentiments qui l'avaient toujours animé pour la patrie, il les éleva militairement; plan qu'il lui fut facile d'exécuter, M. de Valori n'ayant rien perdu, quoique âgé, de ses inclinations guerrières, et se montrant toujours aussi actif à soixante-huit ans

(1) Au retour de l'émigration.

(2) Récompensé par la commanderie de Saint-Jean de Beauvais, et pensionnaire du roi.

(3) Ayant quarante ans de service militaire.

qu'il l'était à quarante. Ces trois frères, qui ont tant mérité de l'auguste famille de Bourbon, n'eurent point d'autre gouverneur que leur aïeul.

M. de Valori se livrait donc avec tendresse à l'éducation de ses jeunes héritiers ; mais ses autres parents ne perdaient rien à cette touchante sollicitude. Peu de temps avant que M. de Valori de Blenau, son cousin et filleul, fût reçu à l'école militaire, il écrivait au père de l'éditeur de ses Mémoires, des lettres dans lesquelles il lui donnait les plus solides instructions ; j'en citerai volontiers l'extrait suivant : « Je vous transmets, « monsieur mon cher neveu, les conseils que « mon brave père me donnait autrefois ; sachez « en profiter. Croyez d'abord que l'esprit de dis- « cipline est le premier devoir d'un soldat ; que « la probité doit aussi nous accompagner dans « les camps ; que l'ambition n'est permise à un « officier Français qu'en face du canon ; et que « l'humanité est le caractère distinctif d'un brave. « Ayez du courage sans témérité, de la résigna- « tion dans les cas désastreux, un attachement « sans bornes à votre pays et à votre prince, et « vous ferez votre chemin. N'oubliez pas toute- « fois que le point d'honneur n'exige pas que « vous soyez spadassin ; votre vie, avant tout, ap- « partenant à l'État qui vous nourrit. Si je reçois « de vos nouvelles après le combat devant Zell,

« n'omettez pas de me mander franchement, si « vous avez agi au gré de mes desirs, etc. »

Je ne parlerai pas de sa munificence de famille : sa mémoire le défend. C'est assez entretenir le lecteur d'une tendresse qui lui est étrangère. Mais ce même lecteur est prêt à se dire en lui-même : L'éditeur de ces Mémoires, attaché deux fois à ce ministre, par les liens du sang, accomplira-t-il son sujet ? Oui, sans doute, il l'accomplira ; oui, après avoir présenté l'homme d'état, l'homme social, le père de famille, il offrira le marquis de Valori à son lecteur, dans cette situation de la vie où l'autorité d'un maître peut avoir quelque chose de décourageant pour ses serviteurs ; observation d'autant plus à propos de faire, que les personnes, considérables par leur naissance ou leur fortune, en agissent souvent avec leurs subalternes d'une façon trop aisée. Dans une grande partie de l'Europe et même de l'Asie, la domesticité n'est point la servitude. La classe domestique fut en tout temps un état recommandable auprès des bons maîtres. De ce nombre fut celui à qui son père légua, pour ainsi dire, en héritage, plusieurs serviteurs fidèles, dont ceux qui ne purent le suivre à Berlin, furent récompensés, et les autres pensionnés. De retour de ses longues missions, voyez M. de Valori, entouré de ceux qui sont liés à son service : comme il sait bien se les attacher ! La pauvre

cuisinière qui donna un si vigoureux soufflet à Voltaire, finit ses jours à Sanssouci (1).

Je voudrais pouvoir trouver matière à ressusciter la vie tout entière de M. de Valori, jusqu'en ses moindres actions; mais je suis forcé d'omettre une foule de détails, pour arriver au terme de ses jours, et ne point fatiguer mon lecteur.

J'ai pris le marquis de Valori le 12 octobre 1692 (2); je le quitte à regret en 1774. Soixante-huit ans de services militaires dans des temps de guerre, des négociations épineuses, avaient annoncé sa fin prochaine. Un anéantissement général se déclare dans ses organes. La voix de celui qui commandait si bien nos brigades, et celles de nos alliés, s'éteint par degrés; la main de celui qui signa tant d'actes utiles à la France, s'est à jamais appesantie: l'un des hommes les plus robustes et les plus actifs de son temps n'est plus que le simulacre de lui-même. Vous vous montrerez dignes d'être ses petits-fils, vous, Charles de Valori, qui avez déjà fait vos premières

(1) « Je vous promets la lecture d'un poëme épique de « quatre mille vers ou environ, dont Valori est le héros; il « n'y manque que cette servante, qui alluma dans vos sens « des feux séditieux, que sa pudeur sut réprimer vivement. » Lettres particulières à Voltaire, de Frédéric, t. III, p. 38.

(2) « Il faut noter, dit Comines, chap. 10 du livre Ier de « ses Mémoires, que les hommes qui jamais ont été grands, « et ont fait de grandes choses, ont commencé fort jeunes, et cela gît à la nourriture. »

armes sur les galères de Malte; et vous, son frère, que le mauvais sort de votre fortune retient encore à Londres! Lorsque le vertueux citoyen est au lit de mort, lorsque la nature a refusé tous les secours de l'art, c'est vous qui prolongerez, pour peu de jours, hélas! l'existence que vous devez à sa fille. Rien me contraint si peu dans les affections filiales dont je voudrais tracer le tableau, que, dussé-je être taxé d'un sentiment particulier, je veux dire, toujours à la louange de notre grand oncle, que l'amour respectueux qu'il inspirait, fut porté au comble par sa famille, dans ces moments d'un deuil prochain; aucun des membres de cette famille ne fut absent, lorsque les médecins eurent annoncé qu'il fallait se résoudre à le perdre. Tous ne le quittèrent d'un instant; et durant deux mois ses petits-fils, qui le veillaient jour et nuit, ne cessèrent (que l'on me pardonne ce détail), de lui souffler, à l'aide d'un tube de paille, tous les élixirs que l'art, qui se déclarait impuissant, ne refusait pas qu'on lui prodiguât. Qu'ajouterai-je à l'intérêt qu'on lui portait, non-seulement dans sa famille, mais à la ville et à la cour? Ajouterai-je que madame la Dauphine ne cessa, durant sa maladie, d'envoyer savoir de ses nouvelles? Je cite madame la Dauphine Marie-Antoinette d'Autriche(1). *Louis-le-Bien-*

(1) Madame la première Dauphine n'était plus depuis longtemps.

Aimé avait précédé dans la tombe son vieux serviteur. A la première nouvelle de sa mort annoncée au roi Louis seize, de sainte mémoire, ce prince, en faisant complimenter le comte Valori de Lecé, petit-fils aîné de M. de Valori, jugea à propos d'ordonner que le bâton de commandement décorât le cercueil d'un sujet qui d'enseigne était devenu lieutenant-général, de simple envoyé mérita des lettres d'ambassadeur, et qui portait les ordres chevaleresques de France et plusieurs de l'Europe. Le marquis de Valori fut enseveli dans l'église de S. Pierre d'Étampes, où son humble mausolée a été respecté dans des temps de désastres.

M. de Valori était d'une grande taille, d'un fort embonpoint. Sa peau blanche était fortement colorée; ses yeux bruns et expressifs: quoique sa tête fût naturellement en proportion avec sa taille et sa stature, sa physionomie était loin d'être lourde: il avait je ne sais quoi de fin et d'ironique dans le regard et le mouvement de ses lèvres, expression rare chez les gros visages. Cette physionomie était tempérée de dignité et de douceur; elle était continuellement marquée par cette ingénieuse fixité de l'œil qui cherche à pénétrer les hommes, dont l'étude comme l'observation lui était familière (1). L'ensemble de sa personne et

(1) Son portrait a été gravé sur celui qu'en fit Pesne, peintre du grand Frédéric.

de ses manières annonçait d'abord un homme qui avait blanchi sous le harnais; mais à peine faisait-il un geste, ou un pas, ou parlait-il, que ce n'était plus le même homme. L'habitude des camps lui avait originairement donné des formes un peu brusques, mais l'habitude des cours en avait modifié la rudesse. Sa voix était douce; et quoique Frédéric l'appelât *son cher Sacripant*, celui qui aurait craint de le trouver tel en le visitant, eût été agréablement détrompé.

Ses amis de société éprouvaient un charme inexprimable à l'entendre; ayant beaucoup vu, il était conteur; mais il racontait avec une originalité piquante les anecdotes de toutes les cours, les intrigues des dames souvent employées secrètement dans les négociations, et cela sans jamais ennuyer par des redites, défaut très-commun; aussi le duc de Nivernais disait-il : « L'on va au Bourgneuf « moins pour voir *le Sacripant* du grand Frédéric, « que pour faire provision d'anecdotes. » Le marquis de Valori tenait singulièrement à l'éclat de la mise; il poussait cette prétention à l'excès; mais il faut ajouter aussi que, obligé si long-temps de représenter son souverain, il n'avait pu se déshabituer, après sa retraite, d'une continuité de représentation; un autre défaut beaucoup plus ancien, celui d'un grand amour pour la bonne chère, avait tourné son tempérament à l'apoplexie, mais il avait ce travers de commun avec Frédéric II et le prince de Conti. Toutefois ce tra-

vers n'influa jamais sur ses devoirs ni sur sa présence d'esprit, comme je vais le prouver; car il est temps, je crois, d'entretenir mon lecteur de sa dernière aventure à Berlin et de quelques-unes de ses reparties. Il possédait à merveille l'esprit d'à-propos. Il est bon toutefois que je cite auparavant l'extrait suivant d'une lettre de Voltaire au marquis d'Argenson; il se place de lui-même ici : « A l'égard de M. de Valori, cet autre ministre « fait *pour dîner* avec le roi de Prusse (*Frédéric-« Guillaume*), et *pour souper* avec le prince royal « (*Frédéric II*), je vous prie de me recommander « à lui auprès de cet aimable prince; et moi je « me vanterai auprès de S. A. R., de devoir les « bontés de M. de Valori à celles dont vous m'ho-« norez (1), etc. »

En octobre 1756, le maréchal de Richelieu s'était emparé de Minorque; et le roi de Prusse venait de manifester sa défection avec la France : l'ambassadeur de Louis XV auprès du roi de Pologne avait éprouvé une nouvelle injure à son caractère, par l'opposition violente que les officiers de S. M. P. firent à sa marche. Cette violation du droit des gens était si grave en elle-même que M. Rouillé avait ordonné à M. de Valori de quitter sans délai, et sans prendre congé, la cour de Berlin. Ce message, quelque adroitement qu'il eût été dirigé, fut intercepté pendant un jour. Le roi de Prusse,

(1) OEuvres de Voltaire, corresp. générale, 1739, p. 417.

enclin à une humeur plaisante qui ne l'abandonnait pas même au milieu des affaires les plus sérieuses, imagina d'inviter à dîner le plénipotentiaire français. Ce dîner royal fut des plus royaux: une foule de sarcasmes auxquels Valori répondit avec dignité, éveillèrent son attention. Habitué à la physionomie du prince, il y trouva ce jour-là quelque chose d'extraordinaire qui, malgré une *forte dose de vin de Tokai qu'il avoit bu tacitement en l'honneur de la reine de Hongrie*, le confirma dans ses soupçons. Il prétexta une forte indisposition pour se retirer de bonne heure, malgré les instances *motivées* du roi. Il se rend chez lui, ses soupcons se réalisent : un billet tracé par une main inconnue lui révèle qu'il est joué : il se jette sur son lit, non à cause du vin de Tokai, mais pour méditer sur le parti qu'il doit prendre. Le parti est bientôt pris. Il coiffe son secrétaire de sa perruque, lui fait endosser son habit (l'ambassadeur et son secrétaire l'abbé Loise étaient à-peu-près de la même corpulence), et renouvelle l'aventure de Jaromirtz (1). Comme c'était vers le soir, et qu'à ce temps, il avait coutume de prendre le frais à son balcon, il ordonne à l'abbé de jouer son personnage le plus adroitement du monde. La tentative réussit. Pendant que le secrétaire-ambassadeur se présente et se retire assez promptement

(1) Cette anecdote, citée dans ces Mémoires, se lit dans toutes les vies de Frédéric.

du balcon, et que les habitants du quartier et les espions de la ville sont trompés à ce manége, l'ambassadeur avec le costume de l'abbé s'évade par une porte du jardin de son hôtel, prend des chevaux de poste, quitte Berlin avant la nuit; et à quelques lieues de la capitale de Prusse, abandonnant sa voiture en pleine route, traverse presque toute l'Allemagne à franc étrier jusqu'à Strasbourg. Bref, en neuf jours, chose extraordinaire, il fait un trajet de trois cents lieues, arrive dans la nuit à Versailles (1): on éveille le roi, auquel il fait un rapport court et précis de l'état imminent des choses en Prusse. Sire, j'ai perdu, ajoute-t-il à Louis XV, quatre heures à table, mais j'en ai gagné plus de soixante. Le roi en le quittant lui dit : « Marquis de Valori, vous êtes un second « Bassompierre; lorsque je déclarerai des maré- « chaux, vous ne serez pas oublié. » Cette promesse ne put se réaliser : madame de Pompadour protégeait le prince de Soubise. Si M. de Valori, alors doyen des lieutenants-généraux, eût commandé à Rosback, il eût peut-être mieux réussi que M. le prince de Soubise, si j'en crois la connaissance parfaite qu'avait cet officier-général de la tactique de Frédéric, de ses habitudes de campement, du fort et du faible de la manœuvre prussienne, et de son système d'attaque.

---

(1) Je tiens cette anecdote de feu le marquis de Ximenès, qui lui-même la tenait de Voltaire.

Les bontés du roi de Prusse et une grande familiarité, autorisée par ce prince et ses augustes frères, n'empêchaient point que de temps en temps il ne fût obligé de relever quelques plaisanteries amères de Frédéric, sur-tout lorsqu'il s'agissait de Louis XV ou de la famille royale. Le monarque prussien ne laissait échapper également aucune occasion de lancer quelques traits malins sur la nation : l'esprit de repartie de l'ambassadeur le tenait toujours en respect. « Je puis « vous assurer, écrivait Voltaire à M. Amelot, « que la réponse de M. de Valori étonna beaucoup « ce prince, et lui donna une idée nouvelle de la « fermeté de notre cour (1). » La lettre suivante, adressée à Frédéric après la prise du fort Saint-Philippe, le 21 juillet 1756, indique également son caractère national : « Sire, je n'apprends rien « de nouveau à V. M., en lui annonçant la reddi« tion du fort Saint-Philippe; mais j'obéis aux « ordres du roi mon maître qui, persuadé de son « amitié, et de la part qu'elle veut bien prendre « à ses succès dans la guerre injuste que lui font « les Anglais, m'ordonne de lui faire part de la « reddition de ce fameux fort (2), qui, par la na-

(1) A propos de subsides exorbitants qu'exigeait Frédéric.

(2) L'on peut juger de quel secours avait été M. de Valori dans cette tentative, couronnée d'un plein succès, par la confidence qu'il fit au marquis d'Argenson, que sa disgrace n'empêcha point d'en faire part à M. Rouillé : « J'ai eu une con-

« ture du terrain où il est placé et l'immensité des « ouvrâges, était hors d'atteinte des efforts de toute « autre nation que la française; que V. M. me « permette cette jactance qui m'est toute particu- « lière, et m'autorise à me féliciter d'un si brillant « événement. »

Peu d'ambassadeurs ont mieux soutenu la dignité du caractère français que le marquis de Valori. C'est le seul souvenir qui jusqu'a présent l'ait recommandé à l'histoire.

— M. de Valori assistait un soir au spectacle de Potzdam, assis auprès du roi de Prusse, qui tout récemment avait vu ses troupes mises en fuite par les Saxons. Une décoration représentant des soldats ayant été mal assurée par le machiniste, tourne en sens contraire; alors Frédéric s'adressant à M. de Valori : N'est-il pas vrai, marquis, que voilà des grenadiers français qui marchent sur la tête? Sire, repart sur le champ l'ambassadeur, je conçois que la tête soit bonne à quelque chose, mais *V. M.* avouera que les jambes sont quelquefois plus utiles.

« versation avec le feld-maréchal Kheit, sur Port-Mahon. Il m'a « dit avoir vu aux eaux de Barège le duc d'Argill, qui pour « lors était gouverneur de cette place, lequel lui a dit en pro- « pres termes que ses b....... de compatriotes faisaient beaucoup « de dépenses pour fortifier Saint-Philippe, et ne faisaient, « malgré ses avis, aucune attention à la montagne du Fanal, « de laquelle, *avec une batterie*, *on dominait les ouvrages du* « *fort de manière à ce que personne n'y pût tenir*, etc. »

(Lettre du 29 mai 1756.)

— Le roi de Prusse avait défendu l'entrée des étoffes de soie dans ses états; un jour que la princesse Amélie, abbesse de Quedlimbourg, se plaignait de cette mesure devant M. de Valori, le ministre sourit de l'humeur de S. A. R. — Pourquoi souriez-vous, mon cher marquis? — C'est, madame, que V. A. R. ne craindra plus que les religieuses quittent la bure.

— Le prince Guillaume, qui affectionnait l'ambassadeur encore plus que le roi, l'admettant à toutes ses parties de plaisir, lui dit un jour en plaisantant : Le séjour de Berlin vous profite sans doute, cher marquis; vous vous arrondissez à vue d'œil. Monseigneur, répondit le plénipotentiaire, il faut que je représente la France au moins en miniature.

— Un billet tombé à dessein de la veste de Valori, et sur lequel le roi mit le pied sans que l'ambassadeur parût s'en apercevoir, assura à Frédéric le comté de Glatz en Silésie. Le lendemain le monarque prussien, recevant le corps diplomatique à Charlottembourg, dit tout haut en regardant avec malice M. de Valori : J'ai mis la main sur Glatz. — Sire, je prie *V. M.* de croire qu'on l'a mis à ses pieds.

— Après la prise de Sorr, le maréchal de Schewrin rencontrant M. de Valori à cheval, sans suite et sans habit, à l'entrée de la ville : « Marquis, vous « voilà dans un triste équipage! Rendez-vous le « plutôt possible auprès du roi, qui craint que

« vous n'ayiez été fait prisonnier. M. le maré-« chal, répond l'ambassadeur, je n'ai que la rançon « de mon habit à proposer; vous voyez qu'il n'y « a que lui qui me manque. » Il avait sauvé son cordon rouge qu'il avait remis plaisamment sur sa veste.

— A la bataille de Schweidnitz, le prince Henri de Prusse, frère du roi, marchait au milieu du feu, à la tête de sa brigade; le marquis de Valori, qui était auprès du roi, en paraissant étonné, le prince répondit : « On ne saurait être mieux qu'avec de tels camarades; mais il faut leur montrer que l'on est digne d'eux. » Alors M. de Valori, se tournant vers Frédéric : « Sire, où l'aigle régale, le coq paiera son écot. »

— Un jour que Voltaire lisait, devant le roi de Prusse et un groupe de savants, le quatrième acte de Mahomet, Maupertuis ne cessait d'interrompre le poète par des remarques minutieuses. « Mais, M. le géomètre, lui dit brusquement Vol-« taire, vous ne trouvez donc pas mon Mahomet assez grand? — Vous vous trompez, mon digne ami, répond Valori qui était présent; il faut qu'il soit des plus grands, puisque voilà Maupertuis qui le toise.

— M. de Valori passant en revue la garnison de la citadelle de Lille dont il était gouverneur, un officier, d'un coup de pommeau de son épée, fait reculer un soldat qui se trouvait hors de ligne : le gouverneur trouvant mauvais un pareil pro-

cédé, l'officier, pour faire sa cour à l'ancien ambassadeur, lui répond : Général, j'en agis à la prussienne. — Monsieur, lui répondit M. de Valori, faites-moi l'amitié d'aller prendre les arrêts à la française, pendant quinze jours.

Le lecteur sent parfaitement que je ne considère que comme qualité accessoire cet esprit de repartie. Mais il faut observer que cet esprit chez un ambassadeur est souvent dangereux, et qu'un bon mot à pu armer des peuples les uns contre les autres. Les reparties que peut se permettre un plénipotentiaire, ont un mérite de position plus ou moins piquant, selon le caractère des princes à qui elles s'adressent. Or il est de fait que Frédéric II, aimant à plaisanter, n'aimait point qu'on lui rendît la pareille, quelque gaie que fût la repartie. Il fallait donc, quand il la souffrait, que la repartie fût spirituelle, et le plaisant de bon goût.

J'arrive à la conclusion. S'il est du devoir d'un historien, comme le dit Tacite, de ne pas raconter seulement les événements des choses, mais d'en décliner le principe et la fin, il doit durer l'humble monument que j'élève à la mémoire d'nn parent, sur-tout si, pour consacrer la vie d'un vertueux citoyen, les efforts de la vérité peuvent suppléer le talent.

MÉMOIRES

COMMENCÉS A BERLIN.



MÉMOIRES

SUR MES NÉGOCIATIONS

A LA COUR DU ROI DE PRUSSE.

Ces Mémoires sont ceux de mon ministère à la cour du roi de Prusse. J'y rassemble les principaux événements, qui se trouvent dispersés dans mes lettres à la cour. Je m'écarte quelquefois de ce qui est directement applicable à ma mission. Il est difficile de s'y borner, le roi de Prusse ayant été le premier instrument dont la Providence s'est servie, en permettant les troubles qui ont agité la plus grande partie de l'Europe, depuis la succession de l'empereur Charles VII, dernier prince de la maison d'Autriche. Les hostilités commencèrent, pour ainsi dire, dans le mois de décembre 1740, et durèrent jusqu'au 1er de mai 1748. Les préliminaires de paix furent signés à Aix-la-Chapelle, le 31 de la même année.

Je ne rapporte rien que je n'aie su de bonne part ou vu moi-même. La liberté avec laquelle je m'explique, suffit pour interdire la communi-

cation de ces Mémoires. C'est pour ma famille que j'écris, et pour m'occuper dans des temps de loisir. Il se peut encore que ces Mémoires soient un jour de quelque secours à ceux qui entreprendront d'écrire l'histoire de ces temps-ci.

C'est en 1739, que le roi me destina à remplacer à Berlin M. de la Chétardie. Le cardinal de Fleury avoit conçu quelque idée avantageuse de mon zèle et de mon application. Dès qu'il fut question d'envoyer un ministre en Russie, j'y fus nommé : mais cette destination n'eut point lieu. La résolution fut prise d'y envoyer un ambassadeur. La cour jugea avec raison qu'il fallait plus qu'un novice dans le métier de la négociation, pour remplir la place d'ambassadeur à une cour où il n'y en avait jamais eu. Je fus très-aise de cet échange; la charge me paraissait intérieurement au-dessus de mes forces. Du zèle, une honnête ambition, le principe invariable que je m'étais fait, de faire toujours céder mon intérêt particulier à celui du service de mon maître, me donnèrent du courage.

Je portai dans mon nouvel emploi quelque théorie du métier, mais sans aucune expérience. J'eus lieu de me convaincre par la suite, que le désintéressement, le jugement communément appellé bon sens, la sincérité guidée par la prudence, et le zèle, peuvent suffire pour remplir un pareil poste. Mon ministère a été difficile et laborieux. Le cardinal de Fleury parut content

de mon début, et sa satisfaction s'est soutenue jusqu'à sa fin.

Quoique des gens de cour et de faux politiques aient voulu obscurcir la gloire de ce grand ministre, certainement la France lui a de grandes obligations, qu'elle ne peut oublier sans ingratitude : la plus essentielle est celle d'avoir cultivé avec succès les grandes qualités du roi, qui se sont développées, et montrées éminemment à la mort de ce prélat, à qui il confiait une autorité presque sans bornes, dont il n'a jamais abusé.

Le cardinal embrassa le système de finance de M. Desmarets : système sage, et sûr dans son exécution pourvu que le royaume fût en paix : aussi fit-il tout pour la maintenir. Les moyens qu'il employa, peuvent n'avoir pas toujours paru des meilleurs : mais il eût fallu l'entendre, pour en juger. Quoi qu'il en soit, je n'entreprendrai point l'éloge de ce grand ministre : des réflexions désintéressées sur sa conduite et les effets qui en ont résulté, suffisent. Je dirai seulement qu'il a bien mérité de son maître, de l'état, et de tous les honnêtes gens, et qu'il n'a principalement eu pour improbateurs que des ambitieux et des courtisans avides. Sa réputation était établie dans les pays étrangers à un point surprenant (1).

---

(1) André-Hercule de Rosset de Fleuri est l'un des ministres dont s'honore le plus la France. Aussi profond politique que Richelieu, mais plus patient pour parvenir au but de ses opérations; moins fin, mais aussi habile dans le maniement des

Le Roi de Prusse Frédéric-Guillaume a étonné toute l'Europe par la singularité de son caractère. Ceux qui l'ont vu de près, et qui ont été employés à sa cour, n'ont pu parvenir à en faire un portrait assez exact, pour asseoir un jugement sur ce caractère indéfinissable (1).

A un tempérament vif et emporté, il joignait

affaires que Mazarin, ce célèbre cardinal fut admiré de son siècle et son patriotisme éclairé seul pourrait le placer sur la ligne de ces deux grands hommes. On lui reproche d'avoir négligé la marine; mais il est connu qu'il lui fut possible de faire autrement; il le sentait lui-même, voilà pourquoi il s'appliqua de tous ses soins à regagner par le succès de la plus brillante diplomatie l'influence continentale qui, durant vingt ans, consolida la paix et illustra le cabinet de Versailles.

(1) Frédéric-Guillaume vivait comme un simple gentilhomme, et ne faisait aucune dépense superflue. Ce fut un prince singulier que l'on blâme, quand on voit ses actions isolées, que l'on admire dès que l'on en saisit l'ensemble; il fut le créateur d'une armée invincible sous son fils, et d'une administration qui a posé les fondements de la monarchie prussienne. Il augmenta les revenus de l'état, et forma une masse redoutable de soldats, tous robustes et bien exercés. L'on a remarqué que, dans la maison de Brandebourg, le fils a des inclinations opposées à celles du père; et on croit en avoir trouvé dans la gêne où vivent ordinairement les princes héréditaires avant que de parvenir au gouvernement. C'est ainsi que l'étiquette gênante de la cour de Frédéric I[er] inspira à Frédéric-Guillaume le goût exclusif des soldats; et que cette inclination fit naître dans l'esprit de Frédéric II, l'amour de la politesse et des arts. Frédéric-Guillaume s'appliqua à élever son fils dans le militaire; à l'âge de huit ans, il lui fit faire un petit arsenal fourni de toutes sortes d'armes proportionnées à son âge, et il l'en laissa le maître absolu. Cependant comme le prince royal cultivait avec ardeur la poésie et la musique, son père, qui ne connaissait d'autre littérature que la Bible, d'autre musique que celle du canon, jetait au feu ses livres français et cassait sa flûte, lorsqu'il le surprenait à jouer ou à lire.

un desir violent de parvenir à la singularité ; projet plus facile à un roi qu'à tout autre. Il n'avait été corrigé d'aucun de ses défauts dans son enfance. Élevé par une mère qui l'idolâtrait, et par un père qui ne s'occupait que de la représentation, il est peu étonnant qu'il se soit livré, dès sa plus tendre jeunesse, à toute la fougue de son tempérament. Parvenu au trône, il choisit sans balancer le gouvernement purement militaire, qu'il a conduit avec la manière farouche des anciens Sarmates, la discipline la plus servile et la moins d'usage chez les peuples policés. Le sien ne l'était pas, au moins dans tous les points. Le roi son père, Frédéric Ier, avait fait, à la vérité, un peu plus que l'ébauche de ce grand ouvrage. Son fils s'est fait une affaire de le détruire, et de substituer aux connaissances que les réfugiés français avaient apportées dans ses états, la dureté et la férocité des anciens Germains. C'est avec une conduite suivie en ce genre, jamais interrompue; en souffrant que le soldat molestât le peuple, et en ne donnant de considération qu'à ce qui portait l'écharpe ou le fusil, qu'il est parvenu au résultat le plus étonnant, je veux parler de ses troupes, dont la beauté et la discipline n'a jamais eu d'exemple. Il en laissa un trop grand nombre pour le bien de ses états, et disproportionné à leur population ; de sorte que la nécessité de recruter chez ses voisins et dans toute l'Europe, a produit par-tout les plus mauvais

effets. Injustices, violences, tout a été employé par ses officiers pour éviter d'être cassés, ou pour parvenir aux bonnes graces du prince, et se procurer par-là un avancement auquel le seul mérite de faire de belles recrues étrangères, pouvait conduire.

L'avarice dont il faisait parade, avait quelque chose de singulier; elle produisait des effets dont le plus chétif artisan aurait été honteux; ce prince en plaisantait lui-même. Dans cette partie de son caractère, il se trouvait un mélange auquel on ne comprenait rien. C'est où il visait : sa plus grande application était de se rendre incompréhensible (1). Si l'on trouvait occasion de le louer

(1) A peine monté sur le trône, Frédéric-Guillaume, par des inclinations tout opposées à celles de son père, qui voulait rivaliser Louis XIV en magnificence, chassa le grand-maître des cérémonies, les chambellans, *les cuisiniers et les académiciens*. Il ne garda de ces derniers que son astronome, qu'il n'estimait que comme une espèce d'astrologue; et pour bafouer les savants, il nomma à la présidence de son académie un fou, des plus fous, qu'il déclara par lettres-patentes, les plus burlesques du monde. Aussi telle était l'ignorance à laquelle il avait porté les généraux, que celui d'entre eux qui savait signer son nom, se faisait un mérite de le griffonner. Une tabagie enfin était la retraite favorite du roi; et il s'y rendait tous les soirs pour fumer du tabac, et boire de la bière avec les généraux. Il faut ajouter que c'était pour se modeler sur les Hollandais qu'il agissait ainsi dans les actions de sa vie privée. L'on voit encore, dans une salle du château royal à Berlin, un tableau représentant une de ces assemblées : le roi

sur un trait de générosité, il le faisait suivre immédiatement de quelque acte d'avarice la plus marquée : si au contraire on applaudissait à son exacte économie, il partait de lui des traits de générosité qu'il savait assaisonner de grandeur. Il serait bon, ce me semble, de développer tout ce qui paraît contradictoire dans ce que je viens de dire, par un exemple, et une espèce de sentence de ce prince.

paraît au milieu de la scène, tenant une pipe, et la reine à côté de lui, qui l'allume avec un morceau de papier; les deux augustes personnages sont entourés de pipes et de décorations. Dans la vie de Frédéric II, publiée sous les auspices de M. Treuttell de Strasbourg, on lit une foule d'anecdotes sur le peu de galanterie du monarque prussien, père du philosophe; c'est une histoire complète de soufflets et de coups de canne donnés gratuitement aux Berlinoises qu'il rencontrait dans les rues, sous prétexte d'oisiveté de leur part, et un recueil volumineux de gourmades aux ministres de la religion qui venaient voir la parade. Toutefois il faut dire que des conteurs ignorants ont singulièrement grossi le compendium de ces particularités, qui lui ont donné une renommée originale. Car on ne peut lui refuser d'avoir élevé le nouveau royaume de Prusse au plus haut degré de force militaire, et de l'avoir rendu florissant par l'économie d'une administration pleine de sagesse. On ne peut non plus omettre que Frédéric-Guillaume fut fidèle observateur des traités, et qu'il affectionnait la France, quoiqu'il redoutât les Russes et s'efforçât de les imiter dans leur discipline, et même dans les détails de leur gouvernement. Ce prince fut un des plus zélés coopérateurs, le 3 septembre 1725, au traité entre la Prusse, l'Angleterre et la France; ce traité devint l'auxiliaire de celui d'Utrecht.

(*Note de l'Éditeur.*)

S'il avait destiné quelque fonds pour un ouvrage de fortification, ou pour quelque nouvel établissement, et qu'on lui representât au bout de l'année qu'en donnant 400 liv. au-delà du fonds assigné, il prévenait une dépense considérable pour l'année suivante, et épargnait 8000 liv. : il refusait les 400 liv., et disait que la perte des 8000 liv. était peu de chose pour un roi, mais que l'ordre était tout. Dans les parties de dépenses différentes en tout genre, il destinait un fonds déterminé; et ceux qui en avaient la manutention, remplissaient cette dépense à beaucoup moins de frais : comptant avec lui, ils lui faisaient voir ce qu'il lui en revenait, et ce qu'ils avaient économisé ; le roi leur faisait présent de ce reste, quelque considérable qu'il fût. Mais, comme le prince poussait tout à l'excès, il s'ensuivait que, d'année en année, ses gens d'affaires augmentaient ses revenus, et diminuaient sa dépense au point que personne dans ses états n'avait un écu. Son peuple était foulé par le défaut de circulation d'argent. En joignant cet inconvénient à la vexation du militaire, et à quelques actes d'une sévérité outrée, on cessera de s'étonner de la joie immodérée, et scandaleuse, qui a éclaté à sa mort.

Ce prince était fin et rusé, brutal par tempérament, et sarmate par réflexion: il connaissait parfaitement sa famille : ses prédictions à cet égard ont été pleinement justifiées. Sa mort fut accompagnée d'une fermeté héroïque ; il montra

des sentiments d'humanité, et des regrets d'y avoir manqué en différentes circonstances de sa vie (1).

Telle fut la fin de Frédéric-Guillaume, qui, malgré quelques qualités admirables, mourut, détesté de ses sujets et de ses voisins; laissant des trésors considérables, mais fort au-dessous de l'opinion commune; une milice surprenante en nombre et en qualité; un successeur à qui, selon l'idée générale, les vertus de Marc-Aurèle étaient inférieures; une famille unie pour-lors; une reine veuve, qui, malgré les mauvais traitements qu'elle avait essuyés, donnait des larmes à ses cendres; ses états dans une paix profonde; craint de ses voisins, recherché par les plus grandes puissances, et sans engagement avec aucune.

L'avènement de Frédéric II à la couronne de Prusse, fut sous les auspices les plus favora-

---

(1) Frédéric-Guillaume mourut le 31 mai 1740. C'est aux funérailles d'un prince qu'il est véritablement jugé, parce qu'alors la flatterie abandonne les dépouilles royales. C'est donc la douleur des peuples ou leur indifférence qui annonce à l'histoire la grandeur ou le néant de la royauté. Quand le corps de Germanicus eut été transporté à Rome, les centurions et les tribuns portèrent ses cendres sur leurs épaules (comme Philippe-le-Hardi celles de Saint-Louis), précédés des enseignes sans parure, et les faisceaux renversés. Frédéric-Guillaume a été jugé sévèrement; M. de Valori est le plus réservé de tous les historiens qui ont parlé de lui.

(*Note de l'Éditeur.*)

bles. D'après ce que je viens de dire, il n'est pas étonnant que les peuples aient desiré avec tant d'ardeur un changement de règne. Le militaire même avait été tenu si sévèrement, qu'il espérait aussi gagner au change, et garder son aisance en acquérant plus de liberté.

Le nouveau roi, que ses disgraces avaient rendu cher à toute l'Europe, affectait, étant prince royal, une conduite opposée à celle de son père; il était gracieux, poli (1), compatissant, secourable, tendre envers les malheureux; blâmant une justice trop sévère, consolant ceux que la dureté de son père avait presque mis au désespoir; aimant les lettres et la bonne chère, les plaisirs aimables, et la musique sur-tout; ayant un goût naturel pour tout ce qui est agréable à un esprit délicat, du choix dans ses études, et enfin autant Athénien que son père était Scythe.

Le tableau d'un caractère si aimable, et qui promettait un règne si doux, sert d'excuse aux extravagances du peuple, ainsi qu'à celles des gens de condition qui avaient eu part à ses bonnes graces du vivant de son père, et qui s'y étaient maintenus jusqu'à sa mort.

Ce prince sentit, ou feignit de sentir la douleur la plus vive; tint aux officiers les discours

(1) « Ce n'est, disait Frédéric-Guillaume, qu'un petit-maître « et un bel esprit français, qui gâtera toute ma besogne : quel « petit-maître!.... »

les plus arrangés; et à ses ministres, ceux qui pouvaient convenir le plus à la circonstance. Ce début acheva de tourner les têtes, et lui fit dans l'Europe un commencement de réputation au-dessus de tous les princes qui avaient vécu avant lui. Son livre des réflexions sur Machiavel fit croire à tout le monde que la justice, la prudence et la douceur seraient le guide de ses actions : c'eût été un blasphême que de douter de sa générosité. Chacun croyait sa condition améliorée : d'esclave qu'on était, on se figurait être libre; et ces premiers écarts de liberté avaient quelque chose de si fou, de si extravagant, et de si étranger à ces masses énormes, qu'on ne pouvait s'empêcher d'en rire. Un colosse qui n'avait de sa vie porté que des guêtres et des souliers à triple semelle, crut sa condition brillante lorsqu'il lui fut permis de porter des escarpins et des bas de soie. Ces hommes monstrueux marchaient sur le pavé, comme s'ils eussent été sur des épines. Cette image burlesque ne devrait peut-être pas trouver place ici; mais elle me frappa alors d'une manière si singulière, que je ne puis me refuser au souvenir d'une décoration aussi nouvelle, aussi subite et aussi comique.

Cependant quelques actes, échappés au nouveau roi, suspendirent un peu les espérances des gens avides. Il partit pour aller recevoir l'hommage de ses nouveaux sujets du royaume de Prusse. On dit qu'il ne mit pas à cette cérémonie toute

la décence qu'elle exigeait : il revint à Berlin pour cette même cérémonie ; l'on y vit la noblesse et le peuple lui prêter serment avec des larmes de joie et de tendresse. Presque personne n'aperçut alors dans le souverain un air, que les sots qualifiaient de majestueux, mais qui n'était que farouche. Il semblait, en effet, se refuser aux mouvements de sincérité, qui ne pouvaient qu'exciter des larmes dans un cœur sensible à l'amour de son peuple.

Peu de temps après la cérémonie de l'hommage, ce prince se mit en chemin pour Bareuth. Ce voyage n'était que le prétexte de celui qu'il méditait à Strasbourg, et même à Paris (1) ; son

(1) Frédéric partit de Berlin sous prétexte d'aller assister à sa grande revue en Westphalie. Il prit le chemin de Strasbourg, sous le nom d'un comte de Bohême ; le prince Guillaume, l'aîné des frères du roi, l'accompagna sons celui de *Schafgotsch ;* il n'avait avec lui qu'un aide-de-camp. Il descendit à Strasbourg à l'auberge *du Saint-Esprit.* Le prince et toute sa suite étaient en habits bourgeois. Frédéric ayant désiré souper avec quelques colonels, l'hôtesse fut obligée d'aller, d'une façon assez bizarre, prier ces messieurs d'agréer l'invitation singulière. Par plaisanterie, trois colonels et lieutenants-colonels s'y rendirent, bien résolus de s'amuser aux dépens du baron allemand, et ne furent pas peu surpris de lui trouver prodigieusement d'esprit, de gaîté et de bonnes manières. Cependant M. le baron ou comte de Four se mit à goguenarder les officiers, dont les reparties, d'abord très-piquantes, finirent par devenir si sérieuses, que l'aide-de-camp fut forcé de reprendre son rôle, qu'il joua si bien au naturel,

projet était d'y être incognito. Il croyait avoir pris les mesures les plus justes pour cela ; mais, faute de s'être confié à qui il eût dû, il ne put demeurer dans Strasbourg que vingt-quatre heures, sans que le bruit s'en fût répandu : l'on ne tarda pas à passer du soupçon à la certitude. Ce prince partit au moment qu'on s'y attendait le moins, peu content du maréchal de Broglie, à qui il n'a pas pardonné les torts qu'il pouvait avoir eus ; torts qui méritaient au plus une idée

---

qu'à la conversation la plus animée succéda un profond silence. Ce silence prouva au prince que, sans le reconnaître personnellement, on se doutait d'un illustre incognito. Cependant, au sortir de l'auberge, il fut reconnu par un grenadier, qui apprit cette nouvelle à son capitaine, et bientôt le maréchal de Broglie, gouverneur de Strasbourg, fit inviter, de la part de la maréchale, M. le baron à venir dîner avec lui le lendemain. Le dîner fut extrêmement intéressant et gai par l'adresse de l'auguste voyageur à parer les aimables hilarités de ses nouveaux hôtes : jamais Frédéric n'eut plus d'esprit français qu'en cette occasion ; mais au lieu de laisser continuer si habilement son personnage d'emprunt, le maréchal s'avisa de lui dire, à la fin du dîner : *Sire.... M. le baron....* Le roi fit semblant de ne point s'apercevoir de cette faute, prétexta des affaires, et partit subitement de Strasbourg. Jamais il ne pardonna à M. de Broglie cette indiscrétion involontaire ; car, depuis cette époque, il ne cessa d'en parler avec humeur. Cette excursion à Strasbourg le fit soupçonner alors d'avoir voulu recruter des soldats en France, comme feu son père l'avait fait en Allemagne.

(*Note de l'Éditeur.*)

de ridicule, mais non la haine inplacable qu'il lui conserva.

De Strasbourg le roi alla à Wezel; et c'est peu loin de cette ville, à Mariland, qu'il vit le célèbre Voltaire, avec qui il avait entretenu une correspondance intime, assaisonnée de toutes les graces d'un prince et de toute la délicatesse d'un particulier aimable. Il fit venir Maupertuis de Paris, dans le dessein de rétablir l'ancienne académie des sciences et des belles-lettres, fondée autrefois par Frédéric premier, son grand-père, et presque anéantie sous le règne précédent. Il envisageait dès lors cet établissement comme devant immortaliser son nom. Algarotti (1), jeune Vénitien, plein d'esprit et de graces, avait été mandé de Londres, où il était, par la lettre la plus pressante, la plus capable de faire impression et de tourner une tête, beaucoup plus montée sur l'ambition

(1) Si l'on juge Algarotti, comme Voltaire, il est impossible de ne point le trouver à-la-fois adorable et détestable. Tel était ce célèbre ami du philosophe de *Sans-Souci*, qu'il ne jugeait les contemporains que sur des passions momentanées et fugitives. Le comte Algarotti (que Voltaire appelle assez plaisamment, *mio caro ed illustrissimo amico*) était un intrigant présomptueux qui se frottait au savoir pour parvenir à la cour; et qui, dénué de toute espèce de moyens littéraires et diplomatiques, était ce qu'on appelle un *égayeur de société*, et un flatteur de la plus rare espèce; tout son mérite consistait dans la protection du cardinal Quirini.

(*Note de l'Éditeur.*)

et la vanité que sur l'amour des sciences et des lettres. Algarotti l'avait accompagné dans son voyage de Strasbourg. Ce prince dormait sur son épaule. L'un se figurait être Auguste, et l'autre Mécène. Heureux s'ils n'eussent pas donné lieu, par une conduite tout opposée, au ridicule qui parut dans les personnages qu'ils affectaient ! Plus heureux encore les peuples dont le souverain a choisi ce rôle pour ne plus s'en écarter !

Le roi revint à Berlin, où toute espèce d'affaires avaient été suspendues, et il les laissa dans cette langueur. On croyait dans le public qu'il travaillait beaucoup : ceux même qui souffraient du peu d'activité dans les affaires, se prêtaient à l'excuse toute naturelle, qu'il fallait donner le temps de respirer à un jeune prince qui voulait les approfondir, et se les rendre plus familières par une pleine connaissance.

On trouvait aussi des raisons pour justifier certains traits qui dénotaient une propension à imiter son père dans une économie outrée. On espérait tout du temps, et chacun se disait : *Il faut attendre.*

Parmi le grand nombre cependant, il y en avait quelques-uns qui, ayant suivi de longue main le caractère de ce prince, cessèrent d'être la dupe des préventions publiques. Le comte de Schulembourg fut la première victime de sa sincérité. Il fit la triste expérience que les avis les plus salutaires et les plus fondés en raison,

non-seulement ne seraient pas écoutés, mais même offenseraient un prince dont la présomption était extrême. Ce n'est pas que le comte de Schulembourg n'eût eu part à sa confiance, du vivant de son père. Elle augmentait même à mesure que Frédéric-Guillaume marquait de l'éloignement pour son fils. Schulembourg tenta de faire usage de son crédit : il arriva à Berlin, sans en avoir demandé la permission, croyant son empressement suffisamment justifié par son zèle. Il s'était fait précéder d'un mémoire raisonné sur l'état du pays, et sur l'utilité d'entretenir moins de troupes. Il fut mal reçu; et le roi ne tarda pas à lui chercher querelle sur l'état de son régiment de dragons, qu'il avait beaucoup loué trois semaines auparavant. Comme il avait en vue d'humilier M. de Schulembourg (1), et que ce prince suit avec une extrême vivacité tout ce qui lui passe par la tête, il ne se donna pas le temps d'attendre une occasion convenable, et dit que ce régiment, dont il n'avait vu qu'un escadron, ne valait rien, et était mal conduit. Cette querelle, aussi injuste que déplacée, éveilla l'attention de plusieurs ; mais elle fut encore justifiée dans le public, qui a pour usage, sur-tout dans un temps de prévention et d'ivresse, de donner tous

(1) Ce général prussien, l'un des plus braves de son temps, se fit tuer à la bataille de Molwitz à la tête de son régiment.

les torts possibles à un particulier, en faveur d'un maître qu'il croit avoir raison d'idolâtrer.

Les réflexions étrangères vinrent ensuite à l'occasion de l'affaire d'Hertal. L'évêque et les États de Liége avaient eu plusieurs démêlés avec le feu roi de Prusse, sur la franchise particulière de cette terre. Ce prince avait menacé; mais il était entré, selon sa coutume, dans des voies d'accommodement. Son fils, qui n'en connaissait d'autres que sa volonté, fit lui-même une espèce de manifeste, dans des termes aussi courts que peu mesurés, et d'une hauteur qui eût été relevée et blâmée avec raison dans les princes les plus puissants et les plus accoutumés à dominer. Ce manifeste fut suivi de l'entrée de ses troupes dans le pays de Liége, et de l'occupation de Mazeick sur la Meuse. L'évêque de Liége eut recours à la France, aux Hollandais, et à l'Empereur. Il envoya cependant un homme de confiance et de qualité, du pays, pour traiter et terminer cette affaire de façon ou d'autre. Elle finit avec de l'argent (1), pour le prix de la terre d'Hertal, dont les États de Liége firent l'acquisition.

On ne peut comprendre l'influence que cette petite affaire a eue dans les partis vifs qui ont été pris dans la suite, et combien elle a allumé la

(1) Le feu roi envoya le colonel Creutz à Liége, muni d'une lettre de créance, pour accommoder cette affaire. Qui ne voulut pas le recevoir ? ce fut M. l'évêque. (*Histoire de mon temps*, t. I, p. 123.)

présomption (1) du roi de Prusse. Le premier essai de ce qu'il pouvait, les égards des puissances voisines et intéressées au repos de l'Europe, et le peu de mesures qu'il avait gardées dans sa conduite, lui firent croire qu'il pouvait tout, qu'il était dispensé d'aucun ménagement, et que c'était perdre son temps que de le donner aux réflexions sur les bienséances, ainsi que sur la manière d'exécuter ce qui lui venait en fantaisie.

La preuve de ceci ne tarda pas à se manifester: la mort de l'empereur Charles VI en fournit l'occasion. Les grands arrangements qu'avait faits le feu roi son père, le mirent en état d'assembler promptement une armée, dont la destination fit long-temps l'objet des conjectures de tous les ministres étrangers qui étaient à Berlin. Tous étaient fort incertains de quel côté ce jeune prince tournerait ses pas. Chacun le croyait avide de gloire, mais ignorait le chemin qu'il voulait prendre pour en acquérir. Il était pour lors à Rhinsberg, maison qui avait fait ses délices lorsqu'il était

---

(1) La victoire remportée sur un évêque n'est pas un des premiers titres de Frédéric à l'immortalité; mais, il faut le dire, le premier essai qu'il fit de ses forces fut sur l'évêque de Liége, ce dont il tira trop de vanité. Je fais cette remarque pour mieux caractériser la délicatesse de l'historien, qui, à cet égard et dans le cours de ces Mémoires, est d'une grande sobriété d'expressions; ce que l'on ne peut pas dire de plusieurs de ceux qui ont écrit sur le roi de Prusse.

(*Note de l'Éditeur.*)

prince royal. Il y avait mandé le feld-maréchal comte de Schwrin (1), et M. de Podewils son ministre. Rien ne transpirait, et tout était abandonné aux conjectures. On ne doutait pas que l'orage ne dût tomber sur quelques-uns de ses voisins. On parlait du Mecklembourg : le Danemarck et Hanover en étaient allarmés ; et quand parmi les États menacés, il était question dans les discours, de la Silésie, on s'en éloignait d'autant plus, que personne n'avait connaissance de ses prétentions sur quelques-unes des principautés de cette province.

L'arrivée du marquis de Botta (2) ne laissa

(1) Ce guerrier, qui n'était point né prussien, acquit un tel degré de gloire à Lowositz, à Prague, et en diverses affaires en Silésie, que Frédéric en fut jaloux. Élevé à l'école de Charles XII, plus prudent que le *roi-soldat*, il fut témoin et acteur dans la résistance de Charles à Bender. Il mourut comme ce prince ; non, comme Charles, la main à la poignée de son épée, mais tenant un drapeau ; c'est ainsi qu'il a été représenté dans une statue érigée par l'ordre de Frédéric. Tout ce que je pourrais dire à l'honneur de ce héros, ne vaudrait pas la citation du trait suivant : Le 7 septembre 1776, Joseph II, qu'il avait vaincu, se trouvant sur l'endroit où ce général était tombé mort et que décorait son humble mausolée, fit faire trois salves de mousqueterie et de canon par cinq bataillons de grenadiers, et à chaque décharge le prince ôta son chapeau. (*Note de l'Éditeur.*)

(2) Le marquis Antonio de Botta Adorno, fils d'Alessandri, poète de Pavie, de famille ancienne, était en 1743 ministre de l'illustre Marie-Thérèse auprès de la czarine. Cette impé-

plus aucun doute : ce ministre avait passé par la Silésie ; il en avait vu les frontières couvertes de troupes, et avait pris connaissance des arrangements faits pour les vivres et les fourrages. Le roi de Prusse arriva peu après de Rhinsberg. Il est bon d'observer qu'il avait fait assurer la reine de Hongrie que ces troupes n'étaient rassemblées que pour la défendre, et pour prévenir les autres compétiteurs dans cette partie de la succession, comme dans toutes les autres. Il renouvela au marquis de Botta les assurances d'amitié pour la reine, sa maîtresse, dans le temps même qu'il faisait paraître en public ses prétentions sur la Silésie ; il fit plus : il envoya à Vienne le sieur de Gotter, qu'il venait de faire comte, et son grand-maréchal, pour demander une portion de la Silésie qui avoisine ses états, en dédommagement des parties qu'il prétendait, quelques-unes étant fort

ratrice-autocrate des Russies, publia un manifeste dans lequel elle voua le marquis de Botta aux rigueurs de sa cour, l'accusant d'avoir conspiré pour exciter un soulèvement dans ses états en faveur du prince de Brunswick-Bevern, père du malheureux Iwan, tous les deux prisonniers d'état. La reine de Hongrie, qui croyait devoir ménager la czarine, fit confiner Botta dans la citadelle de Spielberg. Le marquis s'étant justifié fut rendu à la liberté; mais il mourut peu après à Newstadt, le 31 mars 1745, à l'âge de cinquante-six ans. La maison de Lorraine n'a jamais oublié ce qu'elle lui devait; trop de dévouement fut son crime: son fils, qui s'est illustré trente ans au service de l'Autriche, est mort en son pays natal, à Pavie en 1774.

éloignées de ses frontières, avec offre de donner non-seulement sa voix électorale au grand-duc, mais encore de lui garantir toute la succession du feu empereur. La hauteur de la cour de Vienne, qui n'avait pu en aussi peu de temps rabattre de cette magie attachée à une longue succession au trône impérial, lui fit rejeter cette proposition. Elle en eût été complètement la dupe, sans une perfidie signalée de ce prince, dont je parlerai dans la suite.

Pendant cette négociation du comte de Gotter à Vienne, le roi de Prusse en entamait dans toutes les cours : il offrait son alliance par-tout en même temps. Il est bon de remarquer que du vivant du roi son père, il en avait été entamé une avec la France; elle était, à peu de chose près, conduite à sa perfection quelque temps avant la mort de ce prince. J'avais fait les insinuations convenables pour la continuer. Charles VI n'était pas mort : les réponses furent froides, cependant honnêtes; mais les projets que ce prince avait enfantés, le réchauffèrent. Il crut alors qu'il ne pouvait en venir à son but, et jouer un rôle digne de sa réputation naissante dans l'Europe, qu'en étant lié avec une puissance aussi considérable. Il revint donc sur ses pas, et me parla le premier, en me communiquant le projet de mettre toute l'Europe en combustion; ses propos me donnèrent occasion de réfléchir combien les hommes sont différents dans ce qu'ils font et

dans ce qu'ils écrivent. Je ne pouvais reconnaître l'auteur de l'anti-Machiavel, à des discours qui semblaient ne respirer qu'une confusion générale, et l'anéantissement de la maison d'Autriche.

Ce prince négociait en même temps avec l'Angleterre. Il y avait envoyé le comte de Truckses, qui devait proposer le mariage d'une princesse d'Angleterre avec le prince Guillaume son frère, quoiqu'il fût fiancé avec une sœur de la reine sa femme. Ces fausses espérances, qu'il donnait au roi d'Angleterre, qui paraissait desirer ardemment cette alliance, n'étaient que pour le détourner de prendre des mesures contre lui, pendant le cours de sa négociation avec la France, dont il n'ignorait pas que les vues étaient très-différentes de celles des Anglais.

Il partit de Berlin en décembre 1740, pour se mettre à la tête de ses troupes, et entrer en Silésie, où il assura les peuples qu'il venait au secours de la reine de Hongrie, et s'avança jusqu'au grand Glogaw, qu'il tint bloqué sous les ordres du prince Léopold d'Anhalt. Peut-être ne se fût-il pas déterminé à pousser son entreprise, si son général Schwrin ne l'avait pas pressé de se présenter à Breslaw. Ce fut dans cette occasion qu'il donna la première marque de la timidité de son caractère : malgré le peu d'opposition qu'il devait prévoir, la grandeur de l'entreprise sembla l'étonner.

La bourgeoisie de Breslaw reçut sa personne

avec une très-petite escorte : peu de jours après il alla à Ohlau, où il prit cent cinquante autrichiens, qui y étaient en quartier. Il revint faire un tour à Berlin, d'où il repartit au mois de février, fort inquiet des réponses que je devais recevoir de ma cour, entretenant cependant toutes les autres puissances de projets d'alliance. Dans ce voyage, il eut plusieurs conférences avec le vieux prince d'Anhalt (1). On ignore ce qui s'y passa ; mais à son retour à l'armée, il fut méconnu de ses troupes et de ses généraux. Il entra dans des détails, au-dessous non-seulement d'un prince, qui avait de si grandes vues, mais encore d'un simple capitaine d'infanterie.

Il se présenta devant Neiss, qu'il croyait devoir se rendre à son approche ; il y fit jeter quelques bombes, pour déterminer la garnison : le sieur de Rother, commandant de la place, n'en fut point effrayé. Il fit brûler assez mal à propos ses faubourgs, qui valaient autant que la place même. Le roi de Prusse abandonna l'idée de cette conquête, qui n'était pas praticable dans la sai-

(1) Le prince d'Anhalt avait étudié la guerre comme un métier, et c'est lui qui inventa les baguettes de fer aux fusils dès l'année 1733. Ce prince était consommé dans la tactique et dans les évolutions militaires. C'est lui qui le premier, chez les Prussiens, en sut préciser les manœuvres et le mouvement. Ce grand capitaine n'a pas contribué peu à la gloire naissante de Frédéric. (*Note de l'Éditeur.*)

son où elle fut entreprise. Il vint prendre son quartier à Schweidnitz, où il me manda.

A mon arrivée, il me dit qu'il approuvait le projet de traité que je lui présentais; que je pouvais retourner à Berlin pour conclure cette grande affaire avec son ministre, que je le trouverais instruit de ses volontés; mais qu'il était nécessaire que je prisse toutes les précautions possibles pour en dérober la connaissance à tout le monde, et sur-tout à la Russie; que pour cela il était à propos que j'affectasse un air de mécontentement. Ses intentions furent suivies; je revins à Berlin, où je ne fus pas peu surpris de ne trouver aucun ordre de ce prince à son ministre. On fut même quinze jours sans avoir de ses nouvelles; on savait seulement qu'il était parti de Schweidnitz, pour aller du côté de Troppaw.

Les Autrichiens avaient assemblé un corps de troupes sans qu'il en fût averti, tant il payait mal ses espions. Il s'en prit par la suite à son général le comte de Schwrin, qui depuis eut encore un tort qui ne lui fut pas pardonné, mais qui dans l'esprit des honnêtes gens et des véritables militaires le couvrira toujours de gloire.

Les ennemis entrèrent en Silésie par Zugmentel, et vinrent passer la rivière à Neiss; ils projetaient de marcher droit à Ohlau, pour s'emparer des magasins du roi de Prusse, et l'obliger à un parti extrême, ce prince se trouvant coupé de son pays et ne pouvant subsister en Haute-

Silésie, dont il avait aliéné l'esprit des habitants par des duretés qui lui étaient propres, et qui avaient été admirablement secondées par l'avidité de ses troupes. La ville de Brieg était aux ennemis. Il fut donc question de marcher à tire-d'aile pour passer la Neiss, prévenir les Autrichiens, et arriver devant eux à Ohlau pour en couvrir les magasins. Le roi replia ses quartiers le plus diligemment qu'il put, et vint passer la Neiss à Lieben. Les ennemis cependant s'avançaient vers Ohlau. Il fallait les combattre : il n'y avait pas à reculer : Schwrin lui en fit voir la nécessité; il la comprit, les surprit en quelque façon, et les attaqua.

Ce prince avait adopté la maxime générale de ne point engager à-la-fois les deux ailes de son armée. Par la disposition qu'il fut forcé de prendre, l'aile gauche se trouvait la plus près des ennemis, pendant que la droite ne pouvait se mettre en face que par un quart de conversion qui se faisait assez lentement, tant à cause de la longueur et du peu d'épaisseur de la ligne, que parce que le roi de Prusse avait pris soin lui-même de la droite, et avait chargé Schwrin de la gauche, et qu'il voulait que ce fût celle-ci qui fût engagée; de sorte que l'aile droite était plus en arrière qu'il ne fallait pour former la ligne en face de l'ennemi : inconvénient, qui résultait de la faute de s'être mis trop tôt en bataille. Car, selon ce que j'ai ouï dire à d'habiles

gens, s'il eût marché en colonne quatorze ou quinze cents pas de plus avec un peu de diligence avant de se mettre en bataille, il eût empêché les ennemis de se ranger et les eût surpris dans la confusion de cette opération.

Les Autrichiens jugèrent à propos de déranger la prévoyance du roi de Prusse. Ils firent passer un gros de cavalerie de leur droite à leur gauche, attaquèrent vigoureusement la droite des Prussiens, qui était en l'air, la renversèrent, et, par un vide qui se trouva presque au centre de l'infanterie, un escadron ennemi pénétra jusqu'à la seconde ligne; mais il ne fut pas suivi. Ce fut dans ce moment que le roi de Prusse crut tout perdu. Il alla à la gauche, où était Schwrin, qui chercha à le rassurer sur cet événement, et lui dit qu'en moins d'une demi-heure en s'avançant lui-même aux ennemis avec son aile gauche, cette affaire, avec l'aide de Dieu, serait réparée. Le roi le quitta sans dire mot, la consternation peinte sur le visage : il alla parler au prince Léopold d'Anhalt, qui commandait la seconde ligne. On croit que ce prince, encore plus effrayé que son maître, lui dit qu'il ne lui restait de parti à prendre, que celui de Charles XII à Pultawa : c'était de pourvoir à sa sûreté. Il le fit en effet, et prit le chemin de la Neiss, pour gagner Oppelen, passer l'Oder, revenir dans ses états par la rive droite de ce fleuve, et regagner son autre armée qui était dans la marche de Brandebourg, non

loin de la frontière de Saxe, aux ordres du vieux prince d'Anhalt. Lorsqu'il se présenta à Oppelen, il y trouva des hussards autrichiens, qui ne répondirent que par quelques coups de carabine à l'ordre d'ouvrir les portes.

Il y a deux choses à observer dans cette circonstance ; la première, que, si les ennemis, qui étaient dans Oppelen, avaient été gens fins et intelligents, ils eussent pris le roi de Prusse, en le laissant entrer dans cette ville ; l'autre, que, si ce passage sur l'Oder n'eût pas été occupé, ce prince traversait la rivière, et allait jusqu'à Crossen sans apprendre aucune nouvelle de son armée.

Schwrin, aux ordres de qui elle était demeurée par la retraite du roi, avait cependant rétabli le désordre de la droite, et par la fermeté et la contenance de son infanterie avait obligé les ennemis à profiter de la nuit pour se retirer précipitamment.

Le roi de Prusse, n'ayant pu passer à Oppelen, revint sur ses pas avec toute la diligence dont il fut capable. Sa seule ressource était de passer à la faveur de la nuit sous le canon de Brieg, et de gagner Breslaw s'il pouvait. Il s'arrêta à Lieven pour prendre du café, qu'un valet-de-chambre portait avec lui. On m'a assuré qu'il se lamentait beaucoup, allant et venant dans sa chambre ; et dans la détresse où il se croyait, il avait recours à Dieu, dont il avait affecté jusqu'alors de mécon-

naître, non la puissance, mais la volonté sur les choses de ce monde. On l'entendait s'écrier : Mon Dieu, c'en est trop, ne me punissez pas si rigoureusement !

C'était dans le temps de ces angoisses, qu'un officier, dépêché par le maréchal de Schwrin, vint lui annoncer la retraite des ennemis et le gain de la bataille. Les prières à Dieu furent changées en discours hauts et méprisants : Toute son espérance se réveilla. Il arriva à son armée dans le temps que Schwrin, tout blessé qu'il était, faisait les dispositions pour suivre les ennemis dont il eût rendu la défaite complète. Ce ne fut pas l'avis du prince Léopold, le roi n'en fut pas davantage. Le lendemain il fit camper son armée proche le champ de bataille, et fit de nouveau occuper au tour de Brieg les postes, qu'il avait abandonnés, pour rassembler ses troupes.

Tous les hasards et les dangers qu'il avait courus à cette affaire, ainsi que ses pertes en hommes et en chevaux, ne lui présentaient que des idées effrayantes pour l'avenir. Il fit offrir la paix à la reine de Hongrie à des conditions peu avantageuses pour lui : je dis peu avantageuses, eu égard à ses premiers projets, et aux discours que l'inconsidération lui avait fait tenir.

Tel fut l'événement de la bataille de Molwitz(1),

---

(1) Frédéric était caché dans un moulin, près de Ratibor, sur les confins de la Pologne. Il était au désespoir, couché sur

premier fait d'armes de quelque conséquence du roi de Prusse et des troupes prussiennes. Le succès en fut uniquement dû à la fermeté et au courage du feld-maréchal de Schwrin, qui jugea en général expérimenté de la véritable situation des ennemis, et avait parlé conséquemment au roi son maître. Tel fut le tort dont j'ai parlé ci-dessus, et qui ne lui a jamais été pardonné.

Ce fut dans ces entrefaites que le maréchal de Belle-Isle arriva comme ambassadeur de France auprès des princes d'Allemagne. Il devait mettre la dernière main au traité, en cas qu'il ne fût pas encore signé avant son arrivée : il trouva le roi de Prusse dans des incertitudes, dont le motif était, d'un côté, l'espérance qu'il avait de finir avec la reine de Hongrie, et de l'autre, la crainte de la Russie. On peut ajouter le temps qu'il pouvait donner à ses ministres d'amuser le roi d'Angleterre par l'apparence d'une liaison avec lui, au moyen du mariage de son frère avec une princesse d'Angleterre, avances qu'il avait faites, je le répète encore, au préjudice de la parole donnée au duc de Brunswick, de prendre sa sœur, et de la notification qui en avait été faite dans toutes les cours.

---

un grabat, lorsqu'un de ses chasseurs arriva du camp de Molwitz, et lui annonça le gain de la bataille. Un général français avait fait dire de lui comme ce prince : *Il s'est couvert de gloire... et de farine.*

(*Note de l'Éditeur.*)

Sa conduite, en général, n'était qu'un tissu d'adresse et de politique dangereuse.

Quand il vit que la cour de Vienne, fière de l'alliance de la Russie, connaissant la peur qu'il avait de cette puissance, son peu de part au gain de la bataille de Molwitz, et la timidité qui se manifestait dans ses propositions de paix immédiatement après le gain d'une bataille; quand il vit, dis-je, que la cour de Vienne ne voulait entrer dans aucun engagement, sans la condition préalable d'évacuer entièrement sur-le-champ la Silésie, alors il prit son parti.

J'étais arrivé à Breslaw, ainsi que le comte de Podewils son ministre (1), quelques jours après cette importante affaire. Je lui écrivis, et, sous prétexte de lui faire mon compliment, je lui demandai ses ordres, en lui rappelant les termes où nous en étions à mon départ de Schweintz. Il répondit à ma lettre, en me faisant entendre qu'il fallait différer de conclure, et que cela ne serait pas long. Je fus mandé quelque temps après à son armée, et vraisemblablement lorsqu'il vit qu'il n'y

(1) Le comte Henri de Podewils, très-grand homme de cabinet, et intime ami de l'auteur de ces Mémoires, était un habile négociateur et d'une loyauté parfaite. Frédéric le tourmentait par ses indécisions; jamais ministre étranger ne fut plus dévoué à son pays et à la France. Si son opinion, conforme à celle du marquis de Valori, eût été mise en œuvre, la défection du roi de Prusse en 1756 n'aurait pas eu lieu.

(*Note de l'Éditeur*)

avait rien à espérer à Vienne. Il s'entretint longtemps avec moi, et arrangea tout de manière qu'il semblait que le traité, qui était prêt, allait être signé. La parole fut donnée : il apercevait son intérêt dans cette alliance sous toutes les faces les plus avantageuses; la résolution des Suédois de faire la guerre à la Russie le tranquillisait de ce côté-là; il était rassuré aussi par la promesse que lui avait faite le maréchal de Belle-Isle de la détermination du roi d'envoyer une armée au Bas-Rhin, et jusques sur les frontières du pays d'Hanover; enfin il me parut, dans cette conversation, très-résolu à signer un traité, qui devait le couvrir de gloire, et mettre ses intérêts à couvert de tout événement. Il m'en parla fortement sur ce ton le matin; tout fut changé le soir. Podewils vint m'annoncer que le roi son maître desirait différer encore, et être instruit plus particulièrement du parti que prendrait la diète des Suédois. Il m'ajouta que je ne devais pas être étonné de ce retardement, et des précautions de son maître; que, dans les dispositions où il était de demeurer inviolablement attaché aux engagements qu'il prendrait, quelque chose qu'il lui en dût coûter; il voulait se donner le temps de la plus mûre délibération, et de prévoir ce qui pouvait humainement arriver.

Pour-lors je changeai le ton mesuré que j'avais eu jusque-là, et pris celui d'un homme qui s'aperçoit qu'on a voulu l'amuser. Je dis que je

croirais prévariquer, si je n'en instruisais ma cour; que j'allais à cet effet dépêcher un courrier, pour lui faire part de la nécessité où je pensais qu'on était en France de se tourner d'un autre côté. Cette résolution fit peur au ministre prussien. Des lettres d'Hanover interceptées donnèrent aussi connaissance d'une ligue qui se formait contre le roi de Prusse, dans laquelle entraient la Saxe et la Russie. L'armée française sur le Bas-Rhin n'était encore qu'en idée; de sorte que la peur opéra ce que l'invitation la plus pressante de ma part et son véritable intérêt n'avait pu produire. Il ordonna à son ministre de signer; ce qui fut fait le 5 juin 1741. Par la suite, je reviendrai encore sur cette époque. Le 7, le comte de Podewils reçut une lettre fulminante de ce que cela n'était pas fait; que sa tête en répondrait; qu'il ne doutait pas qu'il ne fût vendu aux Anglais, et tout ce qui pouvait être de plus mortifiant pour un homme d'honneur qui ne l'a pas mérité. Mais tel était ce prince, qui, sachant beaucoup de choses les moins applicables à sa situation, et comme disent les Anglais, à son office de roi, ignorait les plus communes. Il s'imaginait que ce traité devait être signé de sa main, et que son ministre n'avait différé de le lui envoyer, que par égard pour la cour d'Hanover.

Podewils me communiqua cette lettre avec la dernière douleur. Je fus convaincu de deux choses dont je me doutais déja; l'une, que ce ministre

était cause du dernier délai, tant par sa timidité naturelle, que par l'affection particulière qu'il avait pour le parti anglais ; l'autre, que le roi de Prusse avait une frayeur mortelle de la disposition où il me croyait de détourner ma cour de l'espérance de se l'attacher, et conséquemment de l'engager à prendre des mesures différentes entièrement opposées à ses vues, comme en effet elle le pouvait. Mais on avait résolu en France de profiter de la levée de bouclier de ce jeune prince, pour élever la maison de Bavière à l'empire, sur les ruines de celle d'Autriche, ancienne rivale et toujours ennemie de celle de France.

Avant de m'étendre davantage sur cette importante négociation qui a donné le principal mouvement à la machine prête à s'ébranler, il serait à propos de présenter l'état de la cour de Prusse à la fin de 1739, et d'y joindre le portrait des ministres en place dans les derniers temps de Frédéric-Guillaume.

Il a été parlé de ce prince au commencement de ces Mémoires. Les réflexions sur un caractère aussi singulier sont inépuisables. Je me bornerai cependant à dire que quelque étonnant qu'il fût dans ses manières privées, il était conséquent dans ses principes. Je n'ajouterai qu'une réflexion à ce que j'ai déja dit. Il avait exactement calculé ses revenus, et les avait combinés avec la figure qu'il voulait faire dans l'Europe. Il ne pouvait être ensemble magnifique dans sa cour, et en-

tretenir un grand état de troupes. Il ne balança pas sur le choix. Immédiatement après la mort du roi Frédéric Ier son père, il ne se contenta pas de diminuer aux uns et de supprimer aux autres des pensions que son père avait accordées, et que la faiblesse et le caprice avaient multipliées. Il retrancha encore tout ce qu'il appelait superfluité dans sa dépense, ce qui fut uniquement appliqué à l'augmentation et à l'entretien de son état militaire. C'est de cette conduite qu'il espérait son indépendance et sa principale considération. Toute son application et ses soins y furent dirigés. Mais comme il portait tout à l'extrême, il en résulta un avilissement de tous les autres ordres de son État, qui furent tous sacrifiés au militaire.

Il y avait dans ce temps trois ministres des affaires étrangères : le premier, le maréchal de Borck; le second, le comte de Podewils; le troisième, Tulmaïer. Peu avant mon arrivée à Berlin vivait encore le feld-maréchal Grumkaw, qui, sans le titre de ministre, avait la principale influence sur les affaires. Podewils était son gendre. Il lui laissa en mourant les correspondances qu'il entretenait dans les différentes cours de l'Europe, moyen de faire sa cour à son maître. Le crédit du maréchal de Borck n'augmenta pas à la mort de Grumkaw, non qu'il ne fût estimé du roi; mais ses infirmités l'empêchèrent de se donner aux affaires, et sur-tout de se trouver à la tabagie.

C'était dans cet endroit où le roi de Prusse recueillait les sentiments sans paraître consulter personne, et donnait en conséquence ses ordres à ses minitres, lesquels n'avaient de crédit que sur les affaires de l'empire.

Je ne puis me dispenser à cette occasion de placer ici un propos que me tint un jour ce prince, étant tête à tête avec lui, et me parlant du traité à faire, dont j'ai fait mention ci-dessus. « Vous êtes un honnête homme, me dit-il, vous « avez du sens, mais vous êtes novice dans le mé« tier que vous faites. Adressez-vous directement « à moi, quand vous aurez quelque chose à pro« poser; mes gens vous trompent, je les paie pour « cela; je vous veux du bien, et je desire qu'on « ait lieu d'être content de vous à votre cour. » Ce propos n'augmenta pas ma confiance en ce prince, et me mit en garde contre ses ministres.

Podewils, quoique plus ancien ministre d'état que Tulmaïer, avait moins d'habileté et de connaissance; mais il était vain, et ayant d'ailleurs plus de douceur dans l'esprit que de nerf.

Tulmaïer, au contraire, était rompu aux affaires; écolier de Dilgen, son parent, il en avait pris la finesse, qu'il joignait à beaucoup d'esprit de l'espèce ferme, et capable après avoir donné des conseils nerveux d'en suivre courageusement l'exécution. De plus il était dans le système que rien ne convenait plus au roi son maître que des liaisons étroites avec la France. C'est avec lui

particulièrement que je traitai une alliance, et le mariage de la princesse Ulrique avec le prince de Deux-Ponts. Il n'eût tenu qu'à moi, je pense, de conclure la première; mais voyant le roi de Prusse dans un état désespéré, je jugeai qu'il n'était pas prudent de presser la mesure, dans la crainte que son successeur ne me sût mauvais gré d'avoir terminé une affaire de cette conséquence à la veille, pour ainsi dire, de son élévation au trône.

J'avais de grands ménagements à garder; toute l'Europe était prévenue en faveur du prince royal, et plus que personne M. le cardinal de Fleury. Ce prince s'était déclaré ami particulier de M. de la Chétardie (1) que j'avais relevé. Il était résolu de désapprouver son successeur. J'avais donc à craindre, que, quelle que fût ma conduite, et la circonspection dont elle serait accompagnée, je n'eusse tort à la cour, ou avec raison le zèle et l'application ne suffisent pas; l'on y exige encore les talents et les succès. Celui de savoir se faire valoir et d'avoir des prôneurs à la cour, y fait souvent toute la réputation. L'un

(1) M. de la Chétardie avait de la taille, de la figure, de l'esprit et une certaine galanterie de cour; après sa disgrace, en 1749, il fut nommé ambassadeur du roi près la cour de Turin, en dédommagement d'un exil de convenance. Il mourut à Hanau, le 1er janvier 1758, étant commandant du comté de Hanau, que les Français avaient conquis.

Note de l'Éditeur.)

et l'autre me manquaient, de sorte que j'ai désespéré quelquefois de surmonter les obstacles que m'avait fait apercevoir l'indisposition du roi régnant, lorsqu'il était encore prince royal. Tulmaïer cherchait quelquefois à me rassurer, quoiqu'il n'augurât rien de bon pour lui-même dans ce nouveau règne. Frédéric-Guillaume mourut presque subitement. Le maréchal de Borck le suivit de près, de sorte que les affaires étrangères demeurèrent entre les mains de Podewils seul. Ses fonctions furent plus épineuses que difficiles à remplir. Le roi de Prusse faisait ou voulait tout faire par lui-même. A la mort de l'empereur Charles VI, le besoin l'emporta sur la velléité, il fit venir à Rhinsberg son ministre Podewils, et Schwrin qu'il venait d'élever à la dignité de maréchal. Il prit avec ce dernier des arrangements pour ce qui concernait le militaire, et avec l'autre pour entamer des négociations dans différentes cours, quelle que fût la diversité d'intérêts qui devait les partager. En Saxe, il proposait de s'unir, et de tirer conjointement, de gré ou de force, quelques morceaux du domaine autrichien; à Vienne, il offrait son suffrage et son secours pour procurer la couronne impériale au Grand-Duc, moyennant quelque petite portion de la Silésie à sa bienséance, offrant de renoncer à ses droits sur plusieurs principautés éloignées de ses provinces; à Hanover, il proposait une union d'intérêt, le mariage du prince Guillaume

avec une princesse d'Angleterre, et celui d'une de ses sœurs avec le duc de Cumberland. J'eus mon tour.

La confiance que me montrait le cardinal de Fleury, l'engagea à me faire lui-même la première ouverture de ses projets, au moyen d'une alliance avec le roi, dont le but principal était de mettre la couronne impériale sur la tête de l'électeur de Bavière.

Ce prince partit pour aller joindre ses troupes en Silésie, qui y étaient entrées sous les ordres du maréchal de Schwrin. On observera qu'alors ses négociations étaient à peine entamées à Vienne, à Dresde, et à Hanover, et qu'il ignorait encore les réponses que je devais recevoir aux propositions qu'il m'avait faites; ainsi l'on jugera que rien n'était plus inconsidéré de sa part que d'entamer la guerre avec la cour de Vienne. Je ne m'étendrai pas sur le risque qu'il courait en cas que le roi jugeât à propos de prendre un autre parti que celui qui a été suivi, il s'aperçoit assez. Les réfléxions lui seraient venues trop tard, si sa démarche, toute hardie qu'elle était, n'eût déterminé en France la résolution de faire valoir les prétentions de la maison de Bavière, et de lui procurer la couronne impériale. On crut voir l'anéantissement de la puissance autrichienne avec l'extinction des mâles de cette maison, rivale de celle de France depuis tant de siècles. Le moment semblait arriver, et les circonstances étaient si favo-

rables, que le ministère se serait exposé aux reproches de la nation et de la postérité, s'il eût laissé échapper une aussi belle occasion.

Je partis dans les premiers jours de mars 1741 pour me rendre à Schweidnitz, où était le roi de Prusse. Sur ma route, j'appris que ses troupes aux ordres du prince Léopold d'Anhalt avaient attaqué et pris d'assaut le grand Glogaw, qu'il tenait bloqué depuis quelque temps. Je trouvai ce prince dans la joie de cet événement. Toute la Silésie lui était soumise, à l'exception de Brieg et de Neiss. Schwrin avait poussé ses quartiers jusqu'à la Jablouska sur les frontières de Hongrie. Malgré ces avantages, il ne discontinuait pas ses négociations à Vienne, où il offrait toujours de se contenter de peu de chose; mais cette cour altière avait intéressé en sa faveur l'Angleterre, la Hollande, Hanover, la Saxe, et la Russie. Elle comptait de la part de ces différentes puissances sur des secours suffisants, pour mater le roi de Prusse, et lui arracher sa voix électorale sans la cession d'un village.

Ce prince instruit de ce concert, et ne pouvant pas douter de la mauvaise volonté de la Russie, dont il avait tout à craindre, n'aperçut plus d'autre ressource que dans son union avec la France et l'électeur de Bavière. J'ai parlé ailleurs de mon arrivée à Schweidnitz, de l'air de mécontentement qu'il voulut que j'affectasse, malgré le bon accueil qu'il me fit en particulier et la réso-

lution qu'il prenait de conclure; il prétendait par-là conjurer l'orage, ou au moins en retarder l'effet. J'ai dit aussi que je retournai à Berlin où je devais trouver Podewils instruit, et muni des ordres de son maître pour conclure; que nous fûmes quinze jours sans savoir ce qu'il était devenu; que ce prince était parti pour aller au devant de ses troupes, qui étaient fort avancées dans des quartiers en Haute-Silésie, et j'ai parlé aussi de la bataille de Molwitz. Je retourne succinctement aux époques militaires, qui doivent en temps de guerre avoir la principale influence sur les négociations, pour lier ce que j'ai à rapporter.

Je ne sais si j'ai dit que le roi de Prusse n'attendit pas de nouvelles propositions de la cour de Vienne après le gain de cette bataille: il la prévint, et demanda pour prix de la couronne impériale, qu'il mettrait sur la tête du Grand-Duc de Toscane, les duchés de Lignitz et de Glogaw, offrant de renoncer à toutes ses prétentions sur les autres principautés de cette province. Il ne fut plus question de signer notre traité, tant qu'il eut quelque espérance d'amener la cour de Vienne à un accommodement.

Le maréchal de Belle-Isle arriva; il m'avait été annoncé par M. Amelot, avec ordre de me conformer à tout ce qu'il jugerait nécessaire et convenable. Étant instruit de sa marche, je lui dépêchai un courrier à Dresde pour lui apprendre le

gain de la bataille de Molwitz (1), dont j'ignorais encore les circonstances à son arrivée à Breslaw, où je l'attendis; je ne balançai point à le mettre au fait de toute la négociation. Je l'accompagnai au camp du roi de Prusse, où il fut reçu avec distinction; mais il en partit n'emportant que des espérances qui ne se réalisèrent que plus d'un mois après, et, comme je l'ai déja dit, qu'après la découverte que fit ce prince, d'une puissante ligue qui se tramait contre lui.

Il exigeait que les troupes du roi entrassent en Allemagne; que l'électeur de Bavière fût en mouvement, et par-là en état d'opérer une diversion en sa faveur; diversion qui lui rendait ses conquêtes plus aisées. Il exigeait encore que la Suède rompît avec la Russie, point important pour lui, parce que n'ayant pas ses derrières libres de ce côté-là, et sachant les liaisons de cette cour avec celle de Vienne, il eût été dans de continuelles inquiétudes.

Si tout eût succédé à ce prince, comme il le desirait, l'électeur de Bavière eût attaqué la reine de Hongrie; le roi lui eût fourni de puissants secours, eût assemblé d'ailleurs une armée considérable en Alsace, prête à entrer en Allemagne,

(1) Le 10 avril 1741, les Prussiens firent éprouver aux Hongrois, Pandours, Varasdins, etc., ce que peut une armée sévèrement disciplinée, qui les rencontra dans la plaine qui sépare Molwitz de Pampiz, deux villages peu éloignés de Brieg, en Silésie. (*Note de l'Éditeur.*)

en eût envoyé une autre en Westphalie pour en imposer à l'électeur d'Hanover, tandis que lui, libre de toute espèce d'engagement, serait demeuré le maître de se faire acheter par celui des partis qui eût le mieux fait sa convenance. Il se rendait l'arbitre et le maître de cette grande affaire. J'avais démêlé ce sentiment, et je ne voyais rien dans ses délais qui ne fortifiât mon opinion; je me conduisis en conséquence.

On a remarqué ailleurs que le traité fut signé le 5 juin 1741. A peine mon courrier qui en portait les instructions était-il arrivé à la cour, que le roi de Prusse me persécuta sur l'exécution des articles de la part du roi, qui seul pouvait faire agir l'électeur de Bavière et même la Suède. Ce prince impérieux me fit souffrir tout ce qu'on peût de plus fâcheux par ses impatiences et ses menaces, me disant sans cesse que si l'on croyait l'avoir engagé sans remplir les conditions, et tout ce que lui avait promis le maréchal de Belle-Isle, on ne tenait rien, qu'il saurait se retourner et se tirer d'affaire; propos et écritures également durs et déraisonnables, en ce qu'il ne voulait jamais partir de l'époque de la signature des ratifications, qui fut celle qui détermina le roi et son conseil aux plus grands partis, ainsi qu'aux mesures les plus convenables pour secourir efficacement l'électeur de Bavière.

Le roi de Prusse refusa constamment de contracter des liaisons avec l'électeur, jusqu'à ce qu'il

le sut en mouvement. Il mandait à ce prince que le jour de son activité contre la reine de Hongrie serait celui de la certitude d'un traité avec lui, faisant entendre que sans cela il ne pouvait en être question.

Pour mieux mettre à couvert le secret de notre traité, je me dispensai de me rendre à l'armée. J'avais à combattre à Breslaw la timidité du ministre, et à répondre aux lettres pleines d'amertume que je recevais du roi de Prusse. Il n'avait rien exigé avec plus de soin que le secret de notre affaire. En effet il en résultait que les espérances, où il laissait la cour d'Hanover de parvenir à le gagner, la rendaient, ainsi que la Hollande, moins empressée dans leurs négociations. Le mal était cependant que le maréchal de Belle-Isle trouvait de grandes difficultés à vaincre la répugnance de la Saxe à s'unir avec l'électeur de Bavière; elle ne pouvait s'y résoudre, sans être sûre que la partie ne fût bien liée entre la France et le roi de Prusse, et qu'il n'y eût plus aucune ressource du côté de la Russie et d'Hanover.

L'époque des premières opérations de l'électeur de Bavière, et la certitude que les troupes françaises passaient le Rhin pour venir le joindre, fut celle du retour de la bonne humeur du roi de Prusse. Il envoya en Bavière le maréchal de Schmettaw, et se divertissait avec moi du personnage qu'il se proposait de faire jouer au sieur Robinson, ministre d'Angleterre à la cour de Vienne. Cet

homme se flattait d'avoir acquis quelque réputation dans les négociations. Les gazetiers l'avaient faite en partie. Elle excita le plaisir malin du roi de Prusse à le tourner en ridicule, et à faire voir que cette réputation était extorquée. Il paraît que le roi d'Angleterre ne s'en rapportait pas tout-à-fait aux talents du lord Hindfort son ministre à la cour de Berlin. Il ordonna à Robinson de se rendre auprès de sa majesté prussienne. Ce personnage fut annoncé long-temps d'avance. Ce fut, comme je l'ai dit, un aiguillon propre à émouvoir la critique de ce prince. Il fournit ample matière au ridicule dont on se proposait de le couvrir. Enthousiaste déclamateur des charmes de la reine de Hongrie, il disait que, si le roi de Prusse avait vu cette princesse, il en deviendrait amoureux et chercherait plutôt à augmenter le nombre de ses couronnes qu'à les diminuer, avec quantité d'autres discours aussi messéants dans la bouche d'un ministre. Il retourna à Vienne chargé de ridicule, et pour y confirmer la nouvelle, que le roi de Prusse s'était emparé de la ville de Breslaw. Cette place avait été jusque-là laissée à la garde de la bourgeoisie, selon ses priviléges; mais, la possession, et l'entière dépendance de cette capitale de la Silésie étant absolument nécessaires au roi de Prusse, il ne pouvait s'en éloigner sans craindre quelque révolution de la part des bourgeois en faveur de la reine de Hongrie, qui, en y introduisant ses troupes, coupait au roi de Prusse

la communication par l'Oder, et conséquemment la subsistance et le transport de l'artillerie. Cette expédition fut aussi bien concertée que conduite. Les ministres étrangers furent invités la veille à se rendre au camp, sous le prétexte d'une espèce de fête militaire, mais en effet pour prévenir par cette précaution les accidents qui pouvaient arriver à leurs personnes, et à leurs caractères. Les seuls ministres anglais, Robinson et Hindfort, demeurèrent à Breslaw. Le premier partit le surlendemain pour retourner à Vienne porter des propositions de la part du roi de Prusse, que ce prince savait bien ne devoir pas être acceptées. Il demandait toute la Basse-Silésie, la ville de Breslaw comprise. Robinson lui avait offert la Gueldre autrichienne et le duché de Limbourg. Le roi demanda pour répondre à cette offre, qu'il regardait comme captieuse, toute la Flandre, le Brabant, et les places de cet État où les Hollandais avaient garnison. Robinson vit bien qu'il se jouait de sa dernière proposition, et se chargea de porter à Vienne celle d'une cession de la Basse-Silésie, les villes de Breslaw et Neiss comprises. Quelque temps après ce négociateur revint encore à l'armée prussienne pour marchander sur cette cession; mais le roi de Prusse lui fit dire qu'il n'avait rien à faire et qu'il pouvait se dispenser de le joindre. Robinson pria, pressa, se lamenta sur l'état du roi son maître, qui était à Hanover fort embarrassé de sa contenance. L'armée française que comman-

dait le maréchal de Maillebois était en Westphalie sur ses frontières, prête à entrer en son pays s'il avait remué. Robinson criait au comte de Podewils avec le ton le plus lamentable : « Pour Dieu, monsieur, sauvez le roi mon maître ! »

Cette seconde visite de Robinson me donna quelques inquiétudes; elles avaient leur motif dans le caractère versatile du roi de Prusse, et les menaces qu'il faisait sans cesse de prendre son parti, si la Suède n'agissait incessamment contre la Russie, si l'électeur de Bavière n'entrait en Haute-Autriche, et si la France ne faisait passer le Rhin à un gros corps de troupes pour soutenir ses opérations. Mais mes inquiétudes se calmèrent, lorsque je sus qu'il avait fait dire que, n'ayant aucune lettre de créance pour lui, il ne voulait pas le voir.

Il est bon de remarquer que dans ce temps-là le roi de Prusse ne parlait que de livrer bataille aux Autrichiens. Je m'occupais sérieusement à l'en détourner. Dans le fond cependant je crois qu'il n'en avait pas plus d'envie que moi. J'y voyais des inconvénients : l'incertitude du succès d'un combat, quel qu'il fût, ne pouvait convenir aux intérêts de l'électeur, et conséquemment aux nôtres depuis la signature de notre traité. J'écrivis à ce prince, de Breslaw, et lui envoyai à cette occasion un mémoire raisonné.

Le général autrichien fit un mouvement par sa gauche, et vint se camper à Franckenstein pour

couvrir Glatz. Le roi ne savait pas si c'était son unique but; il pouvait croire qu'il prendrait le chemin de Bohême, pour se joindre au prince Lobkowitz, et s'opposer à l'invasion qui menaçait ce royaume. Par cette position, Neuperg couvrait non-seulement Glatz, mais il demeurait encore à portée, en marchant diligemment par sa droite, de reprendre son premier poste, et d'empêcher le siége de Neiss.

Dans les conversations que j'eus avec le roi de Prusse, je lui représentai qu'il fallait différer à passer la rivière de Neiss jusqu'à ce que la récolte fût faite, et qu'en attendant, il pouvait consommer les magasins de Schweidnitz, qui étaient pour lui un objet d'attention. Je crois qu'à la guerre on ne saurait trop les diminuer. Mon avis fut suivi (1). Il se porta d'abord avec un gros corps vis-à-vis les ennemis pour les reconnaître. Il les trouva postés de manière à lui ôter l'envie de les attaquer, quoique, selon le maréchal de Schwrin, il l'eût pu faire effectivement, comme il l'avait souvent fait en propos. Son armée vint camper à Regenbach. C'est où je le joignis pour ne le plus quitter du reste de la campagne.

---

(1) M. de Neuperg fut réduit à mettre ses troupes en bataille sous le feu du canon prussien, qui était promptement et bien servi.

(*Note de l'Éditeur, d'après l'histoire de mon temps, par Frédéric*; t. I, p. 160.)

Il avait eu la nouvelle que l'électeur de Bavière s'était emparé de Passaw, que nos premières troupes avaient passé le Rhin, et étaient prêtes à le joindre, que la deuxième division beaucoup plus forte suivrait incessamment, et devait se porter en Bohême. Il se crut au-dessus de ses affaires, et ne douta pas que l'armée, qui lui était opposée, n'allât au secours de l'Autriche menacée. Dans ce cas, il se trouvait dégagé de tout ennemi, et en facilité de passer la Neiss, pour faire le siége de la place à laquelle cette rivière donne le nom. En conséquence il marcha par sa gauche dans le dessein de passer la rivière à Otmachaw. S'il eut réussi, il coupait à Neuperg la communication; mais le coup fut manqué, l'Autrichien le prévint, et reprit son premier camp qui couvrait Neiss. Le roi de Prusse longea la rivière à gauche, et se porta sur les hauteurs qui dominent dans un assez grand éloignement sur la ville; le centre de son armée était vis-à-vis.

Je fus pendant tout ce temps l'apologiste à la cour de sa conduite et de sa sincérité. En effet, il me communiquait, avec une confiance sans égale, toutes les propositions qu'on lui faisait. D'ailleurs ses intérêts me paraissaient si liés aux nôtres, que je ne pouvais concevoir qu'il pût s'en séparer sans se perdre. Cependant il ne tarda pas à tergiverser; une lettre que lui écrivit le maréchal de Schmettaw, qui était auprès de l'électeur de Bavière, fut la première source des soupçons

que commença à prendre ce prince, et qui ne le quittèrent plus. Le général était d'avis que l'armée, que commandait l'électeur de Bavière, marchât droit à Vienne. Il combattait avec fermeté et connaissance le sentiment contraire. Le roi son maître le desirait fort, persuadé que Neuperg volerait au secours de cette capitale, et qu'ainsi il serait défait de tous les obstacles qui l'empêchaient de prendre Neiss. Schmettaw entreprit de démontrer au marquis de Beauvau, qui était ministre du roi auprès de l'électeur, non-seulement l'utilité de cette démarche, mais encore la réussite de cette entreprise. Il vint à bout de le convaincre. Je ne puis concevoir comment il a pu échapper à Beauvau de donner pour dernière raison, que nous ne voulions pas l'électeur si grand; que si on le rendait maître de Vienne, on n'en pourrait pas disposer comme on voudrait. Un pareil propos de la part d'un ministre de France, mandé au roi de Prusse, accompagné de toutes les raisons qui marquaient la certitude du succès en marchant à Vienne, fut le signal de la défiance de ce prince. Il négocia par l'organe du lord Hindfort, qui était à Breslaw. Il y eut de plus quelques messages faits à Neiss, sous le prétexte d'échange de prisonniers; j'en eus l'éveil, cependant sans trop négliger l'avis que je ne crus pas bon. Ce prince changea un peu à mon égard; ce ne furent plus les mêmes marques d'attention, ni les mêmes agréments dans les pro-

pos; il continuait bien à me donner communication des pièces qu'il recevait, tendantes à le détacher de son alliance avec la France; il me communiquait aussi les réponses prétendues qu'il y faisait, mais j'étais trompé. L'objet qui l'occupait entièrement était d'avoir Neiss, et de prendre des quartiers d'hiver, à quelque prix que ce fût. Or il ne pouvait ni l'un ni l'autre, tant que Neuperg gardait sa position. Le lord Hindfort, qui était allé le joindre à l'insu du roi de Prusse, négociait pendant que ce prince se détermina à passer la rivière à deux grandes lieues au-dessous de son camp. Ce passage se fit avec ordre, et sans la moindre opposition de la part des ennemis, qui ne changèrent rien à leur campement, sinon qu'en faisant marcher leur gauche en arrière, ils firent face à l'armée prussienne. Le roi de Prusse ne parlait que de l'impossibilité de les attaquer dans un poste aussi avantageux; c'est de quoi je ne convenais pas intérieurement, attendu sa grande supériorité. Il y a bien de l'apparence que Neuperg ne l'eût point attendu dans ce poste, sans la certitude morale où il était de n'être point attaqué. Cette certitude était fondée sur la négociation que suivait lord Hindfort, qui était toujours à Neiss, auprès du général autrichien. Le roi était campé à Friedland.

C'est de ce camp, et fort à l'écart, qu'il eut une entrevue avec le général autrichien. Pour détourner mon attention à le suivre, il annonça qu'il

ne dînerait point, et me fit prier à dîner avec les princes ses frères chez le prince Léopold d'Anhalt. Ceux qui avaient le plus de part à sa confiance en étaient. Il marcha au rendez-vous, accompagné d'un seul page qu'il laissa à une grande distance. L'entrevue se fit avec Neuperg; ils convinrent que l'Autrichien se retirerait de devant Neiss par la Moravie; que pour mieux couvrir cette démarche, le roi ferait mine de le suivre sans parvenir à l'atteindre, comme s'il lui avait dérobé une marche; qu'il formerait le siége de Neiss; que la place lui serait rendue après avoir tiré deux cents coups de canon, et que, immédiatement après sa reddition, l'armée prussienne se mettrait en quartiers d'hiver, dont elle prendrait une grande partie dans la Bohême, sans être inquiétée. Je juge de la vérité de ces conditions par ce qui s'exécuta bientôt après, car je n'avais que des soupçons. Il est à remarquer que rien ne fut écrit, si ce n'est une espèce de protocole que fit Hindfort, et qu'il envoya au roi de Prusse pour y donner son approbation. Ce qu'on en a pu savoir de positif a été sur les plaintes que fit la cour de Vienne, lorsque ce prince entra en Moravie, comme je dirai par la suite.

Neuperg retiré, il forma l'investiture de Neiss, après avoir préalablement établi des batteries, manœuvre tout au moins singulière; mais, comme il ne voulait pas que je fusse témoin de cette opération, il me fit dire par son premier adjudant

que je lui ferais plaisir d'aller l'attendre à Breslaw, où il se rendrait dans peu de jours. Je ne quittai cependant pas l'armée, sans voir les dispositions de ce fameux siége. Je trouvai les troupes qui formaient l'investiture, campées si proche de la ville que je ne revenais pas de mon étonnement de ce que les ennemis ne les éloignaient pas, ce qu'ils pouvaient faire avec des pièces de campagne. L'ordre de me retirer à Breslaw, ainsi que cette étrange disposition, augmentèrent mes soupçons; je les communiquais à la cour et au maréchal de Belle-Isle, et les accompagnais des raisons que j'avais de ne m'y pas trop attacher. Je me réservais cependant de démentir à la cour de Dresde les bruits qui se répandaient de cette entrevue. Je croyais très-important de dissiper les ombrages qu'ils avaient donnés.

Peu de jours après mon départ de l'armée, ce prince vint à Breslaw, où il reçut l'hommage et les serments de ses nouveaux sujets, et où, enfin, se conclut son traité avec l'électeur de Bavière, auquel il avait apporté jusque-là des délais sous différents prétextes. Il voulait voir plus clair dans la conduite et les opérations de l'électeur. Ce nouvel acte, auquel j'eus beaucoup de part, sans détruire tout-à-fait mes soupçons, servit à les éloigner. A l'égard des quartiers d'hiver pris si subitement, on m'objectait les besoins qu'en avait une armée après onze mois de campagne. Mais, il est constant que, si ce prince n'eût pas

fixé dans sa tête cette époque pour séparer son armée, il ne fût jamais entré en pourparler avec Neuperg, qui eût été forcé alors de quitter la Silésie pour aller au secours de l'Autriche et de la Bohême, si le roi de Prusse eût seulement tenu la campagne quinze jours de plus. Son impatience naturelle, et sans doute l'approbation que donna le prince Léopold au parti de mettre ses troupes dans de bons quartiers d'hiver, où il pût faire des subsides, le déterminèrent à ce commencement de défection. Naturellement soupçonneux, il le devint bien davantage, quand il sentit intérieurement avoir donné lieu à ses alliés de n'être pas contents de sa conduite.

Dans son traité avec la Bavière, il voulut que l'électeur lui cédât Glatz et son comté, quoiqu'il m'eût dit plusieurs fois, en me chargeant de le demander, qu'il n'était attaché à cet objet que dans le cas où une portion de la Bohême dût entrer dans le partage des Saxons; mais que si ce royaume demeurait en entier à l'électeur, il ne sollicitait point Glatz: parole souvent répétée, annoncée au maréchal de Belle-Isle, qui devait traiter en conséquence; objectée par moi à lui-même dans les conférences pour ce traité où j'étais appelé, mais toujours inutilement. Il fallut en passer par où il voulut (1). Je crus beaucoup faire que d'obtenir

(1) Le caractère défiant de Frédéric força M. de Valori à lui disputer le comté de Glatz, qu'il n'eût point accepté de

un dédommagement de 400,000 écus, payables à termes, qui m'avait été offert, lorsqu'on ne montrait pas une envie aussi déterminée d'avoir Glatz et son comté; encore avait-on bien envie de s'en dédire.

C'est dans le mois d'octobre 1741 que les Saxons se mirent en marche pour pénétrer en Bohême, et se joindre aux troupes françaises qui y avaient pénétré par Wallmuniken, sous la conduite du marquis de Gassion. L'électeur de Bavière, nommé généralissime des troupes du roi, était pour lors en Haute-Autriche, où l'on avait prétendu qu'il avait perdu du temps à recevoir l'hommage de cette province, et à s'y faire reconnaître souverain. Il feignit de ne pas croire que les Saxons, joints aux troupes françaises, fussent suffisants pour prendre Prague. On a cru savoir que sa jalousie contre les Saxons l'avait déterminé au parti qu'il prit de passer le Danube, et de quitter la Haute-Autriche. Il laissa huit à dix mille hommes dans cette province, aux ordres du comte de Ségur, et vint avec la plus grande diligence, avec toute sa cavalerie, joindre les troupes françaises

---

prime abord, sans la perfidie aimable du plénipotentiaire à qui son humeur était connue. En conséquence, le marquis crut devoir se laisser surprendre par le roi de Prusse pour éviter son inquiétude naturelle. Tel fut le motif de l'aventure du billet tombé à dessein de la veste de l'ambassadeur. (*Voyez la page 71 de la Notice historique.*)

(*Note de l'Éditeur.*)

qui s'étaient approchées de Prague. Le reste de son armée demeura à Budweiss et Tabor, aux ordres du comte de Torring et du marquis de Leuville. Cette disposition de l'électeur a été regardée comme une faute capitale, et qui a eu des suites bien funestes. Je suis certain qu'elle fut entièrement contraire à l'avis du maréchal de Belle-Isle, qui partit de Francfort pour venir joindre cette armée, dont il avait le commandement sous l'électeur, et que tous les avis qui en venaient, disaient être en mains mal habiles, entre celles de M. de Leuville. Ce général n'avait pas assez de fermeté, pour s'opposer aux résolutions de l'électeur et aux mauvaises dispositions des Bavarois.

Le maréchal de Belle-Isle arriva dans un état pitoyable chez le roi de Pologne, à Hubertzbourg, où j'étais. Outre une sciatique qui l'empêchait de se tenir debout, il avait encore une fluxion sur les yeux et une fièvre lente. A ces maux se joignait la vive inquiétude du sort des affaires en Bohême. Il savait que le grand-duc marchait au secours de Prague, avec une armée devenue considérable par la jonction de celle de Neuperg, que le roi de Prusse avait refusé de tenir en échec encore quinze jours ou trois semaines. Le maréchal ne prévoyait pas qu'on pût avoir le temps de prendre la capitale de la Bohême avant l'arrivée des ennemis. Notre armée n'était pas assez forte pour résister au grand-duc; elle était aussi peu

en possibilité de s'établir par-tout ailleurs en Bohême. Il se méfiait avec raison des ressources de M. de Leuville, pour surmonter tous ces embarras. Son état d'infirmité était un obstacle invincible à la continuation de sa route. En bon citoyen, il dépêcha un courrier à la cour, pour représenter la situation de l'armée, la sienne propre, et le besoin qu'elle avait d'un chef. Ce trait de bon serviteur du roi fut la source de tous nos malheurs et de ceux de l'électeur de Bavière, depuis empereur. La cour envoya ordre au maréchal de Broglio de partir sur-le-champ pour prendre le commandement de l'armée.

Cependant les Saxons, avec leur artillerie, marchaient toujours vers Prague, pour se joindre aux Français, et en former le siége. La saison avancée et la marche du grand-duc déterminèrent à l'escalade. Les Saxons, aux ordres du comte de Rotoski, se chargèrent de l'attaque d'un côté; on en fit deux autres fausses pour diviser la faible garnison qui y était. Celle que commandait le comte de Saxe, particulièrement destinée à faire la diversion, réussit au-delà même des espérances de cet officier, qui fit escalader un bastion défendu par des écoliers. Le premier détachement qui entra, aux ordres de Chevert, pour-lors lieutenant colonel au régiment de Beauce, marcha droit à la porte, et l'ouvrit, après avoir obligé la garde à mettre les armes bas. Le comte de Saxe entra dans Prague avec toutes ses troupes, et pé-

nétra jusqu'au pont. Au premier avis qu'en eut le commandant, il fit retirer les soldats opposés aux Saxons, qui escaladèrent sans résistance. Les détails de ce mémorable événement sont connus ; je n'en parle que pour en venir à l'effet qu'il fit sur le roi de Prusse. Je dirai cependant que le maréchal de Belle-Isle se trouva en état de se faire transporter à Prague. Par le crédit qu'il avait sur l'esprit de l'empereur, et celui qu'il avait su gagner à la cour du roi de Pologne, électeur de Saxe, ainsi que par sa grande capacité, il était seul capable de mettre de l'ordre dans la suite des opérations liées à cet événement; mais le coup était porté, et le maréchal de Broglio parti de Strasbourg.

Le roi de Prusse apprit la nouvelle de la prise de Prague avec beaucoup de joie ; elle lui donnait peut-être lieu de s'applaudir de ce qu'il avait fait, puisque sa manœuvre n'avait plus les mêmes couleurs, n'ayant plus les mêmes inconvénients à craindre; car il est certain qu'il ne pouvait s'en prendre qu'à lui-même, si les affaires eussent tourné d'une manière aussi sinistre qu'on avait lieu de le craindre. Ce prince voulait que tout fût dirigé sur ses intérêts particuliers, et croyait que les traités n'avaient de mérite et de validité qu'autant qu'ils y avaient rapport. Jamais il n'a calculé sur ceux de ses alliés.

Il sut l'arrivée du maréchal de Broglio en Bo-

hême (1), ainsi que le départ du maréchal de Belle-Isle pour Francfort; il en fut outré, et m'en parla dans les termes les plus vifs, me disant que je devais mander au cardinal, qu'une des conditions sur lesquelles il s'était le plus déterminé à contracter des liaisons avec nous, était que le maréchal de Belle-Isle aurait la direction de l'affaire en général, et particulièrement la conduite de l'armée. Il ne se contenta pas de me charger d'en écrire; il le fit lui-même, à ce qu'il me dit. Il ne tarissait pas sur les plaisanteries les plus amères de la ridicule réception que le maréchal de Broglio lui avait faite à Strasbourg. Il est bien certain que cette nomination au commandement de l'armée de Bohême et le départ du maréchal de Belle-Isle, furent un coup fatal à la cause commune, qui acheva de tout perdre par les intrigues de cour.

Je finis cette année 1741 en disant que le

(1) François-Marie de Broglio, qui s'était trouvé au siége du Quesnoy avec le père de l'auteur de ces Mémoires, sous les maréchaux de Villars et de Bezons, était un général intrépide comme tous ceux de sa maison; il fut déclaré duc et maréchal en 1734. Bien pénétré d'une juste admiration pour une race aussi distinguée, qui a donné deux maréchaux à la France, et dont le dernier est cher à tous ceux qui ont de l'âme, je ne prends point sur moi le jugement sévère que M. de Valori a cru devoir prononcer, dans la suite de ces Mémoires, sur ce vainqueur de Sahai.

(*Note de l'Éditeur.*)

grand-duc se retira dans le cercle de Bechim, occupa Tabor, Budweiss, Neuhauss, et Iglaw, pour avoir sa communication avec le Danube et la Moravie. Il fut suivi, assez mollement, dans sa retraite par le comte de Saxe; ce dernier ne put supporter l'espèce de reproche que lui fit faire le maréchal de Belle-Isle par son frère, d'être rentré au camp avec les troupes qu'on lui avait données, malgré l'ordre porté par le marquis de Beauvau de continuer sa poursuite. Il devint dès ce moment l'ennemi déclaré du maréchal. Je parlerai dans la suite des conséquences du ressentiment qu'il en a conservé.

Je dirai encore que le roi de Prusse, après l'évacuation que fit Neuperg de la Moravie, pour se joindre au grand-duc de Toscane, y prit des quartiers d'hiver. Le maréchal de Schwrin s'empara d'Olmutz. Ce prince me dit, le premier jour de l'année 1742, je vous donne Olmutz *pour vos étrennes*. Les troupes prussiennes étaient donc distribuées en Bohême, où elles s'étaient étendues, conformément à l'avidité de ceux qui les commandaient, en Moravie, aux ordres de Schwrin, et en Haute-Silésie dans les endroits qui n'avaient pas été tout-à-fait ruinés.

Je reçus, en ce temps, à Berlin, les pleins pouvoirs de l'électeur Palatin, pour négocier un traité entre le roi de Prusse et lui. Dans celui que j'avais signé le 5 juin avec ce prince, un des articles était une renonciation de sa part à ses prétentions

sur Berg et Juliers, même une garantie particulière qu'il devait en donner à la succession de l'électeur. Le traité fut conclu, et cette succession dans son entier, telle que la possédait l'électeur Palatin, devait revenir au prince de Sultzbach, et après lui, en cas qu'il mourût sans postérité, aux princesses, ses petites nièces.

Podewils, avec qui je conclus, me rendit ce que je lui avais fait au traité de Breslaw, du 5 juin; c'est-à-dire que, comme ministre de l'électeur Palatin dans cette partie, je ne signai qu'après lui dans les deux instruments, et que le roi son maître fut nommé le premier dans l'un et dans l'autre.

Le 5 juin j'avais trouvé des difficultés; Podewils voulait de l'égalité entre les deux rois; je tins ferme, et je profitai du besoin qu'il avait de conclure. J'avais cependant permission de me relâcher sur cet article, si j'y voyais trop de difficultés; mais je crus trouver le moment de mieux faire, et je le saisis. Je terminai donc une affaire qui était l'objet de l'attention de toute l'Europe avant la mort de l'empereur Charles VI. On était persuadé que, l'électeur Palatin venant à mourir, cette discussion allumerait la guerre, qui ne pouvait manquer de devenir générale. La cour de Vienne trompait tous les intéressés à cette affaire, et Frédéric-Guillaume n'avait renoncé au traité d'Hanovre, qu'au moyen de celui que la cour de Vienne avait fait avec lui, par lequel elle s'en-

gageait à lui donner une ample satisfaction sur les prétentions, et ce fut à cette condition que feu le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, avait accédé à la pragmatique-sanction; mais ayant eu connaissance d'un traité tout pareil fait avec la cour palatine, cette particularité détermina ce prince à traiter avec la France : et le marquis de Fénélon (1), ambassadeur en Hollande, signa avec le sieur Lucius, ministre prussien, un traité d'accommodement, à la vérité sans consulter l'électeur Palatin, mais il prévenait une guerre; et, le cas arrivant de la mort de cet électeur, on espérait faire entendre raison à son successeur. Après tout, ce qu'il cédait était peu de chose. Ce traité devint nul, et tout fut terminé, comme je l'ai dit, par celui que je signai comme son ministre plénipotentiaire, avec le comte de Podewils, revêtu des pleins pouvoirs de son maître.

Le roi de Prusse était à Berlin, et se proposait de s'y reposer jusqu'à la fin de février, terme qu'il avait fixé pour commencer à rassembler ses troupes. Les pressantes instances de l'empereur nouvellement élu, dérangèrent ses projets de tranquillité. Lintz était assiégé; le grand-duc de Toscane avait rassemblé une armée, et fait reculer

(1) M. de Fénélon fut blessé à mort d'un coup de canon à la jambe à la bataille de Raucoux, et mourut à cinquante-huit ans, le 11 novembre 1746. Ce marquis était neveu de l'illustre auteur du Télémaque. (*Note de l'Éditeur.*)

les Français et les Bavarois jusques à cette place, qui n'était d'aucune défense. Par ce moyen, il découvrit les frontières de Bavière où il pénétra ensuite, et il y fit des ravages affreux, suite malheureuse du parti qu'avait pris l'empereur de dégarnir la Haute-Autriche, pour courir à la conquête de la Bohême. Ce prince réclama donc le secours du roi de Prusse. Son ministre à Dresde, ne voulant point par paresse faire le voyage de Berlin, m'envoya les lettres qu'il avait reçues de l'empereur son maître, et me pria de vouloir bien me charger en son nom de cette négociation. Le roi de Prusse consentit d'assez bonne grace à voler au secours de son allié, mais dès ce moment il prit en perspective l'occupation de la Moravie: « Je le veux bien, me dit-il, mais je vous avertis « que je ne recevrai aucunes représentations sur « l'usage que je ferai de mon séjour en Moravie; « j'y veux prendre argent, chevaux, recrues, et, « en un mot, tout ce qu'il me plaira, sans admet-« tre aucune contradiction. » Il tint parole, et se gouverna avec une facilité peu commune, d'autant plus condamnable qu'elle était réfléchie.

Il voulait que les seize mille Saxons, avec cinq mille Français, sous le commandement du marquis de Polastron, fussent à ses ordres. Il m'envoya à Dresde pour négocier cette affaire avec le roi de Pologne, et je me chargeai d'écrire au maréchal de Broglio pour l'engager à consentir que M. de Polastron suivît les Saxons. Je partis le

même jour, ayant pris la précaution de prévenir M. des Alleurs, ministre de France auprès de S. M. Polonaise, de l'objet de ma négociation, qui devait être appuyée de la présence du roi de Prusse. Il me suivit en effet de près, comme il me l'avait promis. Des Alleurs applanit toutes les difficultés en s'adressant directement au roi de Pologne, et tout était accordé avant l'arrivée du roi de Prusse. Je fais cette remarque pour faire observer qu'on obtenait du roi de Pologne, Auguste II, tout ce qui était juste et raisonnable, quand la négociation ne passait pas par ses ministres. Brülh (1), tout-puissant à cette cour, ministre aussi habile que fin courtisan, en fut piqué, et s'est appliqué dans la suite à détourner toutes les voies qui allaient directement à son maître. Le comte de Saxe, qui était pour-lors à Dresde, s'entendit avec lui. Ils mirent de concert, au projet de confier les Saxons au roi de Prusse, toutes les entraves qu'ils purent imaginer. Dans une espèce de conseil qui se tint dans l'apparte-

(1) Henri, comte de Brühl et de l'empire, ministre d'Auguste II, roi de Pologne, naquit en 1700 en Thuringe. C'était un homme très-magnifique, mais extrêmement flatteur. Toutefois le roi son maître lui fut constamment attaché; c'est ce qu'Auguste devait au moins à sa condescendance. Disgracié par le jeune électeur, le comte ne put supporter ce revers, et mourut le 28 octobre 1763. Sa riche bibliothèque, estimée à 50,000 écus, fait partie de celle de Dresde.

(*Note de l'Éditeur.*)

ment de ce prince, le comte s'efforça de démontrer l'inutilité de ce projet. Son sentiment fut combattu par le roi de Prusse lui-même, et le maréchal de Schmettaw. Le comte, convaincu par les bonnes raisons qu'on lui alléguait, se rabattit sur le peu de moyens; il dit que les Saxons manquaient de subsistances pour une pareille entreprise, et que M. de Sechelles, intendant de l'armée, ne pouvait leur en procurer. C'est ce que j'irai voir, lui répliqua le roi de Prusse. Son départ de Dresde pour Prague ne fut différé que jusqu'au lendemain : je l'y suivis, et trouvai en chemin Marcilly, major des carabiniers, qui m'apportait la réponse du maréchal de Broglio. Elle contenait un plein consentement à ce que M. de Polastron fût aux ordres du roi de Prusse, avec un éloge complet du projet de ce prince. Il ne tarda pas à changer de sentiment, et je m'étendrai peut-être un peu par la suite sur les mauvais effets que ces variations ont produits.

Le roi de Prusse arriva à Prague quelques heures avant moi. Il n'en fallait pas davantage à M. de Sechelles pour donner pleine satisfaction à ce prince, qui trouva en lui l'homme de la plus grande ressource. Il convint de fournir aux Saxons non-seulement les subsistances nécessaires, mais encore toute espèce d'aisance dans leur marche. Je ne puis refuser ici à mon amitié pour lui, mais bien plus encore à mon admiration, et à la justice qui lui est due, les éloges que mérite cet inten-

dant, qui réunit toutes les qualités d'un grand homme, courage et génie, ordre et ressources inépuisables dans la tête, levant les plus grandes difficultés pour peu qu'il y eût jour, généreux, désintéressé, patriote, bon ami, en un mot, un homme supérieur en son genre, et ce genre comprend toute espèce de manutention de la chose publique. Ses talents furent promptement aperçus du roi de Prusse, qui, après un jour de séjour à Prague, partit, emportant avec lui la plus haute opinion de M. de Sechelles.

Pendant ce court séjour, il s'aboucha avec nos généraux, parmi lesquels le marquis de Gassion lui plut beaucoup (1). Dans plusieurs lettres que je reçus de lui, il y a toujours des compliments pour son *bon Gassion*.

Il fut dépêché un courrier à M. de Polastron et au chevalier de Saxe, pour les avertir de se trouver à Landscroon, où sa majesté prussienne passait pour se rendre à Olmutz. C'est où il devait rassembler ses troupes pour marcher par sa droite, pendant que les troupes françaises et saxonnes, qui étaient le long de la Zazawa, marcheraient pour se joindre aux Prussiens vis-à-

(1) Le marquis de Gassion, l'un des plus grands généraux du XVIIIe siècle, peu favorisé de la cour, a prouvé ce que peut le désintéressement du patriotisme dans une ame bien née. Ce nom est sorti sain et sauf des rigoureuses épreuves de l'histoire. (*Note de l'Éditeur.*)

vis d'Yglaw, en chasser les ennemis, et les pousser en Basse-Autriche. Tel était le plan. Mais l'avidité et la crainte de se commettre, l'a non-seulement dérangé, mais l'a fait avorter dans son entier; car il ne résulta de cette expédition que le ravage de la Moravie, et la perte d'une grande partie de l'armée saxonne. Les ennemis demeurèrent dans le cercle de Bechim. Lintz capitula, Passaw fut pris, et la Bavière désolée et occupée par les ennemis.

J'étais demeuré à Prague pour entretenir la correspondance du roi de Prusse pendant sa marche et celle de nos troupes jointes aux Saxons, qui faisaient bien entre elles pour lors 20,000 hommes effectifs. J'en partis pour joindre les premiers, lorsque je sus qu'elles étaient assez avancées pour joindre le roi de Prusse, qui, de son côté, était parti d'Olmutz, et s'avançait aussi diligemment que la saison pouvait le permettre. J'atteignis le corps de M. de Polastron, avant qu'il eût mis le pied en Moravie, n'ayant pour tout équipage de guerre que ma voiture chargée de tout ce dont je pouvais avoir besoin pour le voyage de Berlin à Dresde.

J'en reviens au maréchal de Broglio, et à ses variations. Il est bon d'observer que le comte de Saxe avait improuvé l'expédition, par la seule raison qu'elle avait été concertée et appuyée par le maréchal de Belle-Isle, dont il avait fallu produire le sentiment à Dresde, pour amener sans

difficulté le roi de Pologne à y donner son consentement. Il partit de Dresde furieux de n'avoir pu y déranger les têtes et les tourner du côté de son ressentiment particulier, pour aller troubler celle de M. de Broglio, à quoi il réussit merveilleusement. Cette expédition à laquelle le maréchal de Broglio avait donné les plus grands éloges, ne fut plus qu'un dessein désespéré : M. de Sechelles avait manqué à la subordination et outre-passé ses pouvoirs, en fournissant des subsistances aux Saxons. Des ordres ambigus et captieux furent envoyés à M. de Polastron. Les premiers étaient clairs; ceux qui suivirent immédiatement jetèrent le général français dans la plus grande perplexité, M. de Sechelles reçut les lettres les plus mortifiantes. Le maréchal de Broglio oublia totalement qu'il avait consenti, par la lettre que j'avais reçue de lui, à tout ce que le roi de Prusse exigerait. Toutes ces variations étaient l'ouvrage du comte de Saxe, qui joignait encore à sa mauvaise volonté contre l'empereur et le maréchal de Belle-Isle, le desir de commander la réserve, que les dispositions de la cour avaient confiée à M. de Polastron : il échauffa le maréchal contre tous ceux qui avaient part à cette affaire, de manière à lui faire tenir tout haut des discours indécents sur le roi de Prusse et ses projets. Il en revint même plusieurs à ce prince qui les rendit au centuple. Le maréchal n'était pas un champion fait pour le combattre

dans ce genre d'escrime. Mon soin principal était de cacher au roi de Prusse et les sentiments de ce général, et les dispositions où il était de faire rétrograder M. de Polastron. Je crus devoir en écrire à celui-ci, et je finis ma lettre par le prier de vouloir bien me mettre en état, en exposant à la cour la situation présente des affaires, de donner à juger s'il pouvait avoir de bonnes raisons pour ne se pas prêter sincérement à l'expédition du roi de Prusse ou si sa majesté avait dans ce prince un allié fidèle, qui ne songeait qu'au bien de la chose commune. C'est à-peu-près le sens de ma lettre, qui fit bien du bruit, ayant été montrée de porte en porte par l'abbé de Broglio, comme une preuve du manque de subordination qui était dans l'armée, et de l'embarras où était son frère avec des contradicteurs de l'espèce de M. de Sechelles, qu'il traitait de *fripon*, et de moi qu'il traitait de fou (1). Ce méchant prêtre ne ménageait pas plus les termes. Heureusement il était assez décrié, pour que ses discours ne fissent pas la plus légère impression; mais la mauvaise conduite du maréchal n'avait

(1) L'on doit aisément pardonner à un homme calomnié les expressions amères dont il se sert. M. de Valori avait vu ses relations ministérielles, non-seulement contrecarrées par l'abbé de Broglio, mais encore dénigrées, en pure perte, dois-je aussi ajouter; puisque le roi approuva la conduite du marquis de Valori. (*Note de l'Éditeur.*)

que trop d'apologistes parmi les ennemis du maréchal de Belle-Isle.

Je reviens à la chose principale, qui est l'expédition de la Moravie. M. de Polastron continua sa marche, et le comte de Saxe le joignit, ayant en poche l'ordre de prendre le commandement des troupes françaises, si M. de Polastron refusait de rétrograder par le même chemin après la prise d'Iglaw. Il passa tout de suite à l'armée saxonne, pour y porter des doutes sur la sincérité du roi de Prusse. Les ordres du maréchal de Broglio de rétrograder par le même chemin, étaient contre toutes sortes de raisons de guerre, puisque si le roi de Prusse avait marché en avant, après l'abandon d'Iglaw par les ennemis, et que M. de Broglio, passant la Moldaw, se fût présenté à eux de son côté, ils étaient chassés du cercle de Béchim, et forcés de retourner en Basse-Autriche; en ce cas, Polastron prenait naturellement un chemin bien plus court et plus glorieux pour rejoindre l'armée du maréchal de Broglio; mais ce n'était pas ce que ce général voulait. Il projetait si peu de marcher aux ennemis, qu'il fit consommer les vivres destinés à cette expédition; enfin, soit que le roi de Prusse eût démêlé ses intentions, soit qu'il fût réellement persuadé, comme il y a lieu de le croire, que sa marche était si bien compassée que les ennemis se retireraient en Basse-Autriche lorsqu'Iglaw serait abandonné, ce prince ne songea plus qu'à faire

de l'argent. Ni le maréchal de Schmettaw ni moi ne fûmes écoutés dans la proposition que nous fîmes de faire seulement une marche du côté de la Bohême. Ses avis étaient, nous disait-il, que les Autrichiens évacuaient ce royaume.

Pour suivre son projet de piller la Moravie, il ne se trouvait point assez en force avec ses propres troupes; les Français avaient rétrogradé de son aveu, et il se vit au moment d'être abandonné des Saxons. Le comte de Saxe avait si bien fait, que le comte de Rotoski, général des Saxons, sans égard à la position des troupes prussiennes, avait déja ordonné la marche de ses troupes, et les dispositions étaient faites pour aller reprendre les quartiers qui leur avaient été destinés en Bohême. Au premier avis qu'en eut le roi de Prusse, il dépêcha à Dresde un de ses adjudants-généraux pour demander le concours des Saxons dans la conquête qu'il devait faire de la Moravie. Cette province était dans le partage du roi de Pologne, électeur de Saxe. Il persuada aussi le général Reinard, qui était le conseil du comte de Rotoski; mais le sentiment du comte de Saxe prévalut. Il fut de prévenir les ordres qui pourraient arriver de Dresde, en se mettant en marche dès le lendemain; qu'au préalable il fallait en avertir le roi de Prusse, afin que, de son côté, il eût le temps de prendre ses mesures. Rotoski lui écrivit pour lui annoncer son départ dès le lendemain. Ce prince me fit appeler, et me montra

cette lettre. Il s'exhala en invectives contre ce procédé, et finit par me charger d'aller à l'armée saxonne, « *les convertir*, me dit-il, car s'ils conti-« nuent dans les mêmes dispositions, il n'est point « d'extrémités où je ne me porte. Je les ferai re-« pentir d'un procédé aussi indigne. » Je dois cependant la justice aux comtes de Saxe et Rotoski, qu'ils offraient bien de ne pas quitter le roi de Prusse, au cas qu'il voulût marcher en avant; et en effet c'était le seul moyen de tirer parti de cette expédition, qui, ainsi que le comte de Saxe l'avait prévu et annoncé, n'aboutit qu'à faire périr les troupes saxonnes, et piller la Moravie.

Je partis la nuit, et allai trouver le comte de Rotoski, muni des instructions de sa majesté prussienne. Je le trouvai attaqué d'un fort rhumatisme. Le chevalier et le comte de Saxe étaient dans le même château. Rotoski parut se rendre aux bonnes raisons que je mis en avant, qui établissaient la nécessité de ménager le roi de Prusse pour les intérêts de la cause commune. Il me demanda si je ne voulais point répéter tout ce que je lui avais dit devant le comte et le chevalier de Saxe. Ma réponse fut que s'il jugeait à propos de les consulter, je n'avais aucune raison de m'y opposer. On fut éveiller le comte, plus homme de guerre que patriote, et plus vindicatif que héros (1). Je remis en avant l'objet de ma mis-

(1) Le comte Maurice de Saxe n'avait pas encore gagné la bataille de Fontenoy. (*Note de l'Éditeur.*)

sion. L'objet en pouvait d'autant moins lui plaire, que cette marche rétrograde avait été résolue, et même commencée sur son avis; lorsque j'eus cessé de parler, il exposa ses raisons qu'il était aisé de combattre, vu les circonstances, qui certainement n'eussent point été aussi embarrassantes, si nous avions eu affaire à un caractère différent de celui du roi de Prusse. Mais il est nécessaire de se prêter dans de pareilles situations. Il finit par un geste qui me déplut, et la menace de mander au cardinal de Fleury tout ce que j'avais dit, et combien il était étonnant que je me fusse chargé d'une commission si opposée au bien du service. Je fus piqué de ce discours, plus encore du geste. J'en fis un pareil, en lui disant qu'il me mettait fort à l'aise, que je me reprochais jusqu'à ce moment d'avoir mandé au cardinal ce que je pensais sur son compte, mais que je lui promettais que de mon côté je n'omettrais rien de ses discours, ni du jugement que j'en portais. Le Saxon était peu accoutumé à en entendre d'aussi fermes. Il se calma en apparence, et fut se coucher. Vers les cinq heures du matin il m'arriva un courrier qui m'apportait une lettre de M. des Alleurs, ministre de France auprès du roi de Pologne, avec avis que ce prince venait de signer l'ordre à ses généraux de déférer à ceux du roi de Prusse. Je montrai cette lettre au comte de Rotoski, qui sur-le-champ appela son conseil, c'est-à-dire le comte de Saxe. Il s'attendait si peu

à cet événement, qu'il s'écria d'impatience : « *Il faut que ce petit Brühl soit plus faux qu'un jeton.* » J'omettrais cette circonstance, si elle ne prouvait pas que toutes ses oppositions étaient concertées avec ce ministre.

Le roi de Prusse alla à Znaïm, et fut suivi des Saxons. Il leur indiqua leur marche de manière à en être lui-même couvert, pour être moins troublé dans les pillages qu'il méditait. Dès les premières journées, les Saxons qui s'en aperçurent jetèrent les hauts cris, et prirent pour prétexte qu'on les faisait mourir de faim ; mais la vraie raison était qu'ils n'avaient qu'à glaner dans un champ, dont la propriété leur était promise ; car s'ils n'avaient eu besoin que de subsistances, le roi de Prusse leur en laissait en suffisante quantité. Il y eut entre eux et les Prussiens la plus grande dissension, et des plaintes amères de part et d'autre ; plaintes également fondées aux yeux d'un juge désintéressé. Les Saxons avaient dans la personne du roi de Prusse un général trop avide, et trop peu attaché à leur cause, et le roi de Prusse avait *une couverture bien lâche* (1), et qui se trouait tous les jours de plus en plus. Le monarque posta partie des Saxons dans les environs de Brinn. Le commandant autrichien les en chassa en brûlant les villages bien loin en avant. Le roi était à Zélowitz, terre appartenant

(1) Expression de Frédéric lui-même. (*Note de l'Éditeur.*)

au comte de Sinzendorff, où l'on commit sous ses yeux des horreurs en fait de pillage : je veux bien croire que le récit qui en fut fait était exagéré, mais il restait des faits prouvés, autant qu'il en fallait pour entamer la réputation de ce prince.

Cependant les Saxons faisaient jouer toutes sortes de machines pour obtenir de leur maître l'ordre de retourner en Bohême, et se séparer d'un conducteur que leur haine représentait comme intéressé à leur perte. Les maladies furent pour eux un autre fléau; elles faisaient des ravages considérables, de sorte que de seize mille hommes qu'ils étaient lorsqu'ils entrèrent en Moravie, ils se trouvaient réduits à huit mille combattants.

Le roi de Prusse fut informé que, dans un conseil qui s'était tenu à Vienne, il avait été résolu de marcher à lui, de le combattre, et en cas de fâcheux événement, de faire la paix en lui cédant la Silésie. L'avis se trouva juste. Le conseil fut tenu le 25 février de la même année. En conséquence le roi se disposa à les recevoir, et voulut se concerter avec le chevalier de Saxe (1), à qui Rotoski avait laissé le commandement de

(1) Le chevalier de Saxe, frère du vainqueur de Fontenoy, était aussi bon conseiller et grand théoricien dans l'art de la guerre, que l'illustre Maurice était grand tacticien et manœuvrier. (*Note de l'Éditeur.*)

l'armée. Il lui fit part du camp qu'il avait pris, en lui demandant s'il pouvait compter sur lui. Le chevalier s'excusa sur le mauvais état de ses troupes, et le manque de subsistances. De nouvelles représentations suivirent, et une seconde invitation de se joindre à lui en cas d'attaque, offrant la droite ou la gauche à son choix. Cette offre fut suivie d'une déclaration claire de ne vouloir ni ne pouvoir le joindre. L'embarras du roi de Prusse ne fut pas petit, il prit son parti, qui fut de mander les troupes qu'il avait en Silésie, et celles que commandait le prince Léopold en Bohême, afin de se maintenir en Moravie, indépendamment des Saxons; mais ces secours n'étaient pas assez près pour calmer ses inquiétudes. Il savait que le prince Charles de Lorraine assemblait les troupes autrichiennes pour l'exécution du résultat du conseil, tenu à Vienne le 25 février.

Au milieu de toutes ces inquiétudes, il reçut une lettre du maréchal de Broglio qui lui redemandait les Saxons comme en ayant le plus grand besoin, attendu la faiblesse de son armée, et les avis certains qu'il avait que les ennemis marchaient à lui. Cette lettre était un des moyens que le comte de Saxe avait imaginé pour retirer les Saxons des mains du roi de Prusse. Il eut son effet; et ce prince, qui ne pouvait compter sur leur secours pour combattre, m'a dit n'avoir jamais reçu

de lettre qui lui ait fait autant de plaisir, puisqu'elle lui fournissait un prétexte honnête d'évacuer la Moravie. Il consentit donc à leur départ, et se mit lui-même en marche; laissant Olmutz sur sa droite, il vint gagner les montagnes qui conduisent en Bohême, donnant à ses troupes, nouvellement arrivées de Silésie, la liberté de se retirer en cas qu'elles fussent dans la crainte d'être attaquées; il contremanda celles de Bohême, où il s'acheminait lui-même. La marche qu'il faisait fut couverte par les Saxons, et ses derrières assurés par les troupes qu'il avait fait avancer de Silésie.

Je me dispenserai de dire les excès des Prussiens dans la province qu'ils quittaient. J'étais encore à Prague où ce prince avait exigé que je restasse. Je m'acheminais pour me rendre à Olmutz par la Silésie, lorsqu'à Konigingratz j'appris que les Prussiens revenaieut en Bohême, ainsi que les Saxons. Je n'ajoutai point foi à l'avis, parce que j'avais une lettre du roi de Prusse, qui me mandait de le venir joindre à Olmutz. Je poussai jusqu'à Jagendorff en Haute-Silésie, où je trouvai le ministre de Saxe qui revenait d'Olmutz, et qui m'apprit la difficulté que j'aurais de joindre l'armée prussienne, et le danger de le tenter.

Il est bon de remarquer que, pendant mon séjour en Moravie, j'avais déja eu lieu de soupçonner la conduite du roi de Prusse. Ce prince

convint un jour avec moi qu'il entretenait une négociation avec la cour de Vienne, dans le dessein, me dit-il, d'être instruit, et de garder une porte ouverte à un accommodement général. Ce propos et mes réflexions sur l'intérêt qu'il avait pris, détournaient un peu mon attention; mes soupçons se réveillaient à chaque instant, et se trouvaient détruits le moment d'après. J'y demeurai cependant plus attaché après un discours qui me surprit. J'allai un matin pour communiquer à ce prince un traité conclu de notre part avec le Danemarck. Il me demanda ce que nous faisions encore en Westphalie, qu'apparemment c'était pour faire les dominateurs en Allemagne; qu'il était prince allemand, et qu'il ne le souffrirait pas. Je lui rappelai que cette armée n'y était venue que de son aveu; qu'elle y avait hiverné par son conseil, et que l'utilité de son séjour sur les frontières d'Hanover était bien marquée. « Vous avez déclaré, me répliqua-t-il, qu'elle « n'y resterait que jusqu'à l'élection de l'empe« reur. Il est élu : pourquoi ne vous retirez-vous « pas ? » Cette inconséquence me surprit, et je jugeai dès ce moment que les avis que je recevais n'étaient pas sans fondement. Cette armée le gênait pour l'exécution du jeu qu'il méditait. Tout lui était suspect. Mais il n'est pas étonnant qu'il craignît qu'ayant une armée française à portée de ses états, nous n'eussions les moyens de le faire repentir de sa défection.

Mes lettres à la cour et au maréchal de Belle-Isle peignaient non-seulement mes soupçons et les raisons que j'avais de les former, mais encore l'état intérieur de ce prince, qui était dans la plus grande agitation. L'inquiétude du succès d'un combat, qu'il regardait comme inévitable tôt ou tard, et la marche du prince Charles qui venait à lui, lui donnait matière à réflexion. En effet, l'exécution de son projet de se séparer de ses alliés, dépendait du succès de la bataille.

Je le joignis à Chrudim, en Bohême, toujours dans le même équipage, c'est-à-dire avec ma seule voiture. Je fais cette remarque, parce que le défaut de chevaux et d'équipages fut la cause que je ne me trouvai pas à la bataille de Czaslaw. C'est en cet endroit où je vis tout ce que peut sur une ame la conscience timorée jointe à l'inquiétude des événements. L'état du roi de Prusse était affreux, son regard en était devenu farouche. Tous ses propos étaient durs, son rire forcé et sardonique, et ses plaisanteries pleines d'amertume. Tout l'importunait, tout allumait des soupçons dans cette ame bourrelée. Que n'ai-je point eu à en souffrir! je n'avais que les ménagements circonspects à opposer à des discours également injustes et injurieux. À cet état se joignait une privation totale des commodités les plus communes et souvent du nécessaire; le peu de domestiques que j'avais, malades dans la

même chambre que moi, mon secrétaire à la mort (1).

C'est dans ce temps et dans cette situation que je commençai ces espèces de Mémoires, qu'on doit trouver se ressentir de mon état actuel. J'en ai repris la continuation long-temps après, et c'est en 1750 que j'écris. J'ai recours à mes lettres pour me rappeler les faits; mais ceux dont il s'agit à présent ne sortiront jamais de ma mémoire. Je m'applaudis cependant que le zèle du service de mon grand et digne maître l'ait emporté sur la situation la plus mortifiante et, si j'ose le dire, la plus intolérable.

Le roi de Prusse fut informé très-imparfaitement de la manœuvre de ses troupes en Moravie, qu'elles abandonnaient avec une précipitation qui tenait de la fuite. Elles étaient aux ordres du prince Thierry d'Anhalt. La seule avant-garde de l'armée autrichienne, jointe à quelques Hongrois levés à la hâte opéra cette fuite. On peignit néanmoins cette manœuvre au roi comme un fait de guerre admirable, et comme une de ces retraites célèbres dans l'histoire. Il était trompé, croyant ne pouvoir jamais l'être. C'était une suite de sa témérité.

---

(1) D'Arget, d'abord secrétaire de M. de Valori, ensuite lecteur de Frédéric, enfin sous-gouverneur de l'École militaire de France.

(*Note de l'Éditeur.*)

Les Prussiens entièrement chassés de la Moravie, l'armée autrichienne s'achemina vers la Bohême, et fut jointe par quelques troupes détachées de celles qui étaient à Budweiss et Tabor. Le roi de Prusse fut informé de son arrivée à l'abbaye de Sâr, et ses avis portaient que les ennemis marchaient à lui. Il prit la résolution de rassembler son armée, et de la faire camper le 13 mai. En conséquence il fit marquer son camp à une lieue de Chrudim, sans laisser dans cette place un détachement. Il m'annonça cette résolution qui me mit dans le plus grand embarras. Je ne pouvais rester dans cette petite ville en sûreté, et je n'avais rien de ce qu'il me fallait pour le suivre à son camp. Il n'ajouta que faiblement foi aux avis qui annonçaient les ennemis si près de lui; mais, s'ils s'avancent, me dit-il, je suis bien résolu de marcher à eux, dès que l'occasion s'en présentera. Ce prince attendait dix-huit escadrons et six bataillons; il devait les laisser reposer deux jours, et attaquer. Cependant il m'ajouta qu'il ne croyait pas que les ennemis osassent se mettre à portée de l'être, mais que son opinion était qu'ils marcheraient contre le maréchal de Broglio, dont l'armée était faible et privée des Saxons. Ceux-ci s'étaient retirés dans le cercle de Satz et de Leutmeritz avec quatre à cinq mille malades. Le roi me conseilla lui-même de me tenir à Prague jusqu'à l'arrivée de mon équipage. Je n'avais pas de meilleur parti à prendre.

Enfin le maréchal de Belle-Isle était parti de Francfort, ou sur le point de le faire, pour prendre le commandement de l'armée en Bohême. M. de Broglio devait, par les dispositions de la cour, commander celle de Bavière, dont on avait détaché quinze bataillons pour renforcer celle de Bohême. Belle-Isle avait été à la cour après l'élection de l'empereur. Il ne perdit point son temps à recevoir des compliments sur le titre de duc héréditaire qu'il venait d'obtenir. Il avait accéléré les secours dont l'armée qu'il devait commander avait le plus grand besoin ; mais quelque économe qu'il fût de son temps, il parut en avoir perdu beaucoup à son retour à Francfort.

Le roi de Prusse reçut des avis plus pressants de la marche du prince Charles. Il décampa de sa première position et s'achemina vers Czaslaw, tant pour se rapprocher de ses magasins que pour prendre un camp plus à portée de Prague, afin d'y avoir une retraite en cas d'accident ; les ennemis le prévinrent et l'attaquèrent dans la plaine de Czaslaw. Il est bon de remarquer qu'il s'était avancé de sa personne avec un corps d'environ six mille hommes, la plupart cavalerie, jusqu'à Kuttemberg, pendant que le reste de l'armée marchait sous la conduite du prince Léopold d'Anhalt. Il s'en fallut peu que le roi ne fût coupé à Kuttemberg. Il avait posté du canon sur une hauteur à portée de cette ville, avec ordre de tirer si l'on apercevait les ennemis. Le vent était

contraire, le canon tira et ne fut point entendu. Un officier général, qui allait au quartier du roi, et qui savait la destination de ces pièces de canon, aperçut la fumée et en avertit son maître, qui délogea sur-le-champ et alla gagner la droite de son armée avec le corps qu'il avait amené. Une demi-heure plus tard, il n'était plus temps. Cette bataille est écrite, je me contenterai de dire qu'elle fut balancée, et qu'enfin les Autrichiens, commandés par le prince Charles de Lorraine, prirent le parti de la retraite. Le roi de Prusse promit au maréchal de Schmettaw de les suivre, mais il n'en fit rien; de sorte que cette armée battue se retira vers Teutsch-Brodt sans confusion et se rassembla en peu de temps, laissant au roi de Prusse le vain honneur du champ de bataille, avec l'effroi d'avoir vu la victoire si longtemps en balance et celui des suites funestes, inséparables de sa défaite. En les suivant, il les eût empêché de se rassembler si proche de lui, mais il n'en fit rien; et ce fut le jour même de cette victoire, qu'il envoya ordre à son ministre Podewils à Breslaw de conclure avec lord Hindfort, ministre anglais, muni des pleins pouvoirs de la reine de Hongrie. Il savait qu'il ne s'agissait, dans cette négociation, que du plus ou du moins, et que la cour de Vienne était résolue de s'accommoder à quelque prix que ce fût, dans le cas du non-succès de la bataille que l'armée autrichienne cherchait à lui livrer; mais pourquoi se

presser? Je laisse à juger de l'inconséquence de ce prince connaissant notre faiblesse, en ne suivant pas son avantage, et en se pressant de faire sa paix, dont il était sûr que les conditions eussent été les mêmes un mois plus tard. Ne peut-on pas l'accuser de timidité? Sa témérité lui fait mépriser les dangers éloignés, et son manque de fermeté les exagère à leur approche. Ce n'eût été que demi-mal s'il eût attendu cinq ou six semaines plus tard à conclure. Les recrues arrivaient à notre armée. Elle eût été en état, et M. de Broglio eût cédé le commandement au maréchal de Belle-Isle, ce qu'il refusa dans la suite.

Le prince de Lobkowitz forma le dessein de prendre le château de Frawemberg, où les Bavarois avaient laissé une médiocre garnison avec un officier de mérite. Lobkowitz avança avec le corps qu'il commandait à Budweiss, pendant que le prince Charles raccommodait son armée dans ses quartiers entre le cercle de Béchim et la Moravie. Broglio, malgré sa répugnance, avait reçu un ordre exprès de la cour de ravitailler ce poste. Il l'avait exécuté quelque temps auparavant. Il marcha donc avec son armée, augmentée des quinze bataillons détachés de Bavière, pour secourir cette place. M. de Belle-Isle en fut informé sur sa route de Francfort à Prague. En bon citoyen, il dirigea sa marche vers l'armée de M. de Broglio, et s'offrit à lui servir de second

dans cette opération. Cinq cents carabiniers et trois cents dragons chargèrent trois régiments de cuirassiers autrichiens, et les battirent à plate couture. Lobkowitz leva le siége, et repassa la Moldaw pour reprendre son ancien poste. M. de Belle-Isle proposa son sentiment au maréchal de Broglio. « Il y a, dit-il, selon moi, deux partis « à prendre, l'un audacieux, mais que je crois « très-praticable contre des ennemis battus de « tous les côtés; c'est celui de passer la Moldaw, « et de marcher droit au prince Lobkowitz, « qui, selon toutes les apparences, abandonnera « Budweiss, et se retirera jusqu'à l'armée du « prince Charles; l'autre est le plus sûr. C'est de « retourner prendre votre poste de Piseck, y at- « tendre les recrues, et les autres choses néces- « saires qui sont en chemin, comme vous sa- « vez. » Il n'y avait, en effet, qu'un de ces deux partis à prendre, mais l'avis lui en était ouvert par un homme qui lui était odieux. Il en prit un troisième, qu'eût pu lui conseiller la cour de Vienne, tant il était désavantageux. Il dispersa sa petite armée le long de la Moldaw, qu'on doit observer être guéable en vingt endroits dans cette partie, et lui fit occuper quinze lieues de terrain, la droite à Krumaw, et la gauche à Thim. Il s'applaudissait cependant d'avoir trouvé cette position admirable, mais ce ne fut pas pour longtemps. Le maréchal de Belle-Isle le quitta pour se rendre à Prague et de là à Kuttemberg, pour

s'aboucher avec le roi de Prusse. Je l'y suivis. L'accueil que lui fit ce prince fut des plus distingués. Il prit des mesures avec lui pour les opérations ultérieures. Le maréchal lui promit que l'armée française serait raccommodée le 1er de juillet, et pourvue de tout ce qui lui était nécessaire pour marcher en avant et s'appuyer au Danube. Ce prince lui donna jusqu'au 15 du même mois, en lui disant qu'il prît bien garde de lui manquer de parole, parce que, s'il n'était pas en état vers ce temps, il pouvait compter qu'il prendrait son parti. Ils convinrent qu'en attendant le roi marcherait par sa droite, s'appuierait à la Moldaw à Hulz, et borderait la Zazawa; qu'il y aurait un pont sur cette rivière par où il communiquerait à Prague. Le maréchal partit de Kuttemberg pour se rendre à Dresde, et y demander le concours de l'armée saxonne, qui, jointe à nous, en pouvait composer une de soixante mille hommes bien réparés, et en état de donner la loi à la reine de Hongrie. Il n'est pas étonnant que le maréchal conçût les plus grandes idées de réussite. Elles ne tardèrent pas de faire place aux plus funestes.

J'étais demeuré à Kuttemberg, où arriva Mortagne, envoyé par le maréchal de Belle-Isle, pour solliciter la prompte marche du roi de Prusse vers l'endroit convenu. Elle était encore plus nécessaire depuis la mauvaise position que le maréchal de Broglio avait pris. M. de Belle-

Isle en prévoyait le danger, et n'y voyait de remède que dans celle que le roi de Prusse prendrait le long de la Zazawa, appuyé à la Moldaw par sa droite. Ce prince avait affecté d'en faire les préparatifs, en envoyant reconnaître la marche. Tout cela n'était que pour mieux cacher sa perfidie. Il attendait à chaque instant la nouvelle de la signature de son traité de paix.

Le général autrichien instruit de l'état de la négociation, et jugeant n'avoir plus rien à craindre de la part du roi de Prusse, rassembla son armée, et marcha sur M. de Broglio sans qu'il en fût averti assez à temps pour rassembler ses quartiers. Les Autrichiens attaquèrent le pont de Thim où commandait M. d'Aubigné, le battirent sans beaucoup de résistance, et se proposèrent de le couper du reste de l'armée, ainsi que M. de Boufiers qui était à la droite à Krumaw; mais cet officier parvint, par sa bonne conduite, à rejoindre contre toute espérance le corps d'armée où était M. de Broglio, après avoir fait un long détour aussi pénible que hasardeux. Les débris du corps que commandait M. d'Aubigné joignirent aussi. Toutes ces troupes ensemble composaient une armée très-faible. M. de Broglio y suppléa par la meilleure et la plus audacieuse contenance. Il fit face aux ennemis, qui n'eurent jamais la hardiesse de l'attaquer. C'est dans ces cas et au moment de combattre que M. de Broglio était grand, si ce n'est pas risquer ce terme

que de l'appliquer à un homme peu habile dans la conduite d'une armée, et dans toute autre opération où le zèle du patriotisme devait avoir part. Les ennemis l'approchèrent le plus près qu'ils purent, et, à chaque occasion, Broglio prenait un champ de bataille avantageux et se faisait respecter. Il s'acheminait cependant vers Prague. C'est dans cette manœuvre où l'on s'aperçut assez qu'il n'était capable que de faire combattre une armée, mais moins propre que le moindre officier à la conduire. Il arriva à Piseck, où les ennemis s'arrêtèrent. Depuis cet endroit jusqu'à Prague, ce fut plutôt une fuite qu'une marche. L'armée ne fut suivie que par cinq cents hussards, qui prirent la plus grande partie des équipages, et firent grand nombre de prisonniers. Beaucoup de nos malheureux soldats en étaient rencontrés, la face tournée vers eux pour pouvoir se dire déserteurs et n'en être pas maltraités. Nous perdîmes à cette retraite entre trois à quatre mille hommes.

M. de Broglio avait dit vouloir tenir derrière la Béraum. En conséquence, il avait envoyé ordre d'y faire porter de Prague des farines et des fourrages. Mais il crut apparemment les hussards autrichiens suivis de près de l'armée ennemie. Il ne s'arrêta pas à Béraum, et fit jeter dans la rivière les munitions qu'on lui avait envoyées. Il arriva sous Prague, ayant perdu une grande partie de son armée, de ses équipages et de ses munitions, qui

y eussent été très-nécessaires. S'il eût tenu dans ce poste seulement huit jours jusqu'à l'approche des ennemis, ce temps eût été employé à pourvoir cette capitale d'une grande partie des choses qui manquèrent par la suite. Il le pouvait, puisque les ennemis n'arrivèrent à Béraum que neuf jours après son départ. Il est même à présumer que s'il avait fait mine de les y attendre, ils eussent au moins différé jusqu'à la quinzaine.

J'étais demeuré à Kuttemberg, comme je l'ai dit ci-dessus. Le roi de Prusse, après avoir congédié Mortagne, me fit appeler dans sa tente, m'annonça le parti qu'il avait pris de signer sa paix avec la reine de Hongrie; et il me dit que je ferais bien d'en aller porter la nouvelle au maréchal de Belle-Isle que je trouverais de retour à Prague du voyage qu'il avait fait à Dresde. Ma surprise ne se peut exprimer : comme il ne m'avait pas dit que la chose fût faite, mais seulement comme un parti qu'il se croyait obligé de prendre, je combattis son sentiment. Je priai, représentai tout ce que mon imagination put me suggérer. Il loua mon éloquence avec son rire sardonique, et finit par me dire que la chose était faite. Je lui demandai s'il n'avait rien stipulé pour l'empereur et pour l'armée du roi. Sa réponse fut que les Anglais lui promettaient de contenter l'empereur; comme par exemple, me dit-il, par la cession de l'Autriche antérieure. Il entra ensuite dans un grand détail de la nécessité où il avait

été de faire sa paix. Une de ces principales raisons était la triste conduite du maréchal de Broglio, qui perdait, me dit-il, l'armée du roi, aussi bien que les affaires de l'empereur; qu'il ne voulait point être enveloppé dans cette disgrace; que ses ressources étaient nulles; qu'il n'en était pas de même de celles du roi. Il finit par me faire voir la lettre qu'il écrivait au cardinal de Fleury, dans laquelle il justifiait sa conduite avec beaucoup plus d'esprit que de solidité. Je lui dis bien des choses, dont je me suis applaudi depuis, entre autres, qu'il serait un jour obligé, pour sa sûreté, de rentrer dans l'affaire; que, l'ayant aussi cruellement décousue, il ne trouverait pas les circontances aussi favorables. Je lui fis envisager avec force que la perte que nous faisions de son alliance et de son secours, lui retomberait un jour d'à plomb sur la tête. Il me répondit que je faisais le Nostradamus; mais qu'à tout événement, je pouvais assurer le roi qu'il ne prendrait jamais aucun parti contre ses intérêts ni ceux de l'empereur, quelque sollicité qu'il en fût par ses nouveaux amis.

Je partis pour retourner à Prague, où le maréchal de Belle-Isle arriva de Dresde peu de jours après moi. J'ai dit plus haut qu'il devait prendre le commandement de l'armée, M. de Broglio ayant ordre de se rendre en Bavière. Je trouvai cette armée de Bohême dans une consternation inexprimable. Les officiers généraux, moins outrés de la

perte de leurs équipages, que de la mauvaise manœuvre qu'on leur faisait faire, disaient assez hautement qu'ils quitteraient, si M. de Belle-Isle ne prenait pas le commandement; que, leurs lettres de service étant à ses ordres, ils ne devaient reconnaître d'autre général que lui. « Vous me re« connaissez donc pour votre général, leur dit ce « grand homme; en ce cas, je vous ordonne « d'obéir à M. de Broglio tant qu'il sera ici. » Il se disposait cependant à savoir de lui ses intentions, et s'il voulait se rendre en Bavière. Comme il prévoyait un siége, il consentait que Broglio emmenât la cavalerie qui pouvait lui servir d'escorte. Il ne voulait dans Prague que les dragons, dont il pensait avoir besoin pour la défense.

Le maréchal de Belle-Isle voulut n'avoir que moi pour témoin de sa conversation avec le maréchal de Bloglio, ainsi que le marquis de Clermont, aujourdhui maréchal de France. Rien de plus sage et de plus mesuré que les propos de Belle-Isle. Rien de plus extravagant, et de plus furieux que ceux de Broglio. « Quoi, dit-il, après avoir fait une re« traite aussi magnifique, et avoir mis l'armée du « roi en sûreté, vous viendrez, monsieur, m'en « enlever le mérite, et profiter de mes peines? Il « n'en sera rien assurément. » Belle-Isle lui repartit qu'il ne croyait pas que personne ambitionnât le commandement d'une armée dans l'état où se trouvait celle du roi, qui n'était rien moins qu'en sûreté; que, quant à la retraite, le monde et les

équipages qu'on y avait perdus la rendaient moins brillante. Broglio voulut en soutenir l'éclat. Je m'avisai de dire qu'il était fâcheux que le roi de Prusse en fût aussi mal instruit, puisqu'il n'en jugeait pas de même, sans vouloir encore lui dire qu'elle servait de prétexte à sa défection. « Je me « soucie peu, me répondit-il en termes pour le « moins risqués, de ce que pense *votre* roi de Prusse; « que n'a-t-il suivi les ennemis après les avoir bat- « tus? » Tous ses autres propos furent à l'avenant; et la conclusion, qu'il garderait le commandement de l'armée, quel qu'en dût être l'événement.

Je retournai à Kuttemberg auprès du roi de Prusse. Chemin faisant, je rencontrai tout ce qui désignait sa défection. Ses pontons, son artillerie retournaient à Berlin. La paix fut publiée à la tête de son armée. Ce prince me combla de toutes sortes de démonstrations d'amitié, et entra avec moi dans de plus grands détails qu'il n'avait fait. Il me dit que nous le trouverions toujours appliqué à servir le roi et l'empereur en tout ce qu'il pourrait, sans cependant se commettre de nouveau au hasard de la guerre. Il m'ajouta qu'il avait eu des raisons essentielles de faire sa paix, et qu'il me les dirait un jour. Il le fit effectivement trois ans après. Entre autres choses, il me demanda si je ne le suivais pas. Je lui dis que j'irais à Prague, y présenter un homme de plus pour défendre la place. « C'est peu de chose, sire, lui ajoutai-je, « mais c'est tout ce que je puis, et tout ce qui me

« convient dans la circonstance actuelle. J'y at-
« tendrai les ordres de ma cour : d'ailleurs ma
« présence servirait au triomphe de lord Hindfort. »
Il me parut intrigué du parti que je prenais; il eût bien voulu me retenir à sa suite, et à force d'éloquence m'engager à être, sinon l'apologiste, au moins le défenseur de sa manœuvre, à la cour.

Tout conspirait à rendre notre situation à Prague dangereuse et difficile à soutenir. Le roi de Prusse dans son traité avait stipulé que les Saxons auraient quinze jours, à dater de celui qu'il leur serait signifié, pour se déterminer à y accéder et évacuer la Bohême. Ils n'attendirent pas ce terme, et, pour prouver leur bonne volonté pour la cour de Vienne, ils se mirent en marche le neuvième pour regagner la Saxe. Nous avions un magasin considérable à Leutméritz : les voitures étaient payées pour l'amener à Prague. Les Saxons les prirent de force. Nous fûmes donc encore privés de cette ressource, ainsi que des cinq bataillons de milices destinés à recruter nos troupes, avec nombre de chevaux pour les remonter et pour les caissons. Quelque séjour de plus des Saxons dans leur position facilitait l'entrée de ces secours dans Prague. Ces recrues étaient même en chemin. Elles rétrogradèrent, et se tinrent à Egra. Il fallut donc défendre Prague avec ce que nous avions; deux maréchaux de France désunis; une armée découragée; une bourgeoisie nombreuse

et affectionnée à la reine de Hongrie; une opposition aussi extraordinaire qu'opiniâtre de la part de M. de Broglio aux moyens de recouvrer ce qui était possible dans les environs de la place; un ennemi qui nous resserrait tous les jours de plus en plus par ses troupes légères. Cette situation, que je ne peins pas encore telle qu'elle était, alarma notre ministère, qui voyait une grande partie de la première noblesse du royaume enfermée, et, selon toutes les apparences, réduite a se rendre prisonnière de guerre, avec le fonds de cinquante-deux mille hommes; et cela, faute de subsistances.

Pour dégager l'armée, qui était à Prague, le roi donna ordre au maréchal de Maillebois de marcher en Bohême, avec celle qui avait été sous ses ordres en Westphalie, et qui s'acheminait déja vers la Flandre. Maillebois repassa le Rhin, et fit toute la diligence possible. Ce parti était l'unique qui restait à prendre dans une circonstance aussi fâcheuse. Il servait de plus à appuyer la négociation que le maréchal de Belle-Isle eut ordre d'entamer avec M. de Königseck, qui commandait l'armée autrichienne sous le grand-duc. Le cardinal de Fleury espérait beaucoup de l'esprit de modération de ce général, autrefois connu de lui à Paris comme ambassadeur de l'empereur. C'est le même qui avait négocié en Espagne. Belle-Isle reçut donc ces instructions, au bas desquelles était de la main du cardinal : « La paix, monsieur, « à quelque prix que ce soit. »

L'entrevue se fit à Königsan, à deux lieues environ de Prague. Les deux généraux convinrent provisionnellement de différentes choses, et remirent aux cours respectives à décider, ou à faire des demandes ultérieures. La réponse de Vienne se fit attendre. Il fallait consulter l'Angleterre, qui avait intérêt à empêcher toute sorte de conciliation. En conséquence, la réponse de la reine de Hongrie tant attendue, fut un refus ou des propositions qu'elle savait bien ne devoir pas être acceptées. Cette princesse était enivrée de ses succès. Elle ne voulait rien moins que l'armée du roi à sa discrétion. C'est à mon sens une des plus grandes fautes qu'elle ait faites. Cette prétention lui coûta la Silésie. Car je ne doute point que, si elle avait voulu consentir à céder à l'empereur l'Autriche antérieure, elle ne nous eût obligés à nous joindre à elle, pour reprendre la Silésie. Nous nous fussions soumis à cette condition, tant nos affaires nous paraissaient désespérées. Après tout, nous ne faisions rien dans ce cas que le roi de Prusse n'eût bien mérité. L'ombre de satisfaction que recevait l'empereur, diminuait un peu la honte qu'il y avait de nous être bercés de l'idée d'écraser la maison d'Autriche, et d'avoir fait tant de dépenses aussi inutilement. Mais ni la prétention de la reine de Hongrie, ni les intérêts de l'Angleterre, n'y eussent pas trouvé leur compte.

Je reçus ordre de la cour de rejoindre le roi de Prusse. Je partis de Prague avec un passe-port du

prince Charles de Lorraine. J'arrivai à Berlin après avoir passé à Dresde, où je trouvai le roi de Pologne outré contre Frédéric, dans le narré que je lui fis des motifs qui avaient pu engager S. M. prussienne à faire sa paix. « Ajoutez-y encore, me dit-il, la poltronnerie. » Il a appris depuis à ses dépens que cette opinion n'était pas juste. J'arrivai à Berlin, où le roi de Prusse me renouvela les assurances de l'intérêt qu'il prendrait toujours à ceux du roi et de l'empereur. Il était cependant agité des plus vives inquiétudes. Ce n'était pas sans fondement. Les reproches de sa conscience s'y joignaient. Il me semblait les lire dans sa physionomie. Il ne se trouvait bien nulle part, et son humeur avait même quelque chose de farouche.

Cependant Prague était assiégée contre mon attente. J'étais persuadé que les Autrichiens se contenteraient de resserrer la place, et qu'ils ne s'exposeraient pas à la vouloir prendre de force. C'était en effet le parti le plus téméraire, et celui qui devait leur réussir le moins. Il leur en coûta une bonne partie de leur infanterie, sans même avoir pu joindre leur seconde parallèle. Le journal de ce fameux siége est écrit avec toute la vérité possible. On y voit ce que peut la valeur des troupes françaises conduites avec intelligence. Le maréchal de Broglio feignit de s'en rapporter à Belle-Isle, qui, dans cette partie de la guerre, joignait à sa fermeté naturelle, l'expérience de la défense de Lille en 1708.

Je ne parlerai donc de ce siége que pour dire que l'arrivée de l'armée de Maillebois sur les confins de la Bohême obligea le grand-duc à le lever pour aller combattre ce secours, et l'empêcher de se joindre aux maréchaux enfermés. Dans cette occasion, le cardinal fut la dupe d'une négociation que le grand-duc fit entamer par M. de Stainville, son ministre à notre cour, comme l'étant d'un prince particulier point en guerre avec le roi. Maillebois eut ordre de demeurer où il était lors de l'arrivée du courrier qui lui fut dépêché, il obéit, et manqua l'occasion d'entrer plus avant et de battre le grand-duc, dont l'armée était considérablement affaiblie, et l'infanterie entièrement ruinée par le siége qu'il venait de lever, d'ailleurs fatiguée à l'excès; mais dont une multitude de troupes légères empêchaient qu'on ne découvrît la faiblesse. Maillebois, comme je l'ai dit, perdit du temps, et ce ne fut pas sa faute. Il reçut l'ordre de rentrer en *Bohême*, dont il était sorti par la nécessité des subsistances. Il était trop tard : son armée avait souffert; et cette ardeur, qu'on accorde à la nation française lorsqu'on la mène en avant, se trouve être extrêmement diminuée dans le premier mouvement rétrograde. C'est ce que j'ai appris d'officiers très-intelligents, et ce qui s'est justifié par les manœuvres suivantes. Maillebois rentra par sa gauche en Bohême, et enfila un chemin montueux, qui le devenait toujours de plus en plus.

Il avait la rivière d'Égra sur sa droite, et se porta à Hellenbogen; mais il ne put pénétrer fort loin au-delà; il fallut rétrograder, et ce mouvement acheva de perdre l'armée.

Revenons à Prague, et rapportons un fait qui caractérise les maréchaux de Belle-Isle et de Broglio : la reine de Hongrie avait fait les derniers efforts pour reprendre Prague. Tous les chevaux de carrosse avaient été employés à conduire la grosse artillerie, dont le grand-duc ne voulut point être embarrassé, lorsqu'il leva le siége, et qu'il marcha à M. de Maillebois. Il faut remarquer encore que, pendant le siége, on avait mangé à Prague, faute d'autres viandes, les chevaux de cavalerie des dragons, dont il ne restait que deux cents; mais les officiers d'infanterie avaient échangé les leurs contre ceux qu'on menait à la boucherie. M. de Belle-Isle les avait engagés à les donner pour remonter les cavaliers. Des officiers généraux et autres offraient les leurs, de sorte qu'avec ces différents secours, on était en état de monter quatre mille cavaliers ou dragons. M. de Belle-Isle proposa de mettre cette troupe en campagne, de diriger sa marche droit sur l'artillerie autrichienne, qui se retirait lentement avec une très-petite escorte. Ce détachement devait, selon le projet proposé, après avoir pris les chevaux, et jeté dans la Moldaw les pièces de canon qu'on ne pourrait pas conduire à Prague, traverser le cercle de Béchim, entrer en Moravie

jusqu'à Znaïm, lever de grosses contributions, et revenir en Bohême par la droite de l'Elbe, après avoir obligé le pays à apporter les contributions en vivres et en fourrages jusqu'à Prague. En supposant que le projet n'eût pas son entière exécution, au moins eût-on détruit et enlevé l'artillerie des ennemis; et c'est en pareil cas que l'honneur des armes devient d'une ressource solide. Le chevalier de Belle-Isle s'offrait à conduire cette expédition : elle ne pouvait être en meilleures mains. Il avait également de l'audace et de la prudence, et de plus une prodigieuse envie de faire parler de lui; mais ce qu'on aura peine à croire, Broglio s'y opposa : il commandait, et lâcha le discours indiscret que les officiers d'infanterie seraient bien dupes de donner leurs chevaux.

Après avoir fait manquer ce projet, il partit de Prague pour se rendre à l'armée de Bavière par la Saxe, et y porter l'esprit de désordre, et, j'ose le dire, de vertige, avec lequel il avait fait tant de mal en Bohême.

Le maréchal de Belle-Isle, resté seul à Prague, ne s'y vit le maître que lorsque les affaires étaient sans aucunes ressources. Il profita néanmoins du très-court intervalle qu'il y eut entre le départ de l'armée autrichienne et le retour d'un nombre considérable de troupes, sur-tout en Hongrois de toute espèce, pour faire entrer des subsistances dans cette ville. On avait fait un très-gros

achat à Dresde ; il n'en put arriver qu'une très-petite partie. La saison s'avançait et augmentait encore les divers manquements. Les environs de cette capitale étaient absolument ruinés. Les Hongrois et les Autrichiens occupaient tous les postes où il était possible de trouver quelques restes de subsistances ; de sorte que le maréchal se trouvait, avec la plus grande partie de la première noblesse de France, exposé à la disètte la plus affreuse ; mais il trouva des ressources dans son courage, dans son esprit, et dans les lumières de M. de Séchelles. Il conçut le dessein de sortir de Prague avec les débris de son armée. On sait comment il l'exécuta : cette retraite passera toujours pour un chef-d'œuvre parmi les connaisseurs assez équitables pour en peser toutes les circonstances. La postérité l'admirera, et rendra au chef une justice que ses contemporains, envieux et jaloux, lui ont refusée. Cette retraite fut exécutée par un froid si excessif, qu'on ne se souvenait pas d'en avoir vu de pareil, conduisant des bagages et de l'artillerie à travers des défilés et des montagnes. Il fut suivi et attaqué en queue et en flanc par les hussards, qui ne le quittèrent que pour aller se poster et l'attendre sur les deux débouchés qu'ils jugeaient devoir être sa route pour gagner Égra; mais le maréchal en prit un dans le milieu qui leur était inconnu, et arriva sans autre perte que celle que lui avait occasionnée la rigueur de la saison. Beaucoup de soldats et

d'officiers moururent à la vérité à Égra. Le fonds de cinquante-deux mille hommes se trouvait réduit à douze ou quatorze mille. Qui n'eût cru que le maréchal dût trouver un accueil proportionné au service qu'il venait de rendre ? mais ses ennemis avaient prévalu, et Broglio triomphait même en perdant la Bavière. Cependant l'on rendit par la suite justice à l'un et à l'autre : ce dernier fut exilé dans ses terres, et Belle-Isle en fut tiré pour sauver le royaume avec autant de travail et de capacité que de gloire et de succès. Il reparaîtra encore sur la scène avant cette époque.

Cependant je ne cessais de représenter à Berlin que nos disgraces devaient intéresser vivement le roi de Prusse ; que sa ruine serait une suite inévitable de notre humiliation. Non-seulement Broglio abandonna la Bavière, mais encore il repassa le Rhin avec son armée affaiblie, et, pour ainsi dire, atterrée de ses malheurs. Les troupes hongroises qui la suivirent exercèrent des cruautés inouïes, même contre les malades. Le prince Charles tenta de passer le Rhin. Le comte de Saxe fut chargé de s'y opposer dans une partie du cours de ce fleuve. Il s'y prit très-bien, et en homme plein de talents pour la guerre, talents qui ont été mis dans le plus grand jour. S'il y eût joint celui de bon citoyen, il eût mérité par la suite le titre de grand homme. Les ennemis ne réussirent point à passer le Rhin; ils entrèrent en quartiers d'hiver, et nous aussi.

Il convient d'en revenir au personnage que fit le roi de Prusse pendant l'intervalle qu'il y eut entre sa défection, l'évacuation de Prague par les troupes françaises, et sa seconde levée de bouclier. Je parcourrai assez rapidement l'année 1743, qui fut employée de ma part à des représentations sur le besoin où il était de s'intéresser à notre cause, à laquelle sa sûreté et la conservation de ses conquêtes était liées, comme dépendantes en quelque façon de nos succès. Ce prince se bornait dans ces commencements à des vœux dont on ne soupçonnera pas la sincérité; mais il ne perdait pas son temps. Il rétablissait ses troupes qui en avaient grand besoin. Il renouvela son traité d'alliance défensive avec le roi et le royaume d'Angleterre. L'Anglais fit sonner bien haut ce traité, et voulait nous le faire envisager sous un autre point de vue qu'il n'était effectivement. Le roi de Prusse donna ordre à son ministre Podewils de me communiquer les ratifications de ce traité en original. J'avoue que j'eus quelque soupçon qu'on ne me cachât quelque article secret. Je m'en tins cependant aux serments réitérés que me fit Podewils, dont le caractère particulier était fort éloigné du mensonge. La connaissance que j'en avais, l'ayant vu dans tous les cas et dans toutes les circonstances, fit que je ne craignais pas d'avancer à la cour que mon opinion était qu'on accusait juste à Berlin, et que ce traité était innocent. J'ajoutais même qu'il ne servirait

qu'à tromper les Anglais s'ils s'y fiaient. Je combinais le caractère du roi de Prusse, son aversion pour son oncle, avec ses intérêts les plus chers : or, ce prince ne peut être accusé de ne les pas connaître. Je dis même qu'il les suit exactement; mais je crois que, dans cette circonstance, ses vues n'allaient pas beaucoup au-delà de l'affaire présente. Elle était à la vérité assez embrouillée depuis sa défection, pour l'occuper tout entier. J'avançai à la cour que si, contre mon attente, il se trouvait quelque article secret dans le traité, je ne balancerais pas à croire qu'il les tromperait. La jalousie du roi d'Angleterre sur son agrandissement était trop à découvert, ainsi que le desir de l'électeur d'Hanover de jouer le principal rôle en Allemagne. Le roi de Prusse sentait trop bien la nécessité de contrecarrer un émule de cette importance. Il apercevait d'ailleurs la sûreté de ses conquêtes dans le succès du système que la France suivait. Ces réflexions m'engagèrent à rassurer la cour, qui n'était pas sans alarmes, sur ce traité; mais il ne fut pas plutôt conclu, que le roi de Prusse écouta les propositions que je lui fis de former et de se mettre à la tête d'une association avec les princes de l'empire les plus considérables, dont l'objet devait être le rétablissement de l'empereur dans ses états, et le maintien de sa dignité attaquée indécemment par la reine de Hongrie, qui ne voulait rien moins que faire déclarer forcément le grand-duc, son époux, roi

des Romains, et obliger l'empereur Charles VII à abdiquer l'empire. Elle promettait à ce prix la restitution de la Bavière ; la réussite de ces projets ambitieux était la perte infaillible du roi de Prusse.

Lorsque je le pressais d'agir non plus en sous-œuvre, comme j'avais fait autrefois, mais glorieusement et tête levée, en un mot, en prince puissant, ayant à cœur les intérêts de l'empereur et de l'empire, sa réponse était toujours qu'il ne le pouvait seul, et qu'il fallait que nous fissions des efforts en tout genre ; c'est-à-dire que le roi eût de nombreuses armées bien conduites, et qu'il n'épargnât rien pour gagner les princes d'Allemagne : en un mot, il voulait une partie bien liée avant de se déclarer.

Toute cette année 1743 se passa en sollicitations de ma part et en réponses uniformes de la sienne, non cependant sans laisser entrevoir un grand fond de méfiance. Il me parut craindre qu'étant embarqué, nous ne sacrifiassions ses intérêts à ceux de l'empereur et aux nôtres ; qu'en un mot nous ne lui rendissions le tour qu'il nous avait joué en 1742. Il voulait donc pour sa sûreté deux choses également importantes : la première, que l'empire se déclarât à la diète de Francfort, comme arbitre du différend entre l'empereur et la reine de Hongrie, et soutînt son arbitrage par la résolution d'assembler une armée de neutralité, qui eût pour objet d'empêcher l'entrée

des troupes étrangères en Allemagne ; l'autre était que la France déclarât la guerre à l'Angleterre et à la reine de Hongrie. Cette démarche de notre part l'assurait en quelque façon, puisque la France ne serait plus maîtresse de s'accommoder ; et que pour lui, au contraire, il garderait toujours des facilités de se tirer d'affaire, n'ayant levé le masque que sous les drapeaux de l'empire ; mais il s'en fallait bien que ces deux objets ne fussent prêts. Il me semblait que le mal pressait, et qu'il fallait au moins un palliatif, en attendant le remède efficace. Ce fut en vain que je lui proposai d'assembler vingt mille hommes en Westphalie. Je lui représentais les Anglais et les Hollandais prêts à entrer en Allemagne, pour se joindre aux Hessois et aux Hanovriens qui étaient à leur solde, menaçant l'électeur palatin dans ses états de Berg et de Juliers, garantis formellement par lui. Je ne pus parvenir à le mettre en mouvement ; cependant il me paraissait quelquefois ébranlé. Mes raisons, quoique sans réplique, furent combattues par le prince Léopold d'Anhalt, qui fit envisager au roi de Prusse une désertion considérable dans ses troupes ; enfin, soit cette raison ou quelque autre que j'ignore, le roi de Prusse se refusa, non-seulement à ce projet, mais encore à celui de faire assembler des munitions à Magdebourg, et y annoncer une assemblée de troupes sous prétexte de sa grande revue. Cette démonstration eût produit quelque effet. Les alliés de la reine

de Hongrie en eussent immanquablement pris l'alarme, et il est fort douteux qu'ils eussent osé entrer en Allemagne.

Sa position était brillante; une armée nombreuse et complète; ses places en Silésie hors d'insulte et prêtes à s'achever. Sûr de la Russie, qui faisait avec raison son principal objet d'attention; n'ignorant pas l'intérêt qu'il avait au maintien de l'empereur et aux succès de nos armes, mais craignant un accommodement de ce prince avec la reine de Hongrie, lequel, étant forcé, ne pouvait se faire qu'à ses dépens; il pressait l'association, et le roi, de faire des dépenses immenses pour y parvenir.

Il est bon, avant de finir ce qui se passa pendant le cours de 1743, de représenter sommairement l'état en général d'une grande partie de l'Europe.

La czarine Élisabeth venait de monter sur le trône de Russie, par une révolution qu'un moment seul opéra. Ses vastes états étaient auparavant gouvernés par la régente, duchesse de Brunswick, fille du duc de Mecklembourg, et petite-nièce du fameux Pierre Ier. Elle régnait sous l'autorité de son fils au berceau, qui avait été déclaré empereur de toutes les Russies, et à qui tous les ordres avaient prêté serment. Le fameux Biren, duc de Courlande, avait été exilé en Sibérie. Cet homme, né de la plus basse extraction, avait gouverné sous l'impératrice Anne, qui l'éleva à la dignité

de duc de Curlande, et le déclara en mourant corégent avec la duchesse de Brunswick. Sa fierté lui avait attiré l'indignation de toute la nation russe; mais il avait su s'en faire craindre, et tout tremblait devant lui pendant le règne d'Anne. Le général Munich, qui avait bien servi à la tête de l'armée russe contre les Turcs, homme fier et courageux, offrit à la régente d'arrêter le duc de Curlande. Ce fut avec raison qu'on regarda cet événement comme une de ces révolutions si communes en ce pays-là.

La princesse Élisabeth, à qui le trône appartenait, selon les lois établies par Pierre Ier et reçues dans l'État, excitée et aidée par Lestock, son chirurgien, conduite par Woronzow, son écuyer, et par un lieutenant des gardes, dont j'ignore le nom, coiffée d'un bonnet uniforme des gardes, se présenta et se fit reconnaître aux différents corps-de-garde, fit arrêter la régente, le prince son mari, et le petit Ywan empereur. Ce fut l'ouvrage de deux heures. A la pointe du jour, elle fut proclamée impératrice. Munich et Osterman arrêtés et condamnés à perdre la tête, conduits sur l'échafaud, et la peine commuée en un exil en Sibérie, il n'y eut pas une goutte de sang répandu.

Le marquis de la Chétardie, ambassadeur de France, avait eu la principale part à cette révolution. Il réussissait à la cour de la princesse Élisabeth et lui fit même trouver le premier argent dont elle avait besoin. La confiance de cette princesse

paraissait entière, et l'on avait lieu de s'attendre qu'il disposerait de ses sentiments. Elle annonçait déja une grande inclination pour la France. La Chétardie était lié avec Lestock. Ce fut sur leur avis que Bestucheff fut fait vice-chancelier, et mis à la tête des affaires. Ils ne tardèrent pas l'un et l'autre à s'en repentir. Ce fut inutilement qu'ils sollicitèrent son déplacement. Notre ambassadeur, à qui je fis quelques espèces de reproches de ce qu'il avait contribué à mettre cet homme en place, me dit que pour-lors il était le seul en Russie qui eût quelque teinture des affaires. La France et le roi de Prusse n'ont pas eu depuis d'ennemi plus déclaré et plus opiniâtre. Les lettres qu'il écrivait aux ministres étrangers dans les différentes cours, étaient opposées à ce que la czarine promettait, et à ce qui paraissait être ses véritables intentions. Malgré cela, le parti français dominait; celui de la cour de Vienne était abattu. Le marquis de Botta, son ministre, homme vain, inhabile, mais fin et hardi à l'italienne, ne put supporter la perte de son crédit. Tout-puissant sous la régente, il n'était plus rien sous ce nouveau gouvernement. Il cabala, et, après avoir chargé la mine, il produisit son rappel qu'il avait obtenu de la reine de Hongrie. Il fut envoyé à Berlin. C'est où il se trahit devant M. de Podewils et moi sur l'état actuel de la Russie. J'avais envie de le faire parler. Je commençai par lui contester ce qu'il avançait, afin d'émouvoir sa présomp-

tion ; et j'affectai de finir par le croire, en louant ses connaissances sur la Russie. Botta, pour justifier la confiance qu'il croyait m'inspirer, se lâcha encore plus, et m'annonça une révolution prochaine en ce pays, en appuyant sa prédiction sur l'indisposition où il avait vu un grand nombre de personnes. Mon premier soin, à la suite de cette conservation, fut d'en donner avis à Dalion, ministre du roi à Pétersbourg depuis le départ de M. de la Chétardie. Cet avis fit ouvrir les yeux à la czarine, qui était au moment d'envoyer quelqu'un à Berlin pour surprendre Botta et tirer de lui quelques circonstances, lorsqu'elle eut des indices plus certains de la conspiration. La femme de Bestucheff, grand-maréchal de la cour, frère du vice-chancelier, était à la tête; elle fut condamnée au knouth et à avoir la langue coupée, puis envoyée en Sibérie. Le marquis de Botta, accusé, fut renvoyé de Berlin, comme auteur de la conspiration.

Cet état de la cour de Russie tranquillisait le roi de Prusse, en ce qu'il la voyait pour jamais éloignée de la cour de Vienne.

La Suède n'était pas dans un état à être regardée avec quelque considération, non plus que le Danemarck, qui d'ailleurs était dans notre alliance par des subsides.

La Hollande était alors dans la plus grande dissension. Le parti anglais y dominait. Cependant, malgré le bon sens et la raison, il entraînait

cette république dans la guerre, et préparait insensiblement la révolution qui s'en est suivie.

L'empereur chassé de ses états et retiré à Francfort; sa petite armée en quartier en Franconie par accommodement; l'armée du roi ayant repassé le Rhin, et obligée de défendre ses frontières; les Anglais et Hollandais, joints à quelques Autrichiens, dans le dessein de porter la guerre en Flandres.

En Allemagne les princes ecclésiastique dévoués à la cour de Vienne; le roi de Pologne, électeur de Saxe, venant de renouveler un traité d'alliance avec elle; traité qui fut le prélude de celui qui fut signé à Warsovie en opposition à l'association faite en faveur de l'empereur. Les suites de ce dernier traité coûtèrent cher à la Saxe, qui haïssait et craignait également le roi de Prusse. Cet électorat était gouverné par un ministre tout-puissant, vendu et dévoué à la cour de Vienne.

Je fais ce tableau en raccourci, uniquement pour représenter les circonstances où se trouvait le roi de Prusse en 1743, avant d'entamer les événements de l'année suivante, qui fut l'époque de la seconde levée de bouclier de ce prince. Je ne puis cependant me dispenser de faire quelques réflexions sur la politique qu'il semblait avoir adoptée de préférence. C'était de tout mettre en usage pour prolonger la guerre, espérant trouver sa sûreté et celle de ses conquêtes dans l'épuisement général des parties belligérantes.

Cette politique me parut fausse dans le temps, et me le paraît encore à-présent, quoique justifiée par l'événement, puisque après tout elle n'était fondée que sur l'entêtement de la reine de Hongrie et celui du roi d'Angleterre. Cette princesse ne pouvait-elle pas être ramenée à ses véritables intérêts, faire la paix avec l'empereur, lui céder l'Autriche antérieure, petit objet pour elle, et exiger de ce prince et de nous l'abandon du roi de Prusse, sur qui elle eût repris la Silésie, et n'eût pas manqué de secours pour y parvenir? Selon moi, il était important à ce prince de rentrer en guerre sous le prétexte de rétablir l'empereur dans ses états et sa dignité, mais uniquement pour procurer la paix, et en devenir pour ainsi dire l'arbitre. Il fallait pour cela n'avoir que ce point de vue, et n'envisager aucune espèce d'agrandissement, si ce n'est celui de son crédit, de sa gloire et de sa considération.

Sa conscience timorée l'inquiétait. Il nous était manqué de parole; il craignait la représaille. Enfin il ne se détermina à agir que lorsqu'il nous vit engagés sans retour par les déclarations de guerre que le roi jugea à propos de faire au roi d'Angleterre, électeur d'Hanovre, et à la reine de Hongrie.

Le monarque anglais réclama les secours promis par son traité d'alliance avec le roi de Prusse. La réponse de ce prince fut qu'il ne voyait point encore le royaume d'Angleterre attaqué; que,

quand il le serait, il marcherait lui-même à la tête de trente mille hommes pour lui porter des secours efficaces ; qu'au reste, le *casus fœderis* n'existait pas, puisque la France avait été forcée à cette déclaration de guerre par des outrages affectés et réitérés qu'elle avait éprouvés de la part des Anglais. On peut bien penser que cette réponse ne plut pas à lord Hindfort. Ce fut au mois d'avril 1744, qu'elle fut donnée.

Je renvoie à mes lettres de ce temps (1), où l'on verra une espèce de changement dans le portrait que j'ai fait du caractère du roi de Prusse ; on y verra aussi la négociation du mariage de la princesse Ulrique, sa sœur, avec le prince désigné successeur au trône de Suède, et l'envoi du comte de Rottembourg en France, sous le prétexte de ses affaires domestiques, mais en effet pour y négocier les conditions de la levée de bouclier qu'il méditait.

Avant de partir, Rottembourg vint chez moi pour me sonder sur les dispositions de notre ministère à l'égard du roi son maître, et pour savoir ce que je pensais sur les opérations à faire. Son

(1) A la suite de la correspondance, le lecteur trouvera, dans deux Mémoires particuliers, les documents qui ont rapport à ce renvoi. Quant aux lettres de M. de Valori, elles se trouvent aux archives *des affaires étrangères*.

(*Note de l'Éditeur.*)

début fut de me prévenir sur ce qu'il fallait *du grain à son oiseau.* Qu'est-ce que vous voulez lui donner, ajouta-t-il? C'est sur quoi, lui répondis-je, je ne puis donner d'avis, puisque je n'ai rien à offrir, n'étant point instruit. Mais ayant depuis long-temps médité sur les avantages que pouvait retirer sa majesté prussienne en prenant hautement et avec force le parti de l'empereur, et j'ose dire celui de toute l'Allemagne, il m'a paru que celui qui devait le couvrir de gloire et en faire un héros de tous les siècles, était celui de cacher ses vues d'intérêt et d'agrandissement, sous le glorieux prétexte de rendre à la dignité impériale tout son lustre, et de devenir le pacificateur de l'Europe. Mon avis serait donc, lui continuai-je, de mettre cinquante à soixante mille hommes en Silésie sous des chefs sûrs, d'assembler sous Magdebourg quarante mille hommes de ses meilleures troupes, de marcher à leur tête à travers toute l'Allemagne, de subsister aux dépens des princes qui auraient refusé d'entrer dans l'association, de les y contraindre et se faire joindre par les troupes des princes qui y avaient adhéré, de traverser toute la Franconie, et d'appuyer sa gauche au Danube; il couperait par-là l'armée autrichienne des états héréditaires. C'est dans cette position qu'il déclarerait vouloir la paix et le rétablissement de l'empereur dans ses états; qu'il déciderait cette grande question conjointement avec les princes ligués, et ceux de l'Alle-

magne qui voudraient s'y joindre; qu'en même temps les troupes qu'il aurait en Silésie entreraient en Bohême ou en Moravie, selon la bonne ou mauvaise conduite de la Saxe, non bien avant, mais assez pour vivre grassement aux dépens de ces deux provinces dont il occuperait les frontières.

Rottembourg fut convaincu, mais non persuadé, parce qu'il savait que le projet du roi son maître était d'entrer avec toutes ses forces réunies en Bohême. Il me dit naturellement qu'il ne voyait pas dans mon exposé ce qui demeurerait à son maître après l'exécution de mon projet; qu'il lui fallait quelque chose et même de bon pour le dédommager; que j'avisasse donc à ce que la France consentirait qu'il gardât de ses conquêtes, qu'elle devait lui garantir. Je lui répondis que, n'ayant aucune instruction sur une matière aussi grave, il y aurait une coupable imprudence à moi de m'avancer autant qu'il le demandait; mais que j'étais persuadé que le roi son maître garderait ce qu'il voudrait; que notre intérêt ne trouvait rien qui s'opposât à son agrandissement, sur-tout aux dépens de la cour de Vienne; qu'allant en France, il traiterait cette matière à fond. Je lui ajoutai qu'à tout événement je le priais de se souvenir de ce premier projet, sur lequel je m'étendis plus que je ne fais ici. Je crois encore qu'il était immanquable; qu'il eût fait trembler la Saxe, et l'eût contenue dans les bornes d'une exacte neutralité, si le roi de Prusse n'eût

pas exigé davantage. Nous verrons dans la suite si mon conseil était bon, et si le roi de Prusse n'a pas eu lieu de se repentir de ne l'avoir pas suivi. L'avidité a pensé le perdre ; tant il est vrai que les grands princes ne doivent rieu ménager avec plus de soin que les prétextes désintéressés de lever l'étendard. Quelles qu'en soient les suites, elles ont toujours une face glorieuse. Nous verrons ce prince gagner trois batailles dans la même campagne, devenir maître de Dresde et de toute la Saxe, mettre le roi de Pologne en fuite, et n'en retirer d'autre fruit, que de faire une paix précipitée, qui l'a laissé avec beaucoup moins de troupes et d'argent.

J'ai représenté plus haut la situation de ce prince, eu égard à la politique. J'ai dit qu'il paraissait sûr de la Russie. Avec l'amitié de cette puissance, il pouvait contracter des engagements contre la cour de Vienne, dont la Russie avait lieu de se plaindre. La Chétardie était retourné sur les instances réitérées de la souveraine qu'il avait tant contribué à élever au trône. Il y alla plein d'espérances qui paraissaient les mieux fondées, de culbuter un ministère dont les mauvaises dispositions à notre égard avaient rendu son retour nécessaire. Il ne voulut point passer par Berlin, et prit son chemin par le Danemarck et la Suède, chemin plus long et plus dangereux. Sa vanité avait souffert de l'accueil assez froid que lui avait fait le roi de Prusse à son premier

passage. Le caractère de ce ministre était la hauteur et la présomption. Il jouait merveilleusement le grand seigneur. Il se vanta, à son arrivée à Copenhague et à Stockholm, de déplacer à son arrivée Bestucheff, qui, étant averti, prit ses mesures.

La czarine aimait la Chétardie, mais cette princesse, plus adroite que reconnaissante, lui donna des marques extérieures de son affection qui enflèrent notre ambassadeur; elle l'amusa pendant quelque temps, et ne déplaça pas son ministre. C'était cependant le prix que la Chétardie avait mis à son retour en Russie, et celui qu'il mettait encore à la remise de ses lettres de créance avec le titre d'impératrice que la France seule avait différé de lui donner jusque-là. La cour alla à Moscou. La Chétardie suivit sans caractère. Bestucheff, offensé et craignant l'exil, mit tout en usage pour avoir son chiffre. Il en vint à bout, et présenta à sa maîtressse une lettre que l'ambassadeur écrivait à la cour. Il est à présumer qu'on y ajouta tout ce qu'on jugea propre pour émouvoir cette princesse. Dans cette lettre, la Chétardie s'expliquait sur son compte dans les termes les plus injurieux. Elle fit un voyage sous prétexte d'un pélerinage, dont on ne le nomma point. En conséquence des ordres qu'elle laissa, il fut arrêté et conduit avec une garde hors de ses états. J'ai observé qu'il n'avait point pris de caractère. Ainsi le droit des gens ne fut point

violé, puisqu'il n'était à Moscou qu'en qualité de courtisan. Chemin faisant, il fut dépouillé de l'ordre de Russie et du portrait de la czarine. Les Russes le regardèrent comme un particulier, qui payait d'ingratitude les bienfaits de la souveraine. Cette princesse eut soin de faire publier dans toutes les cours où elle avait des ministres, que cette affaire était personnelle à M. de la Chétardie, et qu'elle n'altérait en rien la bonne harmonie qui subsistait entre les cours respectives. C'est ce qui rassura le roi de Prusse, que cette expulsion avait inquiété.

Il se négocia et se conclut à Warsovie une alliance entre les cours de Vienne, de Saxe et d'Angleterre, en opposition à l'association de Francfort; c'est ce qu'on en sut à Berlin, sans en avoir les articles secrets. L'on s'occupa des noces de la princesse Ulrique avec le prince désigné successeur au trône de Suède. Les fêtes se succédèrent rapidement. La princesse partit; le roi de Prusse alla se mettre à la tête de la colonne de ses troupes, qui devaient traverser la Saxe pour aller en Bohême. Cette colonne était de trente mille hommes; vingt-cinq autres mille passaient par la Lusace, conduits par le prince Léopold d'Anhalt, et les vingt-cinq autres mille par la Silésie, aux ordres du maréchal de Schwrin. Ces différents corps avaient leur rendez-vous sous Prague. Les Saxons furent étonnés de cette démarche, qu'ils qualifiaient d'irruption indécente; quoi-

qu'elle eût été précédée, de peu de jours à la vérité, de lettres réquisitoriales de l'empereur, comme de troupes auxiliaires à lui. Les Saxons ne s'en plaignirent pas moins tout haut, quoiqu'avec peu de justice, puisqu'en 1714 ils en avaient absolument usé de même pour porter des troupes à Stralsund, et y accabler Charles XII, roi de Suède.

Le roi de Prusse eut une entrevue avec le duc de Weisenfelds, qui commandait les troupes saxonnes. Le roi de Pologne était pour-lors à Warsovie. Le roi de Prusse proposa des avantages, si la Saxe voulait s'unir à lui pour rétablir l'empereur. Ils furent refusés sous différents prétextes. Les Saxons prétendaient avoir été abandonnés en 1742, et conséquemment ne pouvoir se fier à ce prince. Quelques-uns lui proposèrent de ne pas insulter à demi cette puissance, de la désarmer et de dissiper ses troupes. Il le pouvait; mais ce conseil lui répugna, non assurément par égard pour ce voisin qu'il n'aimait pas, mais par la crainte que cette violence n'indisposât l'empire contre lui. Il est cependant très-réel que l'axiome, de ne pas insulter à demi, se trouvait applicable à la circonstance. Je ne serais pas étonné non plus qu'il eût méprisé cette puissance plus qu'il ne devait. Il continua sa marche, et se fit suivre de son artillerie qui remontait l'Elbe. Il assiégea et prit Prague en peu de jours. La garnison de cette capitale de la

Bohême consistait en trois ou quatre bataillons de troupes réglées, et environ onze à douze mille hommes de milice du pays. Prague se rendit, et les troupes furent prisonnières de guerre. Il y trouva peu d'hommes assez grands et bien faits pour les mettre dans ses troupes, selon son usage. Le reste de ces milices fut renvoyé dans le pays.

Le général Barthiani, qui commandait un petit corps d'Autrichiens, destinés à contenir le Haut-Palatinat et la Bavière, était rentré en Bohême à la première nouvelle de l'irruption du roi de Prusse en ce royaume. L'Autrichien s'avança jusqu'à Béraun : un détachement de l'armée prussienne partit pour aller s'emparer de ce poste. Il s'y passa une affaire assez chaude. Les Prussiens n'y entrèrent point, et Barthiani se retira. Il se replia sur ses derrières, pour se mettre à portée d'attendre, sans être défait, le prince Charles qui s'acheminait avec la plus grande diligence, après avoir repassé le Rhin, plus heureusement qu'il n'avait dû l'espérer. Je ne parle point de cet événement. Son importance mérite assez que des témoins oculaires et éclairés peignent nos malheurs, et représentent nos fautes à la postérité. L'extrémité où se trouva le roi à Metz, servit de motif ou de prétexte à des manœuvres, que les officiers les moins intelligents frondaient avec justice.

Le prince Charles avait passé le Rhin dans les commencements de la campagne assez près de

Lauterbourg. Seckendorff, qui commandait l'armée de l'empereur, le trahissait. Il ne voulut pas culbuter dans le Rhin douze mille hommes d'infanterie hongroise, qui avait passé ce fleuve dans des barques. Le traître avait consenti à toutes les dispositions pour cette attaque avec un zèle affecté. Tous les dragons de l'armée du maréchal de Coigni étaient pied à terre et commandés par le comte de Coigni, lieutenant-général. La disposition était faite, on n'attendait que le dernier ordre pour s'ébranler et marcher aux ennemis. Il faut observer qu'il n'était que neuf heures du matin, quand il ordonna à son armée de se retirer en arrière, sous prétexte que les ennemis étaient trop en force. Mais on a su à n'en pouvoir douter que leurs ponts ne furent achevés et en état qu'à cinq heures du soir. Ainsi Seckendorff n'avait affaire qu'à cette seule avant-garde, qui avait passé dans des barques. Il l'eût écrasée avec facilité, s'il n'avait pas trahi une cause pour laquelle il affectait un zèle qu'il n'avait jamais eu.

Les Autrichiens se présentèrent devant Lauterbourg que Jonsac, lieutenant-général, qui avait commandé dans la province en l'absence du maréchal de Broglio, avait rendu sans coup férir, aussi bêtement que lâchement. Par la position que les ennemis prirent, ils nous mettaient dans la nécessité de forcer nos lignes pour rentrer en Alsace. Le maréchal de Coigni y accourut avec la plus grande diligence, et fit attaquer Weissem-

bourg, qui faisait la gauche de ces lignes, en même temps que le traître de Seckendorff (1) devait faire attaquer le village des Picards avec ses Bavarois. Weissembourg fut emporté, mais Seckendorff balançait à son poste, et se fût retiré, comme au bord du Rhin, si Mortagne, qui servait dans l'armée impériale, ne se fût chargé de l'expédition, presque malgré son général. Il en vint à bout, et reçut sept coups de fusil dans ses habits, et une blessure légère au bras. L'armée française eut la facilité de gagner Strasbourg, laissant cependant les ennemis maîtres de la Basse-Alsace.

Le roi vola au secours de sa frontière envahie.

---

(1) Fragment d'une lettre de Frédéric, encore prince royal, à Suhm, du 15 novembre 1737. — « Vous serez sans doute « informé de la chûte de Seckendorff, juste punition de toutes « les méchancetés et de toutes les mauvaises actions qu'il a « commises : à la fin il a son tour ; et après avoir été, pendant « un temps infini, l'idole de la fortune, il devient la proie de « ses ennemis dans la décrépitude. On l'accuse de choses hor- « ribles, et toutefois vraisemblables, puisqu'elles ont beau- « coup de rapport avec son caractère. On l'accuse d'avoir laissé « manquer de tout l'armée impériale pour assouvir son ava- « rice sordide. Il n'y a pas d'exactions qu'on ne lui impute. Ses « ennemis rejettent sur lui le mauvais succès de la dernière « campagne ; la p......... anime tous les dévots contre lui, à « cause de la religion. Après tout, il me fait pitié. Il est vrai « qu'une prospérité continuelle avait rendu Seckendorff d'une « hauteur insupportable ; *il est vrai que tous les chagrins qu'il « m'a causés, méritent rétribution.* »

(*Note de l'Éditeur.*)

Il partit de Flandre avec un puissant secours, qui, joint à l'armée du Rhin, donnaient à nos troupes une grande supériorité sur les ennemis. Mais Dieu permit que ce prince tombât malade à Metz et y fût à toute extrémité, au point que tout ce qui était dans sa chambre en sortit fondant en larmes, le croyant mort; une crise heureuse le rendit à nos vœux.

Le maréchal de Noailles commandait cette armée rassemblée. Il s'avança aux ennemis, dont la retraite était résolue par les ordres de la reine de Hongrie, qui rappelait son armée au secours de la Bohême. Le maréchal de Noailles balança, et lui laissa repasser le Rhin sans aucune perte. Cette faute énorme faite, il restait encore la ressource de la suivre, et de retarder au moins son arrivée en Bohême. Seckendorff alla passer le Rhin à Philisbourg, dans le dessein, disait-il, de suivre les Autrichiens; mais il le fit si mollement, que leur marche n'en fut point interrompue.

Le roi de Prusse, de son côté, fit de grandes fautes. Il ne prit point le seul bon parti qu'il y avait pour se rendre maître de la Bohême, et empêcher la jonction des Saxons aux Autrichiens, et la retraite de ces derniers en Bohême par la Moravie.

Le feld-maréchal de Schwrin ouvrit l'avis de porter quarante mille hommes, le roi à leur tête, à Pilsen, de pousser Barthiani au-delà des gorges des montagnes, de détacher dix mille hommes

pour s'emparer de Budweiss et Tabor, qui, après l'expédition qui ne pouvait durer, se seraient portés à Piseck, prêts à rejoindre l'armée du roi au premier signal; d'envoyer douze ou quinze mille hommes faire le siége d'Egra, et attendre, dans cette position, le prince Charles, qui alors, ne voyant pas de possibilité de passer les montagnes, se serait jeté dans le Manansberg au bout du Danube, pour tâcher de pénétrer du côté de Budweiss, sinon de suivre son chemin pour gagner la Moravie.

J'eusse ajouté à ce conseil, si j'y avais été, celui d'ouvrir Prague par les deux côtés, et de ne laisser qu'une garnison dans le Wischerad. Il est à présumer que les Saxons n'eussent jamais osé se joindre aux Autrichiens; le roi demeurait maître de la Bohême; mais cédant à des principes généraux, dont il ne sut pas faire l'application aux circonstances où il se trouvait, il ne voulut pas diviser son armée. Il le pouvait cependant sans risque, parce que, par les positions que je marque, son armée se joignait en peu de temps, de quelque côté qu'ils tournassent, et qu'il n'avait pour lui aucun ennemi en tête. Le parti qu'il prit, fut à mon sens le plus mal raisonné : il laissa une forte garnison dans Prague, s'achemina avec le reste de son armée pour passer la Zazawa, et, avec tout le gros corps, occuper Budweiss et Tabor. Son avant-garde fit seule l'opération, qui fut finie avant que l'arrière-garde n'eût achevé

de passer la Zazawa. Il s'enfourna dans ces cercles fameux où il perdit un temps, toujours précieux à la guerre, mais beaucoup plus encore dans la circonstance où il se trouvait; car les Autrichiens eurent celui de rentrer en Bohême sans la plus légère résistance; de plus, les Saxons se joignirent à eux au nombre de seize mille hommes, aux ordres du duc de Weisenfelds.

Les Autrichiens, fortifiés de ce renfort, se portèrent sur les bords de la Moldaw, prirent un poste prussien, qui était à Thim, et, par leurs troupes légères, coupèrent au roi de Prusse toute communication avec la garnison qu'il avait laissée à Prague. Si cette communication ne fut pas totalement interceptée, elle fut rendue si difficile, qu'on fut très-long-temps à Berlin sans avoir aucune nouvelle de l'armée. L'inquiétude y était d'autant plus grande, qu'on pouvait présumer par la manœuvre du roi qu'il ignorait ou avait ignoré trop long-temps la jonction des Saxons. Ce prince dut être étonné de voir l'armée combinée en disposition de passer la Moldaw, et de se porter sur lui, ce qu'elle fit. Il se retira dans le dessein de repasser la Zazawa. Les ennemis le suivirent de près, et lui rendirent ses subsistances très-difficiles. Il tourna ses pas vers la Zazawa, résolu de la passer et de se camper à Kuttemberg, camp qu'il connaissait pour l'avoir occupé après la bataille de Czaslau. Les ennemis marchèrent de si près sur lui qu'il fut au moment de les at-

taquer. C'était l'avis du maréchal de Schwrin ; mais l'incertitude du succès et les conséquences d'un événement malheureux effrayèrent le roi de Prusse, qui, trouvant les ennemis postés trop avantageusement, continua de se replier sur la Zazawa, qu'il repassa avec une grande diminution de ses troupes, où les maladies et la désertion avaient commencé à faire de grands ravages.

L'armée autrichienne continua à le suivre, et passa la même rivière. Par cette manœuvre audacieuse, le roi fut en quelque façon forcé de passer l'Elbe, et de prendre des postes le long de ce fleuve, qui dans ce lieu est guéable en cent endroits. Par cette position, ce prince avait recouvré une communication, quoique difficile avec sa garnison de Prague. Sa gauche tirait vers Pardubitz, où était encore un reste de subsistances. Il avait un assez gros corps à sa droite vers Colin, de sorte que cette petite armée tenait une assez grande étendue de pays.

Les ennemis, et sur-tout les Saxons, qui voulaient s'approcher de leur pays, résolurent de passer l'Elbe, et couper entièrement cette communication avec Prague ; de rejeter en Silésie cette armée prussienne, qui y était forcée par la difficulté de subsister, et de se maintenir dans la petite partie de la Bohême qu'elle occupait. Ils passèrent l'Elbe sans beaucoup de résistance entre Colin et Pardubitz. Le corps prussien, qui était en ce premier endroit, fut forcé de prendre un

grand tour, pour rejoindre le corps de l'armée, qui souffrait beaucoup de la dissenterie et du manque de subsistances. Elle était tellement diminuée, que les ennemis crurent le roi de Prusse sans ressource, et fondèrent sur cette opinion les plus grandes espérances pour la campagne suivante. C'est la façon de calculer autrichienne.

La garnison de Prague isolée, diminuée en nombre et répandue dans cette grande ville, hors d'état de faire face aux ennemis du dehors qui s'avançaient vers elle, fut fort embarrassée. Elle avait aussi tout à craindre du dedans. Le nombreux peuple de cette ville avait été traité outrageusement, les principales maisons pillées, malgré la capitulation. L'officier général, qui commandait cette garnison, était de ceux qui, comme il s'en trouve beaucoup dans les troupes prussiennes, avaient plu au feu roi par une application peu commune aux petits détails des troupes et de la discipline, mais sans aucune idée des devoirs d'un officier général, qu'autant qu'ils étaient applicables à ces mêmes devoirs, dont je viens de parler; de ces gens, en un mot, qui ne sont propres qu'à tenir un régiment en ordre. Il reçut l'ordre de son maître d'abandonner cette place, et d'en faire sauter quelques bastions en différents endroits. Ce dernier ordre fut mal exécuté par le peu d'habileté du chef des ingénieurs. La garnison sortit par une porte, en même temps que les ennemis entraient par l'autre. Il s'y joignit

un grand nombre de bourgeois et environ cinq ou six cents Prussiens, qui désertèrent, et tirèrent le canon des remparts sur les troupes qu'ils venaient d'abandonner.

Cette garnison s'achemina vers Leutemeritz. Elle prit sur sa droite par un chemin très-montueux. Avec des peines incroyables elle parvint à gagner les montagnes de la Silésie, en passant sur quelque coin de la Haute-Lusace. Le roi de Prusse vit avec douleur que cette armée, qui se trouvait de quatre-vingt mille hommes bien complets et bien effectifs devant Prague, était réduite à un tiers. Les Saxons hivernèrent dans les cercles de la Bohême, au plus près de leur pays. Les Autrichiens s'approchèrent de la Moravie, et inondèrent la Silésie de Hongrois de toute espèce. On peut juger du chagrin du roi de Prusse et de son embarras, par la comparaison de son état à celui où il s'était trouvé lors de la prise de Prague. Après s'être vu à la tête de quatre-vingt mille hommes, plein des plus grandes espérances de gloire et d'intérêt, maître d'un grand royaume, se trouver réduit à un petit nombre de troupes harassées, dans la nécessité de défendre son propre pays, c'était pour lui une étrange mortification. Il n'en parut cependant pas trop abattu. Il fit les dispositions qu'il crut les plus convenables à l'état de ses affaires, et revint à Berlin. Le vieux prince d'Anhalt vint prendre le commandement de ses troupes qu'il acheva d'écraser

par des fatigues et des marches continuelles dans une saison rigoureuse. Ce vieux général marcha aux ennemis qui s'étaient avancés dans la Haute-Silésie, et ne voulut pas les combattre. Il se contenta de les voir reculer, et rentra dans ses quartiers, non pour donner du repos aux troupes, mais pour les tenir dans un continuel mouvement, aussi inutile que dommageable. Le roi de Prusse fut effrayé de tout ce qu'il en apprenait. Il partit de Berlin par le plus grand froid, pour se rendre à Neiss et voir de près ce qui se passait. Je le vis le soir qui précéda son départ. Son agitation perçait à travers les efforts qu'il faisait pour la cacher. Il se plaignit à moi du malheur qu'il avait de n'avoir pas un officier général sur lequel il pût compter, et il entra dans des détails auxquels je ne devais pas m'attendre. Il ne me peignit pas ses chefs fort en beau. Le maréchal de Schwrin était, me disait-il, de la plus fine valeur, mais il aimait trop son plaisir, et n'avait aucune aptitude à faire subsister les troupes. Le prince Léopold, au contraire, entendait merveilleusement cette partie, mais à tous autres égards était un c.... : c'est son terme. En rendant pleinement justice à ce dernier, j'estime qu'il se trompait sur Schwrin. Le défaut de ce général était de dire son sentiment sans aucune espèce de ménagement. L'art d'intéresser l'amour-propre était nécessaire auprès d'un tel maître, et il ignorait cet art. Le roi partit, et revint moins mécontent.

Tout ce que j'ai écrit ci-dessus de cette campagne, n'est point comme témoin oculaire. Je m'étais cependant disposé à suivre le roi de Prusse dans cette expédition. Je ne sais pas quelles furent ses raisons; mais il ne le voulut pas. Il me fit depuis l'honneur de me dire qu'il en avait été bien fâché. Ce prince justifia dans la suite, par sa manière de penser et d'agir, qu'une suite non interrompue de prospérités ne saurait corriger les hommes de leurs défauts; ce qui n'appartient qu'à l'adversité. Il eut moins de présomption, il écoutait; ses réponses étaient plus douces et moins tranchantes. Il n'y eut personne qui ne s'aperçût de ce changement. Il venait d'essuyer ses premières traverses. La touche était un peu forte. Mais, comme je l'ai dit, il n'en fut point abattu; enfin il parut s'apercevoir du besoin que tous les hommes ont les uns des autres.

Avant de parler d'un événement, qui a eu les suites les plus fâcheuses, je veux dire l'arrêt du maréchal de Belle-Isle dans le pays d'Hanover, il sera bon de représenter la situation des affaires de l'empereur, et les opérations de l'armée du roi, qui fit en personne le siége de Fribourg, après avoir envoyé le chevalier de Belle-Isle s'emparer des villes frontières qui composent avec Fribourg et Brisack ce qu'on appelle communément l'Autriche antérieure. Le siége de Fribourg fut long, et, selon ce qui m'a été dit, mal conduit. La saison avancée et les pluies con-

tinuelles furent le principal obstacle que l'armée trouva. Le commandant autrichien, contre toutes sortes de règles, sortit lui-même pour capituler. Il rendit la ville et les châteaux. Cette expédition ne fut point du goût du roi de Prusse, mais elle nous était nécessaire, puisqu'elle assurait la Haute-Alsace. Si elle eût moins duré, et que l'armée eût été en meilleur état, je crois qu'on se fût déterminé à ce que le roi de Prusse désirait. C'était de prendre des positions en quartiers d'hiver, qui eussent fait trembler le roi d'Angleterre pour son pays d'Hanover.

L'armée de l'empereur, sous les ordres de Seckendorff, était rentrée en Bavière, qu'elle avait reprise à l'exception de Passau et de Scharding. Charles VII retourna à Munich. L'impatience de ce bon prince de quitter Francfort était sans égale. Il y périssait d'ennui et de déplaisir. Seckendorff arrangea les quartiers d'hiver de l'armée impériale, et, selon sa disposition, une grande partie fut poussée jusque dans le pays de Salzbourg, tandis que les Autrichiens étaient maîtres de la partie principale du cours de l'Inn, par conséquent de passer cette rivière en force, couper les Bavarois, et les défaire en détail avant qu'ils eussent le temps de se rassembler. C'est ce qui ariva à l'ouverture de la campagne suivante, comme l'avait prédit Mortagne, qui improuvait fort cette position. Il représenta son danger à l'empereur, mais inutilement. Ce prince crut

que l'humeur faisait parler Mortagne. On attendait le maréchal de Belle-Isle pour décider cette grande question. Mortagne me démontra par la suite, papier sur table, la vérité de ce qu'il m'avançait, et que les troupes impériales étaient placées par le plus malhabile ou le plus perfide des hommes; or, il est certain que Seckendorff n'était pas malhabile.

Le maréchal de Belle-Isle, qui était le pivot sur lequel tournaient toutes les dispositions, fut envoyé à Berlin pour se concerter avec le roi de Prusse sur les opérations de la campagne suivante. Il m'annonça son arrivée en m'envoyant son itinéraire. Le roi de Prusse avait en lui une grande confiance, et elle n'eût fait certainement qu'augmenter à la suite des disgraces qu'il avait éprouvées. Le maréchal traversa toute la Franconie, et se rendit à Cassel. Je ne sais quelle raison l'engagea d'éviter de passer par Leipzig. Il suivit une route que lui avait donnée le prince Guillaume, Stadt-Halter du pays de Hesse. Cette route était signée de ce prince et scellée de ses armes : elle le conduisit à Elbingerode, où il fut arrêté avec le comte de Belle-Isle, son frère, et toute sa suite, par le baillif de cet endroit à la tête des paysans. La régence d'Hanover prétendit n'avoir point donné cet ordre. Il m'a cependant été assuré de très-bonne part qu'elle avait posté des dragons hanovriens sur les confins de la Saxe, résolue de l'arrêter quelque part où il passerait. Le maréchal

croyait éviter et Saxe et Hanover en suivant la route que le landgrave lui avait indiquée. Il fut traité indignement, conduit dans un château et gardé à vue. Munickausen, chef de la régence, qui, peu de temps avant, lui avait fait bassement sa cour à Francfort lors de l'élection de l'empereur Charles VII, et du séjour d'une armée française en Westphalie, le traita avec dureté, jusqu'à lui refuser de faire passer une lettre ouverte à sa femme, dans laquelle il ne lui parlait que de l'état de sa santé.

Je n'appris point cet événement sans une peine extrême (1). Toutes les conséquences s'en présen-

---

(1) *Lettre du maréchal prince de Belle-Isle à M. le marquis de Valori.*

Neuhoff, le 21 décembre 1744, à 9 heures du matin.

V. E. sera sans doute déja informée que j'ai eu le malheur d'être arrêté hier au soir à Elbingerode, en courant la poste ; ce qui ajoute infiniment à cette situation est la difficulté que m'a fait le baillif de garder avec moi deux de mes domestiques, qui me sont les plus nécessaires, même mon chirurgien et un interprète. V. E. sait les infirmités, dont j'ai été attaqué, qui me font encore souffrir, et m'obligent à un régime et à des remèdes journaliers ; l'on m'a fait marcher toute la nuit et l'on veut encore user de même, sans me laisser seulement le moyen de changer de linge, ni de reposer : j'ai offert de donner ma parole, et je la renouvelle ici par écrit à V. E., que je me reconnais prisonnier du roi d'Angleterre, aussi bien que mon frère, qui a été pareillement arrêté avec moi, et dont l'on m'a séparé hier avec la plus grande violence. Je demande donc que sur notre parole l'on nous laisse, mon frère et moi, nous

tèrent à mon imagination. Celle de la prise de ses papiers m'effrayait ; mais on laissa le temps au maréchal de les brûler. Jamais personne n'a su autant que lui le mettre à profit.

Mes sollicitations furent vives et empressées auprès du roi de Prusse, qui ne s'y rendit point, quoiqu'il fût sensiblement touché de cet événement. J'eus beau lui représenter que le maréchal lui était envoyé par l'empereur ; que son arrêt était injuste et contre toutes les lois de l'empire ; qu'il n'y avait dans l'électorat d'Hanover que très-peu de troupes dispersées, je ne fus point écouté.

---

rendre à Hanovre avec nos domestiques, et y attendre, avec les secours convenables à mon état, les ordres du roi d'Angleterre. J'espère que V. E. voudra bien, dans cette occasion, me donner des marques de son amitié ; elle sait le cas que j'en fais, et ce que je fis à Francfort pour la mériter. Ce serait pour moi un grand adoucissement à mon état de vous voir, et de vous renouveler moi-même, que je suis, avec toute la considération possible,

Monsieur,

De votre excellence,

Le très-humble,

Le maréchal, duc et prince DE BELLE-ISLE.

L'on me promet de faire passer cette lettre à V. E. Je la prie de vouloir bien faire envoyer, le plutôt possible, les ordres pour obtenir, à mon frère et moi, la liberté qu'on accorde aux gens de notre état, quand ils ont donné leur parole, et sur-tout que je puisse être soigné, comme ma santé l'exige.

Mes instances redoublèrent, lorsque j'appris qu'il devait être transféré à Staden, pour y être embarqué sur des vaisseaux anglais et conduit en Angleterre. Un détachement de quinze cents hommes l'eût enlevé facilement sur sa route. Les ministres prussiens me dirent qu'il n'était nullement conseillable au roi leur maître de multiplier le nombre de ses ennemis. Ce prince trouva plus court d'en faire de froides plaisanteries, et d'adhérer au singulier raisonnement politique, qui donnait à cet événement des motifs de finesse de la part de la cour. Ils allaient jusqu'à dire que le maréchal l'avait fait exprès, et qu'il était peut-être convenu avec le roi d'Angleterre que ce serait le second tome du maréchal de Tallard, qui, pendant sa prison en Angleterre, avait heureusement négocié la paix en 1711. Jamais raisonnement ne fut plus absurde.

Ce grand homme, ainsi que je l'ai déja dit, était devenu l'ame de cette importante affaire, et le seul capable de la conduire à une heureuse fin. Il avait la confiance de la cour de France, du roi de Prusse et de l'empereur. Jamais circonstance ne fut plus fatale à la cause commune que celle de son arrêt et de sa translation en Angleterre, où, peu de temps après son arrivée, on fut forcé de convenir de l'irrégularité du procédé et de la justice de son élargissement, qui n'eut cependant lieu que long-temps après; et le ministère anglais n'hésita point de lui dire qu'étant

plus capable que qui que ce soit de mettre des obstacles à l'élection de François Ier au trône impérial, il ne pouvait se flatter de son retour en France qu'après cet événement.

J'entre très-superficiellement dans les détails de cette affaire. Je sais que le maréchal doit laisser après lui des Mémoires également utiles, instructifs et curieux. Il n'omettra point cette circonstance, mais peut-être par modestie ne voudra-t-il pas dire qu'elle fut une des principales causes des disgraces de la Bavière, et de celles que nous éprouvâmes dans l'élection qui fut faite à Francfort.

Le roi envoya à Berlin le comte de Courten, pour suppléer en partie à ce dont le maréchal devait convenir avec le roi de Prusse sur les opérations de la campagne suivante. L'empereur, de son côté, y envoya Mortagne. C'est alors que ce dernier improuva la mauvaise position des troupes impériales, et qu'il me prédit ce qui en devait résulter. Pendant son séjour à Berlin, il diminua un peu de la bonne opinion que le roi de Prusse avait de lui, en avançant assez imprudemment des problêmes militaires qui ne plurent point à ce prince.

Cependant le roi de Prusse ne négligeait rien pour rétablir ses troupes, et n'épargnait aucune dépense. Il sentit que les ennemis ne voulaient entendre à aucune proposition : cette campagne de 1744 avait enflé l'orgueil autrichien et les fanfa-

ronnades saxonnes. Il n'était plus question, selon eux, de se borner à l'humilier en lui faisant perdre la Silésie, mais encore de le réduire au plus petit pied. Les plus légers succès ont de tout temps enflé la cour de Vienne, et les revers ne l'ont jamais abattue.

Il n'y a pas de doute que le maréchal de Belle-Isle, à son retour en Bavière, n'eût changé la vicieuse et insoutenable position des Bavarois; il eût fait une application utile des sommes immenses que le roi donnait, et eût déterminé les opérations convenues avec sa majesté prussienne.

L'événement de sa détention fut suivie d'un autre qui y mit le comble, et porta la plus cruelle atteinte au système général de cette guerre; ce fut la mort de l'empereur Charles VII, prince vraiment regrettable par les qualités éminentes du cœur, plus que par celles du génie.

Je fus envoyé à Dresden avec des lettres de créance pour le roi de Pologne; mes instructions m'autorisaient à lui offrir le crédit du roi et celui de ses alliés pour lui procurer la couronne impériale; je pouvais aller, si je voyais qu'il balançât, jusqu'à lui offrir de quoi entretenir soixante mille hommes de troupes, à joindre avec celles qu'il avait; mais je ne devais m'avancer à cette offre, qu'au cas que la répugnance de ce prince ne fût fondée sur la difficulté de soutenir une dignité aussi éminente; j'allai aussi prendre les instructions du roi de Prusse, avec qui cette dé-

14.

marche était concertée; elles furent de faire espérer sa voix électorale et son secours avec toutes ses forces, au cas que j'entrevisse quelque succès à ma négociation. Ce prince parut desirer que je hâtasse mon départ; il voulait de bonne foi le roi de Pologne pour empereur; ce n'est pas que son ministère ne voulût me faire croire qu'il était problématique lequel convenait mieux aux intérêts de leur maître, du roi de Pologne (1), ou du grand-duc. Cette question n'était agitée de leur part que pour m'engager à me renfermer dans les bornes les plus étroites, quand il s'agirait de parler des dispositions de ce prince à cet égard, afin de tirer quelque parti du desir qu'aurait le roi de Pologne de cette éminente dignité; en un mot, de faire acheter et sa voix et son secours.

J'arrivai à Dresden, et fus le lendemain chez le ministre favori; je ne lui parlai point des lettres de créance que j'avais, voulant prendre quelques connaissances de ses dispositions; je les trouvai telles que je m'y étais presque attendu; il me dit ne pas savoir au juste les intentions du roi son maître; mais qu'il croyait qu'on ne verrait aucunes démarches de sa part pour se pro-

(1) Le roi, père de madame la première dauphine, était d'un esprit insouciant; la chasse était son plaisir favori : toutefois il n'était pas sans énergie quand le cas l'exigeait; et malgré sa triste aventure de Pyrna, il sut déployer, dans cette incroyable défaite, tout le courage de ceux qui s'estiment dans l'adversité. (*Note de l'Éditeur.*)

curer la dignité impériale, et que si on la lui offrait d'un consentement unanime, et que son élection pût amener la paix, il ne la refuserait pas. Je m'efforçai de lui prouver tous les avantages que la maison de Saxe retirerait de cette dignité. Mais ce coupable ministre avait pris son parti, et, dans les conseils qu'il donnait à son maître, il n'envisageait que son intérêt particulier. Il sentait que si le roi de Pologne devenait empereur, d'autres que lui l'approcheraient nécessairement, et lui ouvriraient les yeux. Je trouvai le père Guarini dans les mêmes sentiments. Ce bon jésuite était persuadé que le roi de Prusse viendrait lui-même supplier l'électeur de Saxe d'accepter la couronne impériale; je me servis auprès de lui des mêmes arguments que j'avais employés auprès du comte de Brülh, et j'ajoutai aux avantages considérables que la maison de Saxe en retirerait, les progrès que la religion catholique devait en espérer.

Je fus questionné par l'un et l'autre sur les dispositions du roi de Prusse; ma réponse fut que, sans les connaître positivement, j'avais tout lieu de croire qu'il se porterait à tout ce qui pourrait contribuer à une sincère réunion des deux cours; que, cette réunion arrivant, elle ramènerait le système que les deux rois, leurs pères, avaient établi. « Eh! comment se fier à ce prince, me dit « Brülh! qui nous garantira de sa foi et des mau- « vais effets de sa mauvaise volonté? » Le roi mon

maître, lui répondis-je! quel plus sûr garant voulez-vous après cela! Quant à la couronne impériale, il est des moyens, ajoutai-je, de la rendre respectable! Je ne m'expliquai pas davantage sur ces moyens, parce que je compris que l'avis des ministres ne m'était pas favorable, de sorte que je n'aperçus plus de ressources que dans le crédit et l'ambition de la reine. Je m'attendais que le roi me renverrait au comte de Brülh; c'est ce qu'il fit, après m'avoir répété en substance ce que Brülh m'avait déja dit; m'ajoutant qu'au surplus je pourrais m'en rapporter entièrement à ses ministres sur cette affaire, et qu'ils étaient instruits de ses intentions. La reine de Pologne coupa court aux insinuations que je me préparais à lui faire, et dès ce moment je ne vis plus de moyens de suivre cette négociation.

Deux jours après j'eus une conférence en règle avec Brülh et le père Guarini; un secrétaire de légation arrivant de Vienne se mit de la conversation, qui devint vive sur sa fin. Ce secrétaire parlait beaucoup et en termes qui caractérisaient assez un homme gagné par la cour de Vienne, et il paraissait livré aux idées particulières des ministres saxons. Je fus plusieurs fois tenté de le faire taire. Les sûretés contre le roi de Prusse furent encore mises en avant; l'on m'objecta aussi les engagements qu'on avait contractés par le traité de Warsovie; je m'élevai à ce sujet, et leur rappelai ce qu'ils m'avaient avancé de l'inno-

cence de ce traité, qui, selon eux, n'avait d'autre objet que de s'opposer à ce que l'union de Francfort pouvait avoir de contraire à leurs intérêts communs. Je leur représentai qu'en ce cas ils étaient libres, puisque l'union de Francfort était effectivement anéantie depuis la mort de l'empereur; puisque son principal motif était le soutien de la dignité impériale si outrageusement attaquée par la reine de Hongrie et ses alliés; que si elle subsistait, ses effets retomberaient nécessairement sur le roi de Pologne, dès qu'il serait élu empereur.

On me lut une réponse qu'on avait bien étudiée, et qui mettait fin à toute négociation; elle se renfermait à-peu-près dans les termes de celle que m'avait faite le roi de Pologne; elle était longue, on voulut bien la dicter à mon secrétaire.

Le comte de Kœnigsek passa par Dresden, allant commander les troupes autrichiennes dans les Pays-Bas. Il y demeura plusieurs jours, et y négocia avec plus de succès que moi, qui y faisais un personnage peu décent, d'autant plus que, ne voyant aucun jour à réussir, je n'avais pas cru devoir produire mes lettres de créance. Il me parut qu'on s'était flatté d'écraser le roi de Prusse, et que l'on comptait son armée nulle. Brülh m'exagéra la force de la ligue qui était faite contre lui; il en tirait la conséquence du tort qu'ils auraient d'entrer dans aucunes liaisons avec ce

prince ; enfin, depuis le roi jusqu'au dernier Saxon, tous étaient persuadés que le roi de Prusse touchait à sa perte totale ; que son armée était fondue de façon à n'oser se présenter. Je ne plus pas en combattant cette opinion ; je les assurai qu'ils avaient de mauvais mémoires ; je ne fus pas cru, et Brülh bâtissait tout son système sur ce faux principe. Le P. Guarini était un fort pétit génie. Quoique jésuite et Napolitain, il était bon homme, modeste, peu ambitieux, fort attaché au roi et à la reine de Pologne ; mais dans le fond c'était une espèce d'imbécille, dont la la faveur faisait toute la réputation. Brülh en faisait ce qu'il voulait, et s'en servait pour faire approuver au roi ce qu'il avait résolu : à quatre heures du matin Guarini était chez ce ministre, qui lui faisait envisager les affaires sous l'aspect qu'il voulait présenter aux yeux du roi ; à six, le jésuite était chez ce prince et le prévenait ; à neuf, le jésuite sortait et Brülh s'y rendait pour recevoir les ordres que lui-même avait fait dicter ; c'est ainsi que ce bon prince, peu habile dans l'administration de ses états, était entièrement gouverné par un ministre vendu à la cour de Vienne, et qui ruinait la Saxe par des dépenses vraiment inconcevables. Son faste offrait même des exemples ridicules, tel que celui d'avoir trois cents habits, et plus, et de quoi en faire autant ; d'avoir douze tailleurs à ses gages, demeurant chez lui et occupés toute l'année, tant pour lui.

que pour plus de cent domestiques de toute espèce superbement vêtus, etc. Cet état fut l'objet de la plaisanterie du roi de Prusse ; ces plaisanteries, la cause de la guerre ; et la guerre, la ruine de la Saxe.

Il me semble que le parti que le roi de Pologne avait à prendre pour sa gloire, sa grandeur, son intérêt et celui de sa maison, était, en premier lieu, de se prêter aux desseins que les rois de France et de Prusse avaient de l'élever à la dignité impériale. Les voix du Palatin, de Brandebourg, et de Cologne, jointes à celle de Saxe, constataient la majorité dans le collége électoral. Les mêmes raisons, qui avaient fait suspendre la voix de Bohême, subsistaient, de sorte que l'élévation de ce prince au trône impérial paraissait immanquable ; son armée était en Bohême ; elle pouvait occuper l'un des meilleurs cercles de ce royaume, et y vivre aux dépens du pays, sous prétexte de le défendre contre le roi de Prusse, en conséquence du traité de Warsovie, traité qu'ils assuraient n'être que défensif, mais qu'un vain espoir d'écraser ce prince a rendu offensif ; avec cette conduite, si le roi de Prusse, sûr de l'inaction des troupes saxonnes, n'eût eu en tête que les Autrichiens, il est très-douteux, dans ce cas, qu'ils eussent osé entrer en Silésie pour le combattre ; de plus, s'ils en eussent eu la résolution, ce n'eût été qu'en fortifiant leur armée aux dépens de celle qui entra en Bavière, laquelle, devenue alors

moins nombreuse, n'eût pas opéré ce qu'elle a fait. Quoi qu'il en soit, il est moralement certain que le roi de Pologne, affectant une neutralité entre le roi de Prusse et la reine de Hongrie, et s'en tenant scrupuleusement aux termes du traité de Warsovie qui ne lui mettait les armes à la main que pour la défense de la Bohême et de la Moravie, se trouvait dans une position d'autant plus avantageuse, qu'il pouvait à tout événement prendre le parti qui lui conviendrait le mieux selon les circonstances, et les suites qu'eût pu avoir l'élection d'un empereur; mais, comme je l'ai déja dit, Brülh était vendu à la cour de Vienne et irrité contre le roi de Prusse; d'ailleurs aussi fin courtisan que pitoyable ministre, sans probité et sans aucunes vues tendantes au bien de son maitre; enfin écartant avec soin d'auprès de lui tous ceux qui pouvaient l'éclairer, il ne lui parla que de la certitude morale d'écraser un prince dont il enviait la puissance et les conquêtes.

Je quittai Dresden après y avoir demeuré neuf jours, et n'attendis pas l'arrivée du comte Saint-Severin qui était resté malade en Pologne, je lui laissai un mémoire de tout ce que j'avais fait et dit, et les réponses de MM. les ministres saxons. Il ne fut pas plus heureux que moi. Le comte de Kœnigsek partit de la cour de Saxe après avoir pris avec Brülh les arrangements pour la guerre, et s'être assuré de la voix électorale de Saxe en faveur du grand-duc.

Le roi de Prusse m'attendait avec la plus grande impatience ; il eût bien voulu me voir revenir avec des espérances de réussite. Je lui rendis compte de tout, et ne lui cachai point que le plus grand obstacle, ou pour mieux dire le principal argument des ministres Saxons, avait été le danger qu'ils envisageaient à se fier à lui ; il en fut piqué au vif, ct me dit dès ce moment qu'il les en ferait repentir, et qu'il irait à Dresden forcer le roi de Pologne à être empereur.

Au commencement de l'année 1745, le roi de Prusse fit des dépenses considérables, tant pour recruter son armée que pour la faire subsister en Silésie, où la plus grande partie de ses troupes fit la guerre en hiver contre les insurgens de Hongrie, que les Prussiens, à la vérité, battaient et chassaient devant eux, mais qui ne cessaient de se reproduire et de revenir d'un autre côté ; espèce de guerre extrêmement fatigante pour des troupes réglées, à qui elle ne laisse pas le temps de respirer. Avant de parler de la célèbre campagne de 1745, je ferai quelques réflexions sur le caractère du roi de Prusse.

Les disgraces de la campagne précédente y avaient apporté un grand changement. Elles avaient diminué cette vivacité et cette intempérance de langue qui lui avait attiré des ennemis, tant parmi les souverains et leurs ministres, que parmi les particuliers, qui se permettent, tout en respectant le trône, de haïr les rois·

Le perfide Seckendorf demandait à se retirer du service de Bavière. La seule difficulté de le remplacer dans le généralat avait empêché qu'on ne le prît au mot. J'eus ordre de la cour d'en conférer avec le roi de Prusse, et de lui demander un général. Je ne m'attendais pas à être refusé lorsque je lui demandais le feld-maréchal Schwrin que je savais être en disgrace, pour avoir donné son avis avec trop peu de ménagement pour la campagne précédente : il était dans ses terres, son maître ne voulant se servir de lui qu'à la dernière extrémité. J'ai peine encore à concevoir le motif de ce refus. En le donnant à l'électeur de Bavière, il était sûr de prêter à son allié un grand homme de guerre, qui eût dirigé les manœuvres des Bavarois conséquemment à ses intérêts. Schwrin convenait à cette place plus que personne ; c'était lui qu'il fallait à des Français, à cause de son courage audacieux et de sa grande réputation parmi les gens de guerre. Le roi de Prusse le refusa sous prétexte qu'il avait besoin de ses généraux, et il fit, à mon sens, une très-grande faute. Je n'attribue ce refus qu'à une malheureuse jalousie de la réputation de ce grand général, qui passa toute la campagne dans ses terres, sans que le roi son maître songeât à l'employer à quoi que ce fût ; peut-être aussi amusait-on ce prince par des espérances d'une paix qu'il desirait fort. J'ai su dans le temps qu'il frappait à toutes les portes, même à celle de Saxe,

et qu'il fit offrir à Brülh une principauté en Silésie afin de le gagner, mais il ne connaissait pas les gens à qui il avait à faire. Toutes ses démarches pacifiques étaient prises pour de la faiblesse, et les confirmaient dans l'opinion qu'il ne pouvait leur résister. Enflés d'ailleurs par les succès de la campagne précédente, ils se flattaient, comme je l'ai dit, de l'écraser dans celle-ci.

Cette fausse opinion fit prendre aux Saxons des engagements nouveaux avec la cour de Vienne. Ils promirent de joindre seize mille des leurs aux troupes autrichiennes qui devaient être au nombre de quarante-cinq mille pour entrer en Silésie. Selon le traité, cette armée autrichienne devait être complète. Sans cette condition l'armée saxonne bornerait ses manœuvres à observer une exacte neutralité sur tout autre objet que celui de la défense de la Bohême et de la Moravie ; mais le prince Charles sut les engager à la fausse démarche d'entrer avec lui en Silésie, quoiqu'il s'en fallût beaucoup que l'armée autrichienne fût sur le pied stipulé par le traité ; il fallut, pour en imposer, fasciner les yeux du commissaire que la cour de Saxe envoya pour vérifier l'état de l'armée autrichienne. Brülh fit nommer son frère, commandeur de l'ordre Teutonique, qui n'était nullement homme de guerre, qui fut fort éffrayé de se trouver dans une armée que le prince Charles lui faisait croire être toujours au moment de se battre, annonçant le soir qu'il marchait le

lendemain pour attaquer le roi de Prusse : de sorte que le bon commandeur vit tout double, et revint à Dresden rendre un compte de l'armée autrichienne tellement avantageux, qu'on n'hésita pas à donner l'ordre aux Saxons de s'y joindre et d'entrer avec elle en Silésie.

Le ministre de Russie à Dresden aida beaucoup à cette imprudente démarche : car, au lieu de laisser quelque doute sur la manière dont sa cour prendrait une invasion de la part de la Saxe dans la Silésie qu'elle avait garantie, il faisait entendre que la Czarine jugeait que, le roi de Prusse étant agresseur, la garantie ne devait pas avoir lieu.

Ce fut dans le mois d'avril de cette année, que le roi de Prusse apprit le désastre des Bavarois et la honteuse paix de Fuessen, qui fut l'ouvrage du traitre Seckendorf, comme il fut la cause de la mauvaise position de l'armée bavaroise dont j'ai parlé plus haut ; il est aisé de comprendre que cet événement mortifia le roi de Prusse, qui eut lieu de craindre que ses ennemis n'eussent la facilité de se fortifier. Il se rendit en Silésie, visita ses places, rassembla la plus grande partie de ses troupes en cantonnements, laissa Neiss et Glatz sur sa gauche, et fut de sa personne à l'abbaye de Camin; c'est où je le joignis, ayant eu ordre de la cour de lui remettre moi-même une lettre du roi. On se souvenait qu'il n'avait voulu être suivi d'aucun ministre étranger dans la campagne précédente, permission que j'avais

inutilement demandée. Pour-lors on n'avait pas jugé à propos que j'insistasse ; ce prince était le maître de sa besogne, il ne voulait point être éclairé, et il était prudent d'éviter la plus légère opposition à ses volontés. D'ailleurs notre position n'était plus la même ; le roi faisait le siége de Tournay ; le prince de Conti était sur le Mein avec une bonne armée qui menaçait l'électorat d'Hanover et qui pouvait mettre un obstacle à l'assemblée électorale, ainsi qu'à la jonction des armées ennemies, l'une commandée par le duc d'Aremberg sur la Lahn, et celle d'Autriche, qui, après avoir réduit l'électeur de Bavière à des conditions également dures et honteuses, marchait pour s'y joindre. Ce fut long-temps un problême de savoir si cette jonction était praticable sans se faire battre separément. La marche et les manœuvres des Autrichiens justifièrent l'opinion de ceux qui pensaient que la jonction pouvait s'exécuter, non à la vérité sans de grandes difficultés, mais les Autrichiens les surmontèrent. Il est vrai que nous fîmes la faute d'ôter vingt mille hommes au prince de Conti pour les envoyer en Flandre, où ils ne furent d'aucun usage; il est inconcevable que cet ordre fût donné et mis en exécution, sans que le marquis d'Argenson, pour-lors ministre des affaires étrangères, en fût informé ; cette résolution fut prise avec le comte son frère et le maréchal de Saxe. Ce dernier, qui avait fait la plus savante et la plus

glorieuse campagne avec une grande infériorité de nombre, ne croyait pas pouvoir avoir trop de troupes à ses ordres, et le ministre de la guerre pensait de même. La faute fut grande : il était plutôt nécessaire de renforcer l'armée du prince de Conti que de l'affaiblir; l'élection d'un empereur était le point capital : les ennemis se joignaient et s'avançaient pour la déterminer en faveur du grand-duc.

Je joignis le roi de Prusse à son cantonnement de l'abbaye de Camin, non sans avoir visité de sa part la ville de Neiss, pour lui en dire mon sentiment, c'est ce dont il me fit prier par un de ses adjudants qu'il m'envoya exprès à Breslau : je dirai, en passant, que je fus également étonné de la grande quantité d'ouvrages qui avaient été faits en si peu de temps, et encore plus d'une écluse qui formait une inondation immense en vingt-quatre heures; de sorte que toute la partie de cette ville sur la droite de la Neisse était inattaquable. Sur la gauche de cette rivière est une hauteur qui la domine, mais elle est occupée par le fort de Prusse à son sommet, avec des branches qui descendent jusque sur la rivière, dans le milieu desquelles il y a un puissant fort bien miné, ainsi que le principal qui est à la tête; cette fortification, en général, m'a paru bien entendue, c'est le roi de Prusse lui-même qui en a décidé.

Je trouvai ce prince dans la joie : il venait

d'apprendre la nouvelle du gain de la bataille de Fontenoy. Je m'abstiendrai de parler de ce grand événement, où le roi fut en personne, pour me renfermer dans ce qui regarde sa majesté Prussienne que j'avais rejointe pour ne la plus quitter le reste de la campagne. Ce prince, en me parlant de ce glorieux événement dont il ignorait encore les détails, me dit: « Il est juste que le roi votre maître gagne une bataille avant moi; mais il l'est également que j'en gagne une avant le prince de Conti. » Je lui demandai s'il croyait que les Autrichiens fussent assez forts pour entrer en Silésie et le combattre ; il me dit qu'avec les Saxons ils seraient, pour le moins, aussi nombreux que lui; je ne pouvais me figurer, en calculant d'après la raison de guerre et de politique, que la Saxe voulût s'exposer à rompre ouvertement avec lui, et je lui exposai mes doutes sur l'entrée des Saxons en Silésie. « Que feriez-vous donc à leur place, me dit ce prince? — Je demeurerais, lui répondis-je, sur les frontières de la Bohême, tandis que les Autrichiens entreraient en Silésie et viendraient prendre poste au pied des montagnes, poste qu'ils retrancheraient puissamment; j'inonderais le pays plat avec toutes les troupes légères de l'armée; je couperais par là toute communication de la Silésie avec le Brandebourg, et je vous rendrais, Sire, les subsistances infiniment difficiles : vous ne pourriez pas vous plaindre des Saxons, qui se réserveraient d'entrer en Silésie

quand vous seriez, pour ainsi dire, aux abois. — De par tous les diables, répondit ce prince, ne leur dites pas cela ! mais s'ils prenaient ce parti exactement comme vous le dites, le mien serait pris sur le champ; ce serait d'attaquer les Autrichiens, quelque formidable que fût leur poste retranché; mais il n'en sera pas ainsi. Cette armée combinée entrera en Silésie, j'en suis moralement sûr; je fais venir les troupes que j'ai du côté de Neustadt, et j'ai donné mes ordres à celles qui sont dans les montagnes frontières de la Bohême de se replier sur moi : mon ami, quand on veut prendre des souris, il faut tenir la souricière ouverte, ils entreront et je les battrai. »

J'en reviens à la nouvelle qu'il reçut de la bataille de Fontenoy : son avis était qu'on renforçât puissamment l'armée du prince de Conti qui devait agir pour le principal objet de la guerre, qui était d'empêcher l'élection du grand-duc au trône impérial; il me dit quantité d'autres bonnes raisons pour me le prouver. On peut juger de là quel fut son dépit, lorsque, peu de temps après avoir battu ses ennemis, il apprit que non-seulement on avait considérablement affaibli cette armée, mais encore que le prince de Conti avait repassé le Rhin; il se crut abandonné à ses propres forces, et n'aperçut, dès ce moment, qu'une faible diversion en sa faveur.

Les troupes que le roi de Prusse avait en haute Silésie, du côté de *Neustadt*, l'ayant joint à Ca-

min, il se mit en marche vers la fin de mai pour s'approcher de Schweidnitz où il arriva le 1er juin, et il campa sa gauche à cette ville, la ligne s'étendant paralèllement aux montagnes. Il porta une forte avant-garde vers Strigan, commandée par le lieutenant-général Dumoulin ; le lendemain il envoya dix escadrons de dragons se poster entre son armée et cette avant-garde. Le 3, je reçus un courrier de l'armée française qui m'annonçait la reddition de la ville de Tournay dont le roi faisait le siége; j'allai avec la Tour qui lui avait été dépêché pour lui rendre compte des détails de la bataille de Fontenoy, et qui avait ordre d'attendre la nouvelle de la prise de cette place avant de quitter le roi de Prusse. Nous attendîmes dans les tentes de ce prince, qui arriva vers les quatre heures du soir; il venait d'observer les ennemis et de se convaincre par lui-même de leur entrée dans la plaine de Strigan au pied des montagnes. Je lui fis part de la reddition de Tournay; « Je vous en fais mon compliment, me dit-il, j'espère que demain j'aurai de bonnes nouvelles à mander au roi (1). Les ennemis sont où je les

(1) Après cette bataille célèbre d'Hohen Freydberg, où l'auteur de ces Mémoires négocia l'épée à la main, passant tour à tour du conseil à l'exécution (*Voyez la lettre de Frédéric, Notice, pag.* 36.), Frédéric écrivit à Louis XV : « Je viens « d'acquitter la lettre-de-change que votre Majesté a tirée sur « moi à Fontenoy. »— « Ce fut, dit Guibert, une de ces batailles

voulais, et je les attaque demain.» Il appela ses généraux dans sa tente, tint conseil avec eux, non sur le parti de les combattre ou non, mais sur la manière de disposer son ordre de bataille. Le résultat fut que l'armée se mettrait en marche à huit heures du soir. Je ne parle ici de la circonstance qui suit, que pour faire observer la prodigieuse discipline des troupes prussiennes. Je ne pus sortir avec ma voiture et mes chevaux de main qu'à neuf heures et demie; il était presque nuit: M. de la Tour et moi nous ne pûmes joindre la dernière troupe d'infanterie qu'à onze heures, sans rencontrer, pendant l'espace de trois lieues, un seul traîneur; une partie des équipages étaient dans Schweidnitz, et l'autre sous ses murailles, gardée par deux bataillons. Nous joignîmes l'arrière-garde de l'armée prussienne à onze heures de la nuit, à l'entrée du défilé où il n'y avait qu'un seul chemin qui fut réservé pour le canon. Les soldats marchaient à droite et à gauche, la plupart du temps dans l'eau jusqu'à mi-jambe sans quitter leur rang. La cavalerie de la droite avait pris les devants, celle de la gauche un autre chemin; de sorte qu'à la petite pointe du jour,

---

« de grand maître, où le général fait tout plier devant lui, « qui sont gagnées dès le début et presque sans contestation, « parce qu'il ne reste pas à l'ennemi déconcerté la possibilité « de rétablir le désordre. »

(*Note de l'Éditeur.*)

toute l'armée eut passé le défilé. Le roi de Prusse la mit en bataille parallèlement aux montagnes, croyant que les ennemis se seraient allongés par leur droite, et se seraient mis les montagnes à dos. Dès que le brouillard fut dissipé, vers les trois heures, nous vîmes tirer du canon sur l'avant-garde du général Dumoulin, et la gauche des ennemis se former dans tout autre disposition que le roi de Prusse l'avait imaginé, c'est-à-dire, que la droite de cette armée autrichienne et saxonne était appuyée au pied des montagnes, et la gauche, composée des Saxons, vers Strigan, dans le dessein d'attaquer la place et l'avant-garde de Dumoulin, avant qu'elle fût renforcée; car ils n'eurent aucune connaissance de la marche diligente du roi de Prusse avec toute son armée. Ce prince fut obligé de changer sur-le-champ toute sa disposition. L'aile droite de sa cavalerie eut bientôt fait face aux ennemis; mais il n'en fut pas de même de l'infanterie qui fut obligée de faire un quart de conversion par sa gauche. Le chemin de la droite de cette infanterie ne fut pas long, de sorte qu'elle se trouva en présence vers les quatre heures. L'infanterie saxonne avait pris poste le long d'un petit bois et des haies qui flanquaient le chemin par où nécessairement la cavalerie prussienne devait passer pour attaquer la saxonne qui faisait la gauche de l'armée ennemie. Des bataillons prussiens marchaient à ce bois et à ces haies. Les Saxons les attendaient avec une contenance

fière; mais à la demi-portée du fusil, ils firent demi-tour à droite sans faire leur décharge : ce mouvement se fit d'abord avec assez d'ordre, mais en peu de temps ce fut une fuite, lorsqu'ils eurent essuyé la décharge du corps d'infanterie qui marchait à eux. La cavalerie prussienne prit ce moment pour passer et chasser la saxonne qui ne tint pas plus que l'infanterie; tout ce qui se laissa approcher fut tué ou fait prisonnier; il y en eut peu de ces derniers en raison d'une *pique* particulière entre les Prussiens et eux. Voici ce qui y avait donné lieu : la veille de la bataille on prit un officier saxon qui avait dans sa poche l'ordre écrit pour le lendemain; l'on y trouva celui de ne pas leur faire de quartier, avec des termes injurieux et méprisants non-seulement contre les troupes, mais meme contre le roi leur maître qui fit courir ces propos dans son armée. Le soldat en fut outré; les officiers ne le calmèrent pas, de sorte qu'il fit peu ou point de quartier.

Le roi de Prusse, pendant cette attaque, formait lui-même la gauche et le centre de son infanterie, avec toute la présence d'esprit d'un général expérimenté; cette gauche, ayant du chemin à faire, courait de toutes ses forces pour joindre la ligne qui était déja formée par-delà son centre, et qui marchait toujours en avant. C'est où je joignis ce prince, à qui je pris la liberté de représenter que, s'il ne la faisait pas arrêter, il ne formerait pas sa gauche, et laisserait un vide entre

elle et le village où il voulait l'appuyer. Il envoya son frère, le prince Henri, qui était le seul aide-de-camp qu'il eût auprès de lui, pour la faire arrêter. Cependant les Autrichiens se formaient assez lentement, quoiqu'ils eussent couché en bataille. Ce ne fut qu'à cinq heures que le prince Charles de Lorraine sut que le roi de Prusse venait l'attaquer. Sans doute qu'il prit les coups de canon qu'il entendit ou qu'il dut entendre, s'il ne dormait pas trop fort, pour l'attaque que les Saxons devaient faire de Strigan : l'on peut dire qu'il fut surpris, mais non qu'il fut excusable.

La première ligne prussienne fut formée sur *trois de hauteur*, selon leur coutume. L'ordre de bataille que le roi de Prusse a adopté est de former de son infanterie un carré long, de sorte que pour le fermer, il l'avait replié sur sa gauche, faisant front aux flancs du village, où l'aile gauche de sa cavalerie devait se porter. Comme il comptait sur sa seconde ligne, il avait lieu de croire pouvoir remplacer le vide que cette manœuvre devait nécessairement faire dans le centre de sa première; mais cette seconde ligne ne se forma jamais, quoiqu'on la trouve bien marquée sur tous les plans de cette bataille.

Tandis que ce prince était occupé, comme je l'ai dit, à ranger son infanterie, il me pria d'aller chercher sa cavalerie de la gauche et de lui faire prendre celle de son infanterie, le village entre deux; parce que, marchant en avant, il dépasse-

rait ce village, et que l'infanterie se trouverait appuyée de sa cavalerie. Je me portai vers dix escadrons que je savais être de l'aile gauche de la cavalerie selon l'ordre de bataille; je m'adressai au général Gesler qui les commandait, et lui dis les ordres du roi. Comme je vis qu'il hésitait, ne me connaissant pas pour quelqu'un qui dût en être chargé dans une journée aussi importante, je répétai les propres termes dont ce prince s'était servi, auxquels ce général me répondit qu'il n'était point *cavalerie de la gauche*, mais *corps de réserve*; or, il est à remarquer que cet officier avait été envoyé de l'avant-veille avec ses dix escadrons pour se porter entre l'armée et l'avant-garde de Dumoulin, et qu'étant plus ancien officier général que celui à qui le roi avait confié le commandement de l'aile gauche de cavalerie, il se tint à la même place en bataille pour ne pas être aux ordres de son cadet. Cette *pique* fut heureuse; elle décida le gain complet de la journée, et opéra une des plus brillantes manœuvres de la cavalerie.

J'ai observé qu'il y avait un vide considérable au centre de la première ligne, et que la seconde ne se forma jamais. Or, ces dix escadrons qui prêtaient le flanc à cet intervalle, y firent front par un mouvement; et, marchant en avant, remplirent l'intervalle. La cavalerie prussienne combattit en muraille à la gauche, et rompit les deux lignes autrichiennes. L'infanterie de leur droite prit la

fuite à cent pas, dont partie se rallia assez en désordre sur le centre.

Le général Gesler, après avoir rempli l'intervalle dont j'ai parlé avec ses dix escadrons de dragons, le passa et fondit sur l'infanterie du centre des Autrichiens, les renversa, et leur prit soixante-dix drapeaux, sans doute de ceux de leurs troupes battues qui avaient cherché à se rallier à celles qui faisaient encore quelque contenance. Ce dernier coup détermina le gain de la bataille. Je dois observer qu'à six heures les Saxons se retiraient en assez bon ordre, parce qu'ils ne furent pas suivis comme on l'aurait pu, et qu'à huit toute l'armée ennemie était culbutée dans les montagnes. Les Prussiens avancèrent, mais avec autant de lenteur et d'ordre que s'ils eussent été à ce qu'ils appellent une grande revue; ils dépassèrent le champ de bataille environ de 2000 pas; pas un soldat ne se baissa pour fouiller un mort ou un blessé, chose admirable, mais ordinaire chez nos troupes. Le général Dumoulin fut détaché avec son avant-garde pour suivre les ennemis, et ne pas leur laisser le temps de se reconnaître. Il fallut cependant qu'il prît quelque repos; cette avant-garde, quoique moins fatiguée que le reste de l'armée qui avait marché depuis huit heures de la veille, avait été sur pied à deux heures du matin, de sorte qu'elle ne se mit en marche que le 5 du grand matin. Elle fut suivie le 6 par le roi à la tête de son armée victorieuse. Je vis dans cette

marche un exemple singulier de discipline : nous marchâmes dans ces montagnes très-accessibles et même fort cultivées dans cette partie, par une pluie qui dura douze heures sans relâche, sans qu'un seul soldat s'écartât de son rang, les doublant et les dédoublant, selon la nature du terrain, comme dans une promenade militaire.

Je me suis étendu sur cette journée importante avec quelque sorte de complaisance; elle a décidé pour le roi de Prusse, et de la Silésie et de sa gloire militaire. L'opinion générale est qu'il n'a point de religion, mais je puis attester qu'il croit en Dieu; lorsque je le rejoignis à la fin de la bataille, il me dit en m'embrassant : « Mon cher ami, Dieu m'a singulièrement protégé, et a mis l'esprit d'aveuglement parmi mes ennemis. » Ce propos fut tenu avec une espèce d'enthousiasme qui tenait également de la persuasion et de la reconnaissance. Je tâche de ne rien omettre des particularités qui peuvent contribuer à faire connaître ce prince extraordinaire pour le mélange des bonnes et des mauvaises qualités. Je suis de l'opinion que les premières l'emportent franchement.

Il usa bien de sa victoire, et fit prendre soin des ennemis blessés comme des siens. On vint lui dire qu'on croyait le duc de Saxe Weisenfels dangereusement blessé; il ne lui plut pas que j'en parusse fâché, parce qu'il apprit, le soir même de la bataille, que ce duc, persuadé que le roi de Prusse ne pourrait pas résister à l'armée

combinée, et rappelant les succès qu'il avait eus sur lui en Bohême la campagne précédente, avait dit au comte Robert, son hôte : « J'ai humilié le roi de Prusse la campagne passée, je veux le rendre celle-ci, plus petit qu'un duc de Weisenfels. » Le roi de Prusse en fut piqué, mais il était trop complètement vengé pour n'être pas généreux.

Nous crûmes que les Saxons se sépareraient des Autrichiens pour aller garder la haute Lusace, et le roi s'y attendait. Peut-être qu'il eût suivi, dans ce cas, son premier projet qui était de les suivre et d'entrer avec eux en Saxe. Mais l'armée ennemie ne se sépara point dans sa fuite, et le duc de Weisenfels se retira avec le prince Charles sous Konigingratz en Bohême, en envoyant marquer des camps de retraite jusqu'à Teutshbrodt, sur les confins de la Moravie. Ils laissaient, par-là, la Saxe dénuée de troupes et à la merci du roi de Prusse, qui, selon toute apparence, n'osa y entrer dans la crainte que la Russie ne s'émût à l'occasion de cette invasion, puisqu'elle était en traité défensif avec la Saxe.

Je fus chargé de faire les propositions les plus avantageuses au roi de Pologne. J'en écrivis à Vaugrenand, pour lors ministre du roi à Dresde. Je lui peignis l'état de la Saxe, ses troupes éloignées, le roi de Prusse vainqueur entre la Saxe et l'armée ennemie, ayant de plus une armée commandée par le vieux prince d'Anhalt, campée à Hall, prête à entrer au premier ordre dans le plus

riche pays de la Saxe; d'un autre côté, ce vainqueur lui offrant la couronne impériale, un cercle de la Bohème à sa bienséance, et ses efforts pour mettre la couronne de Pologne sur la tête de son fils et la rendre héréditaire dans sa maison. Il est bien certain que le roi de Prusse n'était pas en état de procurer tous ces avantages; mais le plus petit de ces articles devait être suffisant au roi de Pologne pour lui ouvrir les yeux et le ramener à ses véritables intérêts. Il avait un beau prétexte pour rappeler ses troupes, c'était celui de la défense de son propre pays; ce prétexte servait aussi à son accommodement avec le roi de Prusse; mais c'était dans cette cour où Dieu avait répandu *l'esprit d'aveuglement.* Ce prince sacrifia gloire, intérêt, et la protection que les souverains doivent à leurs sujets, à la haine de son petit ministre contre sa majesté prussienne. Vaugrenand fut aussi la dupe des cajoleries de cet homme; je ne pus jamais parvenir à le persuader de la faiblesse de cet État et de ses troupes; il ne cessait de m'en faire l'éloge et de m'annoncer que si le prince d'Anhalt mettait le pied en Saxe, il était indubitable que le grand-duc ne fût empereur. Il eût dû savoir que, n'ayant pas le roi de Pologne pour concurrent, il devait l'être, et que la voix de la Saxe lui était promise depuis le passage du comte de Konigseck à Dresde; j'en ai rapporté plus haut l'époque. Quelque chose que j'aie pu mander à Vaugrenand, il ne put être dé-

trompé, mais il le fut à la fin de sa mission qui fut aussi celle de la guerre. Jusqu'à ce temps, il ne cessa d'être la dupe de Brülh.

L'armée prussienne continua sa marche et passa les montagnes qui séparent la Bohême de la Silésie, toujours à la suite des ennemis qui décampaient et reculaient à mesure qu'elle avançait. Ce fut à Neustadt en Bohême que je reçus un courrier du prince de Conti. C'était un de ses aides-de-camp déguisé en marchand pour traverser plus aisément l'Allemagne. Il m'annonça la jonction du grand-duc avec le duc d'Aremberg sur les bords de la Lahn. J'ai dit ailleurs que cette jonction sans accident paraissait aux uns impossible, et aux autres sinon facile, au moins praticable. Le roi de Prusse ajoutait foi à cette première opinion, parce qu'elle était conforme à ses vues et à ses intérêts. Il fut très-piqué d'apprendre que cette jonction avait été faite sans autres obstacles que ceux qui se rencontrent dans une marche longue, et dans un pays difficile. Cet aide-de-camp me confia aussi l'ordre que le prince de Conti avait de repasser le Rhin. Il était pour-lors campé sur la rive gauche du Mein. Dès ce moment le roi de Prusse prit de l'humeur contre nous; il alla jusqu'à se croire trahi, et se répandit en reproches sur la faute que nous avions faite d'affaiblir de vingt mille hommes cette armée pour fortifier sans besoin celle du roi en Flandre.

Cependant il s'avança à la vue de Koniginggratz

où était l'armée des ennemis, ayant l'Elbe devant elle, et malgré cela disposée à se retirer à Pardubitz et même encore plus loin du côté de la Moravie, si les Prussiens faisaient le moindre mouvement en avant. Mais ceux-ci n'en firent point, persuadés que la seule vue des tentes prussiennes détermineraient les Saxons à abandonner les Autrichiens, et ceux-ci à laisser la Bohême à leur discrétion. Il n'en fut pas ainsi; car, quand l'armée ennemie s'aperçut que les Prussiens ne remuaient pas, elle chercha à se fortifier à Konigingratz, et à en faire un poste; les Saxons demeurèrent, et nous passâmes près d'un mois à les regarder, à vivre mal à l'aise, et à ne rien faire. Enfin le roi de Prusse se détermina à passer l'Elbe par sa droite, laissant Konigingratz à une lieue de sa marche; il espérait, par cette manœuvre, obliger les ennemis à quitter leur poste; il appuya sa gauche à ce fleuve, sa droite s'étendait au-delà du village de Clume, et il fit déployer ses tentes sur une hauteur vis-à-vis de ce village.

C'est là qu'il apprit que le prince de Conti avait repassé le Rhin, et par conséquent abandonné les environs de Francfort à la faction nombreuse qui voulait le grand-duc pour empereur; il prit alors une humeur contre la France qui rejaillit sur moi. Il se crut abandonné de notre part, et prêt à être écrasé par les forces autrichiennes rassemblées; enfin c'est de cette époque

qu'il partit pour chercher un accommodement qui le tirât d'affaire et d'inquiétude.

Il fit négocier à Hanover où était le roi d'Angleterre, et parvint à signer avec lui une convention, par laquelle la Silésie lui demeurerait, telle qu'elle lui avait été cédée par la paix de Breslau. Il s'engageait à retirer ses troupes de Bohême. Cette convention rendait la paix à la Saxe, et mettait la reine de Hongrie en état de renforcer son armée sur le Rhin, et d'en envoyer une en Italie où nous faisions, avec les Espagnols, des progres d'autant plus rapides que cette princesse n'y avait point de troupes. Cette belle partie de l'Europe n'avait d'autre protection que le roi de Sardaigne, à qui son traité avec la cour de Vienne laissait la liberté de l'abandonner, quand il voudrait.

La reine de Hongrie refusa de souscrire la convention d'Hanover; ainsi la guerre continua en Bohême, en Italie, sur le Rhin et en Flandre.

L'armée prussienne était dans la position que j'ai dit, et dans la nécessité de faire de gros détachements pour se procurer les subsistances les plus nécessaires, qu'on était forcé de tirer de la Silésie. Ce ne fut que long-temps après notre passage de l'Elbe, que les ennemis s'étendirent par leur droite le long de ce fleuve, afin de s'approcher plus près de la Motta, dont les détachements prussiens se couvraient en partie pour escorter les munitions. Ce mouvement obligea le

roi de Prusse à remonter l'Elbe, il appuya sa gauche à Jaromirtz; il avait outre cela un corps de troupes aux ordres du général Lewald au-delà de cette ville, le long de la Motta qui se jette dans l'Elbe, proche de cette place.

J'étais dans la plus grande disgrace auprès de ce prince; l'opinion où il était que nous l'abandonnions en était la cause, je lui étais à charge dans son armée. Tout vainqueur qu'il était, il sentait son impuissance et les risques qu'il avait à courir, si la reine de Hongrie rappelait les troupes qu'elle avait sur le Rhin, après l'élection du grand-duc au trône impérial, élection qui paraissait certaine depuis la retraite du prince de Conti sur la rive gauche du Rhin. Ses ressources pécuniaires étaient diminuées, et il n'en prévoyait pas d'autres. Les grandes dépenses qu'il avait été obligé de faire pendant l'hiver et le printemps l'avaient épuisé; de sorte qu'il se détermina contre son goût et ses principes à demander au roi des secours d'argent. Ce fut au camp de Clume que je reçus des ordres de la cour de lui offrir 500,000 l. par mois. J'étais, comme je l'ai dit, dans la plus grande disgrace; ce prince ne me parlait plus, quoique je me présentasse journellement devant lui à l'heure où il donnait l'ordre : d'ailleurs il était dans le fort de sa négociation avec Hanover. Je pris le parti de lui annoncer par écrit l'offre que le roi lui faisait. Sa réponse fut fière; il ajouta de sa main qu'un pareil subside pouvait s'offrir

à un prince de Darmstadt, et qu'il saurait se passer d'amis faibles et ingrats. Dans le compte que je rendis à la cour de cette réponse, je n'annonçai que le refus du subside, et j'en adoucis l'aigreur; c'est une méthode que j'ai suivie dans plusieurs occasions qui eussent brouillé à jamais ces deux princes, au grand désavantage de leurs communs intérêts. Le roi de Prusse m'en a su beaucoup de gré par la suite. Cette hauteur de sa part venait de son dépit et de l'espérance du succès de sa négociation à Hanover. Il était persuadé que la reine de Hongrie y acquiescerait; et en cela, il fut trompé. L'on vante la sagesse du conseil de Vienne: la prétendue sagesse de ce cabinet n'est que hauteur; et la fermeté de la souveraine, le caractère inhérent à son sexe dans les plus grandes affaires.

J'aurais quitté l'armée prussienne, selon l'ordre que j'en avais, si j'eusse pu le faire avec sûreté; mais tous les passages étaient remplis de troupes légères ennemies, qui ne laissaient point arriver le pain sans livrer des combats à chaque instant; d'ailleurs il s'en fallait beaucoup que je fusse averti des détachements que l'armée prussienne faisait pour aller au-devant de ces provisions; peu d'officiers osaient me parler.

On avait marqué mon logement dans un faubourg de Jaromirtz (1) entre l'armée du roi et le

(1) Cette aventure a été racontée par trois historiens; citons

corps de détachement de Lewald, non loin d'un détachement pour la garde des fours. Deux cents hommes d'infanterie étaient postés dans les haies du faubourg, environ à cent pas derrière la maison que j'occupais. Franquini, partisan autrichien qui commandait un corps de trente mille hommes composé de toutes sortes de troupes irrégulières, s'était porté sur nos derrières dans le

---

d'abord Frédéric, *Histoire de mon temps*, *tom. II*, *page* 239. « M. de Valori avait pris un logement dans le faubourg de « Jaromirtz ; on l'avertit qu'il valait mieux entrer en ville, et « il n'en voulut rien croire. Un partisan autrichien, nommé « Franquini, qui entretenait des intelligences avec l'hôte du « marquis, tenta de l'enlever. Il se glissa par des granges et « des jardins; mais, par méprise, il enleva le secrétaire au lieu « du ministre. Ce secrétaire, nommé d'Arget, eut l'esprit de « déchirer toutes ses lettres; pour sauver son maître, il dit qu'il « était Valori, et ne détrompa Franquini que lorsqu'il n'était « plus temps de prendre le ministre. » — Passons à l'historien de la vie et des mémoires de Frédéric II, *volumes imprimés par Treuttel à Strasbourg*, *t. VI*, *pag.* 326. « Une aventure « singulière le fit connaître (*d'Arget*) à Frédéric. Il était se- « crétaire du marquis de Valori, envoyé de France à la cour « de Prusse, qui avait suivi ce prince dans quelques campa- « gnes. Le marquis se trouvant un jour dans un village avec « son secrétaire, un parti de Pandours apprit qu'il y était, et « voulut le prendre. Ils investissent la maison. Mais le marquis, « qui avait été averti à temps, sauta dans le jardin par une « fenêtre, et emporta ses papiers. D'Arget, seul dans la mai- « son, imagina un moyen singulier pour assurer la fuite de « son maître. Les pandours entrent : il se présente et déclare « qu'il est l'envoyé. Les Pandours le font prisonnier, et se ré-

bois. Il entreprit de m'enlever ; le fils de mon hôte me vendit, et ce fut par miracle que j'échappai. Un détachement de soixante hommes entra par une grange dans ma cour : quinze ou seize, conduits par l'officier principal du détachement, montèrent l'escalier, entrèrent dans la chambre à droite où était d'Arget, mon secrétaire, et l'emmenèrent à ma place. Au bruit qu'ils

---

« jouissent d'une si bonne capture. On raconta cette aventure à « Frédéric, qui rit beaucoup de la sottise de ces Pandours, qui « croyaient apparemment, disait-il, que Valori était le *palla-* « *dium* de la liberté de l'Autriche. » — Le troisième historien est M. Dieudonné Thiebault, *Mes Souvenirs*, t. IV, pag. 184. « M. de Valori, ministre de France auprès de Frédéric, « accompagna ce monarque dans ses campagnes. Il y eut un « campement où la tente de l'envoyé français fut placée à « l'extrémité du camp. Les Autrichiens en furent instruits par « quelques déserteurs, et, avant les quatre heures du matin, « un détachement de Hongrois vint sans bruit envelopper la « tente à dessein d'en enlever le maître. M. d'Arget, secrétaire « de légation, était heureusement levé ; il se couvre de la « belle robe de chambre de son Excellence, et vient demander « aux hussards ce qu'ils cherchent. *L'envoyé de France*, répon- « dirent-ils. — *Messieurs, c'est moi !* A ces mots, on le jette « sur un cheval, et l'on part au galop. Arrivé chez le général « autrichien, celui-ci lui dit : » Vous êtes bien M. de Valori, « ministre de France auprès du roi de Prusse ? — Non, M. le « général, je ne suis que son secrétaire. — Et comment donc « avez-vous osé déclarer que vous étiez M. de Valori ? — Je « l'ai osé, parce que je le devais : pouvez-vous m'en blâmer, « vous qui connaissez les lois de l'honneur, et qui aimez ceux « qui font leur devoir ? » (*Note de l'Éditeur.*)

firent, il eut la présence d'esprit de jeter mes portefeuilles sous son lit, et de se dire le ministre de France à la première question qu'on lui fit. Le commandant l'emmena sur-le-champ, laissant le reste de son détachement occupé à piller ma vaisselle et mes équipages. Un corps-de-garde prussien, posté vis-à-vis d'une rue de ce faubourg et contre les murs de ma maison, accourut à l'alarme que donna la sentinelle qui gardait mes équipages. Les soldats commencèrent par tirer plusieurs coups de fusil dans les fenêtres, et à force de heurter contre la grande porte, ils firent tomber les arcs-boutants que les ennemis y avaient mis et qu'ils avaient trouvé prêts par la trahison de mon hôte. Les Prussiens entrèrent dans cette cour, le sous-officier qui les commandait montra autant de fermeté que d'intelligence. Il parvint à chasser les ennemis qui ne pouvaient apercevoir pendant la nuit le petit nombre de ceux à qui ils avaient affaire. Pendant tout ce vacarme, j'étais dans ma chambre, n'attendant que le moment d'être pris; elle n'était qu'à trois pas de celle où d'Arget fut enlevé. On le mena à Franquini qui était à quatre cents pas de ma maison, pour soutenir le détachement destiné à me prendre.

Le roi de Prusse ne fit que rire de cette aventure, sans réfléchir à l'espèce d'affront qu'il y avait à voir pénétrer un détachement ennemi au milieu de son armée. Une observation à faire sur le service prussien, c'est qu'il n'y a point d'ar-

mée plus mal gardée; la crainte de la désertion empêchant que l'on ne place des gardes en avant. Il n'y a jamais de poste plus loin qu'à cent pas du front du camp, et l'on ne sait ce que c'est que de faire des patrouilles d'un poste à l'autre. Franquini avoua à d'Arget que si le détachement qu'il avait envoyé pour me prendre eût rencontré seulement un ou deux hommes, ou entendu un seul coup de fusil, il ne fût pas entré chez moi.

Le roi de Prusse quitta son camp de Jaromirtz et marcha par sa gauche, continuant à border l'Elbe. Sa marche l'approchait de Trautenau, et par conséquent de ses subsistances qui arrivaient de Silésie par le défilé de Chaslard. Il avait un assez gros corps campé à portée de cette petite ville, aux ordres du général Dumoulin, officier vigilant et habile. Il envoya deux bataillons dans la ville pour garder les fours, et porta quelques troupes entre elle et son armée dans le dessein de s'en approcher encore plus près. Il finit la campagne sur les frontières de la Silésie, qui pourlors était inondée de troupes légères de l'armée autrichienne; la gauche de la sienne n'était qu'à deux lieues de Trautenau. Selon ce que j'avais pu présumer de ses arrangements, il devait pousser le corps de Dumoulin plus en arrière dans la gorge de Chaslard, et venir lui-même camper sur hauteurs de Trautenau; il le fit en effet, mais ce ne fut que quelques jours après.

J'étais logé dans la ville d'où l'on envoyait des

détachements pour aller au-devant des convois. Le feu prit à ma maison; elle fut brûlée et entièrement consumée en trois heures de temps, au rez-de-chaussée près, qui est assez communément voûté; le reste était en bois. J'en sortis avec peine, et ne pus sauver que mes chevaux. Il ne me resta rien de ce qui m'était indispensablement nécessaire pour demeurer à l'armée, me trouvant d'ailleurs sans aucune espèce de ressources. Dumoulin me confia qu'une partie de son camp retournait en Silésie aux ordres du général Winterfeld, et allait se camper à Landshut. Je suivis ce détachement à dessein de me rendre à Breslau, où j'attendais le retour du roi de Prusse; j'y arrivai heureusement, et de suite après le gain de la bataille de Sohr.

Le roi de Prusse s'était approché des hauteurs de Trautenau. Son armée, à cause des détachements qu'il avait été obligé de faire, était au plus de dix-huit mille hommes; celle des ennemis, forte de cinquante mille, selon l'avis de plusieurs de leurs officiers généraux, s'avança jusqu'à une petite lieue de celle du roi de Prusse, y coucha en bataille sans qu'il en eût la plus petite nouvelle. L'armée prussienne avait ordre de détendre à la pointe du jour pour se mettre en marche et occuper l'entrée du défilé où était Dumoulin qui devait se replier sur ses derrières pour rentrer en Silésie.

Le roi ne sut que les ennemis l'avaient surpris

que par le bruit de leurs canons qu'ils avaient établis en partie vis-à-vis de sa droite; aucune action ne peut faire plus d'honneur à la discipline que celle dont je parle. Cinq pièces de canon étaient braquées sur le camp des gendarmes prussiens, et tirèrent leurs premiers coups, lorsqu'ils commençaient à sortir de leurs tentes pour seller leurs chevaux; ce fut sous ce feu, qui était très-près, qu'ils sellèrent, bridèrent, se mirent en bataille, et marchèrent droit à cette batterie; toutes les autres troupes de droite et de gauche se rangèrent d'elles-mêmes, infanterie et cavalerie, sans la moindre confusion. Ils marchèrent droit aux ennemis qui ne tinrent pas devant eux; ainsi cette armée de cinquante mille hommes, qui en avait surpris une de dix-huit au plus, fut entièrement culbutée à la première charge, et une grande partie même n'attendit pas les Prussiens.

Le général Nadasty, qui s'est rendu célèbre parmi les Autrichiens, devait avec ses hussards attaquer les Prussiens en queue, en même temps que l'armée du prince Charles les attaquerait en tête. Ce général préféra la gloire de tomber sur les équipages qui n'étaient pas gardés; il en enleva une grande quantité, et même ceux du roi de Prusse, tandis qu'il était occupé à battre les ennemis. Ses secrétaires furent pris dans ses voitures, notamment celui de confiance, qui eut la présence d'esprit de déchirer le plus de papiers qu'il put pendant le trajet que l'on lui fit faire.

Une levrette bien-aimée (*Biche*) fut prise avec les équipages, et Nadasty eut la malhonnêteté de ne la vouloir pas rendre; cette bête fut réclamée à la paix, et sa restitution fut presque un article du traité.

Les ennemis bien en fuite et suivis jusqu'où il était possible et prudent de le faire, le roi demanda à manger ; il ne fut pas peu étonné de n'avoir pas un morceau de pain. Il sentit dans ce moment que la gloire seule ne suffit pas pour apaiser les besoins de l'humanité.

Les Autrichiens profitèrent mal de l'avantage qu'ils avaient su se procurer en dérobant leur marche. Tout fut bien concerté de leur part jusqu'au moment de l'exécution. Dès qu'ils étaient déterminés à attaquer le roi de Prusse, ils devaient s'avancer sur lui plus tôt et plus près ; mais s'ils eussent senti la faiblesse de leurs troupes vis-à-vis l'ascendant des Prussiens, et qu'ils n'eussent voulu que les détruire sans combattre, alors il n'eût pas fallu qu'ils s'approchassent autant, mais bien qu'ils se portassent par leur gauche sur les hauteurs de Trautenau, pour gagner insensiblement celles qui dominent le défilé de Chaslard, dans lequel le roi de Prusse n'eût osé se fourvoyer. Celui-ci eût été obligé de se jeter dans des montagnes difficiles, et de gagner l'abbaye de Braunau avec des peines incroyables, par des chemins presque impraticables, tout-à-fait dénué de subsistances. Quoi qu'il en soit, je crois

qu'on peut dire que jamais armée n'a couru plus de risque, n'a donné plus d'exemples de valeur, et n'a mieux fait sentir l'avantage d'une grande discipline; aussi le roi disait-il qu'il avait combattu à Treydberg pour la Silésie, et à Sohr pour la vie. Cette bataille se donna le 30 septembre 1745. Son armée vécut encore douze jours aux dépens de la Bohême; après quoi il la sépara, partie dans les montagnes qui confinent la haute Lusace, et partie dans le pays plat de la Silésie au bas desdites montagnes, sans trop s'écarter de ce voisinage, non qu'il eût encore avis de ce que ses ennemis lui préparaient. Il ne pouvaient cependant pas ignorer que la reine de Hongrie n'eût fait un détachement de dix mille hommes de son armée sur le Rhin, aux ordres du général comte de Grune.

Je dois observer que le vieux prince d'Anhalt avait aussi fait rentrer dans les garnisons les troupes qu'il commandait; qu'il les avait tenu campées proche de Hall toute cette campagne, toutes prêtes à entrer en Saxe au premier ordre. La Russie avait fait les plus grandes menaces pour empêcher cette expédition, et promettait en même temps de s'opposer à ce que les Saxons entrassent dans les anciens domaines du roi de Prusse. Soit que cette opposition ne fût pas formelle, soit encore que l'opération fût préméditée et embarquée de manière à ne pouvoir s'en dédire, soit enfin que le ministre de Russie à Dres-

den fût de concert avec le ministre saxon, le projet d'aller à Berlin et d'envahir le Brandebourg fut formé et son exécution commencée.

Grune devait traverser la Saxe avec ses dix mille hommes autrichiens, aller s'emparer de Francfort-sur-l'Oder et de Crossen, pendant que le prince Charles avec les Saxons devait entrer dans les quartiers prussiens pour leur couper la communication avec le Brandebourg et Grune. Alors il devait se rabattre sur Berlin où le roi de Prusse était de retour; mais ce prince n'y fut pas long-temps, dès qu'il eut avis de ce projet; et il retourna joindre ses troupes. Ce fut dans cette occasion qu'il montra de l'héroïsme. Dès qu'il fut informé de la marche de Grune et de son approche de la Saxe, il ne douta plus de l'exécution du projet dont il avait été averti, particulièrement depuis peu de temps. Il écrivit au roi; j'ai su que cette lettre était des plus pathétiques; il lui exposait son état, et lui demandait secours et conseils; il avait suspendu son jugement sur ce projet, et douté que les Saxons osassent entrer dans son royaume, étant instruits des oppositions de la Russie, qui, selon toute apparence, n'étaient qu'affectées. Il vit qu'il était trompé, et prit son parti en grand capitaine. Il partit de Berlin sans équipages, alla joindre ses troupes en Silésie, les rassembla le plus promptement qu'il put, et marcha en haute Lusace où les Autrichiens étaient déja, et avaient en avant d'eux

trois ou quatre mille Saxons. Les Autrichiens étaient entrés en haute Lusace par Zittau; leurs cantonnements joignaient les Saxons.

Le roi de Prusse ne balance point, marche en Lusace avec tout ce qu'il peut rassembler de ses troupes, attaque les Saxons, les bat à plate couture, et les rejette sur les Autrichiens qui prennent l'épouvante et fuient en Bohême en pillant le pays ami. Le roi, que son armée avait achevé de joindre, continue sa marche se dirigeant vers Dresden, et prend Brandissen.

En même temps le vieux prince d'Anhalt, renforcé de quelques régiments, entra en Saxe par le côté de Leipsick, marcha à cette ville célèbre, s'en rendit maître, malgré un camp de Saxons qui ne fit aucune résistance, et se retira du côté de Meissen où est la fameuse fabrique de porcelaines. Le prince d'Anhalt, après avoir fait contribuer Leipsick, suivit les Saxons dans le plus grand ordre, en les chassant devant lui; il s'empara de Meissen, et de son pont sur l'Elbe que les Saxons avaient négligé de rompre tout-à-fait. Il fit réparer ce qui en avait été abattu, et par ce pont il établit la communication avec le roi de Prusse, qui s'était avancé par la rive gauche de ce fleuve. Le roi détacha quelques régiments de son armée pour renforcer le prince d'Anhalt, à qui il donna ordre de marcher aux ennemis qui s'étaient rassemblés à Kesselsdorf, dans le voisinage de Dresden. Le prince Charles de Lorraine

avait fait le tour, et était rentré en Saxe par la gorge qui conduit en Bohême; il s'était campé fort près de la capitale, au jardin du roi de Pologne, très à portée de l'armée saxonne.

Le vieux prince d'Anhalt marcha aux ennemis avec une lenteur qui désespérait le roi de Prusse. Il arriva en présence vers les onze heures du matin, le 14 octobre. Ses dispositions le menèrent jusqu'à deux heures; les Saxons avaient eu le temps de se poster avec avantage; le comte de Rutowski, fils naturel du feu roi de Pologne qui les commandait, envoya aide-de-camp sur aide-de-camp au prince Charles pour le prier d'avancer; mais ce fut en vain. Ce prince, quoique brave, se méfia sans doute de la bonne volonté de ses troupes; en effet, il avait tout lieu de les croire effrayées, après ce qui s'était passé à Sohr.

Les Saxons demeurèrent seuls exposés à l'attaque des Prussiens; l'affaire balança pendant quelques moments; quelques régiments prussiens furent repoussés à l'attaque du village de Kesselsdorf, et même suivis par les grenadiers saxons jusque dehors du poste. Le vieux prince d'Anhalt se mit à la tête d'autres troupes et emporta le village; tout le reste de l'armée saxonne se sauva avec le plus grand désordre, non sans avoir beaucoup perdu; mais les Autrichiens se sauvèrent en corps d'armée sans avoir combattu. Si le vieux prince d'Anhalt eût attaqué plus tôt, les

Saxons étaient perdus sans ressource ; la nuit les sauva et favorisa leur retraite dans la montagne.

Je dois observer que, dès que le roi de Prusse fut arrivé à Brandissen, le roi de Pologne avait abandonné sa capitale, et s'était retiré à Prague avec son indigne ministre. Le prince royal avec le prince Xavier, ses fils, avaient pris la route du Woitland ; le reste de sa famille était resté à Dresden.

L'armée saxonne et autrichienne en fuite, le roi de Prusse demeura maître de toute la Saxe. Dresden, la capitale, n'avait pour défense que quelques milices, elle voulut capituler, et proposa des articles que le roi de Prusse raya tous à l'exception de celui qui regardait la protection qu'on demandait pour les enfants du roi de Pologne. Il entra en vainqueur dans cette capitale, et commença par y mettre un ordre qui surprit, et le fit admirer des vaincus. Sa première visite fut aux princes prisonniers qu'il embrassa tendrement, en les assurant que la garde mise au palais était à leurs ordres. Il ne put tenir au plaisir de faire jouer l'opéra, ce qui ne fut pas approuvé de tout le monde : mais en tout il détruisit dans cette capitale la mauvaise opinion qu'on s'était efforcé de donner de lui et de sa générosité.

La négociation de paix avec la Saxe, avait été entamée à son arrivée à Brandissen ; cette époque fut aussi celle du départ du roi de Pologne pour se retirer à Prague.

M. de Villiers, ministre d'Angleterre à la cour de Saxe, fut celui qui négocia cette paix. Ses lettres au roi de Prusse sont imprimées, ainsi que les réponses de ce prince. Dans les premières, on voit le négociateur partial ainsi qu'il devait l'être ; et dans les autres, un prince qui sentait tous ses avantages. Il offrait cependant de n'en pas user, et se réduisait à la condition d'une prompte conclusion.

Nous vîmes arriver à Berlin un officier qui portait aux reines la nouvelle de la bataille de Kesselsdorf. Cet officier avait ordre de me dire de la part de son maître, qu'il savait triompher de ses ennemis sans le secours de ses alliés. Il s'en acquitta en présence des reines ; l'apostrophe m'embarrassa un peu ; j'ignorais qu'il eût demandé secours et conseils à la France. Je reçus le surlendemain la réponse que le roi faisait à cette lettre, sans savoir ce qu'elle contenait.

Il est bon d'observer que dès les premières propositions de paix faites de la part de la Saxe, le roi de Prusse avait mandé son ministre Podewils, de sorte que je ne pouvais ignorer qu'on ne fût en train d'accommodement. Le roi l'avait desiré depuis long-temps, et en toutes occasions j'avais pressé sur cela, de manière même à me rendre suspect au roi de Prusse. Je ne doutais pas que l'Angleterre ne travaillât en même temps à la paix de la reine de Hongrie. C'était le moment de la faire accéder à la convention d'Hanover à

laquelle elle s'était refusée, tant qu'elle avait eu l'espoir d'écraser le roi de Prusse. Ce prince, au milieu de Dresden, était en état de faire la loi à ses ennemis. J'étais moralement sûr de n'être reçu à aucunes conférences, si je me présentais dans cette capitale. La paix devait donc se faire sans l'intervention de la France, puisque le roi de Prusse en était mécontent. Je ne pouvais l'ignorer ; ainsi le voyage que j'y eusse fait ne pouvait tourner qu'à la honte de ma négociation. Cette réflexion me fit prendre le parti de dépêcher d'Arget, mon secrétaire, avec la lettre du roi; il était connu de Sa Majesté Prussienne, qui dès-lors voulait l'attacher à sa personne. A la lecture de cette lettre, qui avait été méditée dans le conseil, et où le roi lui mandait, entre autres choses, que, la saison étant fort avancée, il n'avait pas instamment besoin de secours; qu'à l'égard des conseils, son bon esprit lui dicterait ce qu'il y avait de mieux à faire; à la lecture de cette lettre, il dit à d'Arget: « Ma paix est faite, mais si elle ne l'était pas je la ferais sur le champ sur cette lettre. » Il en fut piqué, et y répondit que son bon esprit lui avait dit de faire sa paix même avec la reine de Hongrie.

C'est à quoi il fit, à mon sens, une grande faute. J'en donnerai pour preuve, que le comte d'Harrach, ministre de la reine de Hongrie, qui reçut sur un petit morceau de papier les conditions, crut qu'il y avait quelques manœuvres de sa part,

ne pouvant concevoir que, dans la position où se trouvait ce prince, il n'exigeât rien de plus que ce qu'il trouvait écrit. Ce ministre allait consultant ses amis, pour tâcher de démêler avec eux ce qu'il pouvait y avoir de caché sous des propositions si simples. Il ne connaissait pas la situation d'ame de ce prince. Excédé de la guerre et des inquiétudes continuelles qu'elle lui avait données, ayant une envie démesurée de retourner à Berlin pour le temps qu'il s'était annoncé, satisfait d'ailleurs du côté de la gloire et piqué contre ses alliés, il ne consulta que son goût et son desir pour un changement de vie, sans s'embarrasser des suites. Entre autres choses, il dit à d'Arget : « J'ai au plus une douzaine d'années à vivre, je veux les passer tranquillement, et je promets bien de ne jamais prendre les armes que par nécessité et pour ma propre défense. »

Mais j'estime qu'il pouvait concilier son goût pour la vie tranquille avec l'intérêt de sa politique. Il y parvenait en donnant la paix à la Saxe, en accordant une suspension d'armes à l'Autriche, que la rigueur de la saison rendait toute simple; et, sans se refuser aux avances de paix qui lui étaient faites, il pouvait la différer avec la reine de Hongrie de six semaines ou deux mois; il en eût tiré des conditions avantageuses pour lui, et peut être même, la paix générale s'en fût-elle suivie. Il en aurait eu tout l'honneur après en avoir tiré tout l'avantage. Il résultait un bien

de ce délai pour ses alliés; car, la reine de Hongrie libre du côté du roi de Prusse, et ayant signé sa paix avec ce prince, fit marcher sur le champ ces mêmes troupes battues en Bohême, et en Saxe, du côté de l'Italie où elles changèrent totalement la face des affaires. Le roi de Prusse en avait tellement imposé aux Autrichiens, qu'il eût été impossible à leurs généraux de les engager à marcher contre lui. Je dis donc qu'il eût fait à Berlin sa paix avec la reine de Hongrie aux conditions qu'il lui eût plu d'imposer. Il en retirait encore un autre avantage, qui était de brouiller à jamais la cour de Saxe avec celle de Vienne; les troupes de cette dernière ayant refusé de combattre à Kesselsdorf; elles avaient fait plus encore, elles avaient pillé outrageusement la Saxe dans leur fuite. Toute la générosité que le roi de Prusse avait employée envers les Saxons, eût été dans son plus beau jour. Brülh en eût été perdu, et ce Brülh est le seul obstacle qui se soit trouvé, et qui se trouve encore à la réunion des deux cours.

Le roi de Prusse, avant son retour à Berlin, voulut savoir ce que je pensais de sa paix et me fit questionner par Borck l'un de ses ministres d'État. Ma réponse fut qu'il avait bien fait, mais qu'il pouvait faire mieux. J'exposai les raisons que j'avais de penser ainsi. J'alléguai celles qui sont ci-dessus, et j'ajoutai que j'eusse conseillé d'insister vis-à-vis le roi de Pologne sur l'éloigne-

ment du petit ministre saxon, persuadé de l'intérêt égal que les deux cours avaient de se réunir, et de l'obstacle que cet homme y mettrait sans cesse: le croira-t-on? et peut-on se figurer qu'un prince soit assez faible, je dis même assez aveugle, pour récompenser non-seulement d'une augmentation de faveur un tel ministre qui l'avait perdu, mais encore d'une terre considérable? Cet homme aussi vain que mal habile, n'a fait dans la suite usage de l'augmentation de son crédit, que pour irriter son maître contre le roi de Prusse, le représentant comme l'unique auteur du désordre qui se trouvait dans les finances de la Saxe. Il n'avait point été effrayé des malheurs qui menaçaient cet électorat. Je crois qu'il avait même espéré que le roi de Prusse, en y entrant à main armée, bouleverserait tout, et couvrirait par-là le vice de son administration.

La paix faite, le roi de Prusse revint à Berlin, où la joie de le revoir fut proportionnée aux alarmes qu'on avait eues pendant la marche de Grune à travers la Saxe. Tout fuyait à Berlin dans l'idée que le projet de ce général autrichien était de venir piller cette capitale, en représailles des cruelles manœuvres que les Prussiens avaient exercées à Prague.

Ce prince songea moins à exécuter fidèlement ce qu'il avait promis aux Saxons par son traité, qu'à jouir tranquillement de sa gloire et du fruit de ses travaux. Il ne tint point parole sur le ren-

voi des prisonniers, et garda ceux d'entre eux qui étaient bien faits, quelque instance que fit le ministre de Saxe à Berlin. C'était Bullow, celui qui avait traité la paix avec lui. Il crut mal à propos les gagner en les matant. Brülh son ennemi irréconciliable, d'autant plus, comme je l'ai déja dit, qu'il était vendu à la cour de Vienne, se servit de ce manque de parole et d'exécution du traité pour lui aliéner l'esprit du roi de Pologne. Ce fut pour-lors que le roi s'aperçut que j'avais raison, quand je l'avais accusé de précipitation dans l'ouvrage de la paix. La suite de ses hauteurs avec le roi de Pologne fut l'oubli des griefs que celui-ci avait contre la cour de Vienne, et la plus intime réunion avec elle.

Le roi de Prusse dans le courant de cette guerre a donné ou reçu cinq batailles dans lesquelles il a toujours été vainqueur. La première est celle de Molwitz en 1741, au mois d'avril. Il avait dès-lors beaucoup de théorie militaire et nulle expérience; il y substituait une témérité qui faillit le perdre; il fut forcé de la donner, sans quoi il était coupé de la basse Silésie et de ses magasins. Par une diligence extrême il surprit Neuperg; il ne suivit point sa victoire, et il fit mal.

A Czaslau, il fut en quelque façon surpris, sachant cependant que les ennemis devaient l'attaquer et faire la paix s'ils étaient battus. Ce fut, en effet, la suite qu'eut cette bataille, où il fit la même faute qu'à Molwitz en ne suivant point sa

victoire, quoiqu'il l'eût promis à Schmettaw qui lui en démontra la facilité et l'utilité. Le dessein où il était de faire la paix, lui fit croire qu'il n'avait pas besoin d'achever de battre ses ennemis, et en cela il se méprit beaucoup.

En 1745, après sa malheureuse campagne de l'année précédente, il donna celle de Treydberg, le 4 juin : je dis qu'il donna, parce que le projet et l'exécution en sont entièrement à lui. Il y montra de la fermeté et de la grandeur; mais il ne suivit pas ses ennemis assez tôt ni assez long-temps.

Au mois d'octobre de la même année, ses ennemis lui donnèrent celle de Sohr, le surprirent et furent battus malgré leur grande supériorité en nombre; ils ne furent point suivis, mais cela ne se pouvait pas.

Il fut grand dans l'une et l'autre de ces affaires, mais il se surpassa dans son expédition de celle de Saxe. Il est vrai qu'il y fut forcé; mais sa conduite n'en fut pas moins admirable. Il opéra audacieusement, au-delà de ce qu'on pouvait imaginer de praticable, avec une armée fatiguée et diminuée d'un grand tiers, et dans une saison rigoureuse.

Il fut et parut magnanime en donnant la paix à la Saxe. Dans cette circonstance ses premiers actes furent marqués au coin de la grandeur et de la générosité, mais il fut mal habile en y comprenant la reine de Hongrie. J'en rejetterais volontiers la faute sur son ministre, si ce prince était

dans l'usage de consulter. Il est certain que Podewils eût été de son avis dès qu'il tendait à la paix. Un ministre moins timide et plus prévoyant que lui, sans s'éloigner de la paix, lui eût suggéré des observations sur la manière de la faire. Il est très-certain qu'il pouvait, dans cette occasion, retirer tant pour lui que pour ses alliés de grands avantages qui ont été perdus. J'appelle cela des fautes essentielles, qui caractérisent un prince né avec de grandes et belles qualités, mais qui n'est pas toujours conséquent.

SECONDE PARTIE.

Avant de continuer ces Mémoires, je crois devoir placer ici quelques observations sur le caractère du roi de Prusse dès-lors si célèbre, et qui, depuis, a bien augmenté sa gloire militaire aux dépens de la saine politique. Je commence par son portrait. La figure de ce prince est agréable. Il est petit et a l'air noble ; sa taille n'est pas régulière, ses hanches sont trop hautes, et ses jambes trop grosses. Il a de beaux yeux bleus, cependant un peu trop saillants, lesquels prennent facilement les impressions de son ame, de sorte qu'ils ne se ressemblent point dans les différentes situations où elle se trouve. Ses yeux sont farouches, quand il est mécontent ; mais rien de plus doux, de plus affectueux et de plus intéressant, lorsqu'il veut plaire. Il a les cheveux bien plantés; la bouche et le nez agréables; le sourire aimable et spirituel, mais souvent moqueur et amer. La douceur de son regard est capable de séduire tout le monde dans le cas où son ame est tranquille. Je ne sais qui il n'intéresserait pas quand

il souffre, ni qui il n'effrayerait pas quand il est en colère. Sa santé n'est pas ferme; sa constitution est bouillante; et son régime ordinaire ne contribue pas peu à enflammer son sang. Il a fait autrefois un usage immodéré de café. Je pris la liberté un jour de lui représenter qu'il en prenait trop; il en convint et me dit qu'il se corrigeait. « Je n'en prends plus, me dit-il, que sept ou huit tasses le matin, et une seule cafetière l'après-dîner. »

Ce prince est extrême dans tout ce qu'il fait. Le défaut particulier de son caractère est de mépriser les hommes. Il croit qu'un homme vertueux et éclairé est un être de raison, et que les plus sots sont ceux à qui l'on accorde de préférence la qualification d'honnête. En général, il ne trouve de l'esprit qu'à fort peu de gens, et il n'apprécie point à sa juste valeur cette qualité qu'on appelle bon sens, qui ne peut être définie que comme un jugement sain, droit, détaché de ce qu'on appelle vulgairement esprit. Chaque individu en a sa portion; le jugement seul dans les souverains met les hommes à leur place, et, quand ils y sont, ils surprennent même les gens les plus brillants. Ce prince parle beaucoup et fort bien; mais il écoute peu et, quelles que soient les objections qu'on lui fait, il les tourne en ridicule.

Il est difficile d'être plus téméraire en tout; de là naît le mépris qu'il a pour les autres hommes. Il parle contre les vices avec une

éloquence à surprendre. Il en est de même pour la morale, dont il semble avoir appris par cœur les plus beaux traits ; mais il est si peu conséquent, et si peu pénétré de ce qu'il dit, que ses propos démentent un quart d'heure après ce qu'il vient d'avancer.

Il a cependant des principes sur l'administration, ainsi que sur la politique. Ces derniers sont souvent subordonnés aux moments présents, le dirai-je, même au caprice, et à des rapports infidèles. Heureusement ce qu'il décide dans ces moments n'est pas sans appel ; il revient assez au vrai. Son parti pris, il n'a aucune considération pour les formes. Il lui suffit que ce qu'il a imaginé et bien retourné dans sa tête, lui paraisse convenable, et il néglige la forme la plus relative pour y parvenir. Il est méfiant à l'excès ; s'il l'était moins, il lui suffirait d'avoir imaginé le bien, de l'avoir décidé ; il en laisserait la manutention à ses ministres qui, plus sages quoique moins éclairés que lui, adouciraient ce qu'il y a de trop dur dans l'exécution. Encore un coup, il méprise les hommes, et les croit tous faits pour obéir sans réplique et sans réflexion : ce qui explique les excès de sa conduite, et les inconséquences apparentes dont ceux qui l'approchent le plus sont étonnés. Je me suis toujours appliqué à démêler les motifs des ordres absolus qu'il donnait, de ses refus, et des raisons qu'il avait de mortifier ou de caresser ceux qui l'approchaient. J'ai

été forcé de convenir, le plus souvent, qu'elles étaient bonnes ; mais aussi j'en ai toujours improuvé la forme.

Sa grande vivacité le mène à la précipitation. Il doit à sa témérité, et à un peu d'étourderie, si je puis me servir de ce terme, la conquête de la Silésie. Eh ! pourquoi ne m'en servirais-je pas, puisque j'en tiens l'aveu de lui-même. Le bon état de ses troupes et de ses magasins, remplis de tout ce qui était nécessaire pour entrer brusquement en campagne avec une puissante armée, augmenta sa témérité et lui donna de l'audace, tant qu'il n'eut affaire qu'à une poignée de monde, dispersée dans différentes petites places de la Silésie. Mais dès qu'il eut une armée en tête, il sentit tous les risques qu'il courait. Je penche même à croire qu'il se les exagéra. La fortune constante qu'il a éprouvée, a nourri pendant un temps son audace présomptueuse : mais il a réfléchi depuis, et il est convenu qu'il lui devait beaucoup. Il a toujours méprisé ses ennemis de loin, et singulièrement les Saxons; c'est cependant d'eux qu'il a éprouvé la plus sensible mortification pendant la campagne de 1744, mais il les en a bien punis en 1745.

C'est dans cette dernière campagne qu'il a déployé les talents d'un grand général. Il croit les avoir toutes, ainsi que celles de roi et d'auteur, assemblage bizarre, qui met le grand homme au milieu des petites choses. Le bel-esprit est de-

venu sa marotte, comme le roi son père avait celle des hommes de six pieds et plus. Il court après une réputation universelle : le poète, l'orateur, le musicien, absorbent le grand roi.

Les troupes nombreuses qu'il entretient le forcent à une grande économie, cependant je crois qu'il est trop économe.

Il n'est guère possible d'avoir plus d'esprit, et il est très-possible d'en faire un meilleur usage. Rien de si séduisant, quand il veut plaire; et il le veut toujours lorsque l'intérêt de son amour-propre s'y rencontre. Vous a-t-il séduit? Il vous néglige, et finit par vous regarder comme son esclave, fait pour obéir servilement, et essuyer ses caprices.

Il est dur et impérieux avec les princes ses frères. Il les tient dans une dépendance à laquelle il n'a jamais pu s'accoutumer lui-même avec son père devant qui tout tremblait. Ce père le connaissait bien, et lui dit un jour: «Quand tu seras le maître, tu les tromperas, parce que tu ne peux t'en empêcher. Tu es né faux et trompeur: prends-y garde, Frédéric, trompe-les bien une première fois, car tu ne les tromperas jamais deux.» Je tiens cette anecdote de gens sûrs, et elle m'a été confirmée par le prince de Prusse, son digne frère.

Je ne puis me flatter que d'avoir peint quelques traits de ce caractère que je regarde comme indéfinissable. Les faits contenus dans le cours

de ces Mémoires, peuvent y suppléer, et en présenter quelquefois l'application.

J'en suis resté à la paix de Dresde en 1745. Elle n'était pas encore absolument faite, et le roi de Prusse avait déja fixé son retour à Berlin, dans une lettre qu'il écrivait à la reine sa mère. L'envie de tenir sa parole, est entrée pour beaucoup dans sa précipitation à la conclure.

Par l'un des articles de cette paix, la reine de Hongrie promettait d'engager l'empereur, son époux, à se prêter à la garantie de l'empire pour la Silésie en faveur du roi de Prusse. Ce prince offrait sa médiation pour la paix générale, et fit faire des démarches en Hollande à ce sujet. Il poursuivit cette négociation avec chaleur; de sorte qu'il déclara que c'était à cette seule condition qu'il s'offrait de garantir les états de la reine de Hongrie en Allemagne. Il favorisa la neutralité que nous obtînmes des princes de l'empire. Si ce fut un bien pour nous, l'on a dû en savoir gré au roi de Prusse, qui demeura constamment attaché à nos intérêts. Il sentit bien que les siens y étaient liés, et il me dit, qu'à une reprise d'armes près, je pouvais compter sur tout ce qui dépendrait de lui.

Le commencement de l'année 1746 fut employé en fêtes, sans cependant perdre de vue le rétablissement de ses troupes. Il ne fut pas sans inquiétude des prétendus mouvements des Russes, qu'il savait être en négociation avec l'Angleterre,

à l'effet de lui fournir soixante mille hommes, qui devaient passer par la Pologne pour se rendre en Allemagne; mais ce ne fut qu'au bout de deux ans que cette armée se mit en mouvement.

Aucune puissance n'entend mieux l'art des démonstrations que la Russie ; mais bien connue et approfondie, elle n'est qu'observatrice. Elle a l'habileté d'en tirer toute sa considération, et voilà son seul projet.

Le roi de Prusse, qui a toujours eu peur des Russes, refusa de se prêter à une triple alliance définitive entre le roi, le royaume de Suède et lui. Il reçut la proposition que je lui en fis avec dédain et méfiance, et même avec d'assez mauvaises plaisanteries, dans la vue de cacher le véritable motif de son éloignement, qui était, comme je l'ai dit, la peur de déplaire à la Russie.

Le roi le consulta sur le projet de prendre une princesse de Saxe pour M. le Dauphin. Il y donna la plus galante approbation. Je crois qu'il aurait mieux aimé que le choix fût tombé sur sa sœur, la princesse Amélie, qui n'eût pas hésité à se faire catholique. Cette princesse en avait conçu quelque espérance, mal fondée sans doute, une pareille alliance n'eût pas été du goût de notre ministère, et sur ce que je rendis au marquis d'Argenson, alors ministre des affaires étrangères, les propos tenus à cet égard, il me répondit qu'on n'y avait jamais pensé.

Le duc de Richelieu arriva à Dresde au com-

mencement de l'année 1747, pour demander la princesse de Saxe (1). Il fut chargé de faire voir au roi de Pologne, électeur de Saxe, combien son ministre, le comte de Brülh, méritait peu l'extrême confiance qu'il lui donnait; la circonstance paraissait favorable, et bien propre à faire ouvrir les yeux de ce monarque. Le comte de Brülh le prévit, il n'était pour-lors que ministre à département; il obtint du roi son maître la qualité de premier ministre. Cette nouvelle grace que M. de Richelieu apprit à son arrivée à Léipsick, dut déconcerter les mesures qu'il se proposait de prendre contre lui. Il vit bien qu'il était inattaquable; et pendant son séjour à Dresde, il eut le temps de connaître un fin courtisan, et en même temps le plus malhabile et le plus dangereux ministre.

Le marquis de Paulmi, fils du marquis d'Argenson, avait suivi M. de Richelieu. Le mariage de M. le dauphin conclu et arrêté, le marquis de Paulmi vint me voir à Berlin, où il plut beaucoup au roi de Prusse, aux reines, et à toute la cour. Il fut reçu à l'académie, où il fit un beau discours. Une chose assez singulière, c'est que, devant le lire à trois heures après midi, il se mit à le composer à midi, et il fut achevé à l'heure du dîner. La facilité de son esprit m'étonna, mais plus encore son courage, lorsque je lui appris

(1) Le silence de M. de Valori sur la part qu'il prit à cette alliance est d'une modestie remarquable.

que son père venait d'être déplacé. Il soutint ce revers avec force. Le roi de Prusse lui marqua la part qu'il y prenait; et, ce qui me surprit, c'est que ce prince ne changea rien aux façons obligeantes et distinguées avec lesquelles il l'avait toujours traité.

Je dois à l'amitié qui nous liait, le marquis d'Argenson et moi, l'éloge de ce ministre; mais je dois aussi à la vérité ce que j'ai pensé de ses talents. Il n'y eut jamais un plus honnête homme, aimant plus le roi et sa patrie. Jamais aucun ministre n'a apporté, en arrivant en place, autant de connaissances et de théorie; elles étaient le fruit d'une longue étude, et de la plus grande application. Il avait été nommé à l'ambassade de Portugal, pendant le ministère du cardinal de Fleury et de M. Chauvelin. Le cardinal aimait le comte d'Argenson, son frère cadet; le garde-des-sceaux Chauvelin le haïssait; peut-être parce qu'il le craignait; au contraire il paraissait aimer beaucoup le marquis, qui se ressentit alors de la disgrace de M. Chauvelin. Malgré tous les apprêts de son ambassade, elle n'eut pas lieu. Je crois même qu'il en fut pour une grande partie de ses frais.

Le roi jugea à propos de renvoyer M. Amelot. Il y a tout lieu de croire que le comte de Rottembourg, aidé du duc de Richelieu dans la poursuite des instructions qu'il avait du roi de Prusse son maître, accéléra la disgrace de ce ministre. Le roi était à l'armée, et MM. du Theil et de Laville, premiers commis des affaires étran-

gères sous le maréchal de Noailles, remplirent l'intervalle qu'il y eut entre M. Amelot et son successeur dans le ministère. Je dirai en passant que ce ne fut pas le temps brillant des négociations. Le maréchal de Noailles (1), avec beaucoup d'esprit, ne pouvait pas suivre une affaire seule, quelque importante qu'elle fût; il allait toujours au-delà du but, et il finissait par embrouiller les détails de manière à en faire un chaos, auquel il pouvait peut-être comprendre quelque chose, mais qui désolait ceux qui étaient chargés de le débrouiller, chacun dans leur partie. Nulle liaison entre les différents objets de détails. C'est cependant ce qui, à mon gré, constitue le grand ministre des affaires étrangères.

Le marquis d'Argenson avait, comme je l'ai dit, un grand sens et une bonne judiciaire; mais peu au fait de la cour, il n'avait jamais pu acquérir cet esprit d'intrigue si nécessaire pour s'y maintenir. Cela fit qu'il négligea les avis qu'on lui donnait d'une prochaine disgrace. Il crut qu'en se renfermant dans les devoirs de sa place, dans

(1) Le maréchal de Noailles n'était pas sans une grande capacité; il portait, dans les affaires ministérielles et militaires, un grand esprit de détail. En faisant cette note, je n'ai pas besoin d'ajouter que l'opinion contemporaine se fait quelquefois trop sentir dans ces Mémoires; j'aime mieux prendre ce motif d'accusation relatif, sauf à me tromper, que d'être obligé de consentir à la sévérité de l'historien.

(*Note de l'Éditeur.*)

un travail réglé et assidu, il pouvait se confier aux bontés que son maître lui marquait. Il avait un ennemi puissant dans le maréchal de Noailles, qui mit tout en usage pour jeter du ridicule sur son travail, et même sur sa personne; le marquis d'Argenson est bien une preuve qu'un petit ridicule est plus nuisible à la cour que les plus grands vices. Peut-être, à la vérité, a-t-il pu y prêter par quelques réponses singulières qu'il fit à différents ministres étrangers, et par son peu d'usage de la cour; mais il n'en est pas moins vrai qu'il fut capable de grandes idées générales; et que peu d'hommes ont apporté dans le ministère autant de lumières que lui.

C'est dans ces temps que le roi de Prusse fit son traité d'alliance définitive avec la Suède. Il s'opposa à ce que le roi y entrât, en m'alléguant de bonnes et solides raisons de son éloignement. Il dut être fort content des procédés du roi; car, trouvant la Suède inutile à sa défense et à ses intérêts tant qu'elle n'aurait pas la ressource des subsides, le roi consentit à lui en accorder, à commencer du jour de la signature du traité d'alliance définitive entre les deux puissances. Le roi de Prusse, toujours attentif à ménager la Russie, avait stipulé dans son traité qu'elle serait invitée à y accéder. Elle éluda poliment la proposition, et ce traité fut consommé dans le mois de juin 1747.

Le roi de Prusse était à Stetin et faisait la re-

vue de ses troupes, lorsqu'il apprit la nouvelle de la victoire que le roi venait de remporter à Lawfeld. Il ne dissimula point la joie qu'il en eut, et il s'écria à haute voix, à la tête de ses troupes: Vive le roi de France! il vient de remporter une grande victoire.

J'avais toujours eu dans l'idée de travailler à une triple alliance entre le Danemarck, la Suède et le roi de Prusse. Je la regardais comme la seule propre à tranquilliser sa majesté prussienne sur les hauteurs et la mauvaise volonté des Russes. Il est bien certain qu'une pareille union eût dû déconcerter les projets ambitieux de la Russie, projets, au reste, qui n'avaient pas, à ce que je crois, pour objet l'agrandissement de cet état, mais bien plutôt une influence dans les affaires du Nord et de l'Empire, pareille à celle qu'elle s'était procurée sur la Pologne. On entra en négociation sur cette alliance défensive; il me parut que le roi de Prusse s'y portait avec timidité, n'étant pas assez sûr de la réussite, et sentant qu'il déplairait à la Russie en pure perte si l'alliance n'avait pas lieu.

Je sus par sa majesté prussienne que le Stathouder offrait d'accepter sa médiation, se retranchant cependant sur la nécessité de condescendre aux vues du roi d'Angleterre, qui, de son côté, disait être dans la nécessité d'avoir l'aveu des cours de Vienne et de Turin; le Stathouder

ajoutait encore qu'il doutait que la France voulût accepter sa médiation.

Cependant les Russes faisaient les plus grandes démonstrations pour effectuer les promesses qu'ils avaient faites à l'Angleterre, et les engagements qu'ils avaient pris avec cette puissance. Le feld-maréchal Keith qui avait servi dans leurs troupes, et qui en connaissait la politique et le gouvernement, m'assurait fort que la levée de quarante-huit mille hommes, que cette puissance faisait avec beaucoup d'éclat, était une suite de sa politique démonstrative; mais qu'il ne croyait pas qu'ils marchassent, ou au moins qu'ils se missent en devoir d'arriver.

Le marquis d'Argenson avait négocié la neutralité des princes de l'empire. Je puis dire qu'il fut fort aidé par le roi de Prusse. Cette neutralité bien établie, je sollicitais une association avec les princes les plus puissants du Rhin, dont le roi de Prusse aurait été, en quelque façon, le chef; mais je n'ai point réussi. Il est certain que cela eût rendu la marche des Russes dangereuse pour eux, et très-inutile à leurs alliés, qui eussent été sans doute déconcertés des prodigieuses dépenses qu'ils avaient faites pour mettre soixante mille hommes russes en mouvement.

Enfin ceux-ci commencèrent à s'ébranler au commencement de l'année 1748, et lorsque la tête traversa la Pologne et une partie de la Bohême, et qu'elle mit le pied en Allemagne, la dernière

division était encore sur les terres de la Russie. Il était question alors du siége de Maestrich. Un certain Walravd, général-major des troupes du roi de Prusse et chef de ses ingénieurs, me fit solliciter et me sollicita lui-même de le faire demander par le maréchal de Saxe au roi de Prusse. Ce prince était dans l'usage d'envoyer des officiers de ses troupes à notre armée sous le prétexte de s'instruire, mais en effet pour être instruit lui-même de tout ce qui s'y passait. Walrave avait servi dans les troupes hollandaises en qualité d'ingénieur, et m'assurait connaître Maestrich comme sa chambre. J'en écrivis à la cour, qui le fit demander par le maréchal de Saxe au roi de Prusse. Ce prince, qui avait déja de violents sujets de méfiance sur cet homme, différa de répondre à cette demande. Pour vérifier ses soupçons, il manda Walrave à Potzdam, lui fit une fausse confidence du dessein où il était de se rembarquer dans la guerre, si l'on n'acceptait pas sa médiation armée, et lui ordonna de partir sur-le-champ pour Stetin, d'en bien examiner les fortifications ainsi que l'état des troupes de la garnison, des munitions de guerre et de bouche; de partir sans aucun délai et de ne point passer par Berlin. Il ne doutait pas que, par ses lettres, il n'eût la conviction de son crime. Effectivement, Walrave fit part au comte de Bernes, ministre de la reine de Hongrie, de la confidence que lui avait faite le roi son maître. Le roi

de Prusse, muni de cette pièce, fit revenir Walrave avec la même diligence. A l'entrée de son cabinet, on lui ôta son épée, et le roi, lui ayant fait les plus sanglants reproches, le fit arrêter et conduire à Magdebourg, dans une prison que ce scélérat avait fait construire lui-même, et où il avait mis tout l'art possible pour empêcher que quiconque y serait enfermé ne pût jamais s'échapper.

Ce prince, en me contant cette aventure, me dit en badinant : « Parbleu ! mon ami, vous aviez choisi là un joli sujet pour être de quelque secours à votre armée. » Je lui dis qu'il ne pouvait pas m'entrer dans l'esprit qu'un homme qu'il avait comblé de biens, et dans lequel il avait paru mettre sa confiance en bien des occasions, eût été capable d'une pareille perfidie. A mon retour à Berlin, je vis bien des gens troublés : le comte de Bernes manifestait son inquiétude, ainsi que M. de Bulow, ministre de Saxe, qui, je crois, était pour peu de chose dans cette intrigue. C'était lui qui m'avait le moins pressé de procurer à Walrave l'agrément d'être le chef des officiers que le roi de Prusse enverrait à notre armée. Sans doute que ce misérable se proposait d'instruire les ennemis de tous nos projets pour ce siége. Il avait volé des tableaux à Prague lorsque le roi de Prusse y entra, et quantité d'autres effets, qu'il voulait faire sortir de Prusse sous prétexte de les vendre à la Russie. Mais c'est assez parler de cet

homme qui vivait encore en 1756 dans sa prison.

Les Russes se mirent effectivement en marche le 12 février, et l'avant-garde arriva en Samogitie le 26 du même mois. Elle était le 9 mars à Grodnau, et dirigea sa marche vers la Moravie et la Bohême. Ils annonçaient assez que leurs projets étaient de se porter sur la Moselle. Le roi de Prusse avait quelque impatience qu'ils eussent évacué la Moravie et la Bohême, et qu'ils fussent entrés dans l'empire. Il ne les aimait pas dans son voisinage; et ce fut, je crois, la vraie raison pour laquelle il se refusa aux propositions que je lui fis de comprendre la France dans son traité d'union avec la Suède, et de se déclarer chef des princes de l'empire sur le Rhin.

On reçut à Berlin, le 11 mai, la nouvelle de la paix d'Aix-la-Chapelle, ou pour mieux dire, de la signature des préliminaires. Elle fit une sensation bien inquiète dans cette ville, jusqu'à ce que l'on fût assuré que les intérêts du roi de Prusse étaient pleinement stipulés dans les premiers articles. Le comte de Podewils me dit qu'il y avait eu un peu de précipitation de la part de notre plénipotentiaire; je lui répondis que le roi son maître nous en avait donné un bel exemple à sa paix de Dresde; qu'au reste, ses intérêts les plus chers n'avaient point été oubliés; qu'il avait la garantie de la Silésie de la part de toutes les puissances belligérantes, et que, si la précipitation avait eu part à la signature des préliminaires,

les inconvénients en rejailliraient sur le roi qui n'avait rien voulu pour lui-même, et n'avait eu soin que de la satisfaction de ses alliés; que je le priais de considérer combien le roi de Prusse avait peu contribué à la perfection de ce grand ouvrage.

Je dois convenir que bien des choses me déplaisaient dans cette prompte conclusion. Il me semble qu'il y avait à redire au retardement qu'avait apporté l'ambassadeur d'Angleterre à venir chez le comte de Saint-Severin signer les préliminaires. J'ignore, au reste, quels étaient les ordres de ce dernier ambassadeur; peut-être étaient-ils assez positifs pour qu'il n'osât différer cette signature jusqu'au retour d'un courrier qu'il eût envoyé. Comme je ne fis point éclater cette joie, qu'un événement si souhaité devait produire, on conclut de là, et l'on manda à la cour que je l'improuvais. La reine mère me dit que je ne paraissais pas assez joyeux de cet événement : je répondis que j'étais enchanté que le roi eût donné la paix à ses ennemis. La réponse fut trouvée haute et fière.

Le 2 juillet, on n'avait pas encore appris à Berlin la continuation de la marche des Russes, qui, malgré la paix, requéraient le passage en Franconie. Ils se pressèrent d'arriver en Moravie et en Bohême, quoiqu'ils fussent encore pour la grande partie en Pologne, lorsqu'ils apprirent la signature des préliminaires. La raison de leur

empressement à entrer en Allemagne était principalement de gagner l'argent que l'Angleterre et la Hollande leur donnaient. Ce qui contribua le plus à inquiéter le roi de Prusse fut une réquisition en forme de la part de l'Angleterre et de la Hollande pour le passage des Russes par l'empire, ou la continuation de cette marche malgré la paix faite. Ce prince se figura que l'Angleterre et la Hollande étaient d'accord avec la reine de Hongrie pour se servir des troupes russes, à l'effet de lui reprendre la Silésie. Il craignait vraisemblablement que notre épuisement, après une guerre aussi longue et aussi frayeuse, ne servît d'excuse au roi pour lui refuser les effets de sa garantie.

J'obtins un congé dans le temps que ses inquiétudes n'étaient pas encore calmées. Je passai par Potzdam, où je reçus de la part de ce prince les marques de bonté les plus distinguées. Il me dit qu'il était certain, qu'on m'avait rendu de mauvais offices à ma cour, où l'on m'accusait d'avoir improuvé tout haut le traité de paix; que je devais prendre mes mesures, qu'il me conseillait d'en bien parler, et que je pouvais le mettre en jeu pour ma justification. J'arrivai à Versailles dans les premiers jours d'août. Dans ma première conversation avec le marquis de Puysieulx, pour-lors ministre des affaires étrangères, je ne balançai point à lui parler de l'avis que m'avait donné le roi de Prusse, en l'assurant qu'excepté la réponse que j'avais faite à la reine

mère, je pouvais défier tout le monde de m'imputer le plus léger propos. Ce ministre, l'un des plus honnêtes hommes et des meilleurs citoyens que j'aie connu, parut content de mon assertion, et me dit qu'il me connaissait trop par mes relations pour croire que je me fusse compromis dans une affaire où j'avais pris part.

Il entra dans des détails sur la nécessité où nous avions été de faire la paix. Les principales raisons étaient la disette où se trouvaient nos provinces méridionales, et le danger de nos colonies en Amérique. Il m'ajouta de plus que le maréchal de Saxe avait écrit au roi pour le prévenir que, Maestrich pris, il ne voyait plus rien à faire, et que l'armée se reposerait. La paix faite, ce général se récria sur sa précipitation, et dit au contraire de ce qu'il avait mandé précédemment, qu'après la prise de Maestrich, il eût poussé les ennemis au-delà de Nimègue, et eût pris les provinces de Hollande à revers. Bien des gens ont prétendu reconnaître ce général dans ces différentes assertions. Quoi qu'il en soit, je n'eus pas lieu de m'apercevoir que les fausses imputations eussent rien changé à la bonne opinion que le roi et son ministre avaient de moi. J'en fus reçu avec bonté.

Mon séjour en France ne fut pas aussi long que je l'avais espéré. Je retournai à Berlin au commencement de 1749, et je reçus du roi de Prusse l'accueil le plus obligeant. Ce prince in-

quiet de la correspondance des cours de Vienne, d'Angleterre et de Russie, ainsi que de la haine qu'elles lui portaient, prenait de loin toutes ses mesures pour leur résister. Il négocia avec le Danemarck, afin de le détacher des Russes, et de l'engager à s'unir avec la Suède contre laquelle il paraissait que la Russie voulait entreprendre. L'on vit effectivement devant Dantzick une escadre russe portant, dit-on, des troupes de débarquement qui devaient entrer dans la Finlande. La santé du roi de Suède menaçait; et la cour de Petersbourg, en contravention avec les traités de Neustadt et d'Abo, par lesquels elle s'obligeait de ne se mêler directement ni indirectement des affaires intérieures de la Suède, prétendait agir conformément aux vœux d'une partie de cette nation, qui réclamait son secours pour maintenir la forme du gouvernerment alors existant. M. de Panin, ministre de Russie à Stockholm, eut ordre d'exiger du prince successeur une déclaration formelle et positive, que son intention était de n'y rien changer, lors de son avénement au trône; au défaut de quoi, l'on ferait marcher un corps de troupes dans la Finlande suédoise. Sur ces entrefaites, le Danemarck fit son accommodement avec la Suède, et la Porte déclara qu'elle défendrait les Suédois ses alliés contre toute entreprise de la Russie. La réponse que l'on fit à M. de Panin fut ferme et convenable, et la Suède se mit sur la défensive en Finlande, où elle fit passer des

troupes. Bestucheff, grand-chancelier de Russie, homme intrigant et tout-puissant sur l'esprit de sa souveraine, l'avait flattée de la conquête de la Finlande; il voulait, sous quelque prétexte que ce fût, rompre avec la Suède pour s'emparer de cette province; mais l'on déconcerta ses mesures, et ce ne fut pas sans beaucoup d'inquiétude et de peine que le roi de Prusse y parvint, aidé par les démarches de la France dans les différentes cours. Cette affaire occupa long-temps les cabinets, et donna lieu à beaucoup de négociations, ainsi que le projet d'élire un roi des Romains.

Le roi de Prusse témoignait alors au roi la plus intime confiance, n'omettant rien de ce qui pouvait lui être agréable, et le persuader de son attachement. Ces dispositions, parfaitement conformes à ses intérêts, contribuaient à l'agrément dont il me faisait jouir personnellement, en me rapprochant beaucoup de sa personne, et en me traitant avec une distinction toute particulière. Il me mandait souvent à Potzdam. Pendant les différens séjours que j'y fis, ce prince me fit lire un poëme burlesque de sa composition, en plusieurs chants, et dont le S. d'Arget, alors son lecteur et ci-devant mon secrétaire, et moi, nous sommes les principaux sujets. Il est question de mon aventure de Jaromirts en 1745, où je pensai être enlevé, et où d'Arget le fut à ma place. Ce poëme est extrêmement plaisant, rempli de la plus vive imagination, et d'autant plus singu-

lier qu'il a été fait en fort peu de temps. On l'a imprimé sous les yeux du roi de Prusse avec les plus grandes précautions. Le livre est orné de vignettes et d'estampes fort jolies, où je suis représenté comme le *Palladium* des Prussiens que le prince Charles veut enlever. Le roi, à qui M. de Puysieulx en parla, me fit témoigner un grand desir de l'avoir; mais toutes mes démarches furent inutiles auprès du roi de Prusse, qui ne put consentir qu'un ouvrage aussi fou fût jamais connu. Effectivement, quoique ce ne soit qu'un badinage, l'illustre auteur y a trop affiché le mépris des choses sacrées, pour qu'il fût de nature à être confié.

Ayant demandé mon rappel, je fus remplacé par milord Tirconel, que j'attendis à Berlin, et avec qui je restai quelque temps pour le présenter, et le mettre au courant des affaires qui s'agitaient alors. Le roi de Prusse eut la bonté de me témoigner beaucoup de regrets de me voir partir, et dans des termes qui remplirent mon cœur d'attachement et de reconnaissance. Il me fit présent d'une bague où était son portrait et me chargea d'une lettre pour le roi, dans laquelle mon éloge et mes services d'onze années à sa cour étaient assurément exagérés. Pénétré des témoignages multipliés de bonté et de véritable amitié de ce grand prince, je ne pus me défendre d'attendrissement en prenant congé de lui, et je quittai Berlin au mois d'avril 1750.

CONVERSATION

ENTRE LE ROI DE PRUSSE

ET LE MARQUIS DE VALORI,

LE 23 MAI 1742,

Au sujet de la paix particulière de ce prince avec la reine de Hongrie.

Mon début a été: « Sire, je ne veux ni ne dois point *partir*, sans prendre congé de Votre *Majesté.* — Et où *allez-vous*, mon cher Valori? — à Prague, Sire. — Et pourquoi ne venez-vous pas avec nous? — Sire, je vais offrir un homme de plus dans l'armée du roi, et attendre ses ordres sur un événement aussi important que celui de la paix de Votre Majesté. N'a-t-elle *rien* à me dire sur le contenu de son traité? » — Il me répéta tout ce qu'il m'avait déja dit, que le 9 il avait appris la nouvelle de la retraite précipitée et désastreuse de M. de Broglio sous Prague, qu'il avait cru tout perdu, et qu'il avait cherché à se tirer de presse et à profiter des pleins pouvoirs que milord Hindfort avait, avant qu'il fût instruit d'une situation qui eût pu le rendre plus difficile; qu'il avait

donné ordre à M. de Podewils, par un officier qu'il avait envoyé avec la plus grande diligence à Breslau, de signer à quelque prix que ce fût; qu'il avait supporté tout le fardeau de la guerre, qu'il ne voulait pas en être la victime, qu'il avait toujours entretenu la négociation afin de prendre son moment lorsqu'il verrait que les affaires tourneraient à mal et qu'il n'y aurait plus rien à espérer.

— « Mais, Sire, ce moment n'était pas venu, ce me semble; la retraite sous Prague peut passer pour l'exécution des conseils qu'elle a donnés au maréchal de Belle-Isle, et une suite des arrangements qu'elle a pris avec lui. — Parbleu! mon ami, je ne l'ai pas conseillé comme cela; c'est une fuite, et je sais par les Autrichiens même, et par ce qu'il m'est revenu de bonne part, que vous y avez perdu en malades, prisonniers et désertions, plus de trois mille hommes, sans compter vos équipages; me feriez-vous accroire, que j'ai conseillé cela? Non, par ma foi! Après cela j'étais las de soutenir seul le poids de la guerre; il fallait marcher tantôt d'un côté tantôt de l'autre, et cela à la réquisition de M. de Broglio, qui eût été écrasé sans moi.

— Sire, j'espère que Votre Majesté ne trouvera pas mauvais que je m'explique avec elle naturellement. Oserai-je lui demander ce qu'elle a fait pour la cause commune depuis la signature de notre traité? Je m'engage à lui prouver qu'à tous égards nous avons été à ses ordres; que nous

avons fait ce qu'elle a voulu, et qu'elle n'a rien fait pour nous. — Je ne m'attendais pas à cela, et je vois bien que je n'ai obligé que des ingrats; mais n'entrons point dans ce détail, cela nous conduirait aux reproches, il faut les bannir entre nous; et qu'avez-vous fait, vous autres, Messieurs les Français? — Tout, pour la gloire et les intérêts de Votre Majesté, sans autre vue que celle de secourir notre allié, et de prouver à Votre Majesté la sûreté de ses conquêtes par l'abaissement d'une maison, qui deviendra plus puissante qu'elle ne l'a jamais été. Votre Majesté est assez jeune pour voir arriver le temps des *regrets* sur la démarche qu'elle vient de faire. — Est-ce une prophétie de Nostradamus, mon ami, que vous m'annoncez là? — Non, Sire, mais je crois que c'en est une de la droite raison et de la saine politique. — J'ai de bons garants de la possession de la Silésie. — Les Anglais, Sire, et l'électeur d'Hanovre? Voilà des garants engagés par leurs intérêts à s'en dédire ou à éluder, lorsque Votre Majesté sera attaquée par la reine de Hongrie. — Mais j'ai la Russie aussi. — Le roi doit être peu content, que Votre Majesté abandonne sa garantie pour prendre celle de la Russie. — Ho! elle n'est pas mauvaise, mon ami; elle est sur le point de faire la paix avec la Suède. — Et cela fait, Sire, les premières propositions qui vous seront faites de vider la Silésie viendront de ce côté-là. — Quoi, Valori, vous serez

toujours Nostradamus ? — Ah ! Sire, si je déployais toutes mes prophéties, il y en aurait bien d'autres ! Enfin, Sire, ne saurais-je rien de votre traité ? — Je ne le sais pas encore moi-même, je n'ai pris aucun engagement contre vous ni contre aucuns de mes alliés. On me cède toute la Silésie basse et haute, jusques aux montagnes, c'est-à-dire, que je n'ai pas Troppau ni la principauté de Teschen. Je dois rembourser les Anglais de ce qu'ils ont prêté sur la Silésie, et entrer dans le remboursement de ce qui est dû aux Hollandais. Je suis presque sûr que les Anglais feront céder à l'empereur la Suabe et le Brisgau, et ce que vous appellez l'Autriche. — C'est donc tout, Sire ? — Oui, mais si vous faites bien, vous lui procurerez davantage. Ecoutez, mon ami, croyez que je vois tout ce que vous m'avez dit sur mes intérêts ; ainsi vous ne devez pas douter que je ne m'intéresse bien véritablement à vos succès : parbleu ! faites agir les Saxons. — Mais, Sire, quel est l'appât qu'on peut leur présenter pour les mettre en mouvement ? — Mais il faudra leur donner quelques petites choses. — Encore, quoi, Sire ? — Mais..... quelques choses. Rochant, officier-général de Saxe, vous a-t-il dit ce que je lui ai dit hier ? je l'en avais chargé. Mon avis a été, sur ce qu'il me demandait de la part du roi de Pologne, qu'il avait un parti utile et honorable à prendre, qui était celui de se joindre à vous autres et de marcher aux ennemis, de les

battre, et après cela il ne serait pas difficile d'obtenir quelque chose; qu'il pouvait cependant faire sa paix s'il voulait. — Quoi, Sire, faire la paix sans rien retirer de cette succession? — Eh! qu'est-ce qu'ils ont fait pour en avoir? Parbleu! cher Valori, je m'applaudis d'avoir fait dupe ce c....n de jésuite, le père Guarini. — Sire, que Votre Majesté ne s'y trompe pas, il n'a jamais été sa dupe. — Comment donc? — C'est qu'il a toujours dit que Votre Majesté trompait ou tromperait, et j'ose l'assurer que j'ai rompu des lames contre lui, à cet égard, en cela bien moins clairvoyant que lui, et me fondant toujours sur ses véritables intérêts. — Mais ce n'est pas tromper cela, c'est me tirer d'affaires, quand je vois que je ne puis pas réussir à un projet trop vaste! — Pas trop, Sire, pour les alliés que vous aviez; mais puisque Votre Majesté sent tout l'intérêt qu'elle peut avoir à l'abaissement de la maison d'Autriche, et par conséquent à l'agrandissement de l'empereur, qu'elle se serve donc de son crédit. — En quoi? — En faisant déclarer l'empire en sa faveur. Quoi, Sire, les princes d'Allemagne souffriront que les Anglais décident de leurs affaires et distribuent les États! n'est-il pas de leur honneur comme de leurs intérêts qu'eux-mêmes soient arbitres de différends, dont ils seraient les juges naturels, si la force ne s'en mêlait pas? — Tout cela n'est pas si aisé que vous le croyez; mais je sens tout ce que je dois faire pour ma sûreté sans

que vous me le disiez. Comptez, cher Valori, que cela est trop clair, pour que cela ne m'ait pas passé par la tête. »

Je lui demandai le mémoire. Il me dit qu'il y avait répondu dans la lettre qu'il avait écrite au maréchal de Belle-Isle, et qu'il allait me le renvoyer; il m'embrassa en me disant : « Ah çà, revenez donc à Berlin, je vous en prie. » Le lendemain ce prince m'a fait revenir chez lui, et m'a dit qu'il me priait de prendre des mesures pour qu'il fût averti de tout ce qui se passerait des événements de la guerre; « car, m'a-t-il ajouté, si vos affaires prospèrent, comme je l'espère, et que vous battiez les Autrichiens, je serai en état de parler, et je deviendrai par-là en quelque sorte médiateur malgré qu'ils en aient. Vous sentez bien que mon intérêt sera de rendre la part de l'empereur bonne; au reste, je ne regarde point du tout votre alliance comme rompue. La base en est ma renonciation au pays de Berg, et la garantie du roi de la basse Silésie; et tant que Sa Majesté le roi, votre maître, voudra s'y tenir, elle me trouvera prêt à renouveler mes renonciations, s'il en est besoin. » Ensuite il m'a parlé de son séjour en Moravie, et de la peine qu'il y a de faire quelque chose des Saxons. Il est à observer qu'il me dit beaucoup de mal d'eux, et qu'il leur a fait de pareilles confidences sur notre compte.

COPIE
DE LA LETTRE DE M. D'ARGET,
AU MINISTRE,

Écrite de Dresde, lorsqu'il y fut dépêché par M. le marquis de Valori, pour remettre au roi de Prusse une lettre de S. M. T. C., dans le temps de la paix de Dresde, en 1745.

MONSEIGNEUR,

J'arrivai hier à 7 heures du soir, ainsi que j'avais eu l'honneur de vous en prévenir par le mot que j'ai écrit à l'abbé de Sonnevald. Je vis d'abord M. de Vaugrenand, qui voulut bien s'ouvrir avec moi sur les objets présents : on ne peut rien ajouter, ce me semble, à la bonté des raisons qu'il a mises en avant avec le roi de Prusse et M. le comte de Podewils. A 8 heures et demie, j'allai chez S. M. Prussienne; elle était occupée à son concert, et je ne pus la voir qu'après 9 heures et demie. Je me présentai chez M. Eickel, qui était trop embarrassé pour me donner audience. Je demandai le comte de Rottembourg; il était au jeu chez la princesse Lubormiska. Enfin je fus introduit chez le roi, qui me fit l'accueil le

plus agréable ; il allait se mettre à table, et me renvoya pour la réponse à aujourd'hui matin. M. de Vaugrenand avait bien voulu me prévenir sur les bruits de paix avec la Saxe et la reine de Hongrie. Je fus chez M. de Podewils, qui me dit beaucoup de choses pour vous. Je ne fis qu'ébaucher la matière et lui représentai l'état brillant de son maître, qui le rendait l'arbitre de la paix de l'Europe; que le moment était venu de la faire générale, et que peut-être aurait-il lieu de se repentir d'en négliger l'occasion. Il me dit que c'était l'objet du roi, son maître, et termina ainsi la conversation par des questions générales. Ce matin je me suis présenté chez le roi de Prusse. J'ai attendu, et enfin je n'ai pu arriver à ce prince qu'à 5 heures et demie, et n'en suis sorti qu'à plus de 7. Il a daigné entrer avec moi dans les plus grands détails, et a débuté par me dire que M. de Valori avait fait à merveille de ne pas lui apporter lui-même la lettre du roi; qu'il n'aurait pas eu lieu de s'attendre à une réponse, qui tenait presque de l'ironie, puisque S. M. ne lui donnait nulle espérance et s'en remettait à son bon génie pour se tirer du cas fâcheux où il se trouvait et prendre un parti convenable ; qu'il l'avait pris en effet, et faisait sa paix avec la Saxe et la reine de Hongrie, qu'il avait senti tout le danger des différentes situations où il s'était trouvé, et que, las de toujours jouer à quitte ou double, il voulait se mettre dans un état de tranquillité dont

lui et son peuple avaient également besoin ; que la France n'aurait été que difficilement en état de remédier à ses malheurs, et qu'il voyait par la lettre du roi qu'il n'était pas même en volonté de le faire ; que sa carrière militaire était remplie; qu'il ne voulait plus exposer son pays aux caprices de la fortune, dont la constance l'étonnait assez pour en craindre les revers ; que sa gloire était satisfaite d'obliger les ennemis à lui demander la paix dans leur capitale, et par l'organe du chancelier de Bohême; qu'il serait toujours attaché aux intérêts du roi, et faisait de son amitié tout le cas du monde, mais qu'il n'avait pas été assez aidé pour être content ; que conservant désormais une exacte neutralité, il se mettait dans le cas de pouvoir offrir sa médiation et porter de part et d'autre des paroles de paix; qu'il s'y offrait et serait charmé d'y contribuer; mais qu'il était constamment décidé à ce parti; qu'il avait sur cela deux idées, l'une, que la France gardât Ypres, Furnes, Tournay, en rendant le reste et faisant d'Ostende l'échange du Cap Breton avec les Anglais ; l'autre, de rendre plus de nos conquêtes en reprenant la liberté de rétablir l'ancien état de Dunkerque ; mais que c'était par l'Angleterre qu'il fallait faire des ouvertures, sans s'adresser à la cour de Vienne, et le mettre lui-même en état de faire un projet de paix recevable ; qu'il concevait bien que le grand point était la reine d'Espagne, et qu'il faudrait qu'elle

se contentât de Parme et Plaisance pour l'infant Dom Philippe, et rendît la Savoie au roi de Sardaigne. Les bontés que m'a marqué ce prince, m'ont enhardi à lui représenter le brillant de son état, et combien il était beau, après avoir été le héros de l'Allemagne, d'être le pacificateur de l'Europe. « J'en conviens, m'a-t-il dit, mon cher « d'Arget, mais le rôle est trop dangereux. Un « revers me met à ma perte, et je sais trop la « situation d'esprit, où je me suis trouvé à mon « dernier départ de Berlin, pour vouloir m'y ex- « poser de nouveau. Si la fortune m'eût été con- « traire, je me voyais un monarque sans trône, « et mes sujets dans la plus cruelle oppression. « Ici c'est toujours échec au roi, j'en appelle à « vous-même, mon ami : enfin, je veux être tran- « quille. » Je lui ai représenté que la maison d'Autriche ne verrait jamais la possession de la Silésie dans la sienne d'un œil tranquille. « Les autres « feront ce qu'ils voudront, m'a-t-il dit, l'ave- « nir est au-dessus de l'humanité. Les autres « feront ce qu'ils voudront. J'ai acquis, que les « autres conservent. Je n'appréhende point les « Autrichiens, et c'est par-là que je réponds à ce « que vous me représentez de la faiblesse de mes « garanties. Ils craignent mon armée, ils redou- « tent ma fortune. Je suis assuré de leur tranquil- « lité pour environ douze ans de vie, que j'estime « qui me restent; eh! ne dois-je donc jamais jouir? « Il est plus dans la vraie grandeur de travailler

« au bonheur de mes sujets, qu'au repos de l'Eu-« rope. J'ai mis la Saxe hors d'état de me nuire. « Elle a 14 millions 775 mille écus de dettes, et, « par l'alliance défensive que je fais avec elle, je « m'en forme un secours contre l'Autriche. Je n'at-« taquerais pas désormais un chat, que pour me « défendre. (Ce sont ses termes.) La gloire et « mes intérêts ont décidé mes premières campa-« gnes. La dignité du feu empereur et mon zèle « pour la France ont occasionné la seconde; de-« puis j'ai toujours combattu pour mes foyers. « Encore une fois, je sais l'état où je me suis vu, « et je verrais le prince Charles à la porte de Paris, « sans m'en remuer; — et nous à la porte de Vienne, « SIRE, repris-je promptement, avec la même in-« différence. — Oui, et vous le jure, d'Arget. Enfin « je veux jouir; et que sommes-nous, nous autres « hommes, pour enfanter des projets qui coûtent « tant de sang? vivons en faisant vivre. »

Le reste de la conversation se passa en discours généraux sur la littérature, les spectacles et autres objets. Je ne détaillerai point ici ni mes raisons, ni mes objections. Je les ai prises dans le sujet même, et on peut juger, par les détails où S. M. Prusienne a bien voulu entrer, que j'y ai donné occasion par quelques raisonnemens fondés.

Je suis etc.

ANECDOTES

Et raisonnements sur le parti que le roi de Prusse a pris au mois d'août 1756 (1).

Ce prince vint à Wésel en 1755 où se trouvèrent le bailly de Froulai, ambassadeur de Malte, et le sieur d'Arget, autrefois mon secrétaire, et depuis secrétaire des commandements de S. M. Prussienne. J'y ajouterai le baron de Kniphausen, son envoyé à la cour de France, qu'il fit venir. J'ai lieu de croire que le sieur d'Arget avait eu la commission de la cour, de se rendre auprès de

(1) Monsieur mon frère,

Comme je n'ai rien plus à cœur que d'entretenir l'union qui subsiste entre nous, j'ai donné au sieur marquis de Valori, outre la qualité de ministre plénipotentiaire auprès de Votre Majesté, cette lettre de créance en qualité d'ambassadeur pour lui servir dans l'occasion; je ne doute pas que Votre Majesté ne lui donne une entière créance, sur-tout lorsqu'il l'assurera de ma sincère amitié avec laquelle je suis,

Monsieur mon frère,

De Votre Majesté,
Le bon frère,
Signé, LOUIS.

A Versailles, le 16 février 1756.

son ancien maître. Il le trouva plein de projets les plus vastes sur le parti que le roi avait à prendre, eu égard à la circonstance où Sa Majesté se trouvait, les injures que lui faisait l'Angleterre et la mauvaise foi dont elle usait avec nous. Il n'ignorait pas sans doute les démarches de la cour à celle de Vienne, pour l'engager à entrer dans sa querelle. Le roi de Prusse voulait que nous nous emparassions des Pays-Bas, et que nous fissions même trembler la Hollande ; il voulait le renouvellement de la guerre, persuadé que sa sûreté en dépendait, et se faire acheter, non à prix d'argent, mais par la considération que ses forces lui donnaient; continuant à être notre allié, il nous eût imposé la loi, et en pareilles circonstances, c'est l'allié le plus haut et le plus incommode qu'on puisse avoir. Peut-être aussi notre cour était-elle instruite qu'en même temps qu'il nous prêchait la guerre, il négociait avec l'Angleterre? Au moins m'a-t-on assuré, que, même avant cette époque, il recherchait cette couronne. Mon opinion a toujours été que ses recherches, à cet égard, n'avaient intérieurement pour but que de se mettre en mesure avec la Russie avec laquelle il était brouillé. Ce prince n'avait point de ministre à cette cour. La France, pour-lors encore son alliée, n'y en ayant point non plus, étant mal avec la Suède, le ministre de Vienne avait beau jeu à entretenir la désunion. Il connaissait les liaisons intimes qu'il

y avait entre ces deux cours; il imagina donc ne pouvoir s'accorder que par l'entremise de l'Angleterre et pressa ses liaisons, quand il vit que le roi était déterminé à faire usage de ses forces contre l'Angleterre seule.

Il faut observer qu'à mon départ de Berlin en 1750, je fus remplacé par milord Tirconell, homme de beaucoup d'esprit, mais envoyé exprès, en quelque façon, pour tenir tête à un prince dont on connaissait la hauteur, et à qui l'on avait fait tenir des propos de mépris contre la France, le ministère du roi et ce qui l'environnait. L'on me croyait peu propre à cette fermeté, non que l'on se méfiât de mon zèle, mais le maréchal de Noailles avait envie que je sortisse de Berlin, et de faire valoir milord Tirconell.

Le roi de Prusse ne tarda pas à démêler le caractère du nouveau ministre, qui ne s'épargnait pas les bons mots en critique. Ce prince revendiquait, peut-être, le privilége exclusif d'être mordant et méchant. Un rival en ce genre ne pouvait que lui déplaire; une réponse que fit milord au feu comte de Rottembourg, acheva ce que des plaisanteries piquantes avaient ébauché.

Le dit comte de Rottembourg vint trouver milord et lui demanda, de la part du roi son maître, quels étaient les arrangements que la France se proposait de prendre pour le secourir dans le cas où il serait attaqué. Tirconell les lui détailla, et, entre autres moyens, il exposa les troupes

allemandes des differents princes qui étaient en traité avec le roi pour lui fournir des secours abondants ; puis il ajouta , après cette énumération : *Mais si vous nous trompez mor..... vous serez écrasés.*

Ce discours rapporté au roi de Prusse le mit dans une furieuse colère, et je ne doute pas que, dès ce moment, il ne recherchât plus que jamais l'Angleterre , sans cependant vouloir s'engager à prendre des mesures directes contre nous.

Milord Tirconell mourut à Berlin. Je ne balance point à dire qu'on fit une faute à la cour de ne pas m'y renvoyer ; mais M. le maréchal de Noailles proposa, sans doute, le chevalier de la Touche. Dans le nombre de ceux qu'on offrit au roi de Prusse, il accepta le chevalier de la Touche, parce qu'il l'avait vu un moment lorsqu'il alla en Suède; il ne tarda pas à lui déplaire, je ne puis en deviner la raison ; mais lorsqu'en 1755 il vint à Wézel, il chargea d'Arget, et le baron de Kniphausen de dire nettement à la cour, qu'il ne pouvait prendre aucune espèce de confiance dans ce ministre , et qu'il fallait lui envoyer quelqu'un à qui il pût parler. Ils ne m'enverront pas, leur dit-il, mon gros ami Valori parce qu'il ne sait pas intriguer, mais encore il me faut quelqu'un avec qui je puisse m'ouvrir.

La cour nomma M. le duc de Nivernais dans le mois de juillet, homme d'un rang et d'un mérite distingué, et dont la présence devait flatter

le desir du roi de Prusse; mais par des intrigues que je ne connais pas, et que je ne puis trop blâmer, M. de Nivernais, nommé au mois de juillet, ne partit que vers la fin de décembre; les apparences sont que les intrigues de la cour de Vienne avaient eu leur effet, qu'elles étaient parvenues à l'éloignement entre le roi de Prusse et notre ministère; le dirai-je même, entre le roi et lui. Je ne prétends point excuser la hardiesse des discours du roi de Prusse; je n'ai eu que trop souvent lieu de m'en apercevoir dans un ministère de dix années; mais je dirai, avec la plus grande vérité, qu'il ne lui est jamais rien échappé, ni devant moi, ni qui me soit revenu, contre la personne du roi; et qu'au contraire, je n'ai jamais vu dans ses propos qu'amitié et respect. Il est vrai qu'il tombait quelquefois sur le corps de nos ministres, et qu'il badinait sur la légèreté attribuée à la nation. Il dit un jour, et j'étais présent: « Les Français sont drôles; ils n'avaient qu'*un ministre* et ils l'exilent; qu'*un général* et ils ne s'en servent pas; qu'*un poète* et ils le chassent. » Le ministre était M. Chauvelin; le général, le maréchal de Belle-Isle; et le poète, Voltaire, qui cependant n'était pas chassé alors, mais voyageaient en Hollande. Pendant la guerre il riait d'un rire amer des disgraces qui nous arrivaient, quoique dans le fond il en fût fâché. Comme j'ai tâché d'ailleurs de peindre le caractère de ce prince, je m'en tiendrai à ce que j'en

ai dit, et me bornerai à la réflexion qu'un ministre sage et éclairé doit oublier son personnel et mettre de côté les petits désagréments qu'il éprouve, pour porter toutes ses vues, ses mouvements, et ses actions, au bien de sa patrie. Lorsqu'on suit exactement cette maxime, on se garde bien d'instruire sa cour de ces propos rapportés par des tiers; je dirai même plus, de ceux que l'on entend, lorsqu'ils ne vont point jusqu'à injurier la personne de son maître. On doit toujours avoir devant les yeux les intérêts de sa cour combinés avec ceux de celle où l'on est; la conduite opposée ne sert qu'à jeter de l'huile sur le feu. Il n'était que trop aisé de rendre celle du roi de Prusse blâmable. Ce prince avec une prétention insurmontable s'était aliéné toutes les couronnes. Il traitait la cour de Vienne en discours et en actions avec trop de fierté; celle de Saxe et de Mecklenbourg avec hauteur et mépris, ainsi que Bavière et Palatin; celle de Suède comme devant fléchir à ses volontés. Il était bien fâché d'être mal avec la Russie; et l'on ne peut avoir une haine plus marquée que celle qu'il avait contre le roi d'Angleterre, son oncle. Il n'avait donc pour amie que la France. Les plus fortes intrigues furent employées pour les brouiller; vrais et faux rapports, tout fut mis en usage.

Ce qui me fait croire que le coup n'était pas porté de part ni d'autre, lors du départ de M. de Nivernais pour Berlin, et même à l'époque du

mien, c'est que le traité de Versailles n'était pas fait et que sans doute on balançait; ce fut peut-être ce qui retarda le départ du duc de Nivernais. On ne croyait pas que le traité du roi de Prusse avec l'Angleterre fût entièrement consommé. Cependant M. de Nivernais le trouva conclu à son arrivée, le roi de Prusse lui en dit la teneur, et lui jura qu'il n'y avait point autre chose que ce qu'il lui disait. Il lui en donna la preuve peu de jours après, puisqu'il voulut qu'il vît lui-même les ratifications au moment que ce prince les reçut. En effet, le fond de ce traité n'avait pour objet que d'empêcher les troupes étrangères d'entrer en Allemagne; le roi d'Angleterre se garantissait d'une invasion dans le pays d'Hanover, et le roi de Prusse, par ce traité, interdisait aux Russes l'entrée de son pays, ce qui rompait les mesures que la cour de Vienne passait pour avoir prises avec la Russie : je dis passait, parce que certainement il n'y avait rien de fait, et que toute la négociation du ministre impérial à Pétersbourg roulait sur un ancien traité défensif entre les deux cours conclu en 1746, dix ans auparavant. Sa plus grande occupation devait être de fomenter l'indisposition qu'on y avait contre le roi de Prusse.

Je ne dois pas oublier de dire que M. le duc de Nivernais fut reçu avec toute la distinction que méritait son rang, son esprit et ses talents. Le roi de Prusse s'excusa de son traité avec l'An-

gleterre, 1° sur le retardement qu'on avait apporté à lui envoyer quelqu'un avec qui il pût parler; 2° sur l'innocence du traité qui ne pouvait, disait-il, préjudicier aux intérêts du roi, parce qu'il était bien persuadé que son intention n'était pas de porter la guerre en Allemagne. Il ajouta qu'il avait formellement excepté dans son traité les Pays-Bas.

Ce prince me fit demander pour relever le chevalier de la Touche. Je fus nommé le 15 février, et l'on me fit partir le 1er mars. La santé de M. le duc de Nivernais périclitait dans un climat froid, tel qu'est celui de Berlin. Je fus reçu avec amitié : M. le duc de Nivernais était dans son cabinet, j'y fus introduit, le roi de Prusse me sauta au cou, et se tournant vers M. de Nivernais : « Je vous demande pardon, monsieur, ce sont deux bons et anciens amis qui avaient désespéré de se revoir. » Il continua à parler d'affaires à M. de Nivernais seul, jusqu'au moment de son départ. Quelque chose de particulier, c'est qu'il ouvrit lui-même l'avis d'un traité de neutralité avec la cour de Vienne, disant qu'un traité de cette nature mettrait le roi fort à son aise pour faire tous ses efforts contre l'Angleterre. La veille du départ de M. de Nivernais, ce prince me fit appeller dans son cabinet, le duc y étant seul avec lui; il me dit : « Je vais vous répéter en partie ce que j'ai dit à monsieur le duc : mon traité avec l'Angleterre n'a rien d'inquiétant pour le roi, je

conviens que vis-à-vis de lui j'ai manqué à la forme; mais, mon ami, vous savez que je ne les entends pas: je desire fortement son amitié et je ferai en sorte qu'il n'ait pas lieu de se plaindre de moi. »

Dans toutes les circonstances je pense que le roi de Prusse était de bonne foi; qu'il n'avait fait ce traité avec l'Angleterre que pour éviter l'entrée des Russes en Allemagne, s'appuyer des négociations de cette couronne en opposition à celles de la cour de Vienne; et, les choses demeurant dans l'état où elles étaient pour-lors, le roi d'Angleterre aurait eu plus lieu de se plaindre du roi de Prusse que le roi.

Mais tout changea par les intrigues de l'Angleterre, qui avait gagné le grand chancelier de Russie Bestucheff.

Je fus averti, de plusieurs endroits, qu'il y avait à Pétersbourg une négociation en faveur du roi de Prusse, maniée par l'ambassadeur d'Angleterre; j'en parlai au comte de Podewils, ministre du cabinet. Ce galant homme me dit qu'il n'en savait rien, mais qu'il ne serait point étonné que le roi son maître employât les bons offices de l'Angleterre pour le mettre en mesure avec la Russie, puisque nous n'avions point de ministre qu'il pût mettre en mouvement. Je lui fis à cet égard une réponse dont la suite a bien justifié la justesse. Il me semble, lui dis-je, qu'en employant Hambury Williams (il était ambassadeur d'Angleterre

après avoir été ministre de cette couronne en Prusse, où il s'était comporté comme un Anglais impérieux qu'on envoyait pour braver), vous serez trompés par lui et il servira sa cour à vos dépens, tout alliés que vous êtes. Vous le connaissez; il est parti de chez vous furieux, et prétend y avoir essuyé des outrages : il vous servira mal, n'en doutez pas. En effet, l'objet principal de l'Angleterre était de nous attirer la guerre sur terre pour faire diversion à nos forces.

Le roi de Prusse apprit avec la plus vive inquiétude la conclusion du traité de Versailles ; il mit toute l'activité dont il était capable à ses préparatifs de guerre. Ils étaient immenses, et je les voyais sans pouvoir me persuader qu'il se déterminât à attaquer l'impératrice-reine. J'en raisonnai beaucoup avec le feu prince de Prusse, prince admirable par les qualités du cœur et de l'esprit, plein de prudence et d'humanité. Nous discutions cette grande affaire comme si nous devions en décider. Il m'avança d'après le roi son frère, qu'il était sûr d'un traité offensif entre les cours de Vienne et de Russie, signé au mois de janvier de l'année 1756, pour l'attaquer à l'improviste, la cour de Vienne avec cent mille hommes, et celle de Russie avec quatre-vingt-dix mille. Ma réplique à ce prince fut que j'étais intimement persuadé que les Anglais, dont le roi de Prusse son frère employait le ministère à la cour de Russie, les trompait; qu'ils avaient in-

térêt d'allumer la guerre en Allemagne, persuadés que nous ne pourrions nous dispenser d'y prendre part. Mais, me répliquait-il, si la cour de Vienne n'était pas dans l'intention de nous faire la guerre, pourquoi assemblerait-elle tant de troupes en Bohême et en Moravie? En premier lieu, lui dis-je, monseigneur, il faut constater le fait, et, en le supposant vrai, la cour de Vienne a à répondre, à ces prétendus apprêts, que, sa manutention militaire n'étant plus la même et ses troupes devant payer tout ce qu'elles prennent pour subsister, le royaume de Bohême desire d'avoir des troupes pour la consommation de ses denrées; mais dans la supposition que l'intention est de vous attaquer, sinon cette année, au moins l'année prochaine, comme le dit V. A. R., je prends la liberté de lui représenter que l'intérêt de votre armée est de livrer des batailles. Quand vous entrerez en Bohême, qui n'est qu'un pays de poste, vous n'en donnerez qu'autant que les généraux autrichiens le voudront bien; au lieu que s'ils s'avisent d'entrer en Silésie, ils ne seront pas les maîtres de refuser le combat, et qu'après les avoir bien battus, vous vous trouverez en état de les suivre et de pousser votre victoire aussi loin qu'il est possible; d'ailleurs, si ce n'est que l'année prochaine 1757 qu'ils doivent vous attaquer conjointement avec la Russie, faites réflexion que vous avez huit mois devant vous pour négocier et voir clair à vos affaires. Si l'Angleterre

exécute le traité que vous avez fait avec elle, elle doit s'opposer à l'entrée des Russes en Allemagne; si elle ne le fait pas, vous êtes bien légitimement dégagé de l'exécution de votre traité avec elle; il n'est pas naturel de croire qu'elle donne des subsides à la Russie pour la mettre en état de vous attaquer : au reste, vous savez tous les ressorts qu'il faut mettre en usage pour imprimer du mouvement à cette puissance qui menace long-temps avant d'agir, et dont la politique ordinaire se borne à de fréquentes démonstrations; j'ajouterai encore, continuai-je à dire à ce prince, qu'attaquant la reine de Hongrie, vous perdez toutes les garanties de la Silésie que vous avez obtenues de l'empire, et de presque toutes les puissances de l'Europe. Nous connaissons, me dit ce prince, tout le mérite des garanties, et le roi, mon frère, les apprécie à leur juste valeur. — Telles qu'elles puissent être, monseigneur, il faut convenir qu'elles valent au moins mieux que rien; qu'il est bien difficile d'imaginer que la plupart des princes de l'empire, et quelques autres puissances, n'en prendront pas occasion de demeurer en repos, et que le roi mon maître ne se refuse pas à envoyer vingt-quatre mille hommes auxquels il est engagé par le traité de Versailles à une puissance qui devient aggresseur, le traité n'étant que purement défensif. Au reste, j'en suis toujours pour ce que j'ai eu l'honneur de dire à V. A. R. : je mettrais

ma tête à couper que les Anglais vous trompent. A cela, ce digne prince me répondit que, quand le roi son frère lui annonça son traité, il ne lui répondit autre chose, sinon, que lui, roi de Prusse, savait bien ce qu'il avait à faire, et qu'il souhaitait qu'il s'en trouvât bien; mais, ajouta-t-il, mon ami, je donnerais mon petit doigt pour qu'il n'en eût jamais été question, et je regarde cette liaison comme devant être fatale à notre maison. J'ai vu le temps que le roi avait la même opinion que son frère sur des liaisons avec l'Angleterre. Je ne sais qui l'a fait changer de sentiments. Il dit être sûr d'un traité entre les cours de Vienne et de Pétersbourg. Mais, lui dis-je, monseigneur, comment peut-on être sûr de pareille chose sans avoir vu le traité? Comment est-il possible que de part ou d'autre on n'en ait donné communication? Ce ne peut être que par la voie d'Hamburywillams à Petersbourg. Or, qui vous a dit que cet homme qui vous déteste et qui veut servir son maître ne vous a pas supposé un traité? Enfin pour finir ce long narré, j'avais mis le prince de Prusse dans le cas de douter de la détermination du roi son frère.

Le roi de Prusse demanda à la cour de Vienne une réponse catégorique, c'est le terme, et la demanda avec une fierté qui tenait de la menace: il ne se contenta pas de la première réponse de l'impératrice-reine, qui lui disait simplement que les préparatifs qu'elle faisait ne tendaient à offenser

personne: il demanda une autre réponse aussi catégorique, disant qu'il savait qu'il y avait un traité offensif entre la Russie et cette princesse, à l'effet de l'attaquer inopinément; qu'il demandait donc que l'impératrice-reine l'assurât formellement qu'elle ne l'attaquerait ni dans la présente année 1756, ni dans la suivante. L'impératrice répondit qu'il n'était pas vrai qu'il y eût un traité offensif entre elle et la Russie, et qu'elle n'avait intention d'attaquer personne. C'est cette réponse que le roi de Prusse attendait avec impatience pour se déterminer, et il dit au comte Fintz, son ministre, qui était dans son cabinet en attendant le courrier : Pour le peu que la réponse soit satisfaisante, je ne marche pas. Ce courrier arrive enfin, et le monarque dit, comme César au passage du Rubicon : *Le sort en est jeté, et je pars demain.* En effet, il se mit en mouvement avec les troupes qu'il avait à Potzdam, donna ordre au prince de Prusse de se mettre à la tête de la garnison de Berlin, qui était très-considérable, dirigea sa marche, et fit en même temps partir les troupes qui étaient auprès de Magdebourg aux ordres du prince Ferdinand de Brunswick, qui se portèrent du côté de Leipsick, et y entrèrent le surlendemain du départ du roi de Prusse de Potzdam; de sorte que toute la Saxe se trouva envahie à-peu-près dans le même jour. Son opération était admirablement combinée; tout le monde sait quelle en fut la suite, et que ce prince tint le roi de Pologne enfermé

dans son camp de Pyrna avec le peu de troupes qu'il avait ; qu'il força le cabinet de Dresde, malgré les oppositions de la reine ; qu'il fouilla les archives pour y trouver ce traité, et justifier par-là l'assertion qu'il avait donnée à toute l'Europe, de la certitude où il était qu'il devait être attaqué par la cour de Vienne et par celle de Russie. Mais il n'y trouva qu'un traité purement défensif, conclu dix ans auparavant, et auquel la cour de Saxe avait refusé d'accéder ; il y trouva aussi la preuve de son refus : traité que l'ambassadeur d'Angleterre avait recouvré à Pétersbourg, et dont il avait changé les dates et l'objet défensif en offensif, pour le faire paraître aux yeux du roi de Prusse comme venant d'être conclu. L'assertion du roi de Prusse à la face de toute l'Europe, n'est donc fondée que sur cette insigne subterfuge de l'Angleterre. Si ce prince a acquis beaucoup de gloire par la suite, ce ne fut qu'une gloire purement militaire, et non celle qui tient à-la-fois de la prudence et de la saine politique, laquelle, à mon sens, doit accompagner l'autre. La politique ne permet pas à un prince qui a autant d'esprit, de se laisser tromper aussi grossièrement, d'autant plus qu'en commençant cette guerre, il ne songeait qu'à sa sûreté, et il ne demandait rien. Ne s'estimera-t-il pas trop heureux, quelque chose qui puisse arriver, si à la paix il peut se trouver exactement dans l'état où il était au mois d'août 1756, après la perte de ses meilleures troupes, de

ses plus braves généraux, et après avoir été la cause de la mort peut-être d'un million d'hommes? L'on gémit de voir combien facilement il pouvait éviter ces désastres. Je fus prêt vingt fois d'aller trouver ce prince à Potzdam, et de forcer toutes les barrières pour lui représenter, aussi pathétiquement qu'il m'eût été possible, les inconvénients d'une guerre qu'il commençait sur une simple méfiance, et d'essayer de suspendre sa détermination; mais ce qui m'en empêcha, c'est que je réfléchis qu'il etait possible que je fisse une fausse démarche, ne connaissant pas les intentions de la cour qui ne me fit jamais de réponse sur la question que m'avait fait dire le comte de Podewils : que si le roi de France voulait les garantir, ils ne seraient point attaqués.

Chacun sait qu'à l'entrée du roi de Prusse en Saxe, il protesta de ses bonnes intentions. Le roi de Pologne, électeur de Saxe, rassembla ses troupes à la hâte, et s'enferma avec elles dans le camp de Pyrna. Malgré le sentiment du comte de Broglie, qui lui en avait donné le conseil, je ne pus l'approuver ni convenir qu'un souverain fît bien de s'enfermer ainsi, pouvant devenir à la merci de son ennemi. On m'assurait qu'il y avait pour quatre mois de vivres dans le camp, et qu'il était inattaquable. En supposant que les subsistances fussent effectivement pour quatre mois, il était à présumer que le roi de Prusse se morfondrait en s'opiniâtrant à se rendre maître des Saxons; mais

il s'en fallait beaucoup que cette quantité de vivres y fût; d'autant moins, comme je l'ai su depuis, que le général comte de Harnem, le comte de Rutowki, qui commandait les troupes, et le ministre Brülh, s'opposèrent à ce qu'il se fît un fourrage dans les environs où il se trouvait une grande et suffisante quantité de bled chez les particuliers. La même raison qui rendait ce camp de Pyrna inattaquable, rendait aussi le blocus aisé; car le roi de Prusse, n'ayant qu'un très-petit débouché à garder, les affamait facilement. Il partit à la tête de la plus grande partie de ses troupes, pour aller s'opposer aux Autrichiens, qui étaient sous la conduite du général Brown. La bataille se donna à Lokowitz, le général autrichien ayant rassemblé le plus de troupes qu'il put. La victoire resta indécise, quant au champ de bataille; mais je pense qu'elle appartient au roi de Prusse, puisque les Autrichiens manquèrent l'objet qu'ils s'étaient proposés en attaquant, qui était de délivrer les Saxons. Si ce prince ne se fût pas amusé devant le camp de Pyrna, et qu'il y eût laissé seulement douze ou quinze mille hommes pour le bloquer, il eût pu marcher droit à Prague avec ses forces, qui étaient considérables. Ce grand appareil de guerre de la part de la reine de Hongrie, auquel le roi de Prusse croyait sur de faux rapports, consistait en vingt-six mille hommes campés à Kolin; il est vrai que les troupes autrichiennes arrivaient successivement, et que, selon ce qui

m'a été assuré, le général Brown se trouvait à la tête de cinquante mille hommes lorsqu'il fut en présence à Lokowitz. Mais je ne veux point m'arrêter aux manœuvres de guerre; des témoins oculaires seront plus à portée d'en parler que moi. Je ne m'arrêterai pas davantage aux réflexions qu'on pourrait faire sur les manœuvres du roi de Prusse. Quant à la Saxe, sa conduite fut odieuse; et quant à l'impératrice-reine, sa détermination à l'attaquer porte le caractère de la témérité, et, s'il m'est permis de le dire, de la plus funeste action.

Je dépêchai un courrier à la cour pour annoncer l'entrée du roi de Prusse en Saxe. Le comte de Broglie était pour-lors notre ambassadeur en Pologne; sa résidence était à Dresde. Il voulut aller à Pyrna joindre le roi de Pologne, électeur de Saxe, et prétendit pouvoir aller de Pyrna à Dresde toutes les fois qu'il le jugerait à propos. On lui annonça, de la part du roi de Prusse, qu'il pouvait y aller, mais qu'il fallait nécessairement qu'il y demeurât; qu'on ne souffrirait pas qu'il allât et vînt à sa volonté : il crut le roi son maître outragé, et lui-même il voulut forcer les barrières; le margrave Charles tâcha de l'en dissuader, et enfin lui signifia qu'il ne le souffrirait pas : il voulut y aller à pied; le prince Frédéric de Wirtemberg, lieutenant-général au service de Prusse, qui était au bord de la barrière gardée par un détachement prussien, fut obligé de mettre le

bras en avant, et de l'assurer qu'il ne passerait pas. Le comte de Broglie s'en revint, dépêcha un courrier à la cour, et donna à ce qui s'était passé la couleur de la plus haute violence exercée contre un ambassadeur du roi. Je crois qu'il se garda bien de peindre la chaleur qu'il avait mise dans son procédé. La cour en fut irritée, et je reçus ordre de quitter Berlin sans prendre congé ; je devais simplement annoncer mon départ par écrit au roi de Prusse. Je fis deux lettres à ce prince, l'une en conséquence de l'ordre que j'avais reçu, et l'autre en mon particulier, dans laquelle je lui témoignais tous les regrets que j'avais de quitter sa cour dans des circonstances aussi défavorables à l'union que j'avais toujours tâché d'entretenir entre nos cours. Je reçus réponse à cette dernière à mon passage à Leipsick, et la voici :

Du 2 novembre 1756.

« Après la façon outrageante dont votre cour se « comporte envers moi, vous ne trouverez point « étrange que je ne réponde point au ministre de « France, mais bien à mon vieil ami. Je suis fâché « de votre départ, et vous pouvez être persuadé « que je fais des vœux non-seulement pour votre « santé, *mais encore pour votre fortune.* Faites mes « compliments dans le pays où vous allez à mes « amis, si j'en ai encore ; pour moi, je vois toutes « les extravagances qui arrivent avec sang-froid ;

« et vous pouvez être persuadé que, bien loin « d'être découragé, ce m'est un nouvel aiguillon « qui m'animera à faire l'impossible possible l'an- « née qui vient. Adieu, mon cher Valori, je vous « souhaite un heureux voyage. FÉDÉRIC. »

Je n'ai jamais pu concevoir le dessein du soussigné de cette lettre, hormis que ce prince n'ait cru qu'il fût possible à un Français d'avancer sa fortune en parlant mal de lui. Dans une lettre qu'il écrivit sur celle qu'il avait reçue du baron de Kniphausen, qui lui apprenait l'ordre que je devais recevoir de partir, le roi de Prusse dit qu'il a donné le même ordre audit baron, et continue sa lettre au comte de Podewils :

« Vous direz au marquis de Valori, de ma part, « dans les termes les plus affectueux, combien je « regrette son départ, et suis fâché de ce que sa « cour s'était laissée inspirer des idées bien diffé- « rentes à mon égard de celles qu'elle avait eues « autrefois ; que je ne suis pas hors de toute espé- « rance qu'elle en retournerait et reviendrait aux « anciennes idées ; que certainement je n'en impu- « terai à lui, marquis de Valori, la moindre chose ; « que sa droiture et sa juste façon de penser m'en « étaient de sûrs garants, et que j'étais persuadé « que ses propres sentiments avaient dans les der- « niers temps souvent différé de ce que ses ordres « l'avaient souvent obligé de déclarer ; mais que le « temps justifierait la sincérité de mes procédés

« envers la France ; que je ne croyais pas me trom-
« per dans la conjecture que je faisais sur la façon
« de juger de la conduite que le comte de Broglie
« avait tenue, qui, dans cette circonstance, avait
« été extravagante vis-à-vis de moi ; que cepen-
« dant je ne saurais le laisser partir sans le prier
« de faire à son retour en France mes compliments
« au maréchal de Belle-Isle, de l'assurer de mon
« amitié et de ma considération invariable; que
« le marquis de Valori serait également persuadé
« de mon amitié et de mon estime personnelle
« que rien n'effacerait; qu'au surplus, l'événement
« fâcheux qui venait de m'arriver avec sa cour,
« ne m'avait nullement surpris; que je m'y étais
« attendu après sa prédilection pour celle de
« Vienne; que je connaissais la façon d'agir de
« celle-ci, qui, ne sachant voir d'un œil tranquille
« qu'un ministre d'une cour soit présent pour
« désabuser celle à qui elle voudrait inspirer des
« sentiments de haine et de jalousie par des calom-
« nies les plus noires, fait jouer tous les ressorts
« pour en être quitte; que c'était ce qui m'était
« arrivé autrefois avec mes ministres à Péters-
« bourg, qui à peine en furent retournés, que
« la cour de Vienne avait controuvé mille calom-
« nies et mensonges pour me brouiller sans retour
« avec la cour de Russie; que j'en avertissais lui
« marquis de Valori que la même chose arriverait
« en France, et que dès qu'il n'y aurait plus per-
« sonne à sa cour pour l'en désabuser, les Autri-

« chiens avec leur clique ne manqueraient pas de « débiter effrontément mille mensonges et calom- « nies sur mon sujet, comme aussi de m'imputer « toutes sortes de complots et de desseins con- « trouvés que j'aurais conçus contre la France, « afin de nous rendre ennemis irréconciliables; « que je le priais de s'en souvenir quand cela ar- « riverait, mais que je le priais également de n'y « vouloir jamais ajouter aucune foi, et de vouloir « bien plutôt apprécier toutes les choses controu- « vées à leur juste valeur; en quoi il me rendrait « toujours justice. »

Il est aisé de voir que cette lettre est faite par le secrétaire intime et allemand ; que le roi de Prusse n'a fait que signer, après lui avoir dit en gros ses intentions : le style n'est pas celui de S. M. Prussienne, mais en tout elle marque une grande connaissance des intrigues de la cour de Vienne, et combien ses ministres sont accoutumés à employer toutes sortes de moyens, quels qu'ils soient, pour noircir ses ennemis par-tout où ils trouvent accès.

Je ne suis point étonné du traité de Versailles. La prudence humaine n'a pu aller jusqu'à pré- voir ses suites. Son aspect ne montrait qu'une paix générale, aucun objet d'ambition; celui de Westphalie et le plus grand intérêt de la France devait rassurer les princes d'Allemagne, tant les catholiques que les protestants, sur la crainte d'être opprimés par la cour de Vienne : le roi est

et doit être le meilleur ami du corps germanique ; son intérêt est de n'y laisser prédominer aucune puissance à un certain point, et jamais l'on n'a dû appréhender que son union avec la cour de Vienne pût tendre à son oppression ; mais, j'oserai le dire, si le fond du traité peut être envisagé favorablement, il n'en est pas de même pour la forme: elle est vicieuse en ce que le secours de vingt-quatre mille hommes en nature ou en argent ne devait jamais être à l'option du requérant, mais bien à celle du requis; car on ne peut imaginer aucune situation où le roi eût besoin de ces vingt-quatre mille hommes autrichiens, et que la cour de Vienne fût en état de les payer en argent à la réquisition du roi : il y a plus, la cour de Vienne a excepté dans les secours à rendre le cas de la présente guerre avec l'Angleterre; ne devions-nous pas excepter le cas futur d'une guerre avec les Turcs?

On a mis en délibération ce qu'il convenait de faire, lorsque le roi de Prusse a attaqué l'impératrice-reine, savoir quel parti il convenait mieux de prendre : de celui d'envoyer vingt-quatre mille hommes en Bohême, ou de celui d'entrer en Allemagne avec cent mille hommes; de manière qu'avec cette grande supériorité de forces, la France pût décider cette grande querelle : j'avoue que mon sentiment particulier était ce dernier parti, persuadé que, n'étant pas de notre intérêt d'écraser le roi de Prusse en lui faisant perdre la Silésie

dans son entier, nous pourrions modifier les charges qu'il avait mérité de supporter. Dieu en a ordonné autrement : il se trouve que si on eût pris le parti d'envoyer vingt-quatre mille hommes, on aurait mieux fait; mais l'on n'eût pas évité l'inconvénient de les recruter par moitié chaque année, et de voir de la division entre le général qui les eût commandés et ceux des Autrichiens : il est encore à remarquer qu'il se trouvait de l'éloignement dans les troupes pour cette guerre auxiliaire; quantité d'officiers ont quitté plutôt que d'être exposés d'y aller, car les troupes de ce détachement étaient nommées.

Il a fallu la supériorité de génie du roi de Prusse, et des fautes successives et multipliées de notre part, pour garantir ce prince de sa perte totale : elle eût été bien certainement contre notre intérêt; nous n'avions que le choix de deux inconvénients, celui d'augmenter considérablement la puissance de la cour de Vienne, et celui d'écraser un prince fier du nombre et de la bonté de ses troupes, et qui affectait hautement la domination en Allemagne. Dans l'embarras du choix, le parti d'envoyer cent mille hommes en Allemagne semblait rendre le roi maître des conditions de la paix. S'il y fût parvenu, le roi de Prusse, à l'instant borné à cent mille hommes, n'ayant perdu que la haute Silésie et le comté de Glatz, qui seraient revenus à la reine de Hongrie, ce prince maté demeurait assez puissant pour

contenir la cour de Vienne et ses vues d'ambition; mais voilà bien le cas de dire que l'homme propose et que Dieu dispose. Il nous battit à Rosback; il obligea les Hanovriens de renoncer à la capitulation de Closterseven, mit le prince Ferdinand de Brunswick, son beau-frère, à la tête des troupes hanovriennes, hessoises, et y joignit un corps des siennes; il nous obligea à quitter le pays de Hanover, toute la Westphalie, et à repasser le Rhin dans le plus grand désordre et le plus grand affaiblissement de notre armée. Si toutes choses nous eussent réussi dans cette partie, c'est-à-dire, si la convention de Closterseven eût tenu; si, la campagne suivante, nous eussions été devant Magdebourg, je ne sais si nous eussions bien fait de le prendre, et s'il n'eût pas mieux fallu profiter de notre position et de nos avantages pour obliger le roi de Prusse à faire la paix, et la reine de Hongrie à se contenter du comté de Glatz et de la haute Silésie; mais il était question d'un dédommagement à la Saxe. Je ne crois pas que dans la situation où nous sommes, ainsi que la reine de Hongrie, elle puisse se flatter d'en obtenir.

Lorsque j'arrivai à Versailles au mois de novembre 1756, il me parut qu'on comptait sur des succès, même sur la certitude d'écraser le roi de Prusse; et ce qui m'étonna, fut des preuves certaines que j'eus qu'on en avait imposé sur le compte de ce prince.

Madame la marquise de Pompadour (1) me demanda s'il était vrai que le roi de Prusse, avant de monter à cheval, m'embrassa, et me dit : *Ce sont les petits vers de M. l'abbé de Bernis et les petits charmes de madame de Pompadour qui me font monter à cheval.* Or il est certain que je ne vis ni ne parlai à ce prince plus d'un mois avant sa détermination. Ce fut ma réponse ; je ne sais si je fus cru, mais je dois l'être, parce que je disais la vérité. J'ai conclu de là combien on en avait imposé. Je blâme cependant ce prince, et bien réellement, de la répugnance qu'il a eue d'en user comme toutes les autres puissances, dont les ministres voyaient assidûment cette dame. Le baron de Kniphausen seul, par ordre de son maître, ne la voyait point, tandis que la reine de Hongrie lui écrivait les lettres les plus flatteuses. C'était, ce me semble, bien mal raisonner de sa part, et ouvrir un champ libre à tous ses ennemis. Le feu prince de Prusse avait desiré ardemment son portrait, et m'avait employé pour l'obtenir. Le prince Henri son frère l'avait fait demander par le chevalier de la Touche. S. M. Prussienne, qui sait

(1) Frédéric appelait cette dame le *d'Amboise en Fontanges* de Louis XV. Elle desservit M. de Valori tant qu'elle put, sans pouvoir toutefois lui ôter l'estime de son maître et l'affection des ministres, que l'on nommait même dès ce temps les ministres *patriotes*. Ce mot de *patriote* avait, à cette époque, une acception toute française.

(*Note de l'Éditeur.*)

employer les propos les plus galants et les plus flatteurs quand il veut plaire, eût trouvé des moyens de se réconcilier avec cette dame célèbre (1). Sa fierté et son dépit étaient à leur comble; ils produisirent en lui l'esprit de vertige; car, quels que soient ses succès et la gloire militaire qu'il a acquise, il restera toujours constant, parmi les gens sensés et les meilleurs politiques, qu'il a trop suivi son inclination guerrière dans cette campagne où les succès les plus brillants n'ont pu balancer les conséquences les plus funestes.

(1) Il faut louer le grand Frédéric de n'avoir point cédé à l'influence de la marquise de Pompadour; il n'était point de la dignité de cet illustre capitaine de paraître même s'apercevoir qu'elle prît quelque part aux affaires de l'État.
(*Note de l'Éditeur.*)

OBSERVATIONS

SUR L'ÉVÉNEMENT DE BAVIÈRE.

(ANNÉE 1745.)

POUR éclaircir un passage de mes Mémoires à l'année 1745, je ne puis omettre les observations suivantes : personne n'ignore les efforts immenses que le roi a faits après la mort de l'empereur Charles VI pour les intérêts de la maison de Bavière, pour soutenir ses droits et ses prétentions et procurer au défunt empereur Charles VII la couronne impériale. Il serait donc fort inutile d'en répéter l'énumération. Il suffira d'indiquer quelques principaux faits qui ont le plus de rapport à la conjoncture dont j'ai parlé.

Loin que la mort du feu empereur Charles VII, en changeant les circonstances, eût apporté aucun changement aux vues du roi pour les intérêts et la grandeur de la maison électorale de Bavière, S. M. ne fit que transmettre au fils tous les sentiments qu'elle avait eus pour le père. Dans ces dispositions, l'état du nouvel électeur, dans un âge faible, opprimé par un ennemi puissant et

ambitieux qui voulait se rendre maître de sa destinée, ne pouvait manquer de toucher la générosité du roi. Ainsi S. M., dès cet instant jusqu'à celui de l'accommodement de l'électeur, ne fut occupée que du soin de donner chaque jour à ce jeune prince les preuves les plus essentielles de l'amitié la plus vive et la plus tendre pour sa personne, et de l'appui le plus fort et le plus constant pour le soutien de ses intérêts et de sa gloire.

Mais, pour plus grand éclaircissement de tout ce que le roi a fait non-seulement pour l'électeur de Bavière, mais encore pour la cause commune qui y a un rapport nécessaire, on croit devoir reprendre les choses d'un peu plus loin que la mort du feu empereur.

On sait que, pendant le siége de Fribourg, M. de Séchelles fut envoyé à Munich pour y débrouiller le cahos immense des comptes des officiers de l'armée de Bavière, que les ministres bavarois ou ne pouvaient ou ne voulaient pas éclaircir. Tout fut liquidé par les soins de M. de Séchelles, et le paiement de la part de la France suivit bientôt la liquidation.

L'objet du voyage de M. de Séchelles était encore de régler l'article des subsistances en Bavière. Après un travail long et assidu, il convint avec les ministres bavarois de la nécessité et de la possibilité de former des magasins en Bavière, et l'empereur en conséquence se chargea de toute l'exécution.

Quant aux opérations politiques et militaires, le roi envoya M. le maréchal de Belle-Isle à la cour impériale, par déférence pour l'empereur qui avait de la confiance en lui ; et par les mêmes motifs, il devait le passer de cette cour à celle de Berlin, où il aurait concerté le tout avec le roi de Prusse, s'il n'avait été arrêté dans sa marche par un événement auquel on n'avait pas lieu de s'attendre.

A la mort de l'empereur, le roi, comme on l'a dit ci-dessus, résolu de remplir en faveur du nouvel électeur les vues qu'il avait formées pour le feu empereur son père, et qui ne tendaient pas moins au soutien de ses droits qu'à la conservation des libertés de l'empire, n'épargna ni les négociations dans les cours étrangères, ni les profusions en subsides, pour appuyer les intérêts du jeune duc de Bavière.

S. M. a commencé par continuer à S. A. E. les même subsides pour sa maison qu'elle donnait à S. M. I., quoique la différence de représentation dût en mettre naturellement une très-grande dans la dépense du nouvel électeur.

A l'égard du subside pour les troupes bavaroises, il fut payé avec la plus grande régularité. Les Hessois, qui avaient exigé les conditions les plus dures, ont toujours eu leur paiement d'avance, et les Palatins même reçurent jusqu'à l'argent de l'augmentation qu'ils devaient faire dans leurs troupes, et qu'ils n'ont pas faite. Le nombre

des troupes bavaroises et de ses auxiliaires fut porté jusqu'à près de soixante mille hommes; enfin, malgré toutes les dépenses énormes que le roi avait faites antérieurement, S. M. prodigua des millions pendant le cours de cet hiver pour mettre cette armée en état d'ouvrir la campagne avec honneur.

Le projet avait été d'assiéger Ingolstadt dès que la saison l'aurait permis. On avait laissé pour cet effet sous Fribourg un train considérable d'artillerie avec toutes les munitions nécessaires pour une pareille expédition. L'empereur était convenu de les envoyer chercher, et les mesures avaient été prises en conséquence pendant le séjour en Bavière de MM. de Belle-Isle et de Séchelles. Indépendamment de cette opération, l'objet n'était pas moins de pénétrer jusqu'en Autriche, tant pour éloigner la guerre de la Bavière, que pour diminuer, par cette diversion, le poids des efforts que les troupes de la reine de Hongrie pouvaient faire contre le roi de Prusse.

Des services aussi réels, aussi importants paraissaient garantir la fidélité de l'électeur à ses engagements avec le roi, et son intérêt même semblait y mettre le sceau.

A la vérité, l'électeur donnait les assurances les plus fortes de son attachement et de sa reconnaissance inviolable pour le roi; mais les effets y ont peu répondu.

Chaque jour faisait naître de nouvelles difficul-

tés. Le ministère bavarois n'employait point aux usages convenus les sommes exorbitantes que le roi de France payait au-delà des conventions; mais même il en demandait de plus fortes, dans la vue peut-être de se préparer dans le refus de la France un prétexte spécieux à la défection méditée.

Ce même ministère, en ne tenant point les engagements qu'il avait, en exigeait de nouveaux, auxquels le roi ne s'était point obligé.

Le feu empereur, sur la facilité démontrée de former des magasins en Bavière, s'était chargé de ce soin, comme on l'a dit plus haut; mais le ministère de l'électeur éluda l'engagement, sous prétexte que les peuples de Bavière étaient épuisés. Ces ministres ne voulurent jamais faire ordonner le dénombrement des grains et fourrages dans leur pays; et cependant ils croyaient possible d'y en trouver, si le roi voulait envoyer de l'argent pour former ces magasins.

Enfin S. M. fut obligée, pour commencer les opérations de la campagne, de rassembler à grands frais, sur l'Ister et sur le Danube, des grains et des fourrages, mais qui, par l'abandon des Bavarois, n'ont servi qu'à l'ennemi.

Dans le même temps, le prince de Hesse avait fait avec le duc d'Aremberg un accord furtif que l'on a découvert par l'enlèvement d'un courrier. Tout a concouru même à faire penser que la cour de Vienne était instruite jour par jour de nos opé-

rations, et que la manière de nous attaquer était concertée avec ses généraux, puisqu'ils ne cherchaient que les troupes auxiliaires; que les Bavarois étaient venus tranquillement sous Munich sans être attaqués, et que, loin de se joindre à nous pour nous donner la supériorité sur l'ennemi, ils s'étaient retirés par un autre côté, sans nous instruire de leurs démarches, et sans se mettre à portée de nous secourir.

C'est à cette manœuvre que l'on doit attribuer le combat inégal du corps de M. de Ségur avec celui de M. Bathiani. A la vérité, les troupes du roi avaient donné dans cette occasion des marques d'une valeur extraordinaire, quoiqu'elles fussent infiniment inférieures en nombre, et que la nécessité d'une retraite augmentât encore leur désavantage. L'on en peut croire le témoignage de M. Bathiani, qui manda dans une lettre à un ministre de la reine de Hongrie à Ulm, qu'on avait interceptée, qu'il ne peut appeler l'avantage qu'il a eu sur les troupes du roi, une victoire, puisqu'elles se sont si bien défendues, que, malgré la supériorité du nombre de son côté, notre perte fut moindre que la sienne, sur-tout en officiers. C'est dans ces circonstances qu'on profita de l'absence de quelques-uns des ministres les plus attachés à l'électeur, pour détourner ce prince de la résolution qu'il avait prise de sortir d'Augsbourg, et le faire consentir à un traité qui n'est pas moins contre son honneur que contre ses véritables intérêts.

On ne rejeta point le blâme de tout ce qui s'est passé dans cette occasion, ni sur l'électeur, ni sur l'impératrice, qui était restée à Munich. On se contenta de plaindre ce jeune prince de ce que des ministres vendus à la cour de Vienne avaient abusé de la faiblesse de son âge pour lui faire sacrifier ses intérêts avant de les connaître.

Quoi qu'il en soit, l'événement fut le même pour les conséquences. Il dérangea les mesures qui avaient été prises pour soutenir la liberté de l'empire, et pour opérer une puissante diversion sur les frontières de l'Autriche en faveur du roi de Prusse; mais si cette ressource a manqué, il en est d'autres que le roi pouvait mettre en usage pour y suppléer, et son courage fut toujours supérieur aux événements.

S. M. fut donc fermement résolue d'employer conjointement avec le roi de Prusse tous les moyens capables de soustraire l'empire au joug que la reine de Hongrie lui préparait, et de s'ouvrir une voie honorable pour sortir de la guerre qui troublait les états de l'empire.

Mais, comme l'événement survenu en Bavière, en déconcertant les mesures prises, acheva de rompre les nœuds de l'union de Francfort, qui servaient de motifs au séjour des troupes françaises dans l'empire, S. M. désirait savoir ce que le roi de Prusse jugeait qu'il serait possible de faire du côté de la négociation et du côté de la force pour parvenir au but proposé, et quelle

serait la nouvelle forme à donner à nos opérations.

L'accord que fit l'électeur de Bavière ne fut peut-être pas si favorable à la reine de Hongrie qu'il le paraissait. Elle joua le roi de Pologne de la façon la plus singulière, en faisant servir publiquement la médiation de ce prince de couverture à la négociation qu'elle avait fait entamer par ses ministres même auprès de l'électeur de Bavière. Cet événement fit comprendre au roi de Pologne tout ce qu'il pouvait et devait attendre de la cour de Vienne; ce prince n'ignora plus qu'elle cherchait à mettre les plus fortes barrières entre lui et le trône impérial, que lui auraient déféré les vœux unanimes de l'empire, s'il eût été libre; et que les pratiques sourdes, le mépris des constitutions de l'empire, et le sacrifice de ses amis, ne lui devaient coûter rien pour remplir les vastes projets qu'elle méditait.

Dans ces circonstances, l'ambition, excitée par le ressentiment, pouvait peut-être faire changer les dispositions du roi de Pologne pour la cour de Vienne, et lui inspirer le désir de contenir dans de justes bornes une cour qui veut par-tout imposer des lois : au moins croit-on que cette ressource n'était pas à négliger. S. M. prussienne a sans doute beaucoup fait jusqu'alors pour se réconcilier avec le roi de Pologne, et le peu de succès de ses premières avances put naturellement l'éloigner d'en faire de secondes; mais les temps étaient changés.

Le roi de Prusse conviendra que l'acquisition du roi de Pologne, dans ce moment critique, mettait la supériorité du côté de notre alliance : S. M. prussienne savait mieux que personne, que, dans les grandes affaires, les répugnances particulières doivent céder à l'intérêt de l'État; ainsi l'on espérait qu'elle voudrait bien ne pas refuser son concours aux négociations que S. M. pouvait tenter pour engager le roi de Pologne à faire cause commune avec eux.

A l'égard des autres mesures politiques à prendre, soit en Russie, soit dans les autres cours du nord, S. M. désirait encore que le roi de Prusse voulût bien lui communiquer son sentiment, afin que ces deux princes pussent tenir par-tout une conduite uniforme et dirigée par un même esprit à l'intérêt commun.

Quant aux opérations militaires, la France sentit bien qu'il fallait redoubler d'efforts, et elle était prête à entrer dans toutes les mesures que la sûreté et la gloire particulière des deux rois et l'intérêt du bien général de l'empire rendraient nécessaires.

Dans cette vue, le roi poussait la guerre en Flandre avec la plus grande vivacité. Mais si S. M. entreprit de faire des conquêtes aux Pays-Bas, c'était bien moins dans l'intention d'augmenter ses états, que dans la confiance d'opérer une diversion avantageuse au roi de Prusse et ruineuse pour les alliés de la reine de Hongrie. Le plus grand

point de jalousie pour les Anglais et les Hollandais n'était pas de voir la Silésie entre les mains du roi de Prusse, mais les Pays-Bas entre celles du roi de France : ainsi, attaquer vivement ce pays, c'était obliger la cour de Vienne d'y renvoyer une partie des forces qu'elle occupait à la guerre de Bohême ; c'était attirer les plus grandes forces des ennemis contre la France, et en délivrer le roi de Prusse à proportion ; c'était causer aux alliés de la reine de Hongrie des dépenses immenses qui, les épuisant, diminuaient les moyens de secourir la reine de Hongrie, qu'on sait n'être pas en état de faire la guerre sans eux. Si cette princesse refusa de renvoyer une partie de ses forces à la défense des Pays-Bas, la désunion se mit infailliblement parmi les alliés ; les Anglais et les Hollandais se lassèrent de la guerre, et rien ne pouvait arriver de plus heureux pour la cause commune.

Ce ne fut que par cette voie que Louis XIV, après en avoir essayé tant d'autres, vint à bout de ses ennemis, en suscitant parmi eux la division fameuse qui termina la guerre de la succession d'Espagne, et l'on espéra que cette même voie pourrait produire encore les mêmes effets.

Les affaires d'Italie paraissaient d'ailleurs reprendre la supériorité en faveur de l'Espagne par la marche du comte de Gages, qui avait passé le Panaro, et traversé le Modénois pour se porter dans le Parmesan ; et l'on ne doit pas douter que

la reine de Hongrie ne fût incessamment obligée de détacher un corps de troupes pour soutenir cette partie de ses états, d'où il résulta encore une diversion en faveur du roi de Prusse. Le roi avait de plus alors dans l'empire une armée de cent bataillons et cent soixante escadrons ; et c'était en particulier sur l'usage à faire de cette armée que S. M. souhaitait avoir le sentiment du roi de Prusse, afin d'en diriger les opérations dans ce changement de circonstance au plus grand avantage de la cause commune. Le roi se flattait avec d'autant plus de confiance que ce prince voudrait bien s'ouvrir à lui sans réserve sur toutes les opérations à faire de part et d'autre, que S. M. était dans la résolution la plus déterminée de persister avec une fidélité inviolable dans ses engagements avec le roi de Prusse, et de suivre, avec toute la constance et la vigueur possibles, le plan qui serait jugé le plus utile et le plus praticable pour l'intérêt et la gloire des deux monarques, ainsi que pour le rétablissement de la paix en Europe, et le maintien des droits et des libertés de l'empire.

En effet quelle puissance pouvait alors résister au roi de Prusse ! une partie du corps germanique, tout en se méfiant de lui, s'apprêtait à le seconder et a s'affranchir du joug pénible que l'ancienne maison d'Autriche avait si long-temps fait peser sur elle. Le prestige de plusieurs belles actions, une politique militaire animée, de la promptitude

dans l'exécution, favorisaient le roi de Prusse, et de plus ce grand capitaine avait le nombre de troupes dont je crois devoir donner l'état suivant:

LISTE GÉNÉRALE

DE L'INFANTERIE DE S. M. LE ROI DE PRUSSE,

DE L'ANNÉE 1745.

NOMS DES RÉGIMENTS.	NOMS DES COLONELS.	BATAILLONS.	TOTAL des RÉGIMENTS.
Gardes	Le roi, le Margrave Guilme.	3	2359 h.
Gardes-Grenadiers.	Le roi, de Einsiedel	2	793
Anhalt Dessau	Le prince Anhalt Dessau	3	2350
Roden	De Roder	2	1570
Schewrin	Le comte de Schewrin	2	1570
Holstein	Le duc de Holstein	2	1570
Anhalt Zerbst	Le prince Anhalt Zerhst	2	1570
Léopold	Le prince Léopold	2	1570
Marwitz	De Marwitz	2	1570
Flans	De Flans	2	1570
Dossow	De Dossow	2	1570
Sidow	De Sidow	2	1570
Kalckstein	De Kalckstein	2	1570
Kleist	De Kleist	2	1570
Griewenitz	De Griewenitz	2	1570
Jeetz	De Jeetz	2	1570
Prince Dieterich	Le prce Dieterich de Dessau.	2	1570
Prince Charles	Le Margrave Charles	2	1570
Leps	De Leps	2	1570
Borck	De Borck	2	1570

NOMS DES RÉGIMENTS.	NOMS DES COLONELS.	BATAILLONS.	TOTAL des RÉGIMENTS.
Prince Henri.....	Le Margrave Henri.	2	1570 h.
Prince Guillaume.	Le prince Guillaume......	2	1570
Lehwald.........	De Lehwald.............	2	1570
La Motte........	De la Motte.............	2	1570
Dohna, vieux....	Le comte Dohna.........	2	1570
Groeben.........	De Groeben.............	2	1570
Truchses	De Truchses.............	2	1570
Persode	De Persode.............	2	1570
Du Moulin.......	Du Moulin.............	2	1570
Selchow.........	De Selchow.............	2	1570
Riedesel	De Riedesel	2	1570
Munchow........	Le comte de Munchow....	2	1570
Prince Henri.....	Le prince Henri.........	2	1570
Prince Ferdinand.	Le prince Ferdinand......	2	1570
Braunsuig.......	Le prce Ferd. de Braunsuig.	2	1570
Prince Maurice...	Le prce Maurice de Dessaw.	2	1570
Bevern..........	Le prince de Bevern......	2	1570
Dohna, jeune....	Le comte de Dohna......	2	1570
Würtemberg.....	Le duc de Würtemberg...	2	1570
Hautcharmois.....	De Hautcharmois.........	2	1570
Bonnin..........	De Bonnin..............	2	1570
Haacke..........	Le comte de Haacke......	2	1570
Hertzberg........	De Hertzberg............	2	1570
Vareine..........	Le Marquis de Vareine...	2	1570
Hesse Darmstad...	Le pce Gse de Hesse Darmsd.	2	1570
Artillerie	De Linger..............	2	1596
Pionniers........	De Walrabe.............	1	797

RÉGIMENTS DE GARNISONS.

NOMS DES RÉGIMENTS.	NOMS DES COLONELS.	BATAILLONS.	TOTAL des RÉGIMENTS.
Krocher	De Krocher	1	785 h.
Weyer	De Weyer	1	785
L'Hospital	De l'Hospital	1	785
Hellermann	Hellermann	1	785
Bredow	De Bredow	2	1564
Thumen	De Thumen	2	1564
Stechow	De Stechow	2	1564
Reck	De Reck	2	1564
Schulenbourg	De Schulenbourg	1	785
Wobeser	De Wobeser	1	785
Bardeleben	De Bardeleben	2	1564
Vacat	Vacat	2	1564(*)

(*) En quartier à Glatz. — L'on prétend que Frédéric, lorsqu'il était à peine âgé de huit ans, commandait une petite armée d'enfants au-dessous de son âge, composée d'autant de soldats, qu'il eut depuis de régiments; observation puérile et sans doute inexacte ; mais ce qu'il y a de certain, c'est que le prince faisait en petit, avec ses soldats nains, toutes les évolutions auxquelles son père exerçait les géants.

(*Note de l'Éditeur.*)

CAVALERIE DE S. M. LE ROI DE PRUSSE.

NOMS DES RÉGIMENTS.	NOMS DES COLONELS.	ESCADRONS.	TOTAL des RÉGIMENTS.
Gardes-du-corps..	Le Roi.................	5	778 h.
Gendarmes.......	De Goltz................	5	792
Régiment du corps.	De Wreeck.............	5	792
dite Carabiniers...	De Mollendorff..........	5	792
Prince Frédéric ..	Le Margrave de Suet.....	5	792
Prince Guillaume.	Le prince Guillaume.....	5	792
Boudenbrock.....	De Boudenbrock.........	5	792
Bredow	De Bredow	5	792
Rochow	De Rochow.............	5	792
Gesler..........	De Gesler..............	5	792
Prince Eugène....	Prince Eugène de Dessau..	5	792
Mollendorff......	De Mollendorff..........	5	792
Kyow...........	De Kyow..............	5	792

DRAGONS DE S. M. LE ROI DE PRUSSE.

Bareuth	Le Margrave de Bareuth...	10	1585
Posadowscky.....	De Posadowscky.........	5	797
Rothembourg.....	Le comte de Rothembourg.	5	797
Nassau	De Nassau.............	5	797
Mollendorff......	De Mollendorff..........	10	1585
Rohb............	De Rohb...............	10	1585
Würtemberg	De Marschal de Bieberstein.	5	797
Bonnin..........	De Bonnin.............	5	797
Pce de Würtemberg	Le P. Louis de Würtemberg	5	797
Platen...........	Vacat..................	10	1585

HUSSARDS DE S. M. LE ROI DE PRUSSE.

NOMS DES RÉGIMENTS.	NOMS DES COLONELS.	ESCADRONS.	TOTAL des RÉGIMENTS.
Brunickowsky....	De Brunickowsky........	5	571 h.
Ziethen..........	De Ziethen..............	10	1132
Malakowscki......	De Malakowscki	5	571
Natzmer.........	De Natzmer.............	6	683
Mackaroth.......	De Mackaroth...........	10	1132
Hoditz...........	Vacat..................	5	571

SOMMAIRE GÉNÉRAL

DE L'ARMÉE DE S. M. LE ROI DE PRUSSE.

112 bataillons d'infanterie........................		87,920
61 escadrons de cuirassiers......................		9,682
70 escadrons de dragons........................		11,122
41 escadrons de hussards.......................		4,659
		113,383
SURNUMÉRAIRES.		
De 112 bataillons d'infanterie, à 48 hommes par bataillon....................	5376	
De 61 escadrons de cuirassiers, à 6 hommes par escadron....................	366	
De 70 escadrons de dragons, à 6 hommes par escadron....................	420	6,408
De 41 escadrons de hussards, à 6 hommes par escadron....................	246	
		119,791
13 compagnies d'infanterie et artillerie en différentes garnisons..................................		1,814
TOTAL..............		121,605

COUP-D'ŒIL

SUR LA CAMPAGNE DE 1757.

Après avoir exposé les causes qui, en 1756, devaient produire les plus funestes effets pour l'avenir, je vais, du fond de ma solitude du Bourgneuf, prouver que les suites furent telles que je l'avais prévu. Le continent de l'Europe était tranquille, il n'était que spectateur de la guerre américaine; mais quelle fut sa surprise de voir, à la fin du mois d'août 1757, la Saxe couverte de troupes prussiennes, sans savoir la cause de cette inondation. Il est vrai que, tandis qu'on inondait la Saxe de troupes, le ministre du roi de Prusse cherchait querelle à Vienne; il y déclara « que le roi son maître avait des avis sûrs que l'impératrice-reine et l'autocratice des Russies avaient conclu contre lui une alliance offensive, tendant à l'attaquer ensemble de chaque côté; que cette attaque avait été différée à la vérité, parce que la Russie n'avait pu achever toutes ses dispositions pendant le printemps; mais qu'elle ne devait pas moins s'exécuter l'année prochaine; que, d'un

autre côté, les préparatifs militaires que l'impératrice-reine continuait de faire en Bohême et en Moravie, paraissaient autoriser le roi à exiger de l'impératrice qu'elle déclarât sans délai qu'elle n'avait nullement l'intention de l'attaquer ni cette année-ci, ni l'année suivante ; que si elle refusait d'accéder à une pareille déclaration, ce refus confirmerait la nouvelle des projets combinés qu'elle avait formés conjointement avec la cour de Russie contre le roi, et que l'impératrice n'aurait qu'à se reprocher éternellement toutes les suites qu'elle s'attirerait. »

A cette déclaration, l'impératrice-reine fit remettre par écrit au ministre de Prusse la réponse suivante : « Que la nouvelle d'une alliance offensive, ainsi que celle des prétendues circonstances dont on l'entourait, était en toutes ses parties fausse et controuvée; qu'il n'y avait jamais eu et qu'il n'existait pas un pareil traité contre le roi de Prusse ; qu'il était notoire que depuis un très-long-temps le roi s'était préparé à la guerre, et qu'on n'ignorait pas moins que l'impératrice ne s'était portée à ordonner quelques dispositions militaires, qu'à la vue de celles du roi; que, quoiqu'il fût peu nécessaire de donner une déclaration à ce sujet, S. M. impériale et royale en avait déjà donné une, par laquelle toute l'Europe pouvait juger que les suites funestes que semblait provoquer la Prusse ne pouvaient être imputées à l'impératrice; qu'on voyait clairement qu'une

de ses propres états, ne la rendaient indispensable. »

Le roi de Prusse se disait ami du roi de Pologne; il fallait donc le traiter en ami, et il fallait surtout demander le passage par son pays, selon les constitutions de l'empire. Il est vrai que le ministre de Prusse à Dresde avait prévenu le roi de Pologne sur la visite à laquelle il devait s'attendre de la part des Prussiens; mais il est vrai aussi que les Prussiens étaient déja en Saxe avant que la réponse du roi de Pologne eût pu être connue du roi de Prusse.

« Les événements de la guerre que le roi de France fut obligé d'entreprendre en 1744, pour délivrer l'empire que la cour de Vienne voulait opprimer dans la personne de son chef, ne sont ignorés de personne. »

Ces événements ne sont point ignorés, il est vrai; mais on ignore si le roi de Prusse eût été obligé d'entreprendre cette guerre, pour délivrer l'empire, que la cour de Vienne voulait opprimer dans la personne de son chef. La reine de Hongrie n'était point dans ce temps-là en guerre contre le chef de l'empire : l'électeur de Bavière, soutenu par la France, formait des prétentions sur ses états; la reine se trouvait obligée de se défendre. La bénédiction céleste était répandue sur ses armes; le prince Charles de Lorraine avait passé le Rhin avec une armée imposante : il importait peut-être au roi de Prusse de faire une diversion en faveur

de la France, dont il pût profiter lui-même, comme le cas est arrivé.

« Tout le monde sait les ménagements que S. M. garda alors pour la cour de Saxe, et les suites funestes qui en résultèrent, les liaisons que cette cour forma, la jonction de ses troupes avec celles de ses ennemis, leur entrée en Silésie, et enfin le complot dangereux d'attaquer le roi dans le centre de ses états, et jusque dans sa capitale. Le retour des mêmes circonstances oblige le roi de ne consulter que les règles de la prudence. »

L'Europe ne vit point ici ce prétendu retour des circonstances de l'année 1744. Le roi de Pologne, électeur de Saxe, avait même fait déclarer sur la déclaration du ministre de Prusse, qu'il ne refuserait point, sur la réquisition de S. M. prussienne, un passage simple et non coûteux par ses pays; qu'il ne prendrait aucune part à la mésintelligence et aux nouvelles divisions de S. M. prussienne avec l'impératrice-reine, et qu'il se tiendrait fermement au traité de Dresde et à son contenu. Le roi de Pologne avait même fait offrir, par le canal de milord Stormont, à S. M. prussienne, une convention de neutralité, mais inutilement; ainsi donc ce n'était pas le retour des circonstances de l'année 1744, qui obligèrent le roi de Prusse à désarmer la Saxe, mais c'était la résolution prise d'attaquer la maison d'Autriche aux dépens de la Saxe, qui cependant était un tiers innocent.

« Mais, disait-on dans cette déclaration, en prenant ce parti, S. M. déclare en même temps, de la manière la plus forte, à S. M. polonaise et à la face de toute l'Europe, qu'elle n'a aucun dessein offensif contre le roi de Pologne, ni contre ses états; qu'elle n'y entre pas comme ennemie, mais uniquement pour sa sûreté; qu'elle fera observer à ses troupes l'ordre le plus exact et la discipline la plus sévère. » Voilà ce qu'on disait, mais on faisait tout le contraire; et lorsque les faits parlent, les paroles contraires ne signifient rien. Voici comme l'empereur parlait dans son rescrit déhortatoire au roi de Prusse, électeur de Brandebourg, donné à Vienne le 13 septembre.

« Nous François, etc. Il n'est pas seulement connu à tout l'empire, mais nous avons même été informés par des lettres de S. M. le roi de Pologne et dilection, électeur de Saxe, que V. M. et dilection, électeur de Brandebourg, a fait une invasion violente avec environ soixante mille hommes dans les états de Saxe; que vous vous êtes emparé de la plus grande partie, y avez exercé les violences les plus dures, de sorte que, dès le commencement de l'entrée des troupes dans ce pays, on a exigé des portions et des rations d'une quantité beaucoup au-dessus des forces des habitants, on a enlevé hommes, chevaux et bêtes à cornes; que vous vous êtes rendu maître de la ville de Leipsick et d'autres; que les caisses du souverain ont été vidées; qu'il a été défendu à

tous receveurs, sénateurs, négociants et autres sujets, sous peine de la mort, de ne plus rien payer à l'électeur de Saxe, mais de remettre toutes les rentes, impôts, tailles et autres revenus à V. M.; que toutes ces exactions ennemies ont continuellement augmenté; qu'on a fourragé le pays plat, enfoncé les coffres des sujets, pillé leurs biens, menacé de détruire tout par le fer et par le feu; que, sans se borner à tous ces excès, V. M. avait fait prisonniers de guerre tous les militaires, et agissant même contre le droit des gens, avait retenu et fait mener de côté et d'autre le général Meager, qui nous avait été envoyé avec des lettres; que toutes ces violences et infractions de la paix avaient forcé le roi de Pologne, électeur de Saxe, à abandonner sa résidence et à se mettre en sûreté avec ses troupes, afin d'être à l'abri d'une oppression aussi opposée à la liberté des états de l'empire.»

L'on voit de quelle étrange façon le roi de Prusse était entré en Saxe; ses troupes n'y avaient été que quatorze jours, lorsque l'empereur écrivit cette lettre à S. M. prussienne : l'empereur ne détaillait cependant alors que des préludes de ce qui s'est passé dans la suite. Voyons maintenant la fin de la déclaration prussienne. «S. M., y est-il dit, forcée de céder aux considérations les plus pressantes, n'attend que l'heureux moment où ces mêmes considérations lui permettront de remettre

à ce prince un dépôt qui sera toujours sacré pour elle. »

On ne prend pas un dépôt par violence; un dépôt doit être donné volontairement, et le dépositaire est obligé de n'y point toucher. Si donc l'occupation de la Saxe était un dépôt pour le roi de Prusse, il ne devait pas y toucher; et s'il y avait touché, il avait agi contre le contrat de dépôt : ainsi donc il devait à la paix indemniser le roi de Pologne, électeur de Saxe. Il n'a point donné cette indemnité; donc toute cette déclaration du roi de Prusse, combinée avec les faits, porterait à faux.

Tandis qu'on donnait au public cette déclaration prussienne, on répandait par-tout un exposé du roi de Prusse, sur les motifs qui avaient obligé S. M. à prévenir les desseins de la cour de Vienne. Cet exposé, auquel on aurait mieux donné le nom de déclaration de guerre à l'impératrice-reine, était dressé dans le même goût des déclarations précédentes; on y trouvait beaucoup de mots singulièrement arrangés, et qui n'étaient aucunement conformes aux faits précédents. Cet exposé fut solidement réfuté par la cour de Vienne. Ces deux pièces sont trop amples pour avoir place dans ce petit recueil. Je me borne à dire que ces pièces combinées avec les faits, ont servi de microscope au public pour découvrir de quel côté était la vérité et la justice; si bien que le public impartial ne s'est pas laissé surprendre, et qu'il

découvrit l'auteur de la guerre d'Allemagne, commencée par le roi de Prusse à la fin du mois d'août 1756.

Mais ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que l'Angleterre ne trouvait point son compte dans cette guerre d'Allemagne. Cette couronne avait fait une alliance défensive avec la Prusse, dont le but était le maintien de la tranquillité de l'empire et la garantie de l'électorat d'Hanover. L'Angleterre, ne tâchait, par cette alliance, que de conserver le Hanover à son roi, par la garantie du roi de Prusse, et elle n'avait aucun intérêt à allumer la guerre dans l'Allemagne, puisque c'était dans l'Amérique et aux Indes Orientales qu'elle devait frapper ses coups, et que l'Angleterre perdait les fruits de son alliance par les entreprises du roi de Prusse; car d'autre part il y avait une alliance défensive entre l'impératrice-reine, la France et la Russie. L'impératrice-reine étant attaquée, comme j'en écrivis au roi de Prusse, il était naturel que ces deux cours remplissent leurs engagements, et le roi de Prusse n'avait point trop de toutes ses forces pour résister aux forces réunies d'Autriche et de Russie : ainsi le roi de Prusse, occupé ailleurs, n'était point en état de garantir le Hanover contre toutes les forces de terre de la France. Il faut donc avouer que le roi de Prusse, en attaquant la maison d'Autriche, devenait un allié dangereux pour l'Angleterre. Il est vrai que ce roi avait amélioré ses affaires, et que la paix tourna à la fin

à l'avantage de l'Angleterre et de son allié; mais on ne pouvait prévoir ces suites l'an 1756, et la guerre sans les ressorts cachés qu'on a fait jouer, devait avoir une toute autre issue.

Poursuivons maintenant le fil de notre exposé: nous avons laissé le roi de Prusse en Saxe; voyons ce qu'il fit, le reste de cette campagne. Le 29 août, le théâtre de la guerre s'ouvrit; la première scène de la pièce était à Leipsick, dont le prince Ferdinand de Brunswick s'était emparé sans résistance, et on mit la main sur tout, car les Prussiens entrèrent en Saxe en huissiers plutôt qu'en soldats. Peu de jours après, toute la Saxe fut inondée de Prussiens. Le roi de Pologne, électeur de Saxe, qui avait fait tout ce qu'il pouvait faire pour s'accommoder avec le roi de Prusse, qu'il n'avait point offensé, fut obligé de quitter la ville de Dresde, sa résidence, pour aller chercher un asyle dans le camp de Pyrna, où les Saxons, échappés aux Prussiens, s'étaient assemblés à la hâte en corps d'armée. S. M. fit publier le 19 septembre, à la tête de son armée, le manifeste suivant :

« S. M. le roi de Pologne, électeur de Saxe, ayant gagné sur soi, après l'invasion ennemie, et faite contre tout droit, des troupes prussiennes, d'entrer en négociation avec S. M. le roi de Prusse, mais ce prince ayant persisté dans la proposition de retenir en possession les états de Saxe, pour en ruiner entièrement cette contrée, et ayant fait outre cela d'autres propositions inouïes, contre

sa parole royale et la foi publique, S. M. polonaise n'a pas seulement rejeté des conditions aussi dures, mais elle a fait déclarer à S. M. prussienne qu'elle aime mieux perdre tout, et sacrifier la dernière goutte de son sang, pour l'honneur de sa maison, que d'accepter une pareille servitude. S. M. polonaise exhorte en conséquence sa fidèle armée et met toute sa confiance en sa bravoure, espérant qu'elle l'aidera à soutenir, jusqu'à l'effusion de tout son sang, cette résolution, pour sauver son honneur et celui de son roi. »

Le 19 septembre, le roi de Prusse arriva à la vue de Dresde ; le général Willich y entra avec quatre bataillons, qui occupèrent les postes de la ville et les avenues du palais, aux yeux de la reine et de la famille royale. On notifia aux ministres saxons qu'ils étaient démis de leurs charges, et qu'ils pouvaient se retirer où ils voulaient, puisque le roi de Prusse ferait régir les états de la Saxe par son propre ministère.

Le 20, on envoya un officier au palais pour ouvrir le cabinet du roi, devant lequel on avait déja posté, malgré les représentations de la reine, une garde prussienne. La porte du cabinet fut ouverte de force ; on fit la recherche de tous les papiers ; le public s'attendait qu'on y aurait trouvé quelques preuves qui eussent pu appuyer les soupçons du roi de Prusse, contre les prétendus desseins offensifs qu'il supposait aux cours de Vienne et de Dresde ; mais malheureusement la cause

prussienne resta en défaut : on ne publia rien, parce qu'on n'y trouva rien.

Dès le 15, on commença à défiler vers la Bohême, où le maréchal comte de Shwrin menait aussi une armée de la Silésie. Le roi de Prusse, ayant laissé un corps de troupes pour masquer le camp de Pyrna, alla en Bohême pour y pousser ses opérations militaires.

Le feld-maréchal comte de Brown était dès le 22 avec l'armée autrichienne, qu'il commandait, à Budin, et le prince Piccolomini, qui devait faire tête au maréchal de Shwrin, était avec son corps d'armée à Konigsgratz.

Le 1er octobre, il se donna une sanglante bataille à Lowositz, entre l'armée prussienne, commandée par le roi en personne, et celle du maréchal Brown. La nouvelle de cette bataille fut apportée le 3 à Berlin, par M. l'adjudant Oppen, précédé de quatorze postillons. Ces postillons sonnaient la victoire (1). Le vrai est que la bataille fut très-sanglante, mais aucunement décisive; la perte des Prussiens était plus considérable que celle des Autrichiens : les deux armées passèrent la nuit sur le champ de bataille; le maréchal Brown le quitta le lendemain pour aller reprendre son camp de Budin, et les Prussiens de leur côté retournèrent à leur premier camp.

(1) C'est à cette occasion que madame la première dauphine s'écriait à une revue de la maison du roi : Pourquoi tous ces braves ne sont-ils pas à Dresde !

C'était beaucoup pour la maison d'Autriche que son général eût pu arrêter ainsi l'impétuosité prussienne; cela lui donnait le temps de réclamer les secours de ses alliés, et de grossir son armée par les renforts qui étaient en marche de toutes parts. Mais il restait encore un objet très-important à remplir; les Saxons restaient toujours bloqués dans leur camp de Pyrna; il s'agissait de les délivrer de l'oppression prussienne. Le maréchal Brown prit ses mesures pour atteindre ce but. Dès le 6 octobre, il détacha des troupes, et suivit lui-même le 8, avec le reste de son corps d'élite, composé de huit mille hommes d'infanterie et huit cents chevaux. Il avait établi le long de l'Elbe une chaînes de poste, pour couvrir sa marche et la masquer à l'ennemi; il trouva moyen de faire communiquer des négociations entamées depuis si long-temps.

Une escadre commandée par le comte de la Galissonnière, partie de la rade de Toulon le 12 avril 1756, arriva, le 18 du même mois, à Citadella, ville capitale de l'île de Minorque, où elle débarqna un corps d'armée commandé par le maréchal duc de Richelieu. Cette armée traversa toute l'île, et alla mettre le siége devant Mahon, fameux port de cette île, qui appartenait à l'Angleterre depuis la paix d'Utrecht.

Tandis que ceci se passait dans la mer Méditerranée, on avait déclaré en Angleterre formellement la guerre à la France; et en France, on la

déclara à son tour à l'Angleterre. Le but de la déclaration anglaise était de faire passer les Français, aux yeux du public, pour les premiers agresseurs; et le but de la déclaration française était de réfuter ces imputations, et de faire voir au public que c'étaient les Anglais eux-mêmes qui avaient commis les premières hostilités. Les faits allégués dans ces deux déclarations n'ont pas été assez constatés pour qu'on puisse juger de quel côté était la justice.

Cependant il est certain que la France a voulu de bonne foi éviter cette guerre, et qu'elle n'a pas voulu engager d'autres puissances dans sa querelle. Mais dans ce monde-ci, tout est dans une dépendance mutuelle; la paix est un contrat entre les souverains, qui ne subsiste qu'autant qu'ils sont d'accord entre eux: lorsque l'un d'eux veut absolument se battre, il faut se défendre, et la guerre devient nécessaire.

Dans ces fâcheuses circonstances du temps, l'Europe espérait toujours que son repos n'aurait pas été troublé; car il n'y avait rien à craindre de la part de la cour de Vienne, qui ne voulait absolument pas se mêler de cette guerre américaine; et si toutes les autres puissances eussent été dans les mêmes sentiments pacifiques, l'incendie de la guerre allumé en Amérique ne se serait pas communiqué à l'Europe. Si l'Angleterre eût eu un roi de sa nation qui n'eût eu aucun intérêt au-dehors, elle n'aurait eu aucun motif d'engager dans sa querelle d'autres puis-

sances; car, lorsqu'il ne s'agit que des seuls intérêts de l'Angleterre, l'Angleterre n'a besoin d'autres forces que des siennes propres pour les soutenir. Mais le roi d'Angleterre était électeur d'Hanover, et la France pouvait faire une diversion dans cet électorat en faveur de sa cause contre l'Angleterre, aux dépens de son roi: ainsi il fallait se précautionner contre ce danger; il fallait se faire des alliés en Allemagne, pour assurer au roi la possession de son électorat d'Hanover. On négocia, et on fut surpris d'entendre que l'Angleterre avait conclu une alliance avec le roi de Prusse le 16 janvier. Il est vrai que cette alliance n'était que défensive, et faite uniquement en vue de maintenir la paix, les lois et les constitutions de l'empire, et d'empêcher que des troupes étrangères y entrassent; du moins c'est ainsi qu'on a annoncé cette alliance au public. La France, pour balancer cette alliance, se tourna vers la cour de Vienne, et ces deux puissances conclurent aussi entre elles le 1er mai une alliance purement défensive, qui n'était, à proprement parler, qu'une convention de neutralité, par laquelle la cour de Vienne s'engageait à ne point se mêler ni directement ni indirectement de la guerre américaine, qui ne la regardait point; et dans le cas où les états de l'une ou de l'autre puissance seraient menacés d'une invasion, on se promettait par cette convention de se secourir mutuellement avec un

corps de vingt-quatre mille hommes, et la guerre allumée entre la France et l'Angleterre fut expressément exceptée.

Telle était la face des affaires de l'Europe, tandis que le maréchal duc de Richelieu faisait le siége de Mahon. Le siége allait lentement, car on avait à combattre la nature et des ennemis qui se défendaient vigoureusement. Le marquis de la Galissonnière, depuis le débarquement des troupes, était resté avec son escadre en croisière devant Port-Mahon, pour couvrir le siége, car on s'attendait bien à une visite de la part des Anglais : la place leur était d'une trop grande importance, pour qu'ils ne tentassent pas de faire lever le siége.

Le 19 de mai, on découvrit du haut des mâts une escadre anglaise commandée par l'amiral Byng : il avait dix-huit voiles, dont treize de ligne. L'escadre du marquis était composée de douze vaisseaux de guerre et de quatre frégates. Le lendemain 20, les deux escadres se battirent avec fureur : le combat dura quatre heures, mais il ne fut point général ; les Français restèrent maîtres de la mer, et l'amiral Byng, après avoir tenu conseil, retourna avec son escadre fort endommagée à Gibraltar. Cet événement répandit la joie dans le camp des Français devant Port-Mahon ; on y fit des réjouissances qui alarmèrent les assiégés ; mais leur résistance ne fut pas moins vigoureuse.

Le chevalier Blackeney, commandant du fort Saint-Philippe, tint ferme jusqu'au 28 juin qu'on capitula. La garnison sortit de la place avec tous les honneurs militaires ; elle fut transportée à Gibraltar. Le chevalier Blackeney, de retour à Londres, fut comblé de louanges, d'honneurs et de biens ; mais l'amiral Byng fut immolé à la rage du peuple, parce qu'il n'avait pu battre la flotte française devant Port-Mahon. Il fut arrêté, son procès fut instruit, et il fut condamné à mort. Voici la sentence portée contre lui :

« Il paraît à ce conseil de guerre que l'amiral Byng ne s'est point comporté suivant tout son devoir dans l'action contre les Français; il paraît par conséquent au conseil qu'il a encouru la peine portée par l'article XII du réglement militaire, qu'ainsi il doit passer par les armes; mais, comme il paraît aussi au conseil qu'il ne s'est attiré cette peine ni par poltronnerie, ni par déloyauté, le conseil le recommande unanimement à la clémence et à la miséricorde du roi. »

Cette sentence, après quelques débats et quelques révisions, qu'elle méritait bien par sa singularité, fut exécutée à Portsmouth, à bord du vaisseau de guerre le *Monarque*, le 14 mars.

Tandis qu'on faisait des réjouissances en France pour la prise du fort Saint-Philippe, le roi de Prusse ordonna au maréchal de Schwrin de se porter en avant, et de cacher adroitement

son plan aux généraux saxons. Le 11, il arriva au rendez-vous convenu à Lichtenhayn, et occupa tout de suite les hauteurs de Schandaw. L'attaque devait se faire la nuit du 11 au 12, et, si le coup eût été frappé au moment concerté, l'ennemi qui, jusque-là, avait ignoré la marche des Autrichiens, n'aurait pu le parer; mais des accidents malheureux empêchèrent les Saxons d'agir. On remit la partie du 12 au 13, et ce jour-là on demanda encore à la remettre au 14. Dans cet intervalle l'ennemi se renforça, et se fortifia de tous côtés; cependant le maréchal fit savoir aux Saxons qu'il se soutiendrait jusqu'au 14 le matin, et resta même ce jour-là dans sa position jusqu'à trois heures de l'après-midi; mais, les Saxons n'ayant pu exécuter jusque-là la partie du plan concerté, dont ils s'étaient chargés, l'entreprise devenait impraticable, et il fallait songer à la retraite, qui devenait de moment en moment plus dangereuse pour les Autrichiens. Le maréchal ramena heureusement les troupes dans le camp de Budin. Après cette retraite, les Saxons, déja exténués, ne pouvaient plus se soutenir dans le camp de Pirna. Cette armée forte de douze mille combattants, manquait de tout: il n'y avait pas moyen de se battre, sa destruction était inévitable; ainsi ses généraux, dans un conseil de guerre, résolurent de capituler. La capitulation fut dressée le 15. Le roi de Pologne, en attendant, s'était retiré à

Konigstein; et, la capitulation faite, le roi de Prusse, par une suite des sentiments d'amitié qu'il disait avoir pour cet infortuné roi, lui fit fournir les passeports et les chevaux nécessaires pour le transporter avec sûreté et avec célérité à Warsovie, ville capitale de son royaume. La capitulation fut dressée et signée au gré des Prussiens; l'armée saxonne, sans aucune exception, était prisonnière de guerre avec armes et canons. Les généraux, l'état-major et tous les officiers s'engagèrent à ne point servir contre le roi de Prusse pendant tout le cours de cette guerre, et il devait être libre aux troupes d'entrer dans le service de Sa Majesté Prussienne. Les troupes furent incorporées dans les régiments prussiens.

La garnison et les habitants de Dresde évitèrent un siége en ouvrant leurs portes au vainqueur, qui rançonna la ville. Le ministre Brühl avait fait démolir les fortifications de cette ville pour ajouter à la magnificence de ses jardins; de sorte que, quand les Prussiens cernèrent les remparts, le gouverneur se rendit, en disant qu'*il ne pouvait se défendre dans des jardins de plaisance.* Frédéric se rendit incontinent au château, embrassa les enfants du roi de Pologne. Aucun désordre ne fut commis. La ville fut illuminée, et l'on chanta un *Te Deum*, où les Saxons assistèrent comme s'ils avaient eux-mêmes remporté la victoire. Voici ce que j'appris de ces derniers

événements, dans un rapport de la position des Saxons, par M. le comte de Stainville, qui m'honorait de son amitié. Il voulut bien me permettre de prendre la copie du récit suivant de M. de Villiers.

PRÉCIS *de la retraite des Saxons du camp de Pyrna.*

« Il est notoire que l'armée du roi, prenant le camp de Pyrna, n'a été pourvue de farine que jusqu'au 20 du mois de septembre et d'avoine que pour quinze jours. Elle entra dans le camp le 2 de septembre. Il ne tenait qu'à elle de le quitter et de se retirer en Bohême jusqu'au 11 inclusivement.

Tout le monde approuva alors le parti que l'on prit d'y rester, et d'y attendre les événements, tels qu'ils fussent.

On diminua, dès l'instant qu'on se vit investi, la ration de pain à vingt-un un tiers d'once par jour; la cavalerie n'eut plus d'autre ressource que le foin et la paille, et les chevaux d'artillerie et ceux de bagage, n'eurent que la pâture que la saison nous pouvait laisser.

Le 22 M le comte de Brown nous fit demander par un officier de confiance, de quelle façon il pourrait nous donner la main pour sortir de notre camp, et nous retirer en Bohême avant que

la disette de toutes choses nous y forçât absolument. Il nous marquait, en même temps, qu'il n'était pas en état de rien entreprendre avant le 10 ou le 12 d'octobre. Il conclut que le côté droit de l'Elbe lui paraissait le plus propre pour une jonction.

Il l'était, en effet, par le petit nombre des troupes prussiennes qui tenaient alors cette partie-là, quelque difficulté que présentât d'ailleurs le local du pays.

On prit des mesures en conséquence, et, nos farines ayant fini, on ne s'occupa plus que de moudre les grains qu'on trouvait dans la ville de Pyrna et dans l'enceinte de notre camp, quoique les neuf moulins que nous avions ne fussent en état que de fournir, à cinquante quintaux près, les farines qu'il nous fallait par jour.

Le combat de Lowositz se donna le 1er d'octobre, et nous craignîmes avec raison qu'il n'eût dérangé un préalable de concert pris auparavant que nous sussions que M. le maréchal Brown eût envie de l'engager.

Il ne pouvait pas l'avoir fait pour nous dégager: l'exposé que nous allons faire de notre projet approuvé par ledit maréchal de Brown, le mettra dans toute l'évidence que l'on peut desirer.

Tout projet de guerre roule sur la position des armées opposées. La nôtre tenait depuis Pyrna jusqu'à Hennersdorff, sur un front de plus d'une

grande lieue d'Allemagne ; c'est beaucoup pour une armée qui n'a jamais excédé en tout dix-sept mille cinq cents hommes.

L'armée prussienne tenait par sa droite depuis Cotta et Gieshübel, le long du chemin de la poste jusqu'à Zehiot; il y avait, selon notre compte, seize bataillons dans ce premier corps. Le second tenait les collines de Zedlitz, appuyant par la gauche au pont de communication sur l'Elbe, et avait sa droite prolongée vers Zuschendorff et Meusegast; il pouvait y avoir, selon nous, huit ou dix bataillons dans ce camp.

Le troisième corps masquait notre tête de pont au-dessus de Sonnenstein, on le jugeait de six ou huit bataillons. Il y avait de la cavalerie dans les deux premiers camps et des hussards par-tout. Il y avait encore trois détachements de plusieurs bataillons du côté de Schandaw, Prossén et Waltersdorf sur la rive droite de l'Elbe et à Pabstdorft, du côté opposé à Schandaw, où ils avaient une sorte de communication par de gros bateaux accommodés en ponts-volants.

Le défaut de tous les postes d'une certaine force est le débouché, aussitôt qu'il est question d'en sortir. Le moins mauvais du nôtre se trouvait à Hennersdorff, dont nous tenions le château avec un détachement de grenadiers. Cette issue était observée de près par deux camps de hussards, l'un, sur les hauteurs de Hennersdorff et l'autre,

sur la hauteur entre Gieshübel et Hennersdorff. Il n'eût pas été impossible de marcher par notre gauche, pour gagner Makersbach et Hellendorff, quoique le camp de Cotta, marchant par la droite, nous eût pu prévenir au débouché de Hellendorff, si l'armée de M. de Brown eût été à même de faire une diversion puissante de ce côté là. Le second débouché pouvait se trouver vers Zedlitz à la faveur du faubourg fortifié de Pyrna et du Kohlberg; nous y tenions de gros postes d'infanterie, et notre gros canon pouvait favoriser l'entreprise. Nous n'avions rien à attendre de personne en faisant effort de ce côté-là. Il fallait pourtant marcher, et marcher jusqu'à Égra, sans espérance aucune de trouver du pain, et sans moyen d'en porter avec nous, puisqu'on consumait par jour au-delà de ce que l'on pouvait cuire, et que cette nécessité nous força même à distribuer de la farine.

Resta le dernier moyen de déboucher, en jetant un pont sur l'Elbe à la faveur du canon de Konigstein, celui que nous avions à Pyrna étant devenu inutile, par les retranchements dont les Prussiens l'avaient enveloppé sur la hauteur et dans la plaine au-delà du village de Kopitz. Il fallait pour cet effet remonter des bateaux pontonés malgré trois postes fortifiés et munis d'artillerie que les Prussiens tenaient à Wilstædtel, Ober-Raden, et plus haut dans une redoute, vis-à-vis de de Weissig. Nos pontons étaient à Pyrna; mais,

comme on n'avait pas eu le temps ni les moyens de réparer les haquets, et que le chemin par terre était très-mauvais, on ne crut pas que le transport de ces pontons serait possible.

Voici maintenant le projet. M. le maréchal de Brown devait approcher son armée de Leutmeritz; et, tandis que par sa droite il aurait poussé au-delà de Leutmeritz vers Bæhmisch-Chemniz un détachement de douze mille hommes, quelque démonstration par sa gauche vers Brix, et vers nos montagnes, devait masquer ce mouvement.

Nous devions augmenter la jalousie de ce côté-là, en faisant travailler aux chemins du côté de Hennersdorff et aux environs de Kohlberg vis-à-vis de Zedlitz; on y devait montrer en même temps ces détachements successivement.

La nuit du 8 au 9 d'octobre on devait remonter nos bateaux pontonés, à la faveur du gros canon et de la mousqueterie que nous devions placer la nuit vis-à-vis des postes prussiens.

On croyait donner jalousie à ces postes sur la construction d'un pont, qu'on ne ferait que transporter. Il pouvait être fait, la nuit du 11 au 12, au bas du défilé de Thiermsdorff.

La plaine, au-dessous de Lilienstein, offrait un débouché non pas commode, mais sûr. Cette plaine peut contenir jusqu'à huit bataillons de front, appuyés de droite et de gauche par le grand coude que fait l'Elbe; et, nous mettant en colonne d'attaque, nous pouvions avec trois bataillons de

front, favorisés d'un grand feu d'artillerie de campagne, aborder et insulter un abattis que les Prussiens avaient fait entre la basse Elbe et Lilienstein. L'abattis emporté, il fallait percer au travers d'un bois fort épais pour attaquer de nouveau un rideau, couvert d'un ravin, pour delà porter cinq ou six bataillons jusqu'au village de Waltersdorff, d'où ils se seraient étendus par leur gauche jusqu'au dessus de l'Ober-Raden.

Cette position couvrait notre marche vers Prossen, et masquait le chemin de Ziegen-Riecken, par où les troupes prussiennes de Pyrna et de Zedlitz auraient pu se porter de ce côté-là, on préparait de plus quelques machines sur l'Elbe, pour faire sauter le pont de communication des Prussiens.

C'est en peu de mots ce que nous nous étions engagés de faire : voici ce que M. le maréchal de Brown devait faire pour appuyer notre opération, et pour nous recevoir en bataille, tandis que nous aurions défilé sur le ravin et le ruisseau qui tombe à Prossen.

Le maréchal débouchant par Boehmisch, Enfudel et Sabniz, devait se porter par Lutstenhayn, Mitteldorf, Altmannsdorff et Rohlmannsdorff, jusqu'au-dessus de Schandaw, plier tout ce qu'il y trouverait de troupes prussiennes, et même nous aider à emporter les postes de Prossen et de Waltersdorff, au cas que nous y trouvassions trop de résistance.

J'ai dit plus haut que nous avions craint avec raison, que ce concert n'eût été dérangé par le combat de Lowositz. M. de Brown nous rassura le 7 de ce mois, par un homme de confiance qui nous vint de son armée; il démandait, seulement, s'il se pouvait, que l'on différât l'exécution jusqu'au 15. Ce délai était impossible, et nous fûmes obligés de prendre trois cents quintaux de farine des magasins du Konigstein et les remplacer par du grain que notre cavalerie battit jour et nuit dans les granges, pour fournir l'armée de pain jusqu'au 12 inclusivement.

On marqua ce jour à M. le maréchal de Brown, et on tenta le passage des bateaux pontonés, la nuit du 8 au 9, malgré le vent qui traversait la manœuvre des bateaux, malgré le feu des canons et de la mousqueterie des Prussiens à Willstadtel; nous parvînmes à leur en imposer par nos pièces de batterie, et nos soldats, qui avaient succédé aux paysans à tirer les bateaux, leur auraient fait faire le reste du chemin, si la fuite des paysans n'avait pas entraîné celle des bateliers qui gouvernaient nos bateaux faute de pontoniers.

Toute l'armée sait que nous n'avions, de la compagnie de pontoniers ici en Saxe, que les officiers, un sergent, un caporal et quatre pontoniers; le reste est en Pologne.

Le jour nous prit dans cet embarras; un gros détachement de troupes prussiennes eut le temps d'accourir avec du canon, sur les hauteurs entre

Wilstadtel et Welslen, et toute la journée du 9 se passa à nous canonner par des coups fichants, qui ne laissèrent pas que de couler trois de nos bateaux pontonés. On reprit le même travail, la nuit du 9 au 10, avec d'autres bateliers de Konigstein et de Pyrna au nombre de quarante. On les avait ramassés à force d'argent. Des volontaires tirés de l'infanterie allaient tirer les bateaux, et tout s'acheminait, malgré les batteries doublées et triplées qui nous attendaient au passage, lorsque la révolte de ces malheureux bateliers fit manquer entièrement l'entreprise; et, quoiqu'on crût les forcer l'épée et la bayonnette dans les reins, ils déclarèrent et se mirent en devoir de faire plutôt dériver les bateaux vers les bords opposés, que de seconder une entreprise difficile, à la vérité, mais point du tout impossible.

Ce malheureux accident nous coûta vingt-quatre heures de temps, qu'il fallait employer à faire l'impossible pour transporter nos pontons par terre. Ce pont fut fait la nuit du 12 au 13; M. le maréchal de Brown en fut averti par plusieurs émissaires, et l'armée se mit en marche par un temps affreux de pluie et d'obscurité.

Qu'on s'imagine qu'une armée, ne pouvant défiler que sur une colonne et sur un seul pont, se trouve encore dans la nécessité de descendre et de grimper par des chemins étroits, glissants et pierreux, des montagnes roides et élevées comme celle de Konigstein et de Lilienstein, avec des

hommes harassés et des chevaux exténués. Il était grand jour avant que sept bataillons de grenadiers, chaque bataillon d'environ deux cents cinquante hommes, eussent pu parvenir à se mettre en bataille de là de Lilienstein, n'ayant avec eux que deux pièces de canon, tous les autres étant versés ou accrochés dans le seul chemin où les voitures peuvent passer, de sorte que les bataillons suivants ne purent parvenir à monter que par des sentiers où jamais troupes, en Allemagne, n'avaient passé. Quelques coups de fusil tirés à l'avant-garde sur des houzards, et deux coups de canon tirés de Konigstein, auraient dû, selon nous, servir de signal à l'attaque de M. le maréchal Brown. On avait vu du haut de Konigstein, la veille et l'avant-veille, deux camps opposés par de là des hauteurs d'Altendorff, et on se flattait que pendant la nuit notre secours aurait cheminé, et que l'attaque des hauteurs et des postes au-dessus de Rothmannsdorff et de Schandaw, pourrait être suivie de la nôtre avec succès, lorsque le grand silence qui avait régné toute la nuit et la matinée vers ce côté-là, et la lassitude de notre infanterie, qui ne cessa de tirer jusqu'à la nuit du 13, nous firent différer une attaque de notre côté, qui ne pouvait réussir qu'étant faite, de concert et brusquée avec toutes nos forces réunies. Elle l'était si peu que la cavalerie fut obligée de passer toute la nuit du 13 au 14, les escadrons pêle-mêle avec l'artillerie, au bord de

l'Elbe, et nos armes à feu étaient hors d'état de servir, à cause de la pluie qui dura toute la journée. Le feu de mousqueterie et de canons qui dura une partie du 13 à notre arrière-garde, qui ne pût se retirer qu'au grand jour, avec perte d'une grande partie de nos bagages, nous fit conjecturer que, la nuit suivante, M. le maréchal de Brown, supposé qu'il fût à son poste, nous mettrait en état d'engager le combat à l'abattis, où les troupes prussiennes avaient eu le temps de se rendre jusqu'au nombre de huit bataillons de grenadiers derrière l'abattis, une brigade d'infanterie, et un régiment de dragons au-delà du rideau de Waltersdorff et deux brigades d'infanterie, entre Walterdorff et le ravin qui tombe à Prossen sur le flanc de notre marche. Toutes ces troupes étaient d'abord aux ordres de M. le général Retzow et ensuite de MM. les lieutenants-généraux de Winterfeld et de Lestwitz. Le 14 au matin à sept heures, un émissaire de M. le maréchal de Brown vint nous porter une lettre, par laquelle le maréchal nous avertit qu'il avait attendu le succès de notre passage à Lietstenhayn au-delà d'Altendorff, qu'il avait trouvé à ce dernier endroit un corps de troupes prussiennes vis-à-vis de lui ; qu'il croyait que des difficultés imprévues avaient retardé ou fait manquer notre opération, qu'il aurait secondée de son côté par une attaque sur Altendorff; qu'actuellement et

vers les neuf heures du matin, il se retirait pour éviter les plus grands inconvénients.

La distance de l'endroit où nous étions à Lietstenhayn, où était notre secours, est telle qu'un homme seul à pied a de la peine à faire ce chemin en quatre heures de temps. Il était donc inutile de tenter un avertissement pour M. le maréchal de Brown, que nous l'attendions au poste de Ratmannsdorff où il devait se rendre depuis dix-huit heures.

Il est indubitable qu'il doit avoir rencontré des difficultés qui l'ont empêché de pénétrer jusque-là ; les difficultés des chemins par des bois, des descentes et des montées fort étroites étant augmentées, ainsi que le nombre des troupes ennemies et la lassitude des nôtres sans pain, sans fourrage, sans eau et presque sans munitions, les généraux crurent devoir délibérer sur la possibilité du succès d'une attaque, où l'on aurait été obligé de faire seul ce qu'on avait cru seulement possible en agissant de concert et en usant de la plus grande diligence. La prise de l'abattis ne nous menait qu'entre deux feux; le succès même à l'attaque du rideau de Waltersdorff, ne nous ouvrait qu'un champ de bataille un peu plus étendu, mais aucun moyen de filer vers Prossen et les hauteurs de Ratmannsdorff, prêtant le flanc à un corps qui nous attendait de front. Le secours qui devait nous y attendre en

bataille, pour nous recevoir, était la base de notre retraite.

Le résultat du conseil de guerre fut unanime: tous les officiers généraux, sans exception, conclurent que ce n'était pas combattre, mais mener des troupes à la boucherie. L'avis unanime fut présenté au roi, qui par une lettre du 14 octobre à deux heures du matin, supposant toujours la proximité de M. le maréchal de Brown, nous ordonna de combattre, ou de tenir un autre conseil de guerre. L'éloignement de M. le maréchal de Brown était constaté par sa propre lettre, et, sur des représentations réitérées sur l'impossibilité du succès, Sa Majesté écrivit au maréchal comte Rutowski une lettre, par laquelle elle lui ordonne d'entrer en composition avec le roi de Prusse, de voir s'il fallait faire périr une armée par le fer et la disette, et d'écouter l'humanité dans ce qui serait résolu.

Telle est, dans la plus exacte vérité, la suite et l'enchaînement de plusieurs circonstances qui n'ont pu être prévues ni surmontées. On l'expose aux yeux de l'univers équitable et non prévenu, mais sur-tout aux yeux des gens du métier éclairés, qui ne jugent point par l'événement, et qui savent que le local et le moment décident ordinairement du succès des entreprises le mieux concertées.

L'endroit où nous avons été obligés de capituler n'est ni poste, ni camp; il n'a ni étendue, ni profondeur; il ne peut souffrir une attaque

ni n'en permet à moins que d'un concert immanquable, et il n'eût jamais été choisi, si le plan concerté et manqué ne nous eût paru le seul préférable à la situation où nous étions auparavant dans le camp que nous venions de quitter, où nous ne pouvions plus rentrer et où la disette de toutes choses nous eût également livrés à la loi du plus fort. Je dois aussi, monsieur, vous donner les détails que j'apprends de l'entrée des Prussiens dans l'électorat de Saxe.

— Le roi de Prusse, en attendant une réponse ultérieure de la cour de Vienne, avait fait tous ses préparatifs pour marcher lui-même en Bohême, en traversant la Saxe.

Ce prince, n'ayant pas trouvé la réponse satisfaisante, a mis, sans différer, à exécution les moyens qu'il croit lui convenir pour l'exécution de ses projets.

Le 27 d'août il a envoyé ordre, par un courrier, à M. Malzahn, son ministre à la cour de Dresde, d'y faire verbalement la réquisition du passage de son armée par l'électorat de Saxe; cette réquisition annonçait que S. M. prussienne verrait, avec plaisir, arriver l'heureux moment de remettre S. M. polonaise en possession de ses états; une pareille expression est assez significative par elle-même, sans qu'elle ait besoin d'explication.

S. M. polonaise, se renfermant dans les bornes de la plus exacte neutralité, a répondu, par les

assurances les plus positives des facilités pour le passage de l'armée prussienne qui, le même jour, est entrée en Saxe, de sorte que l'invasion sur les terres de l'électorat n'a pas eu d'intervalle avec la réquisision.

Par-tout où les différentes colonnes de cette armée passent, elles enlèvent hommes, vivres, chevaux et argent, en un mot, tout ce qui est de la convenance de S. M. prusssienne. Un bastion de la forteresse de Wittemberg a été démoli par ses ordres.

Le 29, le prince Ferdinand de Brunswick s'est emparé de la ville de Leipsick et de la forteresse, en faisant occuper tous les postes par les soldats de la division qu'il commande.

Le lendemain, tout l'argent qui s'est trouvé dans cette ville, appartenant au roi de Pologne, a été saisi. Les receveurs des droits ont eu ordre de ne rendre compte qu'aux commissaires prussiens, et deux magistrats ont été obligés d'aller prêter serment au roi de Prusse lui-même.

Dans la crise où ces nouvelles jetaient la cour de Dresde, elle s'est déterminée à faire demander à S. M. prussienne un éclaircissement positif de ses véritables intentions, et cette commission a été donnée au premier lieutenant-général de l'armée saxonne.

Ce général est parti le 31, pour aller l'exécuter; en arrivant à Leipsick, il a été désarmé à la porte, déclaré prisonnier de guerre, et conduit chez le

prince Ferdinand de Brunswick, qui lui a indiqué l'endroit où se trouvait le roi de Prusse.

Ce prince n'a fait qu'une réponse vague et très-courte aux propositions du général, voulant, sans doute, laisser la cour de Dresde dans la perplexité, pour mieux réussir dans ses intentions, lorsqu'il serait lui-même aux portes de Dresde, avec toute son armée.

S. M. polonaise a voulu encore tenter la voie de la négociation, par le canal de milord Stormond, résidant auprès d'elle en qualité d'envoyé extraordinaire du roi d'Angleterre.

Le 1er septembre, ce ministre est effectivement parti de Dresde, pour aller trouver S. M. prussienne, et tâcher d'en obtenir une réponse favorable et décisive.

Ayant informé M. le comte de Brühl, par une lettre du 2 septembre, qu'il désespérait de détourner le roi de Prusse de son projet sur la Saxe, à moins que ce prince n'eût des sûretés, telles qu'on ne les lui accorderait que dans la dernière extrémité, les irrésolutions ont augmenté sur le parti qu'il y avait à prendre dans une situation aussi pressante; enfin le roi de Pologne s'est déterminé à celui qui, seul, convenait à sa gloire et à sa sûreté, en se mettant en état de repousser vigoureusement les affronts dont on paraît vouloir le menacer.

Les régiments saxons ayant été heureusement rassemblés, malgré le peu de temps qui restait

pour cette opération, ils ont formé une armée de dix-huit mille hommes.

On lui a fait occuper un camp très avantageux, appuyé sur la gauche de l'Elbe et sous les deux forteresses de Pyrna et de Konigstein, à environ trois milles de Dresde; ce camp est pourvu abondamment de toutes les munitions de guerre et de bouche, pour une longue défense, et d'ailleurs dans une position telle, qu'il semble impossible de le forcer.

Le 3, le roi de Pologne, accompagné de ses deux fils, les princes Charles et Xavier, est allé joindre son armée, dans la ferme résolution d'y soutenir tout ce que le roi de Prusse entreprendra contre lui.

Le 6, S. M. polonaise a fait la revue de son camp, démarche qui, en annonçant sa fermeté, a inspiré le courage et la confiance à ses troupes.

S. M. prussienne, après une marche assez lente, est venue camper, le 9 au matin, dans les dehors de Dresde, à un quart de mille de la ville; elle y a d'abord fait entrer quatre bataillons, sous le commandement du général Wylich. Les soldats prussiens se sont emparés de toutes les portes, ils montent la garde dans le palais même, sous les yeux de la reine de Pologne, qui s'y trouve avec la famille royale.

Le 10, S. M. prussienne a envoyé le maréchal Keith à Dresde, avec ordre d'assembler les quatre ministres de la conférence, qui est le premier

conseil actif de ce pays-ci, et de leur déclarer que, comme les ordres qu'ils donnent dans l'électorat pourraient se trouver en contradiction avec ceux qui y étaient donnés par les ministres ou officiers du roi de Prusse, il était chargé de leur enjoindre de ne plus se mêler de rien, leur laissant au reste la liberté de rester à Dresde, d'aller au camp saxon, ou de se retirer dans leurs terres; les justes représentations que ces ministres ont faites au maréchal Keith ont été inutiles; on ne leur a pas même accordé la permission de rendre compte à leur maître, par une lettre ouverte, de ce qui venait de leur être prescrit.

Le général Wylich, qui commande à Dresde, a envoyé, ce matin, pour faire l'ouverture des archives du cabinet où, dès la veille, on avait mis des sentinelles prussiennes, malgré les représentations de la reine de Pologne, qui s'était déterminée à y mettre elle-même son cachet; cette princesse s'y est transportée en personne pour s'y opposer; on a donné une demi-heure de délai pour recevoir de nouveaux ordres du roi de Prusse, qui était déja parti, à cinq heures, avec une partie de ses troupes. La reine lui a envoyé en toute diligence M. le baron de Weissenberg, son grand-maître; en attendant son retour, le général prussien est revenu lui-même au château, disant qu'il ne pouvait plus différer, et a fait prier Sa Majesté de ne pas se présenter, parce qu'il ne pouvait pas répondre de l'insolence du

soldat; c'est ainsi que les archives ont été fouillées, visitées et peut-être enlevées, au grand étonnement de tous ceux qui en ont été témoins.

On ne saurait assez donner d'éloges à la conduite de la reine de Pologne qui montre, dans une circonstance aussi accablante, un courage et une présence d'esprit inexprimables.

S. M. prussienne n'est point entrée dans la ville; on ignore si elle attaquera l'armée saxonne, ou si elle continuera sa route vers la Bohême.

Elle doit se trouver dans de grands embarras, par la juste et généreuse résistance du roi de Pologne qui, dans un moment si critique pour lui-même, joue le plus beau rôle de l'Europe; il en peut résulter une gloire infinie pour sa personne, et beaucoup d'utilité pour la puissance contre laquelle le roi de Prusse veut porter l'effort de ses armes.

Du 14, S. M. prussienne paraît très-indécise sur l'attaque du camp de S. M. polonaise, à proximité duquel elle a établi le sien avec toute son infanterie et une partie de sa cavalerie; on ne peut prévoir le parti auquel elle se déterminera, et il y a tout lieu de croire que, jusqu'à ce moment, elle l'ignore elle-même dans l'embarras où elle se trouve contre sa prévoyance.

Les finances de Dresde, ainsi que celles de tout l'électorat, sont régies en son nom et par ses officiers, qui se sont également emparés des bureaux de postes.

S. M. prussienne vient d'ordonner la démolition totale de la forteresse de Wittemberg, et fait fortifier la ville de Torgau.

Le général Wylich a déclaré, ce matin, prisonniers de guerre, tous les officiers saxons qui se trouvent dans la ville, même ceux du corps des cent Suisses, qui composent la garde de S. M. prussienne Il a exigé de chacun une soumission, comme ils ne porteraient pas les armes contre le roi de Prusse, ni contre ses alliés, et qu'ils se représenteraient toutes les fois qu'ils en seraient requis.

Ce matin, la cavalerie prussienne, qui campait près de Dresde, s'est mise en marche au nombre de quinze mille chevaux : elle a dirigé sa route vers la Bohême; on imagine que l'intention du roi de Prusse est de s'emparer des défilés qui y conduisent, afin de s'opposer au passage de l'armée autrichienne, supposé qu'elle voulût l'entreprendre de ce côté.

Il y a eu hier une escarmouche fort vive entre les hussards prussiens et autrichiens : les derniers escortaient un convoi de grain, qu'on sait être heureusement arrivé au camp saxon; les Prussiens ont fait cinq prisonniers dans cette rencontre, ils les ont amenés ici avec plusieurs de leurs blessés.

Du 16 et jours suivants jusqu'au 29.

Depuis ce jour, les troupes du roi de Prusse sont entrées successivement dans son camp, dont le quartier général est à Zedlitz. On a été d'abord

incertain si ce prince prendrait le parti d'attaquer les saxons, mais il paraît maintenant y avoir renoncé totalement. Différents corps de son armée sont déja avancés dans les défilés qui mènent en Bohême, son avant-garde est à Aussick, et on ne compte plus guère en Saxe que quatorze mille Prussiens, sans compter les quatre bataillons qui sont à Dresde, et quelques autres garnisons.

Nous avons vu arriver ici, samedi 25, soixante-dix fusiliers autrichiens qui ont été pris dans la ville de Retschen; et hier 28, on a reçu la nouvelle que cette ville avait été reprise par un détachement de l'armée du feld-maréchal Brown, et qu'environ quatre cents hommes des troupes de S. M. prussienne qui s'y étaient portés, avaient été faits prisonniers. Cette nouvelle n'est pas absolument confirmée.

C'est à quoi se bornent tous les événements militaires dont on est instruit à Dresde jusqu'à ce jour.

L'armée saxonne occupe toujours son camp sous Konigstein, où elle ne manque d'aucune des provisions nécessaires à sa subsistance; il y a fort peu de malades, et on n'y compte pas un mort, depuis plus de quatre semaines qu'il est assemblé.

Le roi de Prusse a fait enlever le reste des canons et armes qui se sont trouvés dans l'arsenal de Dresde; ce prince les fait passer à Magdebourg, par eau.

Il ne cesse d'arriver ici des chariots de provi-

sions qui sont fournis par les différents cercles, suivant les ordres qui leur sont adressés par le commissariat prussien; les magasins de fourrages et de vivres qu'on y rassemble sont déja très-considérables : on peut comprendre combien le pays qui fait d'aussi immenses livraisons est à plaindre.

Quoique toute communication soit rompue entre Dresde et le camp saxon, on n'a pas laissé d'être instruit ici des différentes négociations qui ont eu lieu depuis que S. M. prussienne s'est trouvée vis-à-vis de ce camp. Toutes ont été également infructueuses, parce que ce prince n'a voulu entendre à aucune autre condition que celles qu'il avait déja proposées; les offres du roi de Pologne ont été d'observer la plus exacte neutralité, et même de se taire sur les dédommagements qu'il était en droit de prétendre, pour toutes les violences commises dans ses états; rien n'a été écouté, le roi de Prusse a continué d'exiger que S. M. polonaise s'unît à lui par un traité offensif, et lui remît toute son armée pour la conduire en Bohême, après l'avoir obligé à lui prêter serment de fidélité, et laissant seulement auprès du roi de Pologne les régiments des gardes à pied et à cheval; il demandait de plus que S. M. polonaise lui laissât l'administration de la Saxe, jusqu'à la fin de la guerre, et qu'il lui fût libre d'y faire tels arrangements qu'il jugerait convenables.

Le roi de Pologne avait trop de motifs de re-

jeter ces propositions, pour ne pas se résoudre à soutenir avec fermeté tous les malheurs de la guerre, plutôt que d'y acquiescer.

Tel est l'état des choses depuis que les armées sont en présence. Le roi de Prusse ne permet pas même que la reine fasse passer au roi son époux des lettres, sans être ouvertes.

Ceux qui sont pris portant des lettres au camp saxon, sont traités comme espions; il n'y a cependant encore eu aucun acte d'hostilité de part ni d'autre.

Selon toutes les apparences, les défilés de la Bohême vont être le théâtre des premiers combats. La fermeté de S. M. polonaise et l'heureuse position de ses troupes, en donnant le temps aux Autrichiens de s'avancer jusque vers cette frontière, a changé toute la face des choses; il est difficile de pénétrer quel plan le roi de Prusse a formé en conséquence d'un événement, auquel il ne s'était certainement pas attendu. Le temps seul peut le dévoiler. Mais la variation des manœuvres, qu'on voit faire à son armée, annonce de l'indécision, si ce n'est de l'embarras. »

Tels furent les évènements remarquables qui se passèrent en 1757. Le roi de Prusse, toujours vainqueur, déploya, dans ses succès, un grand esprit de magnanimité.

JOURNAL

DE MA MISSION A HANOVER,

AU MINISTRE.

Du 25 avril 1750.

J'ESPÈRE, monseigneur, n'avoir pas été contre les intentions du roi, en remettant à S. M. prussienne mes lettres de récréance le 22 de ce mois. Ce prince est venu de Potzdam ici pour cette cérémonie qui a été immédiatement suivie de la remise des lettres de créance de mylord Tyrconnell. Nous avons été introduits l'un après l'autre dans le cabinet. Je dois vous avouer que je n'ai pas eu la force d'achever un discours de dix ou onze lignes. Je n'ai pu voir les bontés de ce grand prince, qui ont été jusqu'à une espèce d'attendrissement, sans en ressentir un violent qui m'a coupé la parole. A peine ai-je eu l'ouïe libre pour entendre ce qu'il m'a dit de son attachement sincère pour S. M. L'audience de mylord a été plus longue. C'est où ce prince a déployé tous ses sentiments sur la conjoncture présente. Quelques jours avant, il m'a fait l'honneur de me

répondre à une lettre que j'avais pris la liberté de lui écrire en conséquence de vos ordres, que j'ai reçus par vos lettres des 4 et 7 de ce mois; comme elle contient le précis de tout ce qu'il a dit au comte de Tyrconnell, j'en joins ici de suite la copie chiffrée de l'ancien chiffre.

Fiat incursio.

Le même jour 22, nous eûmes audience de la reine, et nous lui avons remis chacun nos lettres du roi. Le lendemain fut l'audience de la reine-mère, à qui j'ai rendu les mêmes termes énoncés dans celle dont vous m'avez honoré, du premier mars. Cette princesse a été aussi sensible qu'elle le doit aux assurances d'amitié de S. M., et m'a dit que ses sentiments pour le roi devaient être connus depuis long-temps; que le souvenir obligeant d'un aussi grand roi ne faisait que la fortifier dans la tendre amitié qu'elle lui portait; qu'elle ne perdrait jamais l'occasion de lui en donner des marques. Il est vrai, monseigneur, que cette princesse s'est toujours exprimée, sur le compte de S. M., dans des termes d'admiration et d'amitié. Je vois avec la plus grande satisfaction que ce sentiment est généralement répandu ici. Je ne dois pas oublier de vous dire que la reine-mère m'ordonna, il y a quelques jours, de me rendre chez elle, ayant quelque chose, me dit-elle, à me communiquer. C'était pour me donner une jolie tabatière.

J'ai essuyé une forte attaque et si clairement expliquée, sur un objet pour lequel j'ai eu l'honneur de vous écrire une lettre particulière, que j'ai été fort embarrassé de répondre. Je ne l'ai fait qu'en balbutiant, pour ne me point expliquer sur la résolution de S. M., de ne point permettre que ses sujets acceptent de pareilles graces. Il y aurait cependant, à ce que je crois, bien des motifs qui pourraient engager à faire une exception à la règle en faveur d'un prince, dont on estime publiquement l'amitié, et que S. M. aime et respecte. J'oserais même insister sur la chose, si elle ne me regardait pas directement. Mais je suis détaché de tout autre objet que de celui de plaire à S. M.

Malgré la remise de mes lettres de récréance un peu avant le terme que vous m'avez prescrit, je ne me propose pas de partir d'ici avant le 12 ou le 15 de mai, en cas que je ne reçoive pas des ordres contraires de votre part. Je les attends pour me déterminer sur le choix de ma route.

M. le comte de Podewils me fit remettre de la part de S. M. prussienne, pour présent ordinaire et extraordinaire, en ma faveur, trois mille écus d'or. Ce présent était accompagné d'une lettre dans laquelle il me mande, « que c'est une « marque de l'estime du roi son maître, que j'ai « si justement acquise pendant un ministère de « près d'onze années rempli si dignement de ma « part à la satisfaction des deux cours; que c'est

« ce que S. M. prussienne l'a expréssement chargé « de me dire. S'il est permis d'ajouter quelque « chose, me continue-t-il, au compliment de ce « prince, je vous supplie de croire que votre « mémoire sera toujours en bénédiction chez « nous, et que votre départ ne diminuera jamais « rien de la plus tendre amitié, et de la plus « parfaite considération, etc. »

Je ne dois pas vous laisser ignorer, monseigneur, que mon dit sieur de Podewils, m'a demandé ce que j'aimerais le mieux, et cela, de la part du roi son maître, ou de cette somme en argent comptant, ou d'un portrait de la même valeur. Je répondis à cette insinuation comme il avait fait lui-même en 1741. Et en effet, ayant déja en bague le portrait de S. M., j'ai jugé que l'argent comptant convenait mieux au mauvais état de mes affaires. M. de la Chétardie en usa ainsi du temps du feu roi de Prusse, qui lui fit offrir la même alternative, en disant que les voyageurs avaient besoin d'argent.

S. M. prussienne, le jour de mon audience de congé, me dit : « Je veux absolument que vous « veniez me voir à Postdam. » Je compte en conséquence, y aller après demain et y passer trois ou quatre jours.

Du 2 mai 1750.

C'est à Postdam où j'ai reçu la lettre dont vous m'avez honoré le 17 du mois passé. La plupart

de son contenu m'a paru ostensible, et si conforme aux sentiments de S. M. prussienne, que je n'ai pas hésité à lui en faire la lecture. Il m'a paru sensible aux articles qui le regardent personnellement, et sur-tout, au parti de vigueur qu'il voit prendre au roi dans la circonstance présente. Il y attribue la tranquillité dont il espère que le Nord jouira pour cette année, ainsi que la prochaine arrivée de M. Hambury-Williams comme ministre d'Angleterre à sa cour. Son parti était pris, il rappelait lui-même M. de Klingraff, son ministre à Londres, qui a été jusqu'à présent reçu du roi d'Angleterre avec une indifférence qui tenait du dédain. « Tout cela est bien changé, me dit-il, depuis que le roi a fait entrevoir ses résolutions vigoureuses. » Je ne crois pas que ce prince se refuse à toutes les démarches de cette nature de concert avec le Danemarck. Le comte de Lynar à Pétersbourg a agi convenablement, et paraît jusqu'à présent, aller du même pas que le ministre de Prusse. On dit ici, que Bestucheff s'est exhalé en reproches, vis-à-vis le ministre danois.

Milord Tyrconnel, ou moi, avons eu l'honneur de vous mander que S. M. prussienne avait approuvé l'espèce d'offre de garantie sur la stabilité de la forme actuelle du gouvernement de Suède. La mort de M. de Schulin aura peut-être dérangé, ou tout au moins retardé, le consentement du Danemarck à cette déclaration à faire à la cour de Russie.

Quant à la proposition de convertir en argent le secours que le roi de Prusse doit donner à la Suède, stipulé dans son traité d'alliance, ce prince me dit qu'il ne demandait pas mieux, et que cela lui convenait en tout point. Le *casus fœderis* venant à exister, ajouta-t-il, car je ne suis pas assez riche pour le prévenir. Il me répéta, à cette occasion, tout ce qu'il avait dit à milore Tyrconnell, et ce qu'il m'avait fait l'honneur de me mander. J'ai entrevu que le prince n'était pas bien rassuré sur la fermeté du ministre suédois, et avait une très-médiocre opinion de celle du comte de Tessin en particulier. Il le dit être successivement peureux et audacieux à contre-temps. Il est bien du sentiment qu'il n'a de meilleur parti à prendre que celui de montrer de la fermeté, et de ne pas craindre la guerre, en affichant cependant la pureté de ses intentions pour le maintien de la tranquillité publique. « J'ai un bon exemple « devant moi, me dit-il, quoique fort en petit, « dans la conduite du roi. » J'ai opinion, monseigneur, qu'il saisira les insinuations que le comte de Tyrconnell est chargé de lui faire, comme de lui-même. Il me semble qu'elles tendent à sa gloire et à sa sûreté.

Je ne vous parlerai point de la bonne réception que j'ai éprouvée de la part du roi de Prusse. Il m'a paru fort aise du retardement de mon départ. J'espère, monseigneur, qu'il ne se prolongera pas au-delà du 15, et que je recevrai vos ordres sur

la route que j'ai à tenir avant ce terme. Je serais sans impatience si je n'éprouvais divers inconvénients, et beaucoup d'incommodités dans ma situation présente (1).

---

(1) AU ROI DE PRUSSE

Le 24 avril 1750.

Chaques jours sont marqués, Sire, par de nouveaux bienfaits de la part de Votre Majesté. M. le comte de Podewils me fit remettre hier trois mille écus d'or : permet-elle que je lui en fasse mes très-humbles et très-respectueux remercîments? Cette somme était accompagnée de l'assurance de la continuation de sa bienveillance. C'est le présent le plus cher qne V. M. puisse me faire. Je la mériterai toujours, si elle l'accorde au dévouement le plus complet, et au profond respect avec lequel je suis, etc.

Le 5 mai 1750.

Il m'est impossible de trouver des termes, Sire, qui puissent exprimer ma respectueuse reconnaissance. Les graces que V. M. me fait, le bien qu'elle me veut, mettent le comble à ses bienfaits. Que pourrais-je desirer de plus, Sire, au-dessus de la manière dont elle les répand, si ce n'est de m'en être rendu digne. Je suis au comble de la satisfaction. Le héros du siècle daigne m'honorer de son estime; il fait plus, il le publie. Il fait parvenir l'approbation qu'il me donne au roi mou maître, dans des termes où ses bontés pour le sujet sont aussi marquées que sa tendre amitié pour le souverain. Quel lustre pour ma famille, Sire! Mon respect, mon admiration et mon dévouement ne peuvent être que de faibles marques de ma reconnaissance; et comment un particulier peut-il s'acquitter envers un aussi grand roi? Il n'a à offrir que sa sincère vénération, son inviolable attachement, et le plus profond respect avec lequel je suis, etc.

Le marquis DE VALORI.

Le 10 mai.

Je ne vous parlerai d'autres affaires que des miennes, monseigneur ; milord Tyrconnell étant plus que suffisant pour traiter des matières importantes. A propos de lui, je ne puis assez vous dire combien il réussit ici. Le roi de Prusse en a la meilleure opinion ; et il est bien fait, à tous égards, pour la justifier.

L'embarras où je vous ai marqué être sur mon état, du côté des finances, est plus pressant que jamais, non pour sortir de Berlin, parce qu'au moyen du présent que m'a fait S. M. Prussienne, et d'autres ressources que j'ai trouvées à intérêt et sur ma parole, j'en puis partir au premier ordre que je recevrai de vous, et que j'attends, pardonnez-moi le terme, avec quelque sorte d'impatience, mes arrangements étant pris pour partir le 15 ou le 16, et étant assujetti à nombre d'incommodités. Mais je ne puis me dispenser de vous prévenir, sur ce qui m'a été annoncé ici de très-bonne part, que les gens du pays où vous desirez que je m'arrête, regardent le séjour de leur maître comme une moisson; que tout y est excessivement cher; que même pour mon seul logement et un carrosse, il en coûtera vingt-cinq à trente écus d'Allemagne par jour. Trouvez bon, Mgr, que je vous prévienne sur cet objet : vous jugerez du surplus par cet échantillon. Je me propose de compter de clerc à maître avec vous, vous laissant

la liberté d'ajouter au compte ce que vous croirez convenable pour les excédants, qui vraisemblablement ne seront pas médiocres, sortant de cette cour-ci. Faites-moi la grace, je vous supplie, de me mander si M. de Montmartel voudra bien m'assigner l'endroit où je pourrai toucher l'argent qui me sera nécessaire.

Milord Tyrconnell m'a dit avoir eu l'honneur de vous écrire en faveur de M. l'abbé Loise. Si ma route n'avait pas été interrompue, je me proposais de prendre la liberté d'appuyer verbalement ses représentations. Oserais-je vous dire qu'il mérite vos bontés, en attendant qu'il plaise à M. de Mirepoix de le gratifier d'un bénéfice ou d'une pension. La bonne grace avec laquelle il s'est déterminé à être utile à M. de Tyrconnell, mérite récompense. S'il n'en pouvait espérer aucune, il n'envisagerait d'autre bien-être pour lui, que de jouir en repos de la modicité du bénéfice qu'il tient des bontés de la cour de Rome, qu'il a servie utilement dans l'affaire de l'évêché de Breslau. Ce sont de pareils sujets qui méritent les bontés du roi, quelque prédilection que M. l'évêque de Mirepoix veuille accorder à des vicaires de paroisse ultramontains.

[1] J'ai fait partir aujourd'hui une partie de mon équipage par terre. J'écris à M. de Bussy pour le prier de faire trouver à mon maître-d'hôtel un passeport à Metz, pour ma vaisselle d'argent, et quelques ballots dans lesquels il y en a un de

vases de porcelaine que m'a donné le roi de Prusse. Je désirerais bien qu'il n'y eût point de difficulté pour ce qui compose cette voiture, qui ne contient assurément rien à moi de contrebande, aussi-bien que plusieurs autres ballots, que j'envoie par mer, qui sont les mêmes meubles que j'ai apportés dans ce pays-ci il y a onze ans. Je ne puis trop, monseigneur, me recommander à l'honneur de vos bontés, et vous assurer du respect infini, etc.

Le 12 mai.

Je reçois aujourd'hui, monseigneur, la lettre dont vous m'avez honoré, du 3 de ce mois, par le retour du valet d'équipage de milord Tyrconnell. Elle contient les instructions sur la conduite que je dois tenir à mon passage à Hanover, ainsi que l'ordre de m'y rendre au plus tard le 20 de ce mois. Vous m'y recommandez, en même temps, de n'y avoir d'autre air que celui d'un voyageur qui dirige sa route par une cour où il a dessein de s'arrêter quelques jours, pour faire sa cour au roi d'Angleterre. Il me sera fort aisé de soutenir cet air dans la conduite circonspecte que vous me recommandez; mais il me semble que, pour prendre les précautions d'avance, à cet égard, avant mon départ d'ici, je devrais attendre à n'en partir que le 20 au plutôt, et cela parce que la grande revue doit être le 18, et que le roi de Prusse se rendra ici le 17, pour

voir arriver les troupes et les princes, ses frères, chacun à la tête de leurs régiments. On vient de tous les côtés pour voir ce spectacle ; ne serait-ce pas marquer trop d'empressement à Hanover, et ne soupçonnerait-on pas une mission particulière, si je partais d'ici avant l'arrivée de S. M. Prussienne, des princes ses frères, et de plusieurs généraux? Au reste, monseigneur, je chercherai tous les moyens pour éviter ce petit inconvénient, et je tâcherai de partir samedi prochain 16. Je me suis toujours piqué de la plus grande exactitude dans l'exécution des ordres que j'ai reçus. Je n'oublierai rien pour ne pas déplaire au moins à S. M. Britannique, et pour plaire au duc de Newcastle. Je ne suis pas en peine des politesses emmiellées de M. de Munichausen. Il y a longtemps que je le connais, et qu'on a eu ici des preuves de sa duplicité dans les affaires. Je ferai mon possible pour que S. M., et vous, monseigneur, ayez lieu d'être contents de moi; et si on m'y parle d'affaires, je ne répondrai que comme un homme qui n'est pas instruit et toujours conjecturalement.

Je m'observerai beaucoup avec M. Walls, même avec M. de Klingraff, que je ne trouverai peut-être pas encore arrivé à Hanover. J'estime que, si je m'en rapportais à ce dernier, je verrais peut-être tout en laid en cette cour dont il n'a pas lieu d'être content; mais je comprends que mon

objet principal est de plaire au roi d'Angleterre et au duc de Newcastle. Je trouverai, sans doute, de grandes difficultés à l'un et à l'autre, sur-tout en arrivant d'une cour que ce prince déteste cordialement, sans en excepter la reine mère, sa sœur.

Le 16 mai.

Quelle consolante lettre, monseigneur, que celle dont vous m'avez honoré du 6 de ce mois! Vous m'aviez promis vos bontés; vous m'en donnez bien sensiblement des marques. Je vous supplie de croire qu'il ne se peut rien ajouter à ma respectueuse reconnaissance.

Je revins hier de Potzdam, et, à l'issue d'une conversation que j'avais eue avec le roi de Prusse, je m'étais déterminé à arriver à Hanover le 19 au soir, en conséquence de l'ordre que vous m'aviez donné dans votre précédente, qui est de m'y rendre au plus tard le 20. Mais, par cette dernière, vous me laissez la liberté de suivre mon premier projet. Je verrai donc la grande revue du roi de Prusse après demain; et je partirai le jour suivant avec des voituriers qui me feront arriver un jour seulement plus tard que ne ferait la poste. J'évite par là quantité d'inconvénients inséparables des postes du pays d'Hanover; où l'on ne passe guères sans essuyer les plus grandes impatiences, et les chicanes les plus injustes.

Je n'ai avec moi que les domestiques qui me

sont absolument nécessaires pour le voyage. Mes bagages sont partis; et je serai à la cour du roi d'Angleterre, ainsi que vous me faites l'honneur de me le prescrire, comme un officier-général qui voyage, et qui en prend occasion de faire sa cour à un grand prince. Je ferai tout mon possible pour que vous ayez lieu d'être content de ma mission. Je me renfermerai, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, pour la dépense, dans les bornes d'un voyageur qui séjourne cependant dans un endroit fort cher, les Hanovriens regardant comme une récolte le séjour de leur maître.

Le 25 mai.

C'est uniquement pour vous annoncer mon arrivée en cette ville, monseigneur, que j'ai l'honneur de vous écrire aujourd'hui. Je suis parti de Berlin le 19 de grand matin, et ai été rendu le 23 à Hanover. On y attendait aujourd'hui M. le duc de Newcastle, mais il doit avoir mandé que ce ne serait que le 28. Je fis hier la visite des ministres hanovriens, et commençai par M. le comte de Munichausen, qui a eu la bonté, en me rendant ma visite, de me donner la liste des ministres que j'avais à voir. Selon ce qu'il m'a dit, il y a apparence que je serai présenté à S. M. Britannique, demain. Je ne puis encore vous dire par qui. J'ai cru ne pas devoir attendre l'arrivée du duc de Newcastle, qui peut se prolonger encore.

On m'avait un peu exagéré la dépense indispensable à faire ici; ce n'est pas tout-à-fait ce que je vous avais mandé, mais elle est toujours très-forte. Il n'y a de ministre étranger d'arrivé que le comte du Perron, ministre de Sardaigne. Les autres arriveront successivement. On ne croit cependant pas que M. de Czernicheff ait ordre de la cour de Russie, de suivre S. M. Britannique.

Le 29 mai.

J'ai eu l'honneur d'avoir audience de S. M. Britannique, ainsi que j'ai eu celui de vous le mander, monseigneur ; je lui présentai la lettre du roi, mardi 26. Je fus introduit dans son cabinet par le marquis de la Forêt, son grand-chambellan. J'en fus reçu avec bonté; et ce prince me dit être très-sensible à l'attention de S. M., qu'il ne manquerait pas en toute occasion de lui marquer la sienne et sa reconnaissance. Il me fit quelques questions sur l'état militaire du roi de Prusse. Je me persuade aisément qu'il n'ignorait aucune des choses sur lesquelles il daignait m'interroger.

M. le duc de Newcastle arriva hier. J'ai été aujourd'hui lui rendre visite, et lui ai remis votre lettre. On ne peut point être reçu avec plus de grace et de politesse. Il m'a prié à plusieurs reprises de vous témoigner, et à M. le comte d'Argenson, combien il était comblé de toutes les politesses et honneurs qu'il avait reçus dans les états du roi

notamment par M. de Séchelles. Il m'a prié aussi d'en écrire à M. le comte d'Argenson, mais je crois qu'il suffit que je m'acquitte envers vous de cette commission.

Il m'a chargé de vous dire aussi, monseigneur, que le roi son maître était très-satisfait des assurances qu'on lui avait données sur l'évacuation des îles en Amérique, et que vous pouviez être assuré qu'on donnerait à S. M. toutes celles qu'elle pouvait desirer, sur les plaintes faites par M. le comte de Caylus.

Ce qu'il m'a dit sur les affaires du Nord est sans doute cé que vous savez déja. Il m'a cru plus instruit que je ne le suis. Mais le résumé de la conversation que j'ai eue avec lui a été que le roi son maître emploierait tout son crédit et son pouvoir, pour maintenir la paix en général, et notamment le traité d'Aix-la-Chapelle. « M. le marquis de Puysieulx m'a cru, « a-t-il ajouté, pendant un temps, quand je lui « ai fait donner les mêmes assurances. Quelque « puissance est venue à la traverse, qui a inspiré « quelque sorte de méfiance; mais on connaîtra la « pureté des intentions du roi mon maître. » Cette première conversation n'a pas été longue, et a fini de la part de ce seigneur par des protestations les plus apparentes de me donner son amitié et sa confiance.

M. de Walls, ministre d'Espagne, est arrivé. Il m'a paru être fort bien dans cette cour.

Il me semble que le duc de Newcastle a fort approuvé que je n'aye pas attendu son arrivée pour me faire présenter à S. M. Britannique. Je crois, en effet, qu'une conduite contraire aurait pu ne pas plaire au ministère hanovrien.

Le 31 mai.

J'AI cru qu'il convenait d'attendre le passage du courrier que vous m'avez annoncé, monseigneur, retournant de Hambourg pour vous porter les dépêches du Nord.

Je me suis renfermé dans la circonspection et le silence que vous m'avez recommandés, et me suis borné à faire ma cour assidûment au roi d'Angleterre. Je continue à en être également bien reçu, ainsi que du duc de Newcastle, qui me répéta encore, il y a quelques jours, avoir ordre du roi son maître de me dire qu'il était extrêmement satisfait des mesures que S. M. avait prises pour remédier à la difficulté que M. de Caylus avait faite en Amérique d'évacuer les îles dont on était convenu de part et d'autre, et que l'Angleterre ne manquerait pas de donner satisfaction sur les plaintes formées par mon dit sieur de Caylus ; qu'il avait envoyé ordre au comte d'Albermal de faire la même déclaration de la part du roi son maître.

Quant aux affaires du Nord, M. le duc de Newcastle m'a paru être dans les mêmes principes que M. le marquis de Mirepoix a dû vous

annoncer de sa part. Il est probable, par tou ce que j'ai entendu dire de l'état présent de l'Angleterre, et de la position actuelle du ministère, que ce dernier n'oserait desirer la guerre, et encore moins l'occasionner. En conséquence de ce systême, le comte du Perron m'a dit avoir vu les instructions qui ont été envoyées en dernier lieu au sieur Guydickens à Pétersbourg ; que rien ne peut être plus fort ni plus positif. Ce même ministre m'a dit qu'il les croyait de bonne foi à cet égard : reste à savoir si cette bonne foi est suffisante pour tranquilliser la Suède et ses alliés contre la mauvaise volonté de Bestucheff, et si S. M. n'exigera pas des alliés de la Russie qu'ils la contiennent, comme elle se charge de contenir la Suède et ses autres alliés.

M. le duc de Newcastle croit, ou veut paraître croire le roi de Prusse comme un prince dangereux, dont la politique est d'animer les puissances les unes contre les autres, pour pêcher en eau trouble. Cette imputation au roi de Prusse ne vous est pas nouvelle. C'est sous cette idée que le ministre anglais est dans l'habitude de le représenter, il me fit quelques questions : entr'autres, si je croyais que le roi de Prusse fût un prince qui aimât la guerre; je l'assurai fort que non; mais qu'en même temps, j'étais persuadé que s'il était contraint de la faire, il se trouverait plutôt prêt qu'un autre, et qu'il n'épargnerait rien pour la

faire avec succès ; qu'au reste, j'étais intimement sûr qu'il ferait tout ce que son honneur et sa dignité pourraient lui permettre, pour l'éviter.

Je crois le duc de Newcastle un peu embarrassé sur les moyens de se tirer d'affaire avec Bestucheff. Les apparences sont qu'il a autrefois secondé ou approuvé les desseins du ministre russe. Peut-être même l'a-t-il flatté de secours, s'il entreprenait la guerre contre la Suède; mais le ton que le roi a pris par votre organe, lui a découvert tout le danger de sa politique; il ne sait maintenant comment s'y prendre pour museler l'ours qu'il a détaché, et je doute qu'il osât lui proposer le seul expédient qu'il y a pour tranquilliser la Suède et ses alliés, ce serait celui de désarmer et d'éloigner le gros corps de troupes de la Finlande. On peut croire qu'il n'y a été envoyé ci-devant que de l'avis de la cour d'Hanover.

La cour de Russie n'a point de ministre ici; mais je sais que M. de Richecourt en fait les affaires en même temps que celles de Vienne. Ce ministre est dans la grande intimité avec le duc de Necwastle; intimité pour les affaires, s'entend. Il a ici une espèce d'adjoint, qui est un jeune homme fort actif et insinuant. Il s'appelle le comte de Bergen. Quant à M. de Walls, il veut plaire, à quelque prix que ce soit. Un de ses moyens est de paraître anti-français dans ce pays-ci. Je ne sais s'il se trompe trop. Il a un grand avantage d'ailleurs, c'est celui de connaître les principales

dames du pays et quelques-uns des ministres. Malgré cela, le comte du Perron et lui ne cessent de se récrier sur le prodigieux ennui de ce pays. Que diraient-ils donc, s'ils étaient en ma place? Je suis Français, et j'ai résidé près d'onze ans à Berlin : voilà des titres qui m'éloignent plutôt que de me donner accès. Cependant je suis traité du roi d'Angleterre avec quelque sorte de distinction; il me fait l'honneur de me parler, et assez long-temps, chaque fois que j'ai celui de lui faire ma cour; mais je ne vois personne en être bien aise, et je n'en dîne pas moins seul presque tous les jours. Les ministres étrangers ne mangent point avec ce prince. On m'en a dit l'époque.

La revue des troupes de l'électorat doit se faire le 15 de ce mois; je crois que je trouverai de quoi louer, et je ne m'épargnerai pas. Ce sera à la fin d'août que S. M. Britannique s'absentera pour aller à la chasse à Zell ou aux environs, et elle ne sera ici de retour qu'au commencement d'octobre.

M. d'Hasselang, ministre de Bavière, est attendu; on ne doute pas que la signature du traité de subside avec son maître, ne suive immédiatement.

Ce qui est écrit ci-dessus, monseigneur, l'était lorsque j'ai reçu les lettres dont vous m'avez honoré, des 5 et 6 de ce mois. Je me tenais prêt, pour ne pas retarder le courrier que vous m'aviez mandé devoir passer par ici, à son retour

de Hambourg. C'est du 13 juin que j'ai l'honneur de vous écrire.

M. de Wrède n'est pas encore arrivé. Sans doute qu'il prendra un autre prétexte que celui du paiement des fourrages fournis aux troupes hanovriennes pendant la dernière guerre, puisqu'il y a plus d'un mois que le paiement en est fait. Je crois pouvoir l'assurer. Le commissaire palatin a touché à Londres 8,000 guinées; ce même commissaire est ici, et sollicite à présent une recommandation à Vienne, pour être payé de cette part, comme il l'a été de l'Angleterre. La cour impériale s'est engagée à faire sur cet article tout ce que ferait cette puissance. Il compte obtenir cette lettre. Je tâcherai de savoir de mon dit sieur de Wrède les autres points et articles sur lesquels il croira que mon concours puisse être de quelque utilité à l'électeur son maître.

Je me mets, autant qu'il est possible, sans affectation, à portée d'entendre M. le duc de Newcastle sur les affaires du Nord ; il en parle très-peu, et toujours à bâtons rompus ; ce sont les mêmes propos, que les apparences sont que cela se calmera, et que le roi son maître n'épargnera rien pour dissiper ces nuages dans le Nord : vous savez que c'est son langage depuis plus de trois mois. J'ignore s'il y a quelque chose d'effectué ; mais on m'a dit, et c'est M. de Klingraff, qu'on travaillait en Russie à une pièce qui devait être longue, et raisonnée à leur façon ; qu'on ne savait

pas si cette pièce insistait de nouveau sur les mêmes objets des déclarations précédentes, ou si ce serait une espèce de manifeste.

M. de Walls m'a en effet prévenu, et j'y ai répondu selon vos intentions. Il m'a conté lui-même l'altercation qu'il a eue avec M. le marquis de Mirepoix; vous jugez bien qu'il ne s'est pas donné le tort, et prétend n'en avoir aucun, en supposant que celui d'avoir annoncé à M. l'ambassadeur, tout haut, une nouvelle qui devait être publique, et qu'il venait d'apprendre dans le moment de M. Pelam, n'en fût pas un; qu'avant d'en faire part à sa cour, par déférence il croyait devoir en instruire M. le marquis de Mirepoix. C'était celle des 500 Français, prétendus réformés, qui étaient arrivés à l'île de Jersey; que M. de Mirepoix lui en avait su mauvais gré, et avait marqué son mécontentement par un froid extrême, jusqu'à ne lui point parler lorsqu'il allait chez lui; qu'il avait cessé d'y aller; que cependant, avant son départ, il avait été prendre congé de lui. Je lui ai parlé de la position agréable où il était à cette cour-ci, et lui ai marqué la satisfaction particulière que j'en avais. Je ne puis, lui ai-je dit, qu'en être bien aise; il n'y a que de l'intelligence entre nos cours, et nulle rivalité. A ce propos, il m'expliqua le besoin où il avait été de chercher à plaire en Angleterre, par tous moyens; qu'il avait eu de fâcheux préjugés contre lui, nécessaires à détruire pour être utile à son

maître, le *Jacobisme* et le *Gallicisme*. Je leur ai dit, m'ajouta-t-il, qu'on n'était pas maître de naître où on voulait; que je les priais de juger par mes œuvres. C'est de cette annonce qu'il est parti pour régler sa conduite et ses propos. Je ne doute pas que quelques-uns n'aient eu le droit de déplaire à M. le marquis de Mirepoix; mais cela fait peu de chose au fond des affaires. J'en ai entendu quelques-uns dans ce goût; j'ai fait semblant qu'ils m'avaient échappé, et continue de vivre avec lui dans une confiance apparente, qui peut me conduire à être instruit de ce que j'aurais peine à savoir par d'autres.

M. le comte d'Hasselang est arrivé; on ne doute pas que ce ne soit pour signer le traité de subsides, entre le roi d'Angleterre et l'électeur de Bavière son maître. Il m'a même été dit qu'il n'eût pas quitté Londres, s'il n'en avait été assuré. On m'a dit aussi que la première proposition est venue du ministère anglais, et que mondit sieur d'Hasselang n'a rien demandé. Je soupçonne qu'il n'en est pas de même du comte de Flemming, de la part du roi de Pologne, électeur de Saxe. Il demande et presse, à ce qu'on m'a assuré. Le roi d'Angleterre lui parla dernièrement à l'oreille assez long-temps. M. Flemming me parut avoir un air assez satisfait.

Jusqu'à présent, il ne transpire rien touchant le projet de l'élection du roi des Romains. Le comte de Bentinck doit arriver de Vienne; si cette

négociation a lieu, je ne doute pas qu'il ne soit chargé des principales propositions.

Le comte de Czernicheff est en chemin pour se rendre ici. On avait cru qu'il s'en dispenserait, d'autant plus que M. de Richecourt est chargé du secret et des intérêts de la Russie. Ce ministre russe est fort de ma connaissance; j'ai vécu avec lui à Berlin, pendant plusieurs années: sa réputation, du côté de l'esprit et des connaissances, n'y est pas fort bien établie; il y a montré une partialité outrée et choquante.

Le comte de Stadion, de la part de l'électeur de Mayence, est arrivé : il me semble qu'il est un de ceux sur qui on compte le plus, s'il est question de l'élection d'un roi des Romains.

Le prince Frédéric de Hesse, gendre du roi d'Angleterre, est ici. J'ai été lui rendre mes devoirs. Ce prince m'a reçu à merveille, et se loue, on ne peut davantage, de son séjour en France.

Il y a tout lieu de croire qu'il se négocie encore un traité de subside pour les troupes hessoises : M. de Klingraff est aux écoutes sur cela.

J'ai rendu au duc de Newcastle tout ce que vous me mandez d'obligeant pour lui; il m'y a paru très-sensible, et désirer votre approbation. Il m'a fait promettre de vous mander, monseigneur, que rien ne le flattait plus que votre estime et votre suffrage, qu'il ferait tout au monde pour en mériter la continuation. Il me l'a répété trop souvent pour que je doute de ses sentiments à votre

égard. Il m'a dit avoir écrit à M. le marquis de Mirepoix, sur une lettre qu'il avait reçue de M. Pelam son frère, concernant les affaires du Nord; qu'il serait charmé, mondit sieur de Mirepoix n'étant plus à Londres, d'avoir à traiter ces matières avec moi; que, par les dernières lettres qu'il avait reçues de Pétersbourg, il croyait les dispositions favorables à nos vues respectives.

Vous observerez, s'il vous plaît, que ma lettre est écrite en différents temps; c'est le 13 que j'ai eu cette conversation avec M. le duc de Newcastle, et demain 15 que doit se faire la revue de la plus grande partie des troupes hanovriennes.

Le 20 juin.

Toute cette semaine s'est passée en revues et évolutions militaires. Il est difficile de rien voir de plus beau que la cavalerie hanovrienne, mieux montée, et mieux équipée, et des hommes de distinction; S. M. B. paraît prendre un plaisir singulier à voir ses troupes. Il me semble que je passe ma vie à louer; et je ne suis qu'un écolier auprès de M. de Walls, dont je ne puis trop admirer l'adresse, et le fonds inépuisable de matière qu'il trouve pour applaudir, cependant sans trop de fadeur.

Ce fut hier, à la suite d'une conversation sur les faits de guerre, que j'ai eu l'honneur d'avoir avec le roi d'Angleterre, qu'il me dit que les pri-

sonniers que l'armée du roi avait faits ne pouvaient assez se louer des bons traitements qu'ils avaient éprouvés. Il faut aussi convenir, me dit-il, qu'aucune nation n'est plus portée à rendre justice à ses ennemis, que les Français. Je sais qu'ils ont applaudi à la valeur de mes troupes, en plusieurs occasions. J'ai rétorqué l'argument, et lui ai répondu que les prisonniers français, qui avaient été en Angleterre, s'étaient pareillement loués des égards qu'on avait eus pour eux; que les nations courageuses en usaient de même; que si respectivement nous n'avions pas appris à nous aimer, au moins étions-nous parvenus à nous estimer. Ce prince débita sur cela de belles et grandes maximes, qui me fournirent l'occasion de parler des intentions de S. M. à maintenir la tranquillité de l'Europe, établie par le traité d'Aix-la-Chapelle, que cette paix était un ouvrage dont la conclusion lui était commune avec le roi; il m'interrompit en me disant: « Il faut convenir « que nous en avions besoin l'un et l'autre, et je « vous donne ma parole, qui vaut, ajouta-t-il, tous « les traités du monde, que mon intention est de « tout faire pour la maintenir; je n'aurai aucune « guerre que celle où l'on me forcera. » Je lui dis que je vous rendrais compte de ces sentiments, pour les faire parvenir au roi : « Oui, me répli- « qua-t-il, vous pouvez être assuré que je désire « une belle et longue paix et vous donne de « nouveau ma parole qu'à cet égard, on sera

« content en France de ma façon de penser et « d'agir. »

Tous ceux qui connaissent ce prince prétendent qu'il ne peut se contrefaire, et qu'il ne dit que ce qu'il pense.

M. de Wrède est arrivé, et ne doit avoir que demain son audience du roi d'Angleterre. Le prétexte le plus apparent de son voyage est celui de faire compliment à ce prince sur son arrivée en ses états d'Allemagne. En même temps il doit sonder le terrain sur le dédommagement à donner à l'électeur son maître, dont il est parlé dans le traité d'Aix-la-Chapelle. Il faut voir ce qu'on lui dira. Je lui ai fait connaître, monseigneur, tout l'intérêt que S. M. prend à la satisfaction de son maître. Il m'a paru n'en point douter. La parenté avec madame la comtesse d'Yarmouth est fort éloignée, à ce qu'il m'a dit, au point qu'il n'en sait pas lui-même les circonstances. Il me paraît faire plus de fonds sur ses liaisons d'amitié avec M. de Munichausen; mais ce ministre est plus caressant qu'essentiel, et je doute que cet article puisse être arrêté définitivement ici.

C'est aujourd'hui 21, à 8 heures du matin, que le courrier que vous avez dépêché à Hambourg, passe par ici. Je n'ai rien à ajouter, monseigneur, à ce que j'ai eu l'honneur de vous mander, sinon qu'on célèbre aujourd'hui l'anniversaire de l'avénement du roi d'Angleterre au trône.

Le 22 juillet.

Je ne savais pas, monseigneur, qu'il y eût un courrier de votre part à Hambourg; desorte que je retarde sa marche, jusqu'à ce que j'aie eu l'honneur de vous écrire.

La dernière revue a été samedi dernier. On croyait que le roi d'Angleterre verrait son bataillon d'artillerie ensemble cette semaine, mais il s'est contenté de la revue qu'il en a faite en détail. Il ne se peut rien voir de plus beau, de mieux monté et paré que cette cavalerie. L'infanterie est en bon état; mais, proportion gardée, elle n'approche pas de la cavalerie. Toutes ces troupes sont actuellement dans leurs quartiers. Il y a eu différentes évolutions de l'une et de l'autre. Celles de l'infanterie étaient toujours ornées d'artillerie, servie avec promptitude. J'ai observé qu'ils ont une espèce d'amorce toute faite. C'est un petit tuyau de cuivre, gros comme une petite plume, avec un godet en haut à-peu-près large comme la lumière d'un canon, dans lequel est une mèche soufrée qui descend dans le tuyau et remonte la poudre qui y est, qui, faisant crever le bas, met le feu au canon; je ne sais si cet usage est connu chez nous, mais il me paraît bon.

M. le duc de Newcastle m'a dit avoir envoyé un courrier au comte d'Albermale, qui a dû en conséquence vous porter des plaintes sur un événement arrivé aux frontières de la Nouvelle-Écosse. Il m'a dit qu'il était si persuadé que c'était contre l'intention de S. M., que les plaintes ne

devaient être que verbales, et que M. d'Albermale ne donnerait aucun mémoire par écrit sur cette affaire.

Selon ce qui me revient, le projet de l'élection du roi des Romains subsiste toujours, mais il me semble qu'on n'espère pas le conduire à sa perfection cette année : le comte de Stadion, de la part de l'électeur de Mayence, est le principal ouvrier de cette négociation. La réponse de l'électeur de Cologne, malgré les subsides qu'il reçoit, ne conclut rien; elle est vague et se renferme à dire qu'il entrera toujours dans les mesures qu'il croira devoir procurer le bien du corps germanique. Celle de l'électeur de Bavière est la même; et quand on lui propose d'entrer dans les mesures de la cour de Vienne, et qu'on y met pour prix de sa complaisance les subsides à donner, il répond que la cour de Vienne doit, avant d'en exiger de sa part, avoir celle de réaliser ses promesses et accomplir en tous points le traité de Friessen; celle de l'électeur palatin est à-peu-près la même. C'est sur cela que le duc de Newcastle a dépêché un courrier à Vienne, qui n'est pas encore de retour. Le comte d'Hasselang proteste qu'il n'y a rien de conclu sur l'article des subsides, qu'il borne même ses demandes actuelles à des arrérages qui sont dus à l'électeur son maître, qui n'a pas demandé des subsides, mais a été prévenu par les offres de l'Angleterre.

Je ne sais ce que pense ni ce que fait M. de Wrède.

Je l'ai prévenu, comme j'ai eu l'honneur de vous le mander; depuis ce temps, je n'ai pu le joindre; il est extrêmement boutonné, voit souvent M. de Munichausen, et fait rarement sa cour au roi d'Angleterre; je n'ai pas cru devoir le questionner, je lui ai fait les offres de secours de la part du roi dans sa négociation; s'il en a besoin, il parlera.

Je dois vous dire, Monseigneur, que j'ai tout lieu d'être content de M. Walls; j'avouerai même que je me suis mépris sur les moyens que je le soupçonnais d'employer pour se rendre agréable en cette cour; il m'a prévenu sur l'origine des soupçons qu'on pouvait avoir pris sur sa conduite et sa manière de penser; il la fait remonter au temps qu'il était en Italie et que nos généraux n'étaient nullement d'accord avec ceux d'Espagne: m'eût-il convenu, m'a-t-il dit, de paraître décider entièrement cette querelle en continuant mes assiduités auprès de M. le maréchal de Maillebois? je me serais rendu suspect en pure perte aux Espagnols, de qui je tiens tout. Il m'a parlé aussi de quelques autres discours qu'on lui a fait tenir, et que M. Durand doit vous avoir mandés; que mondit S. Durand en avait reconnu la fausseté, et le lui avait avoué. Quant à M. le marquis de Mirepoix, il m'a dit que s'il ne s'était pas en quelque façon refusé à toute espèce de justification, il eût été convaincu de ses sentiments, qui seraient toujours, ainsi que ses discours et ses

actions, tels qu'on pouvait les désirer; qu'il déplairait à sa cour s'il en usait autrement. C'est de lui-même, et sans en être en aucune façon pressé de ma part, qu'il m'a tenu tous ces propos : le roi d'Angleterre lui dit l'autre jour, devant moi, qu'il avait reçu une dépêche de M. Kéene, son ministre à Madrid; et j'avais vu dans la gazette de Cologne, que la négociation entre les cours d'Espagne et d'Angleterre lui était renvoyée. Je le questionnai sur cela; il me répondit que je pouvais être sûr que cela n'était pas, et ne pouvait pas être, puisque c'était une affaire de compte, qu'il ne pouvait entendre. Cependant il confère assidûment avec le duc de Newcastle, avec qui il est fort bien. La gaieté et la plaisanterie entre pour beaucoup dans ces visites, à ce qu'il me semble.

On attend ici la princesse de Cassel, fille du roi d'Angleterre; on croit que son séjour sera de six semaines; le prince Louis de Brunswick est parti d'ici aujourd'hui pour retourner chez le prince son frère, qui m'a fait faire des reproches de ce que je n'avais pas passé chez lui en venant de Berlin ici; et la princesse sa femme exige que j'aille la voir, avec menace, si j'y manque, de s'en plaindre au roi de Prusse et à la reine sa mère. J'ai promis de m'y rendre en cas que je le pusse après le départ de S. M. B. pour les environs de Zell, où il va chasser; ce ne sera que dans le mois prochain. Ce prince a eu et a en-

core mal au pied; il est enfin bien convaincu que c'est la goutte; quelque douloureuse qu'elle ait été, il n'a pas manqué une revue, et se tient avec une canne des heures entières sur ses pieds; il est encore fort enflé, mais il souffre moins.

Le roi de Prusse a mandé M. de Klingraff en lui signifiant qu'il doit être de retour ici le neuvième jour de son départ. M. Williams partira sûrement enfin cette semaine pour se rendre à Berlin. Le comte de Czernicheff est arrivé, je ne sais s'il attend que je lui fasse la première visite; il n'est pas venu chez moi, et je ne me propose pas de le prévenir. Je connais mon homme, pour avoir vécu quelques années à Berlin avec lui; il a des prétentions personnelles, et pour sa cour, que je ne crois pas devoir satisfaire.

On ne me parle en aucune façon des affaires du Nord, et je ne m'en informe pas au duc de Newcastle, pour me renfermer dans la circonspection que vous m'avez prescrite.

Le 23 juillet.

M. de Klingraff est parti pour Potzdam, où le roi son maître l'a mandé, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'écrire; il m'a, pour ainsi dire, laissé son testament politique dans la dernière conversation que j'ai eue avec lui; il sortait de chez le duc de Newcastle, qui lui a fait selon lui la même réponse sur les affaires du Nord, qu'il éprouve depuis dix-huit mois, ou environ, que

toutira bien, que les sentiments de la Russie sont tels qu'on peut les désirer, et qu'elle n'attaquera pas la Suède, hormis que cette hargneuse puissance ne soit la première à rompre avec elle; que les affaires de ce pays-là ne l'inquiètent nullement, « discours, dit M. de Klingraff, d'usage, « et qui ne signifient rien. D'où prend-il cette « sécurité? Est-ce de ce que les Russes tiennent « toujours une armée sur les frontières de la Fin- « lande Suédoise? Serait-ce de ce que Bestucheff « se refuse à toute espèce de voie de conciliation, « qu'il rebute la Saxe qui veut se mêler de la mé- « diation, ne voulant pas même entendre son mi- « nistre sur cette matière, et de ce qu'il a rebuté « deux fois les représentations du Danemarck? « Les mêmes dispositions subsistent de part et « d'autre, c'est-à-dire que la Russie menace, et que « la Suède fait ses efforts pour se mettre en état « de défense, et se consume, la Russie laissant « toujours des inquiétudes à ses alliés? Pourquoi, « si l'Angleterre est de bonne foi, et veut sincè- « rement la paix dans le Nord, hésite-t-elle à em- « brasser le premier expédient que la France lui « a proposé, qui est de répondre respectivement « de ses alliés, et de se déclarer unanimement « contre l'agresseur? Si nous sortons de ce prin- « cipe, continua-t-il, nous ne tenons rien; on « nous amusera par des discussions et des propo- « sitions, qui écarteront le véritable objet. Les « Anglais gagneront l'année prochaine, époque

« où ils seront en état de faire la guerre, ou de « favoriser celle qui se sera allumée entre les puis« sances du Nord, qui ne peut manquer de s'é« tendre, puisqu'ils seront en état de lever treize « millions de livres sterling sans rien augmenter « sur les taxes. Cette réduction d'intérêt est le « plus grand coup que l'Angleterre ait pu faire. « Avant que le ministère n'ait vu cette affaire en« tièrement terminée, il était dans la crainte, et « a répondu aux déclarations que M. le marquis « de Mirepoix a eu ordre de faire, avec des dé« monstrations et une sincérité apparente de « vouloir tout mettre en usage pour éteindre le « feu prêt à s'allumer, mais en s'écartant adroite« ment de ce principe dont je vous ai parlé, de « s'engager à rompre avec ses alliés, s'ils deve« naient les agresseurs. Je crois fermement que « si, dans le temps de l'incertitude du succès de la « réduction d'intérêt, on l'eût pressé d'y sous« crire, en un mot qu'on l'eût exigé, nous ne « serions plus dans l'incertitude. Vous verrez, a-t« il continué, que les Russes tiendront la même « conduite jusqu'à la mort du roi de Suède, ou « le temps de la diète triennale de ce royaume; « qu'ils y fomenteront les divisions, et se feront « appeler par ce qu'ils nommeront la partie la plus « saine de la nation, s'empareront de la Finlande, « et disposeront peut-être de la couronne de « Suède. C'est ainsi qu'ils ont fait en Pologne, « où ils se sont fait appeler par une poignée de

« gens. » Enfin, Monseigneur, M. de Klingraff voit très-noir, et le roi son maître m'en a prévenu, en me disant que je ne devais pas m'en rapporter tout-à-fait à la politique de son ministre, qui, n'ayant pas lieu d'être content du traitement qu'il éprouvait, politiquait avec aigreur. Je n'en ai cependant pas remarqué dans tout ce qu'il m'a dit; il m'a ajouté que M. de Mirepoix pouvait lui rendre justice, et dire s'il ne lui avait pas dit d'avance tout ce que dirait et ferait le duc de Newcastle, lorsqu'on lui parla ferme; « c'était le temps, m'a-t-il dit, de les réduire: il ne « fallait pas s'écarter du premier principe, et on « serait venu à bout de les y ramener. » C'est un point sur lequel je ne puis avoir d'avis, puisque je ne connais point ce pays-là, et m'en rapporte bien aux ordres que vous aurez donnés à notre ambassadeur; mais pour tout le reste, il me semble que Klingraff ne raisonne pas mal. C'est tout ce que je suis en état de dire, ne sachant rien de ce qui se passe, et supposant qu'il est vrai que Bestucheff ait refusé aux Danois de les écouter sur les propositions d'accommodement; car je ne parle pas des Saxons, qui sans doute ont manœuvré d'office, et qui sont tellement dans la dépendance de la cour de Russie, que le ministre peut leur imposer silence avec le ton d'un maître puissant; ainsi qu'il m'a été dit qu'il avait fait.

Mes ordres sont, monseigneur, de me taire, et

d'écouter tout ce qui me sera dit, pour vous en rendre compte. Je n'ajoute rien au fond des articles de cette conversation ; il n'y a de moi que l'arrangement des termes. Je juge que M. de Klingraff aura entretenu le roi son maître sur les mêmes principes, et ne lui aura pas caché qu'il lui est difficile de raisonner avec le duc de Newcastle, dont la conversation n'est pas toujours suivie. Ce seigneur est dans l'habitude de parler et de contenter mille personnes à-la-fois ; il l'a contractée dans les élections, où il a toujours joué un personnage considérable avec le secours de ce talent, et celui de son argent. Il ne se défait pas de ces manières à Hanovre ; et il est avec les ministres étrangers, et les Allemands du pays, comme s'il était en Angleterre, au moment de gagner des voix pour le parti qu'il veut soutenir. L'effet que produit cette manière d'agir est d'éblouir les uns, et de contenter la plupart. Les spéculatifs, et qui ont affaire à lui, y croient trouver un esprit d'adresse, qu'aucun acte de sincérité ne peut déranger ; il ne donne jamais le temps de le convaincre, à plus forte raison celui de le persuader ; de sorte que vous n'obtenez de lui que des paroles, qui signifient peu de choses, et il s'éloigne toujours adroitement du vrai état de la question. C'est à l'aide de ceux qui le voient depuis plus long-temps que moi que je porte ce jugement.

Un événement récent donne encore du poids

aux réflexions de M. de Klingraff, et semble appuyer son opinion sur le jeu caché que joue le ministère Anglais.

Le courrier dont j'ai eu l'honneur de vous parler dans ma dernière lettre, qui était allé à Vienne, pour y porter les prétentions de l'électeur de Bavière, avant d'entrer corps et ame, pour ainsi dire, dans les vues des cours de Vienne et d'Hanover, est de retour. L'électeur de Bavière demandait que la cour de Vienne lui fît justice sur ses justes prétentions sur les duchés de la Mirandole et de la Concordia, de plus sur les articles non exécutés de la paix de Friessen. Il m'a été dit, comme une chose certaine, et que je pouvais mander, m'a dit M. de Klingraff, aussi sûre que son existence, que le duc de Newcastle, au nom du roi son maître, se chargeait de payer la somme convenue, sans savoir quelle elle est, pour le dédommagement de la Mirandole et de la Concordia; que l'argent était prêt ici; qu'à l'égard des articles qui regardaient l'entière exécution du traité de Friessen, comme de l'artillerie et le réglement de certaines limites, cela ne pouvait pas se faire si promptement; mais que le roi de la Grande-Bretagne lui promettait de faire finir la chose à la satisfaction de l'électeur, et le plutôt possible. Il est à croire que rien n'arrêtera désormais la signature du traité de subsides entre les puissances maritimes et l'électeur de Bavière, qui reçoit un million de florins et s'engage de fournir des

troupes. Voilà donc des troupes de Bavière, de Cologne, de Brunswick, sans doute de Mayence, de Würtzbourg et d'Hanover, à la disposition de l'Angleterre. Son usage n'est pas de payer des troupes sans le besoin, ou le dessein de les mettre en œuvre. Il est difficile que de pareils traités n'aient d'objet que l'élection d'un roi des Romains. Je ne sais si on peut présumer qu'elle ait lieu à main armée, et qu'on fasse la guerre à ceux des princes qui s'y opposeront, pour les y contraindre. Ces réflexions font soupçonner à M. de Klingraff tout autre motif relatif aux circonstances présentes où est le Nord; « car, dit-il, « quel besoin auraient-ils de faire pareille dépense, « si leurs intentions étaient aussi pacifiques qu'ils « veulent le faire croire; et serait-ce uniquement « pour les beaux yeux de la cour de Vienne, que « l'Angleterre se chargerait d'un dédommagement « aussi considérable, que doit l'être celui de la « Mirandole et de la Concordia? » Il croit qu'une pareille libéralité conclut beaucoup en faveur de l'opinion où il est que le duc de Newcastle cherche à amuser le tapis jusqu'à l'année prochaine, que l'Angleterre sera pleinement en état de parler haut, et de faire éclater ses desseins en faveur de la cour de Vienne, et contre le roi son maître; que la guerre que la Russie fera à la Suède sera la première impulsion donnée à la machine. C'est à vous, monseigneur, à juger de la solidité de ce raisonnement; je ne me charge que de vous le rendre.

M. de Wrède se réchauffe un peu : il me paraît homme de sens ; et à en juger par ses propos, j'ai tout lieu de croire qu'il suit de bonne foi et avec zèle le système de sa cour. M. le duc de Newcastle, dans les premiers temps de son arrivée, lui a prêché l'attachement pour la maison d'Autriche, l'ancien système de l'empire, et d'être uni aux puissances maritimes. « C'est tout ce que « vous pouvez faire de mieux, lui a-t-il dit. » A ces trois points M. de Wrède a répondu que l'électeur son maître ne demandait que justice à la cour de Vienne, qui ne s'empressait pas à la rendre ; qu'à l'égard du système de l'empire, il ne s'en écarterait jamais ; qu'il connaissait ses devoirs et qu'il les remplirait toujours ; qu'au reste l'électeur son maître serait charmé de vivre en bonne intelligence avec toutes les puissances, sur-tout avec celles dont il était voisin ; qu'il n'avait que lieu de se louer de l'amitié du roi, qui n'exigeait de lui que du retour. « Ho ! dit le duc « de Newcastle, je ne vous propose pas de vous « brouiller avec la France, mais de donner la « préférence dans votre attachement aux puis« sances maritimes, dont l'intérêt est lié à l'ancien « système de l'empire : croyez-moi, vous vous en « trouverez bien. » Au reste nulle proposition relative à l'élection d'un roi des Romains. MM. de Richecourt et de Munichausen lui ont détaché le comte de Bergen, qui lui a assez donné à entendre qu'on saurait gré à l'électeur de sa com-

plaisance à adhérer aux vues communes de la cour de Vienne et de celle d'Hanover, sans s'expliquer davantage; les réponses de M. de Wrède ont été si vagues, que M. de Bergen lui a dit que ce n'était pas parler. C'est, lui a répliqué l'autre, répondre à l'obscurité de vos propositions.

Le comte d'Hasselang a dépêché son secrétaire à Munich; à son retour, sans doute que le traité de subside sera conclu : je ferai mon possible pour en avoir les articles, et vous faire part des engagements que l'électeur de Bavière contractera.

Le comte de Flemming, ministre de Saxe, est parti avec madame sa femme, sœur de madame des Alleurs, qui doit aller faire ses couches à Dresde. Il m'est revenu que ce ministre avait été non-seulement refusé tout à plat sur la demande des subsides; mais qu'à l'issue d'un conseil qui a été tenu à Herrenhausen, le roi d'Angleterre demandait à celui de Pologne, pour les paiements échus, tant en intérêts qu'en partie des capitaux, des terres en nantissement pour la valeur desdits capitaux, qui sont considérables, la Saxe ayant déclaré qu'elle n'était en état de payer ni l'un ni l'autre. Ce sont des sommes que le roi d'Angleterre à prêtées, lors du traité de Warsovie, pour faire la guerre au roi de Prusse. Le comte de Flemming est parti d'ici peu content; il doit aller en Pologne : c'est tout au plus, m'a-t-il dit, s'il revient ici avant le départ du roi d'Angle-

terre; mais, à tout événement, il ne se propose pas de retourner à Londres.

Il ne serait pas impossible que vous n'entendissiez parler, monseigneur, d'une discussion ministérielle entre M. de Czernicheff et moi. Quand je suis arrivé à Hanovre, le comte du Perron était le seul des ministres étrangers qui fût ici. J'allai le voir, et après une plus ample connaissance, je lui exposai le cas où je me trouvais avec M. le comte de Richecourt, lorsqu'il vint ministre à Berlin, qui refusa de me voir, quoique la guerre ne fût pas déclarée. Le comte du Perron, qui avait été dans le même cas dans un voyage qu'il y fit, étant pour-lors ministre de Sardaigne à la cour de Dresde, s'excusa de ne l'avoir point fait, alléguant pour raison qu'étant logé chez M. de Villiers, ministre d'Angleterre, il n'avait osé avoir un peu de communication avec moi, dans la crainte d'augmenter les soupçons de l'Anglais, qui n'étaient déja que trop établis par les bruits publics, qui annonçaient une négociation entre le roi et le roi de Sardaigne, son maître; qu'il me croyait très-fondé à attendre la visite de M. de Richecourt, comme arrivant ici après moi. Cependant pour écarter toute espèce de contestation, j'allai me présenter chez la comtesse de Richecourt sa femme: soit qu'il ait pris cette visite pour lui, ou qu'il ait cru me devoir la première, ce que je ne pense pas, il passa chez moi le lendemain; j'allai chez

lui le jour suivant et ne demandai que lui. Depuis, tous les ministres qui sont arrivés ici, m'ont fait la première visite. M. de Czernicheff a des prétentions contraires et les fonde, dit-il, sur l'usage de cette cour-ci, et sur ce qu'étant accrédité devant moi à la cour d'Angleterre, je lui devais une notification de mon arrivée. Il a ajouté au comte du Perron, qu'il serait responsable, à sa cour, d'une démarche contraire à sa dignité, que ce contre-temps lui faisait peine; qu'il en était d'autant plus fâché, qu'en pareil cas je lui avais fait la première politesse à Berlin. Il est vrai qu'à mon arrivée de Prague, après la paix de Breslau, je trouvai M. de Czernicheff établi et reçu comme ministre de Russie à la cour du roi de Prusse, et que ce monsieur mit encore en négociation la première visite. Comme notre situation pour-lors exigeait des ménagements, je pris le parti d'aller voir madame sa femme : le russe prit la visite pour lui, et vint chez moi; il avoue donc que je lui ai fait une politesse pour-lors en le prévenant : ainsi, de quelque côté qu'on puisse envisager la circonstance présente, il me paraît qu'il est pleinement dans son tort; c'est un homme qui a fort peu d'esprit, quoique élu membre de la société royale de Londres; le peu qu'il en a semble être dirigé sur ces petites vétilles ministérielles : d'ailleurs je ne serais pas étonné qu'il eût de sa cour des instructions relatives au cas dont il s'agit; mais je

suis bien résolu à ne point changer de conduite à son égard, hormis que je ne reçoive de votre part des ordres contraires : on m'a proposé de lui faire annoncer mon arrivée à la cour d'Angleterre, comme nouvellement accrédité auprès de ce prince ; cette démarche m'a paru un peu ridicule, puisque nous nous sommes vus tous les jours, et que d'ailleurs ce serait m'assujettir à un article que mondit sieur de Czernicheff m'a contesté à Berlin, de sorte qu'il soutient également la négative, et l'affirmative : or je ne crois pas qu'on doive attendre des règles de la cour de Russie; mais, m'a-t-on dit, s'il vous fait part lui-même de son arrivée, que ferez-vous ? je répondis que j'irais chez lui selon l'usage établi par-tout. On me pressentit ensuite comment j'en userais avec M. Hoop, ministre d'Hollande, qui doit arriver incessamment. « Après tout, me dit « le comte du Perron, nous sommes obligés de « nous conformer à l'usage des cours où nous « sommes; et si celui de celle d'Angleterre est que « le dernier venu reçoive les visites, ne seraient-« ils pas fondés à l'exiger de vous ? » Je convins du principe, que nous devions nous conformer à l'usage des cours où nous résidions, mais que c'était de cette cour à nous; que les ministres étrangers en avaient entre eux de tout-à-fait indépendants; que je ne pouvais lui dire comment j'en userais avec M. Hoop, parce qu'il faudrait voir ce qu'il ferait. M. de Grumsfeld, accrédité

d'abord du Stadhouder à Berlin, prit le temps qu'il me savait à la campagne pour passer chez moi: quelques jours après mon retour, je pris celui qu'il n'était pas chez lui pour me présenter à sa porte. Il fut depuis accrédité des États-Généraux; à cette occasion il fit quelques visites des ministres étrangers, et ne me vit pas; ainsi je dois avoir encore sur le cœur ce procédé irrégulier de la part d'un Hollandais; je me propose donc de ne prévenir en rien M. Hoop, et de me gouverner avec lui suivant les politesses qu'il me fera.

J'ai reçu aujourd'hui 10, la lettre dont vous m'avez honoré, du 2 de ce mois. C'est un moment avant d'aller à la cour à Herrenhausen, qu'elle m'a été rendue; j'y ai été pour rendre mes respects à madame la princesse de Hesse, qui arriva hier. On m'a dit que c'était la fille chérie du roi d'Angleterre. On nous avait assuré que le prince Frédéric serait du voyage; peut-être sera-ce dans quelques jours d'ici. Je m'acquitterai pour-lors de la commission que vous me donnez pour lui.

M. le duc de Newcastle m'a paru extrêmement sensible à votre souvenir. Il m'a chargé de vous recommander particulièrement l'affaire de la Nouvelle-Écosse. Selon les gazettes, les dommages dont on se plaint ne sont pas aussi considérables qu'on l'a fait à mondit sieur de Newcastle. Je ne puis m'empêcher de croire que, matière approfondie, il se trouvera que c'est fort peu de chose. M. le duc de Newcastle m'a dit que le roi son

maître me savait très-bon gré de l'éloge que je vous avais fait de ses troupes. Il est fort heureux de faire sa cour en disant la vérité.

L'abbé Loise m'a mandé que vous lui aviez accordé une gratification de 1,200 liv., et qu'il avait l'honneur de vous en rendre mille très-humbles actions de graces : permettez que je joigne mes remercîments aux siens ; c'est un honnête garçon, auquel je m'intéresserai toujours : oserais-je vous dire, monseigneur, que je crois qu'il a mérité que cette gratification soit annuelle, jusqu'à ce qu'il ait plu à M. de Mirepoix de lui procurer quelque grace du roi, équivalente, en bénéfice ? Je réfléchis toujours avec étonnement sur les principes que ce prélat s'est faits dans la distribution des bénéfices ; il est apparemment dans le sentiment de ceux qui croient que l'État est dans l'église, et non l'église dans l'État. Je sais réellement que l'abbé Loise a des besoins indispensables de faire un voyage en France ; j'en ai prévenu mylord Tyrconnell lorsqu'il me chargea de l'engager à demeurer avec lui. Il propose un expédient à M. de Bussy, pour se rendre le voyage moins onéreux ; c'est, au lieu du courrier hebdomadaire que vous envoyez à Hambourg, d'y passer lui-même, de se charger des paquets du Nord, et de venir ici pour prendre les miens : je souhaite pour lui que cet arrangement puisse avoir lieu, et que vous ne le désapprouviez pas.

J'ai eu l'honneur de vous mander ci-dessus,

que c'était M. de Klingraff qui m'avait donné avec la dernière certitude la nouvelle que l'Angleterre se chargeait de payer à l'électeur de Bavière le dédommagement qu'il prétend de la cour de Vienne sur la Mirandole et la Concordia; il m'ajouta que l'argent était prêt ici, et qu'il le savait à n'en point douter; et que je pouvais même vous en donner avis. Le comte d'Hasselang m'a protesté sa parole d'honneur qu'il n'en était rien; que le roi d'Angleterre avait bien demandé cette satisfaction pour l'électeur son maître, à la cour de Vienne qui avait bien promis en effet d'entrer en compte sur cet article, ainsi que sur ceux qui restent à régler entre l'impératrice reine et la cour de Munich; mais que rien n'était fait sur cela, non plus que sur le traité de subside; qu'il avait bien en effet envoyé son secrétaire à Munich, mais qu'il y avait tout lieu de croire qu'il ne lui rapporterait pas ce qui était absolument nécessaire pour conclure le traité. « Il se « fera, m'a-t-il dit, si on nous donne ce que nous « demandons. » Il m'a presque fait entendre que sa cour exigerait de celle d'Angleterre de cautionner le paiement dont elle serait convenue avec celle de Vienne; qu'au reste il n'avait été fait jusqu'à présent aucune mention de la voix électorale de Bavière, pour l'élection d'un roi des Romains; qu'on s'était contenté de demander d'entrer dans les vues de Vienne, relativement au plus grand bien de l'empire : « Je ne crois

« pas, m'a-t-il ajouté, que cette voix se donne à « si bon marché. »

C'est aujourd'hui treize, que j'ai l'honneur de vous écrire l'article ci-dessus : le même jour, M. de Czernicheff a jugé à propos de se mettre en règle avec moi, et de me faire une visite; je la lui rendrai dans la journée, ou au plus tard demain.

J'ai reçu aujourd'hui 20 de ce mois, la lettre dont vous m'avez honoré, du 13; j'attends toujours le passage de votre premier courrier; c'est ce qui donne à ma lettre un air de journal. Je ne doute pas que vous n'ayez observé que les éloges que je donne aux troupes Hanovriennes portaient plus sur la cavalerie que sur l'infanterie, qui est fort inférieure à celle du roi de Prusse; mais j'ose vous répéter encore qu'il est difficile de rien voir d'aussi beau que cette cavalerie.

Le roi d'Angleterre a toujours une jambe assez enflée; on ne s'aperçoit pas même encore qu'elle diminue ; cependant il n'en souffre pas : son voyage pour Gueures, qui est à trente lieues d'ici, paraît fixé pour la fin du mois prochain; il sera de trois semaines, à ce qu'on croit. Les ministres de Vienne et de Pétersbourg disent qu'ils veulent s'aller établir dans un village, à huit lieues de là, comme ils ont fait l'un et l'autre il y a deux ans; on ne croit pas cependant qu'ils y aient les mêmes affaires. M. le duc de Newcastle est du voyage

mais jusqu'à présent aucun des ministres étrangers qui sont ici ne se propose de le suivre : l'établissement dans un village, à une aussi grande distance du séjour de S. M. Britannique, effraie; en effet ne jugez-vous pas, monseigneur, qu'il faille que les affaires soient instantes pour passer par-dessus les incommodités et l'ennui inséparables d'un pareil séjour.

Avant de vous rendre compte de ce que m'aura dit le duc de Newcastle, je dois vous observer, monseigneur, que je n'ai pu déchiffrer ce qui est dans la lettre dont vous m'avez honoré, du 13.

Le 25 juillet.

Je n'ai pu voir M. le duc de Newcastle, monseigneur, avant le départ du courrier qui a passé ici le vingt, et que je n'ai retenu que le temps qu'il a fallu pour cacheter mes lettres; il arriva ici à cinq heures après midi, et en est reparti à six et demie.

Mylord Albermale doit avoir mandé au duc de Newcastle que vous lui aviez demandé le mémoire qu'il vous a donné sur l'affaire de la Nouvelle-Écosse, et qu'aux premières plaintes verbales qu'il vous avait faites sur la conduite de M. de la Jonquière, vous lui aviez répondu avec quelque sorte de vivacité; mais que vous en étiez venu au point de lui dire que, n'ayant pas une pleine connaissance de ce qui pouvait faire le sujet des

contestations dans ce pays-là, vous lui aviez demandé un mémoire, pour en faire l'usage qu'il pouvait désirer; qu'à la vue de ce mémoire vous aviez jugé que tout ce qui était compris dans la Péninsule était sans aucune contestation à l'Angleterre : le duc de Newcastle est parti de cette décision, comme d'un fait accordé, et m'a prié de vous mander qu'étant incontestable que les plaintes de M. le gouverneur Cornwallis étaient fondées par votre propre jugement, il ne s'agissait plus d'attendre des nouvelles ultérieures de ce pays-là, pour donner satisfaction à l'Angleterre, que c'est ce qu'il espérait de la justice du roi et de votre intercession à cet égard; qu'il ne doutait pas que le même esprit d'équité ne décidât des autres choses à régler entre les deux couronnes. Je ne me suis pas avisé de nier ce qu'il m'avançait comme un fait, et me suis simplement chargé de vous mander ce qu'il m'a dit, en ajoutant que ce ne serait pas assurément sans connaissance de cause que vous eussiez prononcé comme le mandait le comte d'Albermale; que cependant je croyais que lui, duc de Newcastle, était trop équitable pour vouloir que M. de la Jonquière fût jugé, et conséquemment réprimandé, sans avoir été entendu; il me répéta encore que ce point ne souffrait plus de difficulté après votre décision : je juge qu'il veut s'y tenir.

J'ai dit au roi d'Angleterre l'intérêt que S. M. prenait à sa santé, et l'impatience où elle était

d'apprendre sa parfaite guérison; qu'au reste elle regardait la goutte comme une prolongation de vie et de santé, quand elle prenait à son âge. Ce prince m'a paru réellement très-sensible à cette marque d'attention du roi, et m'a chargé de l'en remercier; il a employé l'air et les termes les plus affectueux. « C'est une espèce de compliment, « me dit-il, que le roi me fait sur ma goutte; « mais, avec sa permission, je ne le reçois pas; « j'aime mieux ne la pas avoir. » Je lui ai répliqué que, comme notre âge était inséparable des incommodités, il était heureux d'en avoir une légère, qui nous exemptât des autres; ce prince continue à me marquer quelques bontés.

J'ai tout lieu de croire que l'affaire de l'élection du roi des Romains est sur le tapis. Le comte de Stadion a enfin demandé à être entendu sur plusieurs points et articles également intéressants au bien et au salut de l'empire; il y à peu de jours qu'il a fait cette demande; on prétend que quelques nuages dans l'intelligence entre la cour de Vienne et celle de Mayence ont occasionné ce retardement. Les mécontentements de l'électeur venaient de l'affaire d'Hohenlohë. Le roi d'Angleterre a nommé MM. de Munichausen et de Steinberg pour conférer avec lui sur les différents objets qu'il avait à traiter. Ces ministres Hanovriens proposèrent d'y admettre M. de Wrède. Le comte de Stadion l'a refusé à deux reprises différentes. Le Palatin m'a dit avoir d'autant moins

lieu de s'y attendre, que l'électeur de Mayence lui avait dit qu'il donnerait ordre au comte de Stadion de se concerter avec lui. Mondit sieur de Wrède est instruit de ce qui se passe, et me paraît en user avec droiture avec moi. Toutes les insinuations qui lui ont été faites jusqu'à présent sur l'élection d'un roi des Romains, se bornent à lui dire qu'il fallait prendre des mesures pour que la chère patrie ne retombât pas dans les inconvénients où elle avait été par rapport à l'élection d'un empereur, qu'il était bon de prévenir par celle d'un roi des Romains. Il a répondu qu'il ne savait si on ne se pressait point trop; que l'archiduc était encore éloigné de l'état de majorité; que si l'empereur venait à mourir avant, il laissait à la considération de tout bon citoyen à juger des maux qui pouvaient résulter de la tutelle d'une femme dont on connaissait l'esprit haut et impérieux; il m'a dit que l'insinuateur avait goûté ses raisons; mais il ne doit pas se flatter, ce me semble, qu'elles le soient assez généralement pour interrompre la poursuite du projet de procéder à cette élection aussitôt que les circonstances pourront le permettre; d'ailleurs il s'y prend bien pour être instruit, et il m'a promis de ne me laisser rien ignorer: jusqu'à présent j'ai tout lieu d'être satisfait de la conduite que ce ministre Palatin tient avec moi. « Il faut, dit-il, ne pas heurter les cours de Mu-
« nich et de Bonn dans le moment présent, et

« les laisser faire ; mais dans quelque temps d'ici « on les raménera à leurs anciennes liaisons avec « la cour Palatine ; le principal est de gagner du « temps ; on y pourra parvenir en faisant con- « cevoir des espérances à celle de Vienne, de « réunir le suffrage de l'électeur Palatin. Cette « cour se flatte aisément, m'ajouta-t-il ; et peut- « être en pourrons-nous tirer quelque acte de « complaisance, que nous paierons avec des as- « surances de contribuer de notre côté à tout « ce qui sera jugé du bien du corps Germanique, « sans prendre aucun engagement positif. » Je vous expose, monseigneur, les vues politiques de ce ministre Palatin, telles qu'il me les a développées. S'il est sincère, elles me paraissent également adroites et convenables ; ne jugeriez-vous pas à-propos que le roi de Prusse fût prévenu de la constance des intentions de l'électeur Palatin ? Vous savez que les soupçons trouvent un accès facile chez lui, et qu'il pourrait aisément prendre le change sur la conduite des ministres Palatins ici et à Vienne ; c'est toujours dans la supposition que M. de Wrède ne me trompe pas, et qu'il m'ait bien sincèrement développé les ressorts de sa conduite politique.

Le 29 juillet.

Il y a quatre ou cinq jours que le courrier de M. le comte d'Hasselang est de retour de Munich. Il a eu quelques conférences avec le duc

de Newcastle, et m'a dit que le traité de subside de la Bavière était aussi loin que jamais d'être conclu; reste à savoir s'il m'accuse juste : il a fait entendre la même chose à M. de Wrède, sans entrer avec lui dans une plus grande explication; cependant, il a reçu ou recevra l'ordre d'en user avec plus de confiance avec mondit sieur de Wrède, dont, par parenthèse, j'ai tout lieu de me louer du côté de la confiance; et nous saurons par lui, selon toutes les apparences, jusqu'à quel point la négociation de l'élection d'un roi des Romains sera poussée cette année. J'ai eu l'honneur de vous mander que M. le comte de Stadion, ministre de Mayence, avait demandé au roi d'Angleterre des conférences pour traiter sur différents articles concernant le bien général de l'empire; que le roi avait nommé MM. de Munichausen et de Steinberg pour l'écouter et traiter avec lui; que ces ministres Hanovriens avaient proposé d'y admettre M. de Wrède; que mondit sieur de Stadion s'y était opposé : mais je vous ajouterai maintenant que depuis la première conférence, où il n'a été question que de quelques projets pour raccourcir les procès portés aux chambres auliques et impériales, sur de nouvelles représentations des ministres Hanovriens, il a consenti d'y admettre M. de Wrède, lequel a refusé de s'y trouver jusqu'à ce qu'il en ait l'ordre de l'électeur son maître. Il croit que dans la suite, après la proposition de quelques articles

de médiocre importance, on pourrait proposer la grande affaire.

Je ne dois pas oublier de vous rendre, monseigneur, un propos que j'ai tenu au comte d'Hasselang, lorsqu'il me dit que son traité de subside était aussi éloigné que jamais. « Ces « gens-là, me disait-il, ne veulent pas nous don- « ner ce que nous demandons. » « Si vous pouvez « vous en passer, lui ai-je dit, vous ferez très- « bien de ne pas conclure; un grand prince « comme l'électeur votre maître, dans un temps « comme celui-ci, doit être libre; mais si cela « ne se peut, vous ferez très-bien de vendre votre « liberté chèrement. »

M. de Wrède sollicite actuellement le paiement de sommes qui sont dues, deux tiers par l'Angleterre, et un tiers par la Hollande, pour des subsides extraordinaires accordés pendant la guerre de 1701. Les comptes ont été liquidés et arrêtés, et jusqu'à présent il n'a eu aucune réponse sur cet article. Il m'a consulté sur une idée qui lui était venue, en cas que la réponse du duc de Newcastle fût dilatoire, de leur faire appréhender de s'accommoder avec le roi de Prusse, de cette créance; vous savez qu'il a de l'argent à payer aux Anglais. Mon avis a été qu'il attendît le retour de M. de Klingraff, pour lui en faire la proposition; et qu'à cet égard, comme en tout autre, il me paraissait important que S. M. Prussienne fût intimement persuadée de l'amitié et

de la fermeté de l'électeur Palatin ; il est convenu de ce principe, et m'a dit qu'il concevait qu'on ne pouvait trop se ménager, vis-à-vis de ce prince, et que quelquefois un ministre devenait suspect à bien bon marché. « Par exemple, me « dit-il, je sais que je le suis devenu à votre mi- « nistère, et cela pour un fait sur lequel je n'eusse « pas agi autrement, si j'avais été ministre de « France. » Et il me conta tout de suite l'arbitrage du duc de Deux-Ponts, sur le différent à l'occasion des bateliers du Rhin, entre l'électeur Palatin et celui de Mayence. « Je ne sais, m'ajouta- « t-il, quelle tournure on a pu donner à cette « affaire ; mais les principaux commerçants de « Strasbourg y ont infiniment applaudi ; et la raison « veut que plus il y aura de bateliers de diffé- « rentes puissances, qui porteront des marchan- « dises à Strasbourg, et moins les frais seront « considérables. Enfin, continua-t-il, on me trou- « vera toujours bon serviteur de mon maître, et « conséquemment de la France. »

Je vous rends ce propos, monseigneur, sans en garantir la véracité ; tout ce que je puis dire, c'est que ce M. de Wrède me paraît homme de beaucoup d'esprit et de sens, et extrêmement versé dans les affaires de l'Empire.

Le 29 au soir.

Votre courrier est arrivé à cinq heures du soir ; je ne l'ai pas expédié sur-le-champ, pour être

en état de vous mander quelque chose de plus positif sur l'arrivée d'un nouveau ministre de la cour de Vienne : il s'appelle M. de Worster; c'est un conseiller aulique qu'on dit être extrêmement versé dans les affaires de l'empire; il a avec lui deux ou trois secrétaires, et son logement était retenu et arrêté par le comte de Stadion; c'est hier que ce nouveau ministre arriva, et fut en conférence près de quatre heures avec celui de Mayence : on ne doute pas que son instruction ne soit de travailler conjointement avec les ministres Hanovriens, à la grande affaire de l'élection d'un roi des Romains.

M. de Hoop, ministre de Hollande, est aussi arrivé depuis quelques jours, et M. de Klingraff est de retour de Berlin depuis hier au soir; il m'a apporté de la part du roi son maître, de nouvelles assurances de sa bienveillance.

Le bruit court ici que le départ de S. M. Britannique pour l'Angleterre est fixé au 15 d'octobre; mais je ne suis pas assez sûr de cette nouvelle, pour vous la donner comme bonne.

Il est certain que la négociation du traité de subside avec la Bavière, est accrochée. Le comte d'Hasselang a eu de fréquentes conférences avec le duc de Newcastle. On m'a dit que l'électeur voulait beaucoup que l'affaire du dédommagement de la Mirandole et de la Concordia fût réglée et payée, et une entière satisfaction sur l'inexécution de quelques articles du traité de Fries-

sen, tout cela indépendamment des subsides qu'il demande : reste à savoir si le nouvel envoyé de Vienne sera autorisé à lever les difficultés qui se rencontrent actuellement; car il me paraît probable qu'il faille préalablement avoir gagné l'électeur de Bavière, avant d'entamer une négociation sérieuse et suivie sur l'élection d'un roi des Romains.

S'il n'y a rien de pressé, monseigneur, je n'aurai point l'honneur de vous écrire avant le passage d'un courrier : vous m'annoncez que vous ne m'en enverrez plus avant les couches de madame la Dauphine.

Le 8 — 14 août.

J'ai reçu, monseigneur, la lettre dont vous m'avez honoré, du 27 juillet. Si je me suis autant étendu dans une de mes précédentes sur le refus que M. de Czernicheff faisait, ou de me faire annoncer son arrivée, ou de me faire la première visite, c'était pour prendre les devants dans l'appréhension que ce ministre n'en fît porter quelques plaintes, et qu'il n'en survînt une discussion qui vous eût engagé à des détails toujours désagréables : j'ai bien senti que c'était abuser de votre temps, comme je le fais encore à l'occasion de M. de Worster, nouveau ministre de la cour de Vienne, qui prétend la première visite sans se faire annoncer, alléguant que c'est

l'usage de la cour d'Angleterre : chaque ministre est obligé de se conformer aux usages de la cour où il est, mais c'est de cette même cour à lui; ceux établis entre les ministres étrangers, dans tous les pays du monde, sont uniformes et constatés, et je crois qu'on est obligé de s'y conformer; ce qui le rend si attentif sur ses prétentions, c'est qu'il a été prévenu par ceux qui sont ici, hormis par M. de Wrède et moi.

L'objet de sa mission est de flatter le roi d'Angleterre, en s'en remettant à lui sur la décision de plusieurs articles concernant le bien de l'empire, comme, par exemple, de limiter le genre d'affaires qui peuvent être portées à la diète de Ratisbonne; et quelques autres articles; mais il ne paraît pas qu'il s'y prenne de manière à rien statuer sur cela. Ils auront toujours réussi à complaire au roi d'Angleterre, qui semble jouer en Allemagne le principal rôle; c'est un personnage qui le touche et contribue encore à lui en faire trouver le séjour agréable. Je dis que ces MM., je veux parler du ministre de Vienne et de celui de Mayence, ne s'y prennent pas bien, en ce qu'ils n'appellent point à leurs conférences les autres ministres électoraux, tels que ceux de Brandebourg, Bavière, Saxe et Palatin. On peut regarder dans ces conférences tout ce qui se passe comme un prélude, qui a deux fins, l'une de plaire au roi d'Angleterre, et l'autre de s'acheminer vers la proposition de l'élection d'un roi des

Romains; on a lieu de croire qu'on n'attend pour cela que la signature du traité de subside de l'électeur de Bavière; voici l'état où est cette affaire, aujourd'hui 8, selon ce qui m'est revenu de bonne part.

Il a été envoyé à Munich un projet, et on espère qu'il sera approuvé; il est, dit-on, construit de manière à lever les dernières difficultés qu'a faites l'électeur ou son conseil : la principale et la plus juste, ce me semble, a été celle que la cour de Munich n'a pas voulu s'en remettre, sur les satisfactions qu'elle demande, aux nouvelles promesses de la cour de Vienne, et veut la garantie de celle d'Angleterre, disant que la chancellerie de Munich est pleine de promesses de la cour de Vienne, dont aucune n'a eu son effet. Il lui convient d'être ferme sur ce point d'autant plus, que de la conclusion de ce traité dépend l'affaire de l'élection : mais le comte d'Hasselang, par la grande envie qu'il a de demeurer en Angleterre, facilitera, autant qu'il peut dépendre d'un ministre, la conclusion de cette affaire; il avait reçu ordre de sa cour de se concerter en tout avec M. de Wrède, ordre donné dans les termes les plus forts: on avait apparemment conçu à Munich que les trois cours électorales se tenant unies sur le même objet, celle de Vienne eût fait la convenance de l'électeur Palatin, en même tems que celle de Bavière. M. de Wrède a lieu de croire que cela est changé, et que la Bavière conclura

pour sa part. Le duc de Newcastle y est fortement attaché, et fera l'impossible pour y parvenir, quoique vis-à-vis M. d'Hasselang il ait affecté de l'indifférence, disant qu'il n'y fallait plus songer si cette affaire ne se terminait pas avant le départ du roi son maître. Il ne serait pas étonnant que ce propos ait fait impression sur le ministre Bavarois, et que l'envie de retourner à Londres ne lui ait fermé les yeux sur l'intérêt que le duc de Newcastle a à la conclusion du traité, pour avoir quelque chose à dire à l'ouverture du parlement, sur l'utilité du séjour du roi d'Angleterre en Allemagne.

Il passe pour constant que l'électeur de Cologne ne s'est engagé à rien nommément pour sa voix électorale, et s'est restreint à dire qu'il s'engageait à concourir à tout ce qui serait jugé être du bien de l'empire. On croit que l'électeur de Bavière parlera plus clairement; c'est ce qui désole M. de Wrède, qui m'a dit que vous étiez convenu avec l'électeur son maître que le roi ne s'opposerait pas et trouverait bon qu'il tirât parti de la circonstance présente : pour en venir à bout il comptait, comme sur un point essentiel, sur le concert avec la cour de Bavière, qui jointe à celles de Berlin et de Bonn, auraient pu tirer ensemble un parti raisonnable de l'empressement de celles de Vienne et d'Hanover pour l'élection d'un roi des Romains. Je ne crois pas, quelque chose qu'il arrive, que le roi de

Prusse sache dans ce sens mauvais gré à l'électeur Palatin, de conclure un marché avantageux en assurant sa voix ; lorsque ce prince m'en parla, il me parut qu'il regardait les oppositions qui pouvaient être faites par le plus petit nombre comme ne pouvant servir qu'à tirer quelque avantage, la pluralité des voix étant trop assurée à la cour de Vienne. Vous remarquerez, s'il vous plaît, que les ministres d'ici sont persuadés que la question, *s'il est besoin d'élire un roi des Romains*, doit se décider à la pluralité et non à l'unanimité des suffrages, comme quelques-uns l'avaient prétendu. Si M. de Munichausen tient parole à M. de Wrède, il lui communiquera les moyens qu'il a de soutenir cette opinion; en ce cas mondit sieur de Wrède en fera part à Berlin, et travaillera de son côté à préparer d'avance les moyens de la réfuter.

Voilà un long et peu intéressant détail, monseigneur, dans lequel j'entre avec vous : je crains fort que ce ne soit abuser de votre temps ; mais vous savez que je n'ai rien de mieux à faire qu'à dire ce que je sais, et à faire ce que je puis.

Le voyage du roi d'Angleterre pour sa maison de chasse à trente lieues d'ici, est fixé au deux du mois prochain ; il doit y demeurer jusqu'au deux du mois d'octobre, qu'il reviendra habiter son château à Hanover, d'où on ne sait pas positivement quand il partira pour retourner en An-

le terre : l'opinion commune est que ce sera dans le mois de novembre, malgré les représentations de l'amiral Anson qui trouve que dans cette saison le passage n'est pas sans quelque danger. Si vous jugez comme moi de l'inutilité de la prolongation de mon séjour ici, vous m'enverrez des lettres de récréance et les ordres du roi pour le temps où je devrai les remettre. Cependant depuis quelques jours on dit, mais sans aucune certitude, que le projet du roi d'Angleterre est de partir d'Hanover vers le 15 d'octobre.

Le 13 août.

Je ne puis assez me louer de la confiance que me marque M. de Wrède, et j'ose vous dire que c'est celle de ce pays-ci la plus propre pour être instruit de ce qui se passe : il est consulté et recherché de tous, même du roi d'Angleterre, que je sais en prendre la meilleure opinion depuis quelques conversations qu'il lui a fait l'honneur d'avoir avec lui, dans lesquelles il lui a donné raison contre l'avis des ministres : cela à l'occasion de l'affaire d'Hohenlohë, qui reprend une nouvelle vigueur, et n'est point du tout dans le dernier terme d'accommodement, comme on l'avait cru. Ce M. de Wrède est un homme fort sage, fort avisé, et fort instruit. M. d'Hasselang paraît vouloir non-seulement se concerter amiablement avec lui, mais encore suivre ses conseils

dans l'importante négociation, pour son maître, qu'il a à traiter: voici l'état où elle est actuellement.

Vous saurez en premier lieu que mondit sieur de Wrède regarde le traité de Bavière comme conclu et arrêté de la part de l'électeur, et cela selon les avis qu'il a reçus de Munich; et de plus M. d'Hasselang lui a confié que M. le comte de Sintzeim lui avait écrit que dans peu de jours il recevrait un courrier qui lui apporterait tout ce qui était nécessaire pour conclure. Mondit sieur d'Hasselang ignore si on a levé, à Munich, toutes les difficultés qui étaient relatives au projet envoyé en dernier lieu : les principaux articles de ce traité stipulaient entre 40,000 et 45,000 livres sterling, pour quatre années. On refuse en Bavière de s'en rapporter aux promesses de la cour de Vienne, sur le dédommagement de la Mirandole et de la Concordia : on y veut comme une condition, *sine quâ non*, la garantie et les assurances de celle d'Angleterre; mais on se relâche et on s'en remet au temps sur l'exécution des traités de Bade et de Friessen, ainsi que sur le réglement des limites; de manière que cet objet n'arrêtera pas la conclusion de ce traité. J'ai déja eu l'honneur de vous dire que le sentiment de M. de Wrède, et qui n'est pas, m'a-t-il dit, sans connaissance de cause, est que la voix électorale de Bavière pour l'élection d'un roi des Romains, est particulièrement stipulée.

Quant à ce qui regarde la condition de donner des troupes, mondit sieur de Wrède a lieu de croire qu'il n'en est point fait mention; et son opinion est fondée sur le conseil qu'il a donné à M. d'Hasselang, de se refuser non-seulement à passer cet article, mais encore à justifier sur la négative. Hasselang s'est trouvé fort embarrassé lorsqu'il reçut ce conseil, et demanda à Wrède comment il ferait pour parer aux instances que le duc de Newcastle ferait sur ce point. Wrède lui a fait voir toutes les conséquences qu'il y avait à s'y engager, et lui a dit qu'il pouvait annoncer au duc de Newcastle que l'électeur son maître ne pouvait point prendre d'engagement aussi formel, mais qu'on pourrait convenir amiablement de cet article lorsque le traité serait conclu. Le duc de Newcastle a paru goûter ce tempérament, et a dit au comte d'Hasselang que dans le moment présent il lui paraissait juste, mais qu'on verrait quelle serait la réponse de Bavière. Si, m'a dit M. de Wrède, le ministre Bavarois se tient attaché à ce principe, il aura les mains libres quant aux troupes, et profitera des subsides de l'Angleterre; cela ne m'inquiète point, m'a ajouté M. de Wrède; Bavière et Cologne feront usage de cet argent pour donner des fêtes et des opéras, et n'auront point de troupes à donner : je ne suis point embarrassé, m'a-t-il continué, pourvu que notre union subsiste, de ramener ces deux cours au vrai système de leurs maisons respectives. Au

reste il ne lui a été jusqu'à présent fait aucune proposition directe tendante à l'élection d'un roi des Romains; on ne lui en parle que par des insinuations éloignées, mais il n'en est pas la dupe, et les voit venir. Il n'est pas douteux que ce ne soit le principal objet de l'envoi de ce ministre de la cour de Vienne, qui a le même caractère, mais en second, que le comte de Richecourt, auxquelles on a joint des lettres de créance dans lesquelles on le qualifie de l'homme le plus expérimenté de l'Allemagne dans le droit public, et dans les affaires de l'empire; jamais, m'a-t-on dit, lettres de créance n'ont été plus magnifiques.

On est dans le doute si les ministres Hanovriens suivront le roi d'Angleterre à sa maison de chasse; jusqu'à présent aucun des ministres étrangers ne se propose de l'y suivre.

Je fais état de partir le 16 au soir à Brunswick; je crois faire ma cour au duc et à la duchesse, en prenant le temps de leurs magnificences pour m'y rendre, parce que c'est la foire. M'est-il permis de vous faire observer que si vous êtes déterminé à faire faire quelque attention au duc de Brunswick sur sa déclaration rapportée dans les gazettes, tendante à débaucher les sujets étrangers à venir s'établir dans ses états, il est peu agréable de commencer ou finir ma visite par des espèces de reproches sur un acte que ce prince ne peut pas révoquer. M. de Champeaux, qui est

accrédité auprès de lui, peut avec plus de raison s'acquitter d'une pareille commission par écrit, si vous continuez, monseigneur, à la trouver convenable. Mais mon projet n'est pas de demeurer plus de trois ou quatre jours en cette cour, où je suis pressé par tout ce qui en vient de la part du duc et de la duchesse, de me rendre : j'aurai l'honneur de vous rendre compte du séjour que j'y aurai fait.

La princesse de Hesse, fille du roi d'Angleterre, part cette nuit pour retourner à Cassel.

Je ne dois pas oublier de vous dire que M. de Wrède m'a dit ne point instruire de tout ceci M. de Grewembrock, à cause du peu de sûreté qu'il trouve à confier ses lettres à la poste, mais que, comme mondit S. de Grewembrock ne pourrait faire usage de sa confiance que pour vous en rendre compte, il estimait qu'il était plus convenable que ce fût moi qui vous en instruisisse, et qu'en même temps j'en prendrais occasion de vous faire sa cour, en vous assurant bien positivement que ses instructions et son inclination, ainsi que le service de l'électeur son maître, concouraient également à avoir une entière confiance en vous, Monseigneur ; je vous ajouterai encore que M. de Klingraff se loue beaucoup des procédés nets et amiables que mondit S. de Wrède a avec lui.

J'attends aujourd'hui le passage de votre courrier, que M. de Champeaux m'a mandé devoir arriver ici entre le milieu et la fin de la semaine où

nous sommes. Je fais en sorte qu'il ne soit pas retardé d'une minute.

Il est arrivé ici une affaire, ou pour mieux dire un combat entre M. de Fréchapelles, vice-grand-écuyer et chambellan du roi d'Angleterre, comme électeur d'Hanover, et le baron de Shwiechel, aussi chambellan de S. M. Britannique : ce dernier mourut à une heure de la nuit de la blessure qu'il avait eue à six heures du matin. M. de Fréchapelles s'est sauvé. Le roi d'Angleterre sera fort fâché de la perte de ces deux honnêtes gens, qui avaient l'un et l'autre part à ses bonnes graces. Ce combat fait d'autant plus de bruit qu'ils avaient amené chacun un témoin.

Comme le courrier pourrait passer ici lorsque je serai à Herrenhausen, je finirai ici ma lettre, afin de ne point retarder son départ, en vous renouvelant les assurances de mon très-sincère attachement et du respect infini avec, etc.

Le 22 août.

C'est à mon retour de Brunswick, que j'ai reçu la lettre dont vous m'avez honoré, du 10 août. On ne peut être plus agréablement reçu et avec plus de distinction, que je l'ai été à cette cour ; la duchesse s'explique tout haut et avec force, sur son amour pour la nation française. Elle m'a beaucoup parlé en particulier ; et selon ce que j'ai pu comprendre, elle me rendait les sentiments du duc son mari. Le résultat

fut que si l'occasion se présentait, ils préféreraient les louis aux guinées, même en moindre quantité. Je répondis fort ambigûment à un discours aussi clair, et ai fini par dire que j'étais persuadé du cas que S. M. faisait de l'amitié d'une maison aussi illustre, et qui appartenait de si près à S. M. Prussienne. La duchesse m'a fait promettre d'y retourner pendant le voyage du roi d'Angleterre à sa maison de chasse, qui est fixé à mardi premier de septembre. Vous me demandez, monseigneur, à quand le départ de ce prince pour l'Angleterre: c'est encore ce que personne ne sait, et ne saura vraisemblablement qu'à la fin de septembre au plus tôt; ce sera sûrement le plus tard qu'il pourra. Cependant, s'il a égard aux représentations des amiraux, il n'attendra pas une saison trop avancée. Tous ses passages ont été orageux, et quelques-uns très-dangereux; mais le plaisir d'être à Hanover l'a emporté jusqu'à présent sur ces considérations.

Le traité du subside de la Bavière fut conclu et signé le 22 août, ou autant vaut; et le courrier du comte d'Hasselang partit pour Munich le 23 au soir, sans que ce ministre bavarois en ait fait part à M. de Wrède, comme ses instructions le portaient précisément. Mondit sieur de Wrède juge qu'il faut qu'il en ait eu de postérieures, dont le ministre palatin à Munich n'ait eu aucune communication, pour s'écarter comme il a fait de ce concert qui lui était aussi précisé-

ment enjoint, ou que le duc de Newcastle ait exigé du Bavarois de ne rien communiquer au Palatin des lumières de qui il me semble qu'on se méfie, ou qu'on craint; c'est assurément l'un ou l'autre, et peut-être tous les deux, car on m'a dit que le conseil de Bavière, depuis la retraite de M. de Pressingen, adopte les raisons dorées.

M. de Wrède a eu une conférence longue et assez vive avec le duc de Newcastle, dont il s'est tiré en habile homme. Le début a été, de la part du duc de Newcastle, que le roi son maître lui avait permis de lui communiquer la conclusion de son traité avec la Bavière, et s'il ne voulait pas y accéder; Wrède lui a répondu qu'il fallait en avoir vu les articles avant de se décider sur un acte aussi important: Cela sera, lui répliqua le duc, mais quand préalablement nous aurons su votre sentiment. — Le mien particulier ne décidant de rien, je crois que V. E. me dispensera de le donner: à l'égard de celui de mon maître, je l'ignore. Nous avons, reprit le duc, la pluralité des voix : Bohême, Bavière, Cologne, Trèves, Mayence et Saxe; il n'y a que vous et le roi de Prusse: est-ce que vous voudriez vendre votre voix? — Vous achetez la plupart des autres, pourquoi est-ce que nous ne vendrions pas la nôtre, au moins au prix de l'accomplissement des traités, et du paiement de ce qui nous est dû? Sur ce dernier article le duc est entré en matière, et a affecté de regarder les sommes dues par la

cour de Vienne à la Palatine, comme étant si excessives, qu'elles étaient impayables. Il fut aisé à M. de Wrède de se récrier avec fondement sur cette proposition, et de faire voir que ce qui était accordé et liquidé par des traités ne pouvait se prescrire. Mais, lui répondit le duc de Newcastle, souvent, Monsieur, quand on presse trop une décision, il en résulte une négative. — C'est ce que nous demandons, monsieur, pour prendre nos mesures; nous préférons une réponse positive, telle qu'elle soit, à l'état d'incertitude où la cour de Vienne nous laisse, en ne donnant aucune réponse à notre ministre. L'électeur mon maître n'a-t-il pas dû espérer qu'en exécution du traité d'Aix-la-Chapelle, S. M. Britannique s'intéressât à lui faire avoir une satisfaction convenable; que plus les prétentions étaient considérables, dès qu'elles étaient décidées légitimes, et plus les garants du dernier traité de paix devaient y réfléchir? Vous voulez, lui répliqua encore le duc, que l'impératrice vous paie de l'argent, pour lui avoir fait la guerre. Wrède se récria à cette proposition, et prouva sans beaucoup de peine que l'idée du duc n'était pas juste. La conversation revint sur l'élection d'un roi des Romains. Il dit que le roi d'Angleterre étant vieux, et ayant établi la paix, ne demandait que de la consolider, et que cette élection en était le meilleur moyen; que, cette question devant se décider à la pluralité, elle était pour eux; qu'ainsi on se passe-

rait, si on ne pouvait faire autrement, du roi de Prusse, et de l'électeur Palatin. M. de Wrède lui dit qu'il s'en fallait beaucoup que cette question fût décidée. Nous avons des exemples pour nous, lui répliqua le duc ; il y en a de contraires, lui dit Wrède, sans s'expliquer davantage. Depuis ce temps M. de Munichausen fait tout ce qu'il peut pour obtenir le sentiment du ministre Palatin, et les moyens qu'il a de le soutenir. C'est à quoi il se refuse, non qu'il n'ait la matière toute prête; mais il ne croit pas devoir s'expliquer, et j'estime qu'il fait à merveille : cette réserve de sa part lui fait craindre de ne pas obtenir ce dont M. de Munichausen l'avait flatté, de lui communiquer amiablement les moyens qu'il avait de soutenir et prouver que la majorité des suffrages décidait et de l'élection, et de la question, s'il était nécessaire d'élire un roi des Romains.

Au reste, on caresse beaucoup mondit S. de Wrède en ce pays, parce qu'on le craint, et son savoir. J'ai eu l'honneur de vous mander que, selon toutes les règles, il avait prétendu que M. de Worster, second ministre plénipotentiaire de la cour de Vienne, lui fît annoncer son arrivée, ou lui fît la première visite, et qu'il avait rendu compte à sa cour de son refus; il en a été approuvé : le ministère d'ici en a été intrigué, disant cependant à Wrède qu'il était fondé en raison. Le roi d'Angleterre a voulu être lui-même

lé médiateur de cette affaire. Wrède n'a pu s'y refuser, et leur a seulement fait observer que toute cour électorale était intéressée à la démarche qu'on allait exiger de lui. Le roi décida que Worster prierait Wrède à dîner ; que préalablement le comte de Stadion irait le trouver, de la part du ministre impérial, et lui témoignerait la peine qu'il ressentait d'avoir manqué à ce qu'il devait ; que le comte de Richecourt l'avait mal informé ; de plus, selon la décision du roi d'Angleterre, Worster devait, aussitôt après le départ du dîner, aller rendre visite à Wrède, qui de son côté prit le dîner comme étant étranger au cérémonial, et le lendemain retourna chez l'Autrichien, et s'expliqua, devant témoin, que c'était la première visite qu'il lui rendait. Si le roi d'Angleterre, selon l'avis de ses ministres, n'avait pas jugé le concert nécessaire entre le Viennois et le Palatin, il ne se fût pas mêlé de les rapprocher ; car il n'est pas plus question de moi, que si je n'étais pas vis-à-vis de M. de Worster dans le même cas. Vous jugez bien, monseigneur, que je serais peu flatté de la réparation ; mais j'ai l'honneur de vous en donner avis, afin que, si vous avez quelque point de cérémonial à discuter avec la cour de Vienne, vous puissiez vous servir de ce manquement à mon égard de la part du ministre Autrichien.

Le comte de Flemming est de retour ici ; il me paraît plus content qu'il n'était avant son dé-

part. Le duc de Newcastle affecte de ne pas douter de la voix électotale de la Saxe.

J'ai eu l'honneur de vous rendre compte du combat entre MM. de Fréchapelles et de Schwiechel, le premier chambellan et sous-grand écuyer, l'autre chambellan, tous deux fort aimés de leur maître, mais également perdus pour lui. Le prince a nommé aux emplois de Fréchapelles; on ne sait pas sûrement où il s'est retiré. C'est un sujet admirable pour la conduite des haras; on n'hésite pas à dire que personne n'a eu autant de connaissance que lui dans cette partie : il y paraît dans l'écurie du roi d'Angleterre en ce pays-ci, où il y a dix attelagas de chevaux de différens poils, singuliers, et de la plus grande beauté.

Je ne puis me résoudre à confier ma lettre à la poste; vous savez que j'ai lieu de croire que mon chiffre est connu dans ce pays-ci. J'attendrai quelque occasion sûre, et le retour ou l'arrivée du courrier que vous ne manquerez pas de dépêcher pour annoncer les couches de madame la Dauphine. C'est le 27 août que j'ai l'honneur de vous écrire.

Le roi de Prusse a été quelque temps fort inquiet de savoir ce qui avait donné lieu à l'envoi de M. Williams à Warsovie, et cela peu de temps après sa première audience à Berlin. Ce mystère vient en quelque façon de se développer. On veut ici être sûr de la voix de Saxe, et le duc de Newcastle a montré à M. de Wrède une de ses

lettres, dans laquelle il mandait qu'il voyait toute apparence de réussir pour la voix électorale; mondit S. de Wrède lisait au-dessus, dans cette même lettre que lui montrait M. de Newcastle, et y a vu: Je vois jour à la grande affaire, et je ne désespérerais pas d'en venir à bout avec quelques secours en argent. Si ce ne sont pas les termes, c'en est au moins le sens. Ce peu de mots aperçus et joints à quelques autres indices, font croire que cette grande affaire en question est d'assurer la succession de Pologne dans la maison de Saxe; et si, conjointement avec la Russie, on ne peut parvenir à faire tomber cette couronne au prince royal, d'y présenter le prince Xavier. L'entreprise paraît forte, vu la puissance du parti contraire à la cour. Mais cette grande assemblée de troupes Russes, en Livonie et en Curlande, ne pourrait-elle pas avoir cette affaire pour objet?

Celle de l'élection se pousse toujours avec chaleur, de manière que les apparences sont que l'électeur de Mayence proposera incessamment une assemblée *ad hoc.* On discute sur l'endroit, Francfort, Heilbrown, ou Ratisbonne. Jusqu'à présent, les avis penchent pour ce dernier endroit. Ceux qui appuient le plus sur ce choix, disent que, les ministres électoraux et autres étant déja assemblés, les séances pour les délibérations commenceraient plus tôt, et avec moins d'inconvénient. Cependant, comme on ne paraît pas disposé

à rassembler les suffrages des princes de l'empire, qui ne sont pas électeurs, les électeurs opposants, s'il y en a, attireront tous ces princes, qui seront piqués du peu de cas qu'on aura fait de leurs suffrages.

Quoique M. de Wrède ait dit n'être point instruit sur le point qui semble faire le principal objet des conférences qui se tiennent chez M. de Munichausen, il y a été formellement invité ainsi que le comte de Flemming. Au sortir de la dernière, M. de Wrède a représenté à M. de Munichausen l'indécence qu'il y avait de n'y pas appeler M. de Klingraff, et l'inutilité de travailler et de délibérer sur des matières uniquement relatives au bien de l'empire, sans avoir recueilli le sentiment d'un électeur, qui tenait un si grand rang. On l'a proposé à S. M. Britannique, qui, malgré son peu de goût pour le ministre Prussien, y a consenti.

J'ai peur que ce ne soit abuser de votre temps de vous faire de pareils détails, mais il faut que vous me les passiez faute de plus intéressants. Je vous ajouterai seulement, que, jusqu'à ce moment-ci, M. de Wrède ne s'est point expliqué sur les sentiments de l'électeur son maître, eu égard à l'élection d'un roi des Romains; il laisse la chose dans une incertitude complète : cela n'empêche pas qu'il ne soit d'avis aussi que la chose ira grand train.

Quelques dames, de celles qui vont au Ghorde

avec le roi d'Angleterre, croient qu'après que ce prince y aura demeuré trois semaines ou un mois, il ne passera que 15 jours ici, et en partira pour retourner en Angleterre. Dans la supposition que ce fût pour le 15 d'octobre, ne jugeriez-vous pas à propos, Monseigneur, de me pourvoir, dans le courant du mois de novembre, de tout ce que vous jugerez qui me soit nécessaire pour prendre congé de ce prince, et me mettre en route qui vraisemblablement se dirigera par Cassel. Il me sera bien difficile de me dispenser de passer un ou deux jours chez le prince Guillaume, de qui j'ai l'honneur d'être connu, et qui m'en a prié plusieurs fois; cependant je ne ferai sur cela que ce que vous ordonnerez.

M. de Walls, que j'ose toujours vous dire attentif à ce qui peut m'intéresser et notre cour, vient de me faire dire qu'il fait repartir un courrier qui lui a été dépêché d'Espagne. Je crois pouvoir profiter en toute sûreté de cette occasion, pour expédier la lettre que j'ai l'honneur de vous écrire, qui est commencée du 28 du mois dernier.

Je vous ai annoncé le retour du comte de Flemming, qui n'a rien fait ici qu'assister à une des conférences dont je vous ai parlé. On devait lui donner des instructions sur la voix électorale pour l'élection d'un roi des Romains, et sur quelques autres articles. La négligence des ministres demeurés à Dresde, peut-être peu in-

struits eux-mêmes, l'a laissé partir sans lui en donner. Il a assuré cependant que M. le duc de Newcastle, lui fit avant-hier la première proposition directe de concourir par la voix électorale de Saxe, à l'élection d'un roi des Romains. Sa réponse a été que, n'étant point instruit, il ne pouvait rien dire sur cela; mais qu'il lui semblait que la proposition devait venir de l'empereur.

Le comte de Stadion a parlé très-clair à M. de Wrède, et a fini par lui dire: après tout c'est en bon voisin et par amitié pour l'électeur, que nous vous pressons sur cela; car nous avons grandement la pluralité. Ainsi nous nous passerons de lui, et du roi de Prusse, mais nous désirerions que cela se fit de bonne grâce.

M. de Worster lui a touché quelques mots des prétentions de l'électeur Palatin à la charge de la cour de Vienne, et lui a dit, entre autres choses, que lors du traité d'Aix-la-Chapelle, la France n'avait point du tout songé à ses intérêts, qu'il n'en avait été fait mention que par M. Robinson; qu'ainsi, ayant la seule obligation de cet article à l'Angleterre, il lui proposait de remettre leurs discussions à la décision de S. M. Britannique et de l'électeur de Mayence. La réponse de M. de Wrède a été une négative, disant que l'électeur son maître n'abandonnerait jamais la discussion de pareils intérêts à d'autres puissances, qu'à celles qui étaient intéressées, selon le trai-

té de paix, à lui faire rendre justice; qu'il avait tout lieu de ne pas douter de la bonne volonté de la France, et qu'il ne fallait pas compter pouvoir l'en détacher.

M. de Klingraff ne doute plus du succès de l'élection, et croit qu'avant qu'il soit deux mois d'ici, peut-être même plus tôt, l'électeur de Mayence fera la convocation dans les formes, et que cette assemblée décidera, à la pluralité des suffrages et avec promptitude, les deux questions: s'il est besoin d'élire un roi des Romains, et qui ce doit être. Il ne croit pas que l'assemblée soit convoquée à Ratisbonne, mais bien à Francfort.

Le roi d'Angleterre partit hier pour le Ghorde. On m'a assuré que son départ pour l'Angleterre était fixé au 2 de novembre.

Vous serez sans doute instruit par l'ambassadeur d'Espagne, de l'objet principal de l'envoi du courrier qu'a reçu M. de Walls. Comme les Anglais demandent toujours, en attendant la commission qu'on se propose de part et d'autre, pour liquider leurs comptes, des cédules à l'effet d'envoyer le vaisseau à la mer du Sud, le duc de Newcastle a été obligé d'envoyer en Angleterre les propositions que l'Espagne fait à cet égard. Voilà ce que j'ai pu en savoir. Cette affaire ne paraît pas prête à se terminer.

Le ministre Palatin sort de chez moi, au retour d'une conférence qu'il vient d'avoir avec le duc de Newcastle: il en est plus content que par

le passé, sans cependant avoir de grandes espérances de réussir, eu égard aux prétentions d'indemnités dués à l'électeur par la cour de Vienne. Le duc lui a répondu que le roi son maître avait promis à l'empereur de ne jamais l'engager à la moindre cession de terre, sous le prétexte d'aucun dédommagement; et le S. Worster avait dit la veille, que sa cour était bien résolue à ne rien céder en terres, et qu'elle n'avait point d'argent pour satisfaire aux prétentions de l'électeur Palatin. C'est sur ce propos que M. de Wrède a appuyé dans sa conservation, avec le duc de Neucastle qui l'a mis au point de lui laisser quelque espérance que le roi d'Angleterre s'intéresserait dans cette affaire. « Mais, lui dit-il, l'électeur sera donc le seul qui n'engagera pas sa voix pour l'élection d'un roi des Romains. M. de Puysieulx (1) a déclaré à mylord Albermale, que la France ne se mêlerait pas de cette affaire, *quoique peut-être elle le dût faire.* » Sa réponse a été qu'il ignorait encore le sentiment de l'électeur son maître, mais qu'il croyait que son intention était de conserver sa voix libre; qu'ainsi il ne disait pas, lui Wrède, qu'il voulût s'opposer à la susdite élection, et aussi peu qu'il voulût y consentir. Le duc de Newcastle lui reparla encore de la certitude de la réussite de cette affaire, attendu la grande supériorité de suffrages, et de tout ce qu'elle avait

(1) Ce journal est adressé à ce même ministre.

gagné en engageant l'électeur de Bavière, que c'était l'article principal.

Voilà l'état où en sont les choses jusqu'au moment présent ; dès que M. de Wrède sera instruit des articles du traité de Bavière, il m'a promis de m'en faire part, et je ne perdrai point de temps à vous en instruire, quoique je sois persuadé que vous le saurez avant moi.

Le 4 septembre.

J'ai reçu, monseigneur, les lettres dont vous m'avez honoré, des 28 et 29 du mois passé, que votre courrier m'a remises. Il a continué sa route sans s'arrêter que le temps qu'il a fallu pour changer de chevaux. Une heure après, j'ai dépêché un de mes gens pour porter, en toute diligence, le paquet qui était à l'adresse de lord Tyrconnell. Je compte qu'il sait à présent l'agréable nouvelle des couches heureuses de madame la dauphine. Votre courrier a été rendu ici le 2 à huit heures du soir. J'ai fait part sur-le-champ, au duc de Newcastle, de la bonne nouvelle qu'il apportait. Il est parti cette nuit, pour aller joindre le roi son maître au Ghorde, et s'est chargé de la lettre de notification de S. M., pour le roi d'Angleterre. J'ai hésité long-temps sur le parti que j'avais à prendre, et si je ne ferais pas mieux de la porter moi-même; mais, par le conseil même du duc, j'ai pris celui de la lui remettre; ce seigneur m'ayant fait entendre que, sur-tout dans les commencements du voyage, le Roi d'Angleterre me

saurait gré de m'en épargner la peine. Je lui ai lu l'article de votre lettre où vous dites que S. M. est persuadée de l'intérêt que le roi d'Angleterre prend aux événements qui ont rapport à elle; je n'ai pu me tenir de lui communiquer le détail dans lequel vous voulez bien entrer avec moi, sur la tendresse et la sensibilité du roi, qui, comme vous me le marquez, monseigneur, pourrait servir d'exemple aux familles les plus unies. Il n'y a point d'acte de ce grand prince, qui ne soit marqué au coin de la bonté et de la grandeur; alliage difficile, et qu'il n'appartient qu'à lui de rendre parfait.

Il paraît toujours certain que le départ du roi de la Grande-Bretagne pour l'Angleterre, est fixé au deux de novembre. Les ministres étrangers qui sont ici et qui doivent se trouver à Londres, tels que MM. de Richecourt, Walls et Perron, etc., s'arrangent pour partir le 15 du mois prochain. Je ne doute pas que les autres ne retournent chez eux vers ce temps. Ce sera à peu près celui que je suppose que vous trouverez bon que je prenne, puisque vous me faites l'honneur de me mander que je ne partirai d'ici que quelques semaines avant le roi; mais soyez sûr que j'attendrai vos ordres, et que, selon ma coutume, je les exécuterai à la lettre.

J'ai eu l'honneur de vous écrire par le courrier que M. de Walls a renvoyé à l'Ambassadeur d'Espagne auprès de S. M. Je n'ai rien à ajouter

à ce que contient ma lettre, sinon qu'il est moralement certain qu'il n'a été fait jusqu'à présent aucune offre à M. de Wrède pour l'électeur Palatin, de quelque espèce qu'elle soit, et que ce ministre ne compte pas qu'on lui en fasse. On traite avec lui sur le dédommagement; et, comme je vous l'ai dit, on avance que la reine de Hongrie est bien résolue à ne céder aucune terre, et qu'elle n'a point d'argent. Je crois que Wrède va droit, j'en ai journellement de nouvelles preuves, qui sont même assez sensibles pour persuader Klingraff, qui n'est pas mal soupçonneux. Il ne balance pas en toute occasion à faire valoir l'attachement de son maître pour le roi, et la ferme résolution où il est de ne s'en jamais départir, en même temps qu'il assure qu'on le trouvera toujours appliqué à remplir les devoirs d'un prince de l'empire. Il m'a prié d'être sa caution auprès de vous, de son attachement au système invariable de son maître, et de son respect envers vous: il se propose d'aller cet hiver à la cour. Enfin mon opinion est que les impressions qu'on a essayé de vous donner contre lui, sont fausses. Les talents ont toujours des envieux. Ses liaisons avec Munichausen ne sont pas telles qu'on vous l'a dit; il se plaint quelquefois à moi de la finesse, même de la duplicité de ce ministre Hanovrien. Il est actuellement son rival dans les conférences qu'ils ont eues sur les affaires de l'empire. Munichausen a le désagrément de voir le senti-

ment de Wrède prévaloir, et réduire ses volumes d'écriture à rien, par quelques mots de mondit S. de Wrède. Je ne crois pas qu'on doive avoir quelque inquiétude de ses liaisons.

M. de Klingraff m'a assuré positivement qu'il n'y avait rien de vrai dans ce qu'on vous a dit de la négociation du landgrave de Hesse pour le renouvellement de son traité de subside, que même cela ne serait pas si l'on veut. A l'égard de Darmstadt, il n'en sait rien: en tout cas, ce sera peu de chose.

Le 20 septembre.

C'est le 19 de ce mois que je commence ma lettre pour retarder le moins qu'il me sera possible votre courrier, à son retour de Stockholm; selon mon calcul, il ne doit être ici que le 24 ou le 25; et c'est dans ce même temps que mylord Tyrconnel se propose de me renvoyer celui de mes gens que je lui ai dépêché, selon vos ordres.

J'ai été de retour de Brunswick, le 16; je n'ai pu me dispenser de mon second voyage: les empressements du duc et de la duchesse pour me revoir à leur cour étaient si marqués, et mon séjour ici si peu utile pendant l'absence du roi d'Angleterre et du duc de Newcastle, que je n'ai pas cru pouvoir me dispenser de céder à une invitation si pleine de bonté. Peut-être ne serez-vous pas fâché que je vous dise ici ce que j'ai vu d'extraordinaire à Brunswick et à Wollfembuttel: dans la première de ces villes, il y a un mortier qui

a été fondu en 1411 et pèse 180 quintaux; sa longueur est de 10 pieds 6 pouces, le diamètre de 2 pieds 9 pouces; le diamètre du grand renfort a 8 pieds; le boulet pèse 730 livres et est de pierre; on a chargé cette pièce de 92 livres de poudre l'année 1717, le premier de novembre; sa portée a été de 3300 pas; elle fut tirée aussi en 1728, et une troisième fois en 1730 toutes ces époques marquaient quelque événement touchant la réformation luthérienne. Le duc de Brunswick ordonna à un de ses officiers d'artillerie, de me donner ce petit mémoire. A Wollfembuttel, dans son arsenal, il me fit voir une pièce de canon de fer, assez polie, de 62 pieds de longueur; son calibre est à-peu-près, à ce qu'il m'a paru, celui de 24; et un autre du même métal, de 36 pieds; on m'a assuré qu'elles ne créveraient pas si on les tirait; mais je me tiendrais sûrement à l'écart si j'étais à l'épreuve.

Le comte de Bentinck était à Brunswick, où il a été fêté autant, mais pas plus que moi: mais il ne peut l'être davantage qu'ici où il s'est rendu le 14, jour de l'arrivée du duc de Newcastle du Ghorde; il donne une grande activité à la négociation; mais il m'est revenu qu'il ne la croit pas aussi près du succès, que le duc de Newcastle et les ministres Hanovriens. Je vous dirai, à propos de M. de Bentinck, que le bruit qui s'était répandu, qu'il n'était point du tout content par rapport à sa négotiation sur la barrière, se con-

firme assez. Il n'en est pas moins échauffé sur celle de l'élection d'un roi des Romains; en cela il fait sa cour au roi d'Angleterre et au duc de Newcastle, qui l'ont fortement à cœur : ce doit être un objet brillant pour la harangue, à l'ouverture du parlement d'Angleterre, et qui donnerait une belle couleur au traité de subside conclu avec la Bavière; il y manquera, à ce que l'on m'a dit, la conclusion de l'accommodement avec l'Espagne. Selon M. de Walls, cette négociation avance très-lentement; mais une chose intrigue actuellement le duc de Newcastle, et plus encore le comte d'Hasselang, c'est que le courrier qui doit apporter les ratifications n'arrive pas : le duc envoie sans cesse chez le Bavarois pour savoir s'il n'est pas encore venu; celui-ci craint de son côté d'avoir outre-passé ses pouvoirs, en concluant le traité pour six années tandis qu'il n'avait ordre que pour quatre; mais il a pris sur lui ces deux années, comme un dédommagement de ce que sa cour avait à prétendre de celle de Vienne, sur la Mirandole et la Concordia. C'est aujourd'hui 19 que le terme fixé pour l'échange des ratifications expire. L'impatience du duc de Newcastle est grande et lui fait différer son départ pour le Ghorde avec le comte de Bentinck jusqu'à demain. Si le courrier n'arrive pas dans la journée, le comte d'Hasselang fait partir le secrétaire de légation de Bavière pour être instruit du sujet de ce retardement. Mondit sieur

d'Hasselang en use avec une réserve quasi odieuse avec monsieur de Wrède, qui ne sait rien de particulier sur ce traité annoncé par articles dans la gazette de Cologne du 11 de ce mois. Quelqu'un aussi bien instruit que M. d'Hasselang lui-même, convient que cet énoncé de la gazette est à-peu-près conforme à l'original, où cependant l'article cinq s'explique plus clairement sur la voix électorale pour l'élection d'un roi des Romains. C'est tout ce que j'en ai pu apprendre de plus positif.

J'ai eu l'honneur de vous mander que dans le traité de l'électeur de Cologne, ce prince s'était vaguement engagé à concourir avec l'électeur d'Hanover à tout ce qui serait jugé être du bien de l'empire. Cette cour-ci a exigé en dernier lieu quelque chose de plus expressif : l'électeur n'a point fait difficulté d'assurer sa voix électorale pour un roi des Romains, par écrit; et le ministre Hanovrien qui réside auprès de lui a mandé que ce prince était en état et offrait de fournir en cas de besoin vingt-cinq à trente mille hommes, si on voulait les payer. Il ne reste que la Saxe, dont le duc de Newcastle n'est pas encore entièrement sûr. Il attend le comte de Flemming, qui est retourné à Dresden, et n'a demeuré ici que trois ou quatre jours depuis son premier départ. Il en coûtera quelque chose au roi d'Angleterre et il aura aussi cette voix. Vous savez que la Saxe lui doit plusieurs années

d'intérêts d'une assez grosse somme, qu'il a prêtée pour faire la guerre au roi de Prusse. Si la nation anglaise consent à donner de l'argent au roi de Pologne, il se pourrait que le roi la retînt en paiement desdits intérêts ; ce ne serait pas tout-à-fait le compte du magnifique ministre, mais bien celui du roi d'Angleterre, quand il aura obtenu ce qu'il a si fortement à cœur. Quoi qu'il en soit, monseigneur, je n'imagine pas que la chose soit aussi prochaine que quelques-uns la croient. Il peut survenir des difficultés que ces messieurs n'auront pas prévues. M. de Wrède leur en prépare ; mais il est désolé de ne pas savoir ce que le roi pense là-dessus. Le duc de Newcastle a encore affecté de lui répéter que vous aviez dit au comte d'Albermale « que S. M. « était résolue à ne point s'en mêler, quoique « peut-être elle le dût faire. » C'est un argument dont il se sert pour persuader le Palatin qui demeure inébranlable dans ce qu'il a avancé, et presse uniquement pour avoir une réponse positive sur les prétentions de son maître à la cour de Vienne, et l'accomplissement du traité d'Aix-la-Chapelle, pour l'article qui le regarde. Le duc de Newcastle lui fait espérer cette réponse et le cajole beaucoup ; mais je suis bien trompé, si ce ministre se laisse endormir par des paroles : au moins me paraît-il dans des dispositions toutes contraires.

Ses liaisons avec M. de Munichausen sont très-

altérées : ils ne sont point du tout contents l'un de l'autre ; Wrède, à cause qu'il s'aperçoit que Munichausen lui tend des piéges et veut le tromper, et celui-ci parce qu'il n'y peut parvenir. Il y a peu de jours qu'il me dit qu'il ne connaissait personne, dans le monde, plus faux que le ministre Hanovrien. Ceux de Vienne commencent aussi à s'en plaindre : mais cela peut s'accommoder avec ces derniers.

Le 23 septembre.

J'ai reçu, monseigneur, la lettre dont vous m'avez honoré, du 12 de ce mois, n° 8. Je compte que les articles de celle-ci, que je date du jour même que j'écris, répondront à quelques-uns de ceux qu'elle contient.

J'ai lu à M. de Wrède l'article de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, qui dément ce que M. le duc de Newcastle lui avait avancé, comme venant de votre part, de l'indifférence du roi sur les affaires d'Allemagne. Mondit sieur de Wrède m'en a paru extrêmement satisfait, puisque cela lui montre la façon de penser de S. M., dont il était si curieux pour en faire une règle de sa conduite.

J'ai aussi parlé à M. le duc de Newcastle de ce que vous me mandez sur les plaintes portées par M. de Cornwallis contre M. de la Jonquière, et lui ai rappelé à cette occasion ce que je lui avais dit de la surprise où l'on était en France, qu'un

homme reconnu pour aussi sage qu'il l'était, eût, sans de fortes raisons, donné lieu à de pareilles plaintes. La réponse du duc a été que tout cela s'ajusterait dans les conférences entre les commissaires anglais et français; qu'on lui avait mandé que les uns et les autres étaient également raisonnables; que le roi son maître et lui ne pouvaient assez se louer de l'équité du roi; qu'il se flattait que vous étiez également content de lui.

Je lui ai remis la lettre de S. M. au roi d'Angleterre, en réponse à la notification de la naissance d'un fils au prince de Galles.

Enfin les ratifications du traité de Bavière sont arrivées le 20, à la grande satisfaction du duc de Newcastle, qui était désespéré de ce retardement. Toute sorte de soupçons lui sont venus dans la tête. Il en était si outré, qu'il a tenu à cet égard plusieurs propos fort singuliers, croyant son crédit perdu en Angleterre s'il ne réussissait pas.

L'échange des ratifications se fit hier au soir. J'ai recouvré ce traité, et je vous l'envoie ci-joint, tel que M. de Wrède me l'a remis. Mais ce n'est pas tout, il y a un autre traité ou des articles séparés où la cour de Vienne est entrée, et dont M. de Wrède n'a pu avoir jusqu'à-présent une parfaite connaissance. Je sus hier par MM. de Walls et comte du Perron, qui ont l'art de tirer du comte d'Hasselang ce qu'ils veulent, que l'Angleterre paie seulement vingt mille livres sterling, la Hollande dix mille, et l'impératrice-reine dix

mille autres, qui, pendant six années, font la somme de soixante mille livres sterling, lesquels sont assurés par caution bourgeoise à Ausbourg et à Francfort. C'est en partie sur la prolongation de six années au lieu de quatre, que le comte d'Hasselang a outre-passé ses pouvoirs, et que son inquiétude n'était pas petite de ne voir pas arriver les ratifications. Ce qui en a occasioné le retardement, est que l'électeur de Bavière a voulu communiquer le tout à l'électeur de Cologne, et avoir son avis, qui a été une approbation complète. Mais où, à mon sens, M. d'Hasselang a prévariqué, c'est qu'il avait un ordre de ne consentir à l'échange des ratifications qu'après que M. de Wrède aurait fait la déclaration verbale au duc de Newcastle que l'électeur Palatin n'avait rien à dire contre ce traité, et que le duc de Newcastle se serait résolu à donner, de la part du roi d'Angleterre, une déclaration par écrit, portant que S. M. Britannique voulait s'employer efficacement à faire donner satisfaction à l'électeur Palatin, et ajouter que le traité, qui venait d'être conclu et ratifié, ne devait porter aucun préjudice à celui d'union qui subsistait entre les cours Palatine et de Bavière. Le duc s'est offert à donner la première, mais a refusé la seconde. M. de Wrède, de son côté, n'a point voulu articuler que l'électeur son maître n'eût rien à dire contre ce traité, disant cependant qu'on ne devait pas espérer porter aucune atteinte à l'union si nécessaire et si an-

cienne entre les maisons Palatine et de Bavière. M. d'Hasselang s'est conduit dans tout cela à l'unisson du ministère bavarois; je veux parler de MM. de Brethone et Zintzeim. Il a eu part, comme eux, à ce que l'on croit, aux arguments dorés; les intérêts de l'électeur Palatin ont toujours été fort en arrière de ceux de ces messieurs, dans lesquels j'ai tout lieu de comprendre M. d'Hasselang, qui a reçu des ordres ou instructions particulières de ce ministère, très-différentes de celles dont on donnait connaissance au ministre palatin à Munich, et sur lesquelles M. de Wrède devait agir.

Le duc de Newcastle a fait de nouvelles propositions à M. de Wrède, qui, toutes vagues qu'elles sont encore, semblent cependant se rapprocher du but. Il offre, par exemple la restitution de Blensteim, une entière satisfaction dans le duché de Sulztbach, le privilége de *non appellando* pour tous les pays appartenants à l'électeur, de s'employer de toutes ses forces et de celles du roi son maître pour lui faire avoir satisfaction de la cour de Vienne; qu'il fallait lui donner le temps d'arriver en Angleterre pour achever de terminer toutes les autres prétentions à la charge de sa cour et de celle de Hollande. Hier il lui renouvela toutes ces propositions, et lui dit, entre autres choses, que son crédit en Angleterre avait été chancelant, qu'il était plus affermi que jamais, et que monsieur Pelliom son frère l'en avait assuré en lui

renvoyant le traité fait avec la Bavière, qu'il voudrait bien qu'il vînt, lui Wrède, à Londres, et qu'il lui donnait sa parole d'honneur que, si l'électeur voulait y envoyer quelqu'un, que six semaines après son arrivée il serait payé des sommes qu'il prétendait à la charge de l'Angleterre et de la Hollande; après quoi, lui dit-il, nous traiterons l'affaire de l'élection. Ce discours fait croire à M. de Wrède que cette grande affaire n'est pas absolument déterminée, ou que les agents ont besoin du suffrage de l'électeur Palatin. Ce n'est pas que le duc de Newcastle n'ait fait entendre assez clairement que si le Palatin se refusait, on aurait recours à la Saxe; mais Wrède n'a pas été aussi effrayé de ce propos que le comte d'Hasselang. Je sais, à n'en point douter, que c'est avec ce leurre que le duc de Newcastle a attrapé le Bavarois, et l'a induit à se presser dans une affaire qui n'eût pu que devenir meilleure, si la Bavière était demeurée unie avec le Palatin.

Jusqu'à présent, M. de Wrède a été bien utile ici; mais il se croit aussi très-nécessaire auprès de vous, monseigneur, pour vous développer bien des mystères et en prendre une règle de conduite dans des circonstances aussi critiques pour l'Allemagne. Il a découvert, à n'en point douter, m'a-t-il dit, que l'impératrice reine paie un subside à la Russie pour l'entretien de 30000 hommes à sa disposition à tous égards; mais que ne trouvant pas ce corps assez nombreux pour

ses vues, et n'étant pas en état d'en payer davantage, elle a recours à l'Angleterre; et lui représente que, ne payant plus au Danemarck les 100,000 livres sterling qu'elle lui donnait autrefois, elle pouvait être en état d'employer cette somme pour l'entretien de 30000 autres Russes sur le même pied que ceux qu'elle avait déja; qu'un corps de 60000 Russes à la disposition de l'alliance pouvait faire un objet capable de les amener au point où ils voulaient être; que les 50000 autres livres sterling seraient employées très-utilement tant à l'électeur Palatin qu'à d'autres princes de l'empire. La proposition de donner des troupes a été faite à l'électeur Palatin. C'est plutôt pour faire montre en Angleterre que par besoin, ainsi que le duc s'en est expliqué à M. de Wrède. Quelque peu nombreux que soit ce corps, lui a-t-il dit, c'est un prétexte pour vous faire du bien. Le ministre palatin m'a dit lui avoir ôté par sa réponse jusqu'à l'ombre d'espérance d'amener son maître à donner ses troupes.

Il fut invité et pressé par le duc de Newcastle en premier lieu, et par messieurs de Stadion et Worster en second, de se trouver à la conférence qu'il y eut hier, dont le principal motif était l'échange des ratifications. Il l'a refusé constamment, disant que, n'étant instruit sur aucune des matières qui devaient s'y traiter, il croirait manquer au service de l'électeur son maître s'il était présent à un acte où il n'avait rien à dire. Il m'a

confié le plan qui est mis en protocole, et m'a dit de vous dire qu'il ne croyait pas que vous l'ayez encore pu recevoir de Manheim. Je joins cette pièce ici. Il m'avait fait espérer de me donner par écrit ce qu'il pense sur les moyens les plus propres à faire naître des obstacles à cette opération, j'entends celle de l'élection d'un roi des Romains; à cette occasion il m'a confié la négociation de M. de Wolmeser son beau-frère, touchant l'union de l'électeur Palatin avec le landgrave de Hesse, les ducs de Wirtemberg, des Deux-Ponts, et le margrave de Bareuth, et voudrait bien être instruit de son succès comme devant décider du parti qu'il y a à prendre dans la circonstance présente. Il croit encore qu'on doit presser cette affaire.

Il me demanda aussi mon avis sur le dessein où il était de partir d'ici incessamment; il m'a paru qu'il ne pouvait mieux faire, d'autant plus qu'après avoir répondu affirmativement aux propositions qui lui avaient été faites, touchant la voix de l'électeur Palatin, que ce prince la voulait conserver libre suivant les constitutions de la bulle d'or jusqu'au moment d'en faire usage, et ayant d'ailleurs toutes les assurances, qu'on lui a données, de lui faire rendre justice sur ses prétentions, il me semblait que sa retraite ne pouvait qu'opérer un bien, puisqu'elle laissait le ministère d'ici dans l'incertitude; que cela le ferait rechercher davantage. Il est convenu de tous ces

points et m'a dit encore aujourd'hui devoir faire les premières démarches à cet égard. Il se propose de vous aller trouver le plutôt qu'il pourra. Il m'a encore dit que toutes les mesures étaient prises à la cour de Vienne, pour construire une forteresse à Brissack, ou ailleurs sur le haut-Rhin.

M. de Hop, ministre de Hollande, part aujourd'hui pour retourner à la Haie ; le comte d'Hasselang, le 8 du mois prochain ; M. le comte de Czernicheff, le 10 ; M. de Walls, le 12, et passera par Calais ; le comte du Perron, le 15 ou le 16 ; le départ du roi d'Angleterre est toujours fixé au 2 de novembre : le duc de Newcastle m'a dit qu'il le croyait sûr, quoique cependant il n'eût pas reçu l'ordre de demander les yagtchs. Je vous annonce, monseigneur, tous ces départs pour vous laisser à juger si le mien ne pourrait point être avancé vers le 15 du mois prochain. J'espère avoir le courrier que j'ai dépêché à milord Tyrconnell de retour dans deux ou trois jours au plus tard ; il ne sera plus question que d'attendre celui qui revient de Stockholm, pour vous dépêcher ce paquet-ci en même temps que ceux de Berlin.

Je ne dois pas manquer de vous donner avis que le comte de Flemming est revenu de Dresde avec la comtesse son épouse, qu'il a été droit au Ghorde sans passer par ici. Il fallait que ses affaires fussent pressées puisque la comtesse, qui ne peut le quitter sans être à la mort, l'a suivi sans être encore entièrement rétablie de ses couches.

On prétend qu'un des moyens que l'Angleterre a de gagner la Saxe est de flatter le comte de Brühl de concourir efficacement à lui faire obtenir le duché de Curlande pour son gendre ou son fils.

Toutes les négociations entre la Saxe, la cour de Vienne, et la Russie, inquiètent beaucoup M. de Klingraff. Il voit bien noir et les dispositions, où il sait que cette cour-ci est à l'égard du roi son maître, ne contribuent pas peu à l'effrayer. Il est vrai que dans toute cette affaire-ci il est compté pour rien. Le duc de Newcastle dit un jour tout franchement à M. de Wrède que le roi d'Angleterre ne pouvait pas désaprouver les liaisons de son maître avec la France, mais qu'il n'en était pas de même de celles qu'il avait avec le roi de Prusse; que, le même besoin n'y étant pas, l'inclination serait suspecte. Mondit sieur de Wrède voudrait bien savoir quels sont les sentiments de S. M. Prussienne, mais M. de Klingraff n'a pu l'en instruire.

Le 25 septembre.

J'ai reçu aujourd'hui, monseigneur, la lettre dont vous m'avez honoré, du 15, je dois commencer par vous dire que je me confirme plus que jamais dans l'opinion de sincérité à l'égard de M. de Wrède ; je l'ai fondée sur les efforts qu'on vous a dit que faisaient les ministres d'Hanover pour faire entrer l'électeur Palatin dans un traité d'union pour

les affaires de l'empire. Il m'a dit qu'il était vrai que peu de temps après son arrivée M. de Munichausen l'aîné lui avait dit, avec son ton doucereux ordinaire, que le roi d'Angleterre aimait tant et si tendrement l'électeur Palatin et était de son côté si zélé pour le bien de l'empire, pourquoi l'électeur ne voudrait-il pas entrer dans un traité d'union, qui n'eût d'autre objet que ce même bien de l'empire; que sa réponse, à lui Wrède, avait été que l'électeur son maître avait été bien sensible aux marques d'amitié que lui donnait S. M. Britannique, qu'il se piquait de lui être particulièrement attaché, qu'aucune espèce de traité ne pourrait resserrer leur amitié, et qu'il n'était besoin d'aucun pour l'engager à concourir à tout ce qui serait du bien de l'empire. M. de Wrède m'a ajouté que je pouvais être tranquille, qu'il n'en était ni ne serait jamais rien.

Il m'a aussi développé son projet qui m'a paru fort sage, c'est celui de ne point ôter tout-à-fait à ces messieurs l'espérance d'amener l'électeur Palatin à leur but, afin, m'a-t-il dit, de retarder la besogne et de nous donner du temps; qu'il en avait écrit dans ce sens à l'électeur son maître, le conjurant de ne s'ouvrir à personne sur ses véritables intentions qu'avec vous, monseigneur.

A l'égard de la coadjutorerie de l'évêché d'Osnabruck en faveur du duc de Cumberland, je ne comprends point ce qui peut avoir donné lieu à cette nouvelle. C'était le grand-père du roi d'An-

gleterre, qui était évêque d'Osnabruck; il lui est succédé un évêque catholique, auquel succédera un luthérien de la maison de Brunswick-Lunebourg, et cela par l'arrangement fait au traité de Westphalie. Si l'électeur de Cologne venait à mourir du vivant encore du roi d'Angleterre, il est probable que ce prince en revêtirait le duc de Cumberland; mais si, selon le cours de la nature, l'électeur survit à S. M. Britannique, il est à croire que le prince de Galles pour-lors électeur d'Hanover en revêtira un de ses fils, d'autant plus qu'il ne passe pas pour être mû d'une grande tendresse pour son frère le duc de Cumberland. Il ne paraît pas vraisemblable que l'électeur de Cologne consente à un coadjuteur luthérien, je ne répondrais pas cependant qu'il n'y eût quelque dépêche faite en conséquence de la part du roi d'Angleterre.

Le comte d'Hasselang convient avoir reçu une lettre vive de reprimande de la part de l'électeur de Bavière son maître, qui lui mande que non-seulement il a passé ses instructions, mais qu'encore il a manqué à exécuter les ordres les plus précis qui lui avaient été donnés, qui portaient expressément de communiquer tout à M. de Wrède. Il a eu avec lui une espèce d'explication. Wrède lui a répondu que c'était à lui à savoir quels étaient ses ordres et en quoi il y avait manqué; qu'il avait rendu compte à sa cour de tout

ce que lui Hasselang lui avait communiqué; que c'était à l'électeur son maître à juger s'il avait tout-à-fait rempli ses intentions. Hasselang a fini par le prier d'écrire à sa cour qu'il avait lieu d'être content de lui, l'assurant que de son côté il écrirait à celle de Bavière la même chose à son égard. Wrède lui a dit qu'il le remerciait de sa bonne volonté, qu'il ne voulait de juge que son maître et de grâce que de lui; qu'au reste il n'avait à écrire rien sur son compte, que ce qu'il avait fait jusqu'alors. Hasselang lui a dit encore qu'à la vérité il avait été bien grondé, mais que les ministres étaient fort contents de lui, et lui avaient mandé avoir pris son parti vis-à-vis de l'électeur. Il me semble que toutes ces circonstances pesées indiquent bien clairement la corruption. M. d'Hasselang est fort dérangé en Angleterre, et n'a point caché la prodigieuse envie qu'il avait d'y retourner dans une situation à faire face à ses affaires. M. le duc de Newcastle avait trop besoin de la conclusion de ce traité pour le soutien de son crédit, comme il en convient lui-même, pour ne pas mettre tout en usage afin d'en accélérer l'exécution.

Selon le dernier plan de ces messieurs, l'assemblée électorale doit avoir lieu à Francfort: le prétexte que prendra l'électeur de Mayence pour l'indiquer sera de travailler aux affaires de l'empire, et d'y statuer sur des réglements tendants à son plus grand bien. Il n'est pas douteux qu'en

conséquence on n'y mette sur le tapis l'élection d'un roi des Romains, comme un des articles les plus essentiels pour y parvenir, en prévenant les troubles qui pourraient survenir à la mort de l'empereur.

Je ne crois pas que je trouve le prince Guillaume de Hesse à Cassel : on croit qu'il ira à Hanau avant le départ du roi d'Angleterre, et cela dans la vue d'avoir un prétexte pour ne pas venir ici; soyez sûr que ces princes ne l'aiment point. M. de Wrède se propose de passer quelques jours avec lui, avant d'arriver à Manheim.

Trouvez bon, s'il vous plaît, monseigneur, que je prenne la liberté de vous adresser le placet au roi d'un homme de qualité de ce pays-ci, qui tient à tout ce qu'il y a de meilleur : je ne sais quel usage vous en pourrez faire; mais il m'a été fortement recommandé.

Le 30 septembre.

Votre courrier, monseigneur, arrive dans le moment de Stockholm, où il vous dira avoir passé dix jours et trois à Coppenhague. Je ne sais ce que vous direz de ma longue épître; sans l'attente où j'étais journellement de ce courrier, elle eût été plus brève contenant cependant en substance tout ce que j'ai l'honneur de vous marquer en style très-diffus. Je n'ai néanmoins rien à ajouter depuis la dernière date.

M. le chevalier de la Touche partit hier au soir d'ici, n'ayant séjourné qu'un jour. Il est chargé d'un très-gros paquet qui m'est venu de Berlin, à votre adresse, et que mon courrier m'a dit venir de chez la reine-mère; milord Tyrconnel ne m'en dit pas un mot, mais comme M. le chevalier de la Touche doit faire diligence et arriver vraisemblablement en même temps ou peu de jours après, je n'ai pas hésité à le prier de s'en charger, d'autant que son volume est assez considérable pour embarrasser un courrier. Mondit sieur chevalier de la Touche m'a laissé deux lettres, l'une pour vous, et l'autre pour M. le comte d'Argenson, que je joins ici avec une à son adresse que me renvoie M. le marquis de Havrincourt.

Le roi d'Angleterre est attendu ici samedi prochain, on ne lui fera sa cour que dimanche; et si j'apprends, à n'en point douter, que son départ pour l'Angleterre soit fixé au 2 novembre, je fais état de partir d'ici le 15 octobre; si je vois le landgrave de Hesse, ce sera à Hanau. Il est parti de Cassel il y a dix ou douze jours. Je ne sais encore si le prince son fils et la princesse sont du voyage.

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE Ier VOLUME.

NOTICE HISTORIQUE.

CORPS DES MÉMOIRES.

Première partie.

Seconde partie.

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.



